

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 1^{ER} CYCLE

Université de La Réunion

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 24/03/2026

Au nom du comité d'experts :

Olivier Ballesta, Président

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, Présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	5
Domaine Arts, lettres, langues.....	5
Domaine Droit, économie, gestion.....	5
Domaine Santé	5
Domaine Sciences humaines et sociales.....	5
Domaine Sciences, technologies, santé	6
Organisation de l'évaluation	7
Rapport du 1^{er} cycle	8
Présentation de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	9
Analyse globale de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	10
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	11
L'accompagnement des étudiants du 1 ^{er} cycle à la réussite.....	12
L'adossement des formations du 1 ^{er} cycle à la recherche	14
La professionnalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	14
L'internationalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	16
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1 ^{er} cycle.....	17
Conclusion.....	18
Points forts.....	18
Points faibles.....	18
Recommandations	19
Points d'attention transversaux.....	19
Points d'attention sur les formations du 1 ^{er} cycle.....	19
Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle	21
Rapports des formations du 1^{er} cycle.....	28
Observations de l'établissement	166

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université de La Réunion pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19, ainsi que par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 1^{er} cycle (loi ORE, accès aux études de santé, bachelors universitaires de technologie, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement. Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme des bachelors universitaires de technologie (BUT), seules les deux premières années des BUT (BUT1 et BUT2) sont évaluées en vague E et dans ce rapport.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 1^{er} cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visioconférence, comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégalement par le Hcéres et l'établissement.

Ce rapport contient, dans cet ordre, le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 1^{er} cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues

- Licence *Langues étrangères appliquées*
- Licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- Licence *Lettres*

Domaine Droit, économie, gestion

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation*
- Diplôme du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures *Économie et sciences de l'ingénieur*
- Licence *Administration économique et sociale*
- Licence *Administration publique*
- Licence *Droit*
- Licence *Économie et gestion*
- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*
- Licence professionnelle *Commerce et distribution*
- Licence professionnelle *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire*
- Licence professionnelle *Management et gestion des organisations*
- Licence professionnelle *Métiers du marketing opérationnel*
- Licence professionnelle *Métiers du tourisme et des loisirs*

Domaine Santé

- Diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques*
- Diplôme de formation générale en *Sciences médicales*

Domaine Sciences humaines et sociales

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Carrières sociales*
- Licence *Géographie et aménagement*
- Licence *Histoire*
- Licence *Information-communication*
- Licence *Sciences sociales*
- Licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication*
- Licence professionnelle *Métiers de l'animation sociale, socio-éducative et socioculturelle*

Domaine Sciences, technologies, santé

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie biologique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Hygiène sécurité environnement*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications*
- Licence *Chimie*
- Licence *Génie civil*
- Licence *Informatique*
- Licence *Mathématiques*
- Licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales - MIASHS*
- Licence *Physique*
- Licence *Sciences de la Terre*
- Licence *Sciences de la vie*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif*
- Licence *Sciences pour la santé*
- Licence *Sciences pour l'ingénieur*
- Licence professionnelle *Agronomie*
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement*
- Licence professionnelle *Maintenance et technologie : organisation de la maintenance*
- Licence professionnelle *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique*
- Licence professionnelle *Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 1^{er} cycle de l'université de La Réunion a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par Monsieur Olivier Ballesta, maître de conférences en géographie à l'université Bordeaux Montaigne. La vice-présidence du comité a été assurée par Monsieur Éric Tanguy, maître de conférences en physique à Nantes Université.

Ont également participé à cette évaluation :

- M. Serge Agbodjo, maître de conférences en sciences de gestion à l'université Toulouse III - Paul Sabatier ;
- M. Cédric Bertrand, professeur des universités en chimie à l'université de Perpignan Via Domitia ;
- Mme Brigitte Deguin, professeure des universités en sciences du médicament à Université Paris Cité ;
- M. Yann Demichel, maître de conférences en mathématiques à l'université Paris Nanterre ;
- Mme Sondès Kahouli, maîtresse de conférences en économie à l'université de Bretagne Occidentale ;
- M. Hugo Lopes, étudiant en criminologie à l'université de Bordeaux ;
- M. Ludovic Marin, professeur des universités en sciences et techniques des activités physiques et sportives à l'université de Montpellier ;
- M. Bruno Mazières, maître de conférences en sciences de gestion à l'université de Limoges ;
- M. Jean-Pierre Micaelli, maître de conférences en sciences de gestion à l'université Jean Moulin – Lyon 3 ;
- M. Amine Nait-Ali, professeur des universités en génie informatique, automatique et traitement du signal à l'université Paris-Est Créteil ;
- M. Romain Orioli, professeur agrégé en sciences économiques et sociales à l'université de Lille ;
- M. Ion Octavian Pop, maître de conférences en génie civil à l'université de Limoges ;
- Mme Maria Susana Seguin, maîtresse de conférences en langue et littérature françaises à l'université de Montpellier - Paul Valéry ;
- Mme Florence Terranova, consultante à IBF International Consulting ;
- M. Éric Vial, professeur des universités en histoire contemporaine à CY Cergy Paris Université.

Mme Emmanuelle Dubocage, conseillère scientifique, et M. Maxime Vasnier, chargé de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 1^{er} cycle

Présentation de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du premier cycle de l'université de La Réunion est pluridisciplinaire. Elle regroupe 47 formations qui relèvent de deux champs disciplinaires propres à l'établissement : Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien, qui regroupe les formations des domaines Arts, lettres, langues (ALL), Droit, économie, gestion (DEG) et Sciences humaines et sociales (SHS), et le champ Sciences, technologies et santé en environnement tropical, qui correspond aux formations du domaine Sciences, technologies, santé (STS).

Cette offre de formation, qui accueille 12 693 étudiants en 2022-2023 (dont 666 en BUT, 11 192 en licence, 417 en LP, 394 en DFG et 24 en CPES) se répartit entre les domaines disciplinaires de la manière suivante : 3 formations en domaine Arts, lettres, langues (ALL) pour 1 465 étudiants, 12 en Droit, économie, gestion (DEG) pour 3 583 étudiants, 2 en Santé pour 394 étudiants, 7 en Sciences humaines et sociales (SHS) pour 1 825 étudiants, 22 en Sciences, technologies, santé (STS) pour 5 402 étudiants ainsi qu'une formation bi-disciplinaire, le CPES *Économie et sciences de l'ingénieur* pour 24 étudiants.

Elle se compose de 24 mentions de licence, 13 licences professionnelles (LP), 7 bachelors universitaires de technologie (BUT), 2 formations en santé (diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques*, diplôme de formation générale en *Sciences médicales*), ainsi qu'un diplôme du Cycle *pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES- Économie et sciences de l'ingénieur)* conférant grade de licence. Un accès aux études de santé est proposé à travers des licences accès santé (L.AS) dans 9 mentions de licence à savoir :

- Licence *Droit* ;
- Licence *Économie et gestion* ;
- Licence *Mathématiques* ;
- Licence *Sciences de la vie* ;
- Licence *Sciences pour la santé* ;
- Licence *Sciences sociales* ;
- Licence *STAPS : activité physique adaptée et santé* ;
- Licence *STAPS : éducation et motricité* ;
- Licence *STAPS : entraînement sportif*.

Ces formations sont réparties entre sept composantes, dont cinq unités de formation et de recherche (UFR), un Institut universitaire de technologie (IUT) et un Institut d'administration des entreprises (IAE) :

- L'UFR Sciences et technologies (huit licences et une LP) ;
- L'UFR Lettres et sciences humaines (sept licences et une LP) ;
- L'UFR Droit et économie (quatre licences et le CPES *Économie et sciences de l'ingénieur*) ;
- L'UFR Santé (une licence et deux diplômes de formation générale) ;
- L'UFR Sciences de l'homme et de l'environnement (quatre licences et une LP) ;
- L'IUT de La Réunion (sept BUT et cinq LP) ;
- L'IAE (une licence et cinq LP).

Seule université française et européenne dans la zone indianocéanique à plus de 9 000 km de l'université française la plus proche, l'université de La Réunion compte trois campus (Moufia, Terre-Sainte et Le Tampon), ainsi que quatre sites (Bellepierre, Maïdo, Victoire et Technopole) implantés sur l'ensemble du territoire de l'île.

L'université de La Réunion porte deux campus des métiers et des qualifications (CMQ), qui bénéficient à l'offre du 1^{er} cycle, Management des services numériques et Génie civil et éco-construction en milieu tropical. L'établissement est aussi lauréat, en collaboration avec ces deux CMQ, du projet « Mieux construire dans un environnement numérique et tropical (MCENT) », obtenu en 2019 dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'innovation pédagogique du Programme d'investissements d'avenir (PIA).

Analyse globale de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'université de La Réunion propose une gamme de formations pluridisciplinaires garantissant aux bacheliers de son territoire des perspectives d'études diversifiées.

L'implantation de ses formations, aussi bien au nord qu'au sud de l'île, s'inscrit en cohérence avec sa stratégie d'université de proximité au service de la population réunionnaise. L'établissement revendique un rôle d'ascenseur social en accueillant 75 % des néo-bacheliers du territoire. L'offre de formation se saisit de manière pertinente des enjeux du développement durable et de la transition écologique, en lien avec les spécificités de son environnement insulaire et tropical. Les enseignements sont avantageusement complétés par des initiatives de sensibilisation à ces enjeux, qui positionnent les étudiants comme acteurs de ces défis. La structuration de l'ensemble de l'offre de formation du 1^{er} cycle sous la forme de majeures, mineures, et de compétences transversales s'appuyant sur un large catalogue d'unités d'enseignement (UE) d'ouverture (UEO) constitue un point fort de l'établissement.

Cette structuration est soutenue par des pratiques pédagogiques diversifiées, parfois innovantes, qui mobilisent à bon escient les outils numériques. La professionnalisation du 1^{er} cycle est dans l'ensemble assez bonne avec en particulier une offre de bachelors universitaires de technologie (BUT) et de licences professionnelles (LP) dont les apprentissages apparaissent en bonne adéquation avec les besoins socioéconomiques du territoire. L'adossement des formations à la recherche correspond globalement aux attentes du 1^{er} cycle avec parfois l'implication d'unités de recherche (stages, projets tutorés), mais la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements révèle d'importantes disparités qui nécessitent un renforcement de leur part dans plusieurs formations.

L'établissement s'est engagé à proposer une place à tous les bacheliers de l'île qui le souhaitent, mais cette politique inclusive se traduit par des taux de réussite en première année (L1) très faibles, atteignant des niveaux préoccupants dans certaines licences générales à gros effectifs. Conscient du problème, l'établissement met en œuvre des dispositifs d'aide à la réussite étudiante. Si l'appréciation de leur efficacité n'est pas aisée à la lecture des dossiers d'autoévaluation, ils apparaissent toutefois faire preuve d'une relative efficacité, mais souffrent d'un déploiement très inégal au sein des formations. La prise en compte de l'hétérogénéité des profils étudiants et le suivi des mesures d'accompagnement nécessitent de toute évidence un traitement plus systématique au sein des licences générales. Ce problème se pose en revanche avec moins d'acuité pour les BUT et les LP.

Le pilotage des formations gagnerait à être renforcé au niveau de la réussite étudiante mais également sur d'autres volets. Ainsi, le taux d'encadrement par les enseignants et enseignants-chercheurs permanents est faible dans une majorité des formations du premier cycle. De plus, le suivi des diplômés en matière de poursuite d'études et d'insertion professionnelle apparaît largement perfectible. La visibilité des formations est en effet trop souvent entravée par la faiblesse des taux de réponses aux enquêtes qui nuit à l'interprétation des résultats.

L'établissement est engagé dans une dynamique d'internationalisation qui favorise son rayonnement au sein de l'aire de l'océan Indien. Mais en dépit des efforts entrepris par l'UR pour inciter et accompagner la mobilité étudiante, l'établissement se caractérise notamment par des flux sortants très faibles qui invitent à redoubler d'efforts pour lever les freins, par ailleurs bien identifiés, à cette mobilité. L'enseignement des langues vivantes étrangères (LVE) et de l'anglais en particulier, est à cet égard un levier essentiel et les apprentissages en présentiel gagneraient à être étoffés.

Le processus d'amélioration continue des formations s'appuie sur des conseils de perfectionnement, fonctionnels dans l'ensemble du cycle, bien que certains d'entre eux doivent intégrer davantage des professionnels extérieurs. De la même manière, ces conseils de perfectionnement devraient pouvoir s'appuyer sur des évaluations des enseignements et des formations plus fiables. Ce n'est pas toujours le cas ; or, l'ensemble des formations doit pouvoir disposer de ce type d'outils dans une démarche réellement efficace d'amélioration continue. Enfin, la mise en œuvre de l'approche par compétences (APC) demeure partielle. Elle s'applique efficacement dans la plupart des BUT mais elle est, en revanche, encore balbutiante en licence et son déploiement doit être accompagné par l'établissement.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'université de La Réunion (UR) propose une offre de formation large et pluridisciplinaire en cohérence avec ses ambitions stratégiques et les spécificités de son environnement local. Le large spectre de formations proposées en 1^{er} cycle garantit aux bacheliers de multiples poursuites d'études sur le territoire réunionnais.

L'offre de formation s'est étoffée au cours de la période de référence avec le lancement des bachelors universitaires de technologie (BUT) et des ouvertures, telles la licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)* ou le CPES *Économie et sciences pour l'ingénieur*, qui couvrent les deux champs de formation de l'établissement, à savoir « Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien » d'un côté et « Science, technologies et santé en environnement tropical » de l'autre. Le développement du campus du Tampon dans le sud de l'île, illustré par l'ouverture d'un cycle désormais complet pour la licence *Administration économique et sociale (AES)*, participe de cette volonté d'améliorer l'accès aux études supérieures des Réunionnais. En outre, l'aménagement du campus de Terre-Sainte à Saint-Pierre favorise la structuration d'un pôle de santé clairement identifié avec, dans le 1^{er} cycle, la présence du diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques (DFGSMa)*, du diplôme de formation générale en *Sciences médicales (DFGSM)* et de la licence *Sciences pour la santé*. L'UR assume ainsi pleinement sa fonction d'université de proximité et sa politique de formation exprime une vision territoriale au bénéfice de la population locale. Il est à noter aussi que la pertinence des formations pour les besoins du marché du travail favorise l'essaimage de formations, comme c'est le cas pour l'implantation de la LP *Assurances, banques, finances* en Guadeloupe et en Martinique.

L'UR mène une politique ambitieuse en matière de développement durable. Celle-ci se concrétise par la mise en œuvre du « Programme de transition écologique et environnementale » (PROTECTEUR). Le champ de la formation se saisit de ces enjeux à travers un catalogue d'unités d'enseignement d'ouverture (UEO) à destination des licences générales. Neuf UE au choix apportent des éclairages spécifiques sur des thématiques comme les écoquartiers, la gestion des déchets, la biodiversité réunionnaise, les plantes dans les espaces bâtis, la pollution lumineuse, l'alimentation, le changement climatique et la transition énergétique. Ces UE créditées de deux crédits ECTS accueillent 696 inscrits au cours de l'année 2022-2023. En complément de cette initiative remarquable, plusieurs formations intègrent des enseignements dédiés au développement durable et à la transition écologique. C'est en particulier le cas des BUT *Génie biologique*, *Génie civil - construction durable*, des licences *Géographie et aménagement* et *Administration économique et sociale (AES)*, de la LP *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire*, ainsi que du diplôme de formation générale en *Sciences médicales (DFGSM)*. Cet engagement de l'établissement se manifeste également à travers de multiples initiatives de sensibilisation, telles l'organisation, dans le cadre de la licence *Information-communication*, d'une conférence « Médias et climat : nouvelles approches » en partenariat avec France Télévisions, la participation d'étudiants de plusieurs cursus au concours « Water4Future Hackathon » sur les enjeux de la gestion de l'eau ou à des manifestations comme le « World Cleanup Day ». En revanche, le champ du développement durable apparaît durant la période de référence trop peu investi dans la LP *Management et gestion des organisations (MGO)* et le BUT *Carrières sociales* ; ce dernier se déclarant d'ailleurs, de façon surprenante, non concerné par cet enjeu majeur, y compris dans ses dimensions sociales.

L'offre de formation du 1^{er} cycle présente, dans son ensemble, une bonne complémentarité même si le positionnement de certaines licences professionnelles gagne à être clarifié. L'offre du 1^{er} cycle est suffisamment diversifiée pour garantir une poursuite d'études cohérente aux étudiants titulaires d'un brevet de technologie supérieur (BTS) ou à ceux issus de Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Le partenariat entre le rectorat et l'université s'incarne dans une forme moins classique, à travers le Cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES). Celui-ci permet d'assurer une transition plus fluide entre le lycée et l'université grâce à l'intervention d'enseignants du secondaire, tout en proposant deux parcours de spécialisation, l'un en *Économie*, l'autre en *Sciences pour l'ingénieur*.

L'ouverture à la pluridisciplinarité est grandement favorisée par la structuration des maquettes de licence en blocs (majeures, mineures et compétences transversales). La complémentarité des formations s'exprime également à travers des mutualisations d'enseignements. Par exemple, la licence *Histoire* propose en troisième année (L3) un enseignement intégré dans le bloc d'UE majeures du parcours Créole de la licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)*. La collaboration est encore plus poussée avec la licence *Géographie et aménagement* grâce à la possibilité d'une double inscription en L3 dans la perspective de la poursuite d'études en master *MEEF* et de la préparation au Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) *Histoire et géographie*. La complémentarité des formations atteint un niveau particulièrement abouti au sein de l'UFR Sciences et technologies (ST). Les étudiants peuvent s'inscrire, soit en double licence, soit dans un diplôme d'université (DU) donnant une coloration disciplinaire supplémentaire à leur cursus. Il est en revanche regrettable de ne pas disposer de données pour estimer la proportion des étudiants qui se saisissent de cette remarquable opportunité.

Le décloisonnement disciplinaire sort également du cadre strict de l'UFR ST avec des possibilités de double diplomation *Anglais-chimie* ou encore *Droit-chimie*. Enfin, la réforme de l'accès aux études de santé s'est déployée dans neuf licences qui aménagent désormais un parcours de licence accès santé (L.AS), la majeure partie des effectifs se répartissant entre les mentions *Sciences de la santé* et *Sciences de la vie*. Si l'offre de formation du 1^{er} cycle apparaît globalement à la fois cohérente et complémentaire, le positionnement de certaines LP interroge pour différentes raisons.

La LP *Management et gestion des organisations* affiche un profil beaucoup trop généraliste et des carences récurrentes en matière de lien avec le tissu économique local, qui invitent à repenser ses objectifs et ses contenus. La LP *Commerce et distribution* apparaît en concurrence directe avec le BUT *Techniques de commercialisation*, parcours *Marketing et management du point de vente* sans toutefois que ce problème affecte ses effectifs. En revanche, la LP *Agronomie*, en perte d'attractivité, gagnera à développer des passerelles et à augmenter sa visibilité.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

L'attractivité des formations du 1^{er} cycle est globalement bonne durant la période de référence. Elle découle de la politique inclusive d'un établissement engagé à proposer une place à chaque néo-bachelier du territoire qui le souhaite. Cette ambition s'inscrit dans un contexte insulaire où les mobilités sont évidemment contraintes par l'éloignement du territoire métropolitain et par des conditions sociales marquées par une précarité supérieure à la moyenne nationale. L'UR a ainsi augmenté les capacités d'accueil de ses formations du 1^{er} cycle, qui se mobilisent chaque année pour mener des opérations d'information et de communication auprès des lycéens (journées d'immersion, portes ouvertes, salons, etc.). Globalement, les effectifs du 1^{er} cycle sont assez stables (- 2 % en trois ans).

Ce sont les BUT qui attirent le plus les néo-bacheliers. En effet, les formations BUT *Carrières sociales* et BUT *Gestion des entreprises et des administrations* (GEA) recensent plus d'un millier de candidatures dans le cadre de la procédure Parcoursup pour des capacités d'accueil respectives de 54 et 107 places. Les LP maintiennent également un bon niveau d'attractivité, preuve de leur adéquation avec le milieu socioéconomique local. La LP *Métiers du marketing opérationnel* fait figure d'exception : elle perd, en trois ans, près de la moitié de ses candidatures et de ses inscrits. Enfin, en licence, la majorité des candidatures des néo-bacheliers se porte sur un nombre limité de formations sous tension comme *Administration économique et sociale*, *Droit*, *Sciences et techniques des activités physiques et sportives* (STAPS), *Économie et gestion*, tandis que les licences *Génie civil et Physique* sont les seules à avoir vu leurs effectifs fortement diminuer ; en trois ans, le nombre des néo-bacheliers entrants passant respectivement de 103 à 49 et de 20 à 5. Cette chute préoccupante des effectifs nécessite des réponses appropriées de la part des équipes pédagogiques afin d'infléchir la tendance.

L'établissement est confronté à des taux de réussite particulièrement bas en L1 qui reflètent l'hétérogénéité du profil des étudiants et gagnent à être analysés plus finement à l'échelle de chaque formation. Lorsque l'on rapporte le nombre d'étudiants validant l'intégralité des crédits ECTS auxquels ils sont inscrits à l'effectif total des étudiants, le taux de réussite en L1 s'établit à environ 34 % dans l'ensemble du 1^{er} cycle au cours de l'année 2022-2023. Les formations en *Information-communication* et en *Sciences sociales* affichent des taux de réussite en L1 bien élevés avec respectivement 50 % et 51 % en 2022-2023. En revanche, les licences caractérisées par de gros effectifs comptent parmi celles qui enregistrent les taux de réussite les plus faibles en L1 (31,6 % en STAPS, portail commun), voire critiques ou alarmants (25,4 % en *Droit*, 20,7 % en *Sciences pour la santé*, 17,2 % en AES et 12,3 % en *Économie et gestion*). Ainsi, près de 4 étudiants sur 10 en *Économie et gestion* et 3 sur 10 en *Droit* ne valident aucun crédit ECTS en 2022-2023. Parmi les autres licences générales, celle de MIASHS se distingue aussi par un échec très important : seulement 3 étudiants sur 19 valident tous les crédits ECTS, en 2022-2023.

Face à une telle sélectivité en première année, il n'est pas surprenant de voir les taux de réussite en L2 et en L3 atteindre des niveaux élevés. En 2022-2023, ces taux s'élèvent par exemple à plus de 80 % en STAPS *Activité physique adaptée et santé* (APAS), *Droit*, ou *Sciences de la Terre*. Ces valeurs rejoignent également celles observées dans toutes les LP, et dans la deuxième année de BUT. À noter que, si la majorité des BUT affichent des taux plutôt élevés à l'issue de la première année, le BUT *Carrières sociales* fait figure d'exception et connaît une perte inquiétante de ses effectifs d'environ 39 % entre la première et la deuxième année, qui nécessite une analyse plus approfondie de la part de l'équipe pédagogique.

L'importance de l'échec en première année réclamerait, au niveau de chaque formation, une analyse plus approfondie. Une première explication réside dans le fait que les titulaires d'un baccalauréat professionnel ou technologique, généralement moins armés pour satisfaire aux prérequis des licences générales, représentent une part considérable des cohortes de L1 (66 % en AES, 59 % en *Économie et gestion*, 47 % en *Géographie et aménagement*, 42 % en MIASHS, 32 % en *Sciences pour la santé*).

Ces chiffres révèlent tout particulièrement la nécessité de développer sur le territoire réunionnais des formations post-bac adaptées à ce profil de néo-bacheliers, tout en renforçant l'information auprès des lycéens sur les prérequis en licence, ainsi que sur l'importance du choix des spécialités du bac afin de faciliter la transition avec l'université. En outre, les difficultés de maîtrise de la langue française, en particulier chez les étudiants recrutés via Études en France, pèsent sur les taux de réussite. Enfin, des différences majeures se font jour, au sein d'une même mention, entre les étudiants du parcours L.AS et le reste de la promotion. Généralement, la promotion hors L.AS progresse plus facilement dans le cursus. Par exemple, en 2022-2023, parmi les 68 étudiants inscrits en L.AS 1 *Sciences de la vie*, seulement 22 passent en L2, tandis qu'aucun n'intègre un des deux diplômes de formation générale en deuxième année (DFG2). Cette intégration en DFG2 se fait en revanche plus facilement après la validation d'une L.AS 2 (23 étudiants en 2022-2023).

Le dispositif d'aide à la réussite étudiante fait preuve d'une relative efficacité, mais il souffre d'un déploiement inégal au sein des formations. L'engagement de l'établissement se traduit par une progression très encourageante de la réussite étudiante au cours de la période de référence ; et ce pour les trois catégories de bacheliers (généralistes, technologiques, professionnels). L'UR met ainsi en place un Cycle préparatoire aux études supérieures et à l'insertion professionnelle (CPESIP) labellisé Parcours pour réussir et s'orienter (PAREO), des inscriptions en L1 sous condition « oui-si » associées à des parcours individualisés, avec un allongement possible des études, ainsi que des contrats de réussite pédagogique. Il n'est cependant pas aisé d'apprécier l'efficacité globale de ce dispositif à la lecture des dossiers d'autoévaluation (DAE). À cet égard, les formations STAPS (dans leur portail commun) déclarent ne pas être en mesure de suivre leurs étudiants de L1 inscrits dans les parcours individualisés, et par conséquent, d'évaluer les effets de ces mesures d'accompagnement sur leur réussite. Néanmoins, lorsque l'on calcule le taux de réussite des étudiants de L1 admis sous condition « oui-si » sur la base des données chiffrées fournies dans les DAE, il apparaît que le dispositif porte ses fruits. Par exemple en 2022-2023, le taux de réussite de cette catégorie d'étudiants est en effet très supérieur au taux de réussite global dans les licences *Sciences sociales* (95 % contre 51,3 %) et *Sciences de la vie* (80 % contre 46,8 %). De plus, cet écart augmente nettement durant les trois années de référence. Le différentiel en faveur des étudiants admis sous condition « oui-si », bien que notable, est moindre en AES (26,3 % contre 17,2 %). Il est en revanche trop peu significatif dans le portail commun de STAPS (35 % contre 31,6 %) et en *Économie et gestion* (15,6 % contre 12,3 %) où l'équipe pédagogique a toutefois conscience de l'enjeu de la réussite. La proportion des étudiants inscrits sous condition « oui-si » en L1 dans cette dernière formation est passée de 33,6 % en 2021-2022 à 38,3 % en 2022-2023. Étonnamment, ce type de dispositif d'aide à la réussite ne s'étend pas à l'ensemble des licences alors que les besoins sont parfois criants et les choix en matière de répartition des moyens de la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) ne sont pas explicités. Deux formations sont confrontées à une dégradation préoccupante des taux de réussite en L1 nécessitant une réponse plus adaptée : la licence *Sciences pour la santé*, pour laquelle le taux passe de 35 % à 20,7 % entre 2020-2021 et 2022-2023, et la licence *Géographie et aménagement* où la diminution est encore plus prononcée (de 52 % à 37 %) malgré la mobilisation de l'équipe enseignante qui se traduit par la mise en place d'un parrainage des étudiants de L1 par des professeurs et d'un tutorat. Par ailleurs, les difficultés empêchant la généralisation des contrats pédagogiques de réussite doivent être rapidement réglées pour que cet outil puisse pleinement jouer son rôle.

Les formations du 1^{er} cycle s'appuient sur une diversité de pratiques pédagogiques favorisant l'acquisition des connaissances et des compétences visées, sans que l'on puisse toutefois mesurer leur effet sur la réussite. En outre, l'approche par compétences (APC) n'est pas suffisamment aboutie dans la plupart des formations. Si les pratiques pédagogiques demeurent classiques dans leur grande majorité, elles sont tout de même enrichies par des approches collaboratives, en licence *Chimie* ou en LP *Métiers de l'énergétique* par exemple, par des travaux de terrain comme en *Sciences de la Terre* et en *Géographie et aménagement*, ou par le recours à une pédagogie inversée dans les licences *Information-communication* et *Économie et gestion*. L'utilisation des outils numériques s'est par ailleurs assez largement développée. Ces derniers constituent un support désormais incontournable dans la plupart des formations : plateforme Moodle, outils interactifs tels Wooclap, etc. L'alignement des situations d'apprentissage avec les objectifs visés apparaît particulièrement abouti en BUT où, conformément au programme national, l'APC est mise en œuvre en incluant notamment des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). En licence générale, si l'APC est initiée, elle se borne, dans la grande majorité des cas, à la mise en correspondance des UE avec les blocs de compétences des fiches du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Un effort doit être fait pour faire aboutir l'APC afin de favoriser la réussite des étudiants notamment. Trois licences sont plus avancées dans la démarche (*Langues étrangères appliquées (LEA)*, *Français langue étrangère (FLE)* et *LLCER*), l'évaluation des compétences faisant partie intégrante de leurs pratiques disciplinaires. La mise en œuvre complète de l'APC devrait, à l'avenir, être portée par l'établissement. L'accompagnement des étudiants dans la création d'un e-portfolio dans le but de valoriser leurs compétences reste circonscrit à un nombre trop limité de formations, comme le BUT *Hygiène, sécurité, environnement (HSE)*. La préparation à la certification PIX est, quant à elle, largement répandue et facilitée par des enseignements proposés dans le cadre du bloc de compétences transversales de licence.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

La participation des enseignants-chercheurs (EC) aux enseignements apparaît très inégale selon les formations.

Les licences *MIASHS, Physique, Informatique, Sciences pour la santé* comptent parmi celles qui affichent la plus forte participation des EC dans les enseignements. À l'inverse, cette proportion devient largement minoritaire dans les licences *LEA (13,5 %) et AES (26 %)*. L'encadrement en enseignants-chercheurs s'avère insuffisant aussi dans certains BUT et certaines LP. Il est même inexistant en BUT *Carrières sociales*, la formation devant faire appel à un EC d'un autre département pour dispenser quelques heures d'enseignement.

Cette situation questionne la viabilité de la formation et sa capacité à satisfaire les exigences du Programme national en matière d'initiation à la recherche. Sans atteindre de telles proportions, la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements ne dépasse cependant pas les 10 % et doit être renforcée dans le BUT *Techniques de commercialisation*, ainsi que dans les LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement (QHSSSE), Métiers du tourisme et des loisirs et Métiers de l'industrie, mécatronique, robotique*.

La formation à et par la recherche du 1^{er} cycle universitaire est globalement d'assez bon niveau et elle s'appuie sur une pluralité des dispositifs, notamment avec des liens avec les laboratoires de recherche (stages, projets tutorés). Elle revêt diverses formes comme le suivi de séminaires en licence *AES, Économie et gestion et Sciences sociales*, des travaux sur des articles scientifiques (*Sciences de la Terre*), des cours en ligne en LP *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire (GOESS)* ou la possibilité d'effectuer des stages dans les laboratoires de rattachement. C'est notamment le cas dans les licences *Lettres, STAPS - Éducation et motricité, Génie civil ou Histoire* mais il n'est pas toujours indiqué combien d'étudiants se saisissent de cette opportunité. En revanche, un tiers de la promotion de L3 de la licence *Physique* est concerné chaque année par un stage dans un laboratoire de recherche. Dans d'autres formations, cette possibilité n'existe pas, soit par manque de places en raison de la sollicitation des étudiants de master (*Sciences pour la santé*), soit parce que le dispositif d'accueil n'est même pas envisagé (*AES et Droit*).

Les bénéfices de cette articulation avec les unités de recherche se manifestent également par la mise en œuvre de projets tutorés, comme en licence *STAPS APAS*, en BUT *Génie biologique*, ou par des travaux personnels autour des axes de recherche des laboratoires. Ces travaux peuvent, par exemple, consister en une synthèse bibliographique suivie d'un oral, comme en licence *Sciences de la vie*. En revanche, l'initiation à la recherche demeure trop limitée en licence *Administration publique*, ainsi que dans les licences *Informatique* ou *Mathématiques* malgré un fort encadrement en enseignants-chercheurs dans ces deux formations. La sensibilisation à l'intégrité scientifique et à la déontologie ne fait pas l'objet d'un enseignement spécifique. Toutefois, la plupart des formations indiquent qu'elles abordent ces questions de manière transversale dans les différents cours, certaines sensibilisant les étudiants à une utilisation avertie des outils de l'intelligence artificielle générative (licence *Mathématiques* par exemple). Le Service commun de documentation (SCD) est impliqué dans la formation à la méthodologie de la recherche informationnelle et documentaire via un module d'auto-apprentissage accessible depuis la plateforme Moodle.

Le diplôme de formation générale en Sciences médicales (DFGSM) propose de façon pertinente un parcours spécifique dédié à la recherche. Cette formation met en place un double *cursus Santé-recherche* dont le nombre de places est contraint par les capacités d'accueil limitées des laboratoires. Les étudiants réalisent un stage tutoré et de recherche tout en suivant des UE du master *Biologie-santé*. Ils peuvent ainsi obtenir une équivalence de première année de master (M1) et préparer le concours d'admission en deuxième année de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Au sein des autres formations, l'initiation à la recherche n'apparaît pas aussi clairement dans la structuration de l'offre, mais les contenus proposés, notamment en CPES, amènent les étudiants à se projeter vers les métiers de la recherche.

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle

En dépit d'une certaine hétérogénéité, les contenus professionnalisants sont largement développés dans les formations du 1^{er} cycle. En licence générale, les stages sont le plus souvent obligatoires en troisième année (L3) et valorisés à hauteur de deux crédits ECTS. Leur durée s'avère assez variable, avec un seuil minimal de deux semaines, par exemple dans les licences *Mathématiques, Histoire, Lettres, Sciences sociales* ; 120 heures en *LEA* - soit une durée en-dessous des pratiques usuelles pour ce type de formation ; quatre semaines en *Informatique* ou *MIASHS*. Au sein d'une même mention, on note également de fortes disparités. Ainsi, en licence *Économie et gestion*, le parcours *Économie* rend facultatif le stage alors qu'il est obligatoire dans le parcours *Gestion*. Certaines formations préconisent, en plus du stage obligatoire en L3, un stage facultatif en L2, mais il est regrettable que le système de bonification sur la moyenne, appliqué notamment en licence *Géographie et aménagement*, ne soit pas déployé dans plus de formations.

En LP comme en BUT, les stages sont bien insérés dans les maquettes, et ce conformément à la dimension fortement professionnalisante de ces formations visant une insertion immédiate des diplômés sur le marché de l'emploi. D'autres modalités sont mobilisées par les équipes pédagogiques pour développer cette professionnalisation. Il peut s'agir de projets tutorés (licence AES), de conférences métier et de rencontres professionnelles (licence *Information-communication*), d'une UE de découverte du monde du travail (licence *Mathématiques*), d'une UE relative au projet personnel et professionnel (PPP). De plus, la Direction de l'orientation, de l'insertion et de l'entrepreneuriat (DORIE) de l'UR propose également, dans le cadre des UE optionnelles, huit enseignements relatifs à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat. Ces UE font la preuve de leur intérêt en réunissant 2 640 étudiants en 2022-2023. En revanche, il est regrettable que les étudiants ne puissent pas disposer d'un e-portfolio pour valoriser leurs compétences.

La participation des professionnels dans les formations est relativement bien assurée dans l'entièreté du 1^{er} cycle, et l'offre de formation tend à intégrer les besoins et les enjeux du territoire au bénéfice de la future insertion des étudiants. Même si les DAE ne permettent pas toujours de disposer d'une vue détaillée sur la présence, dans la durée, des représentants du monde socioéconomique dans les formations et si certains partenariats sont trop peu explicités, le concours des professionnels dans les enseignements apparaît bien ancré dans les formations.

Certaines d'entre elles, comme la LP QHSSE ou la LP GOESS leur accordent une place considérable dans le volume horaire étudiant avec, comme revers de la médaille, un adossement à la recherche insuffisant. D'autres formations bénéficient d'une réelle valeur ajoutée grâce à des cours disciplinaires très ciblés (licences STAPS APAS, diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques*, BUT *Génie civil - construction durable*) et grâce à des partenariats structurants (licences *Information-communication*, *Administration publique*, LP *Agronomie*, BUT *Hygiène sécurité environnement*). À l'inverse, la participation des professionnels apparaît plus marginale et mérite d'être renforcée dans certaines formations générales. C'est le cas des licences *Lettres*, *Histoire*, *Informatique*, *MIASHS*, *Sciences pour l'ingénieur* et *Sciences de la Terre*. Globalement, ces interventions témoignent des liens étroits que l'université tisse avec le milieu socioéconomique local. À travers de multiples partenariats avec des entreprises, des associations, des collectivités publiques ou le Centre hospitalier universitaire (CHU), les formations démontrent leur capacité à s'approprier les enjeux spécifiques du territoire réunionnais sur les plans social, économique, culturel, environnemental et de la santé. La formation en alternance témoigne aussi de ces interactions avec le monde professionnel. C'est en effet le mode d'apprentissage dominant en licence professionnelle, voire exclusif dans les LP QHSSE, *Maintenance et technologie : organisation de la maintenance*, *Métiers de l'énergétique*, *de l'environnement et du génie climatique et Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique*. Les BUT ayant pour la plupart prévu d'ouvrir leur formation à l'alternance en troisième année, les données ne sont pas encore disponibles au cours de la période de référence, mis à part le BUT *Réseaux et télécommunications* qui ouvre une promotion de 12 étudiants dès la deuxième année. Enfin, en licence générale, cette modalité, non déployée, mériterait d'être étudiée lorsque cela s'avère pertinent, par exemple dans la licence *Informatique* qui s'adosse à un secteur économique dynamique.

L'établissement dispose d'outils pour suivre le devenir des étudiants du 1^{er} cycle, mais la visibilité sur la poursuite d'études et sur l'insertion professionnelle des diplômés reste inégale et largement perfectible. À l'échelle de l'établissement, cette fonction de suivi du parcours des diplômés est assurée par les services de la DORIE. Cependant, les enquêtes ne permettent pas, pour de nombreuses formations, de récolter des données consolidées et fiables sur la poursuite des études et sur la qualité de l'insertion professionnelle. Les taux de réponse aux enquêtes de cohortes sont hétérogènes et, dans l'ensemble, plutôt faibles. Ainsi, les licences *Histoire*, *Sciences de la Terre*, *Mathématiques*, le parcours CPGE ATS (*Classe préparatoire aux grandes écoles Adaptée aux Techniciens Supérieurs*) de la licence AES et les parcours *Allemand* et *FLE* de la licence LLCER affichent des taux compris entre 24 % et 37 %. De plus, ces pourcentages reposent sur des effectifs parfois très réduits qui invitent à la plus grande prudence dans l'interprétation des résultats. Trop rares sont, en revanche, les formations qui disposent de taux véritablement convenables, la licence *Géographie et aménagement* faisant figure d'exception avec un taux de 78 %. Nonobstant ces réserves, on note des poursuites d'études cohérentes avec la finalité des licences générales et très majoritairement au sein de l'UR.

Parmi les LP, une majorité affiche un bon niveau d'insertion de leurs diplômés attesté par des taux de réponses probants (*Management et gestion des organisations*, *Maintenance et technologie*, *Métiers du tourisme et des loisirs*). En revanche, le suivi s'avère manifestement défaillant et gagne à être amélioré pour un petit nombre d'entre elles, comme *Métiers du marketing opérationnel*, *Métiers de l'industrie, mécatronique, robotique*, *Métiers de l'animation sociale, socio-éducative et socioculturelle*. De ce fait, il est difficile d'apprécier leur pertinence au regard du marché de l'emploi local, ainsi que leur conformité vis-à-vis des taux d'insertion professionnelle attendus pour ce type de formation à plus de 50 %. La constitution de réseaux d' alumni pourraient, en outre, faciliter la récolte d'informations complémentaires très utiles.

L'ouverture du 1^{er} cycle à la formation tout au long de la vie (FTLV) demeure extrêmement modeste faute de moyens humains et malgré un potentiel à valoriser. La plupart des formations du premier cycle n'offrent pas ou offrent peu de possibilités d'ouverture aux publics de la formation continue (FC). Le manque de moyens humains est souvent avancé pour justifier l'absence d'offre spécifique pour l'accueil de stagiaires de la FC, comme l'énoncent les responsables des licences *Chimie* ou *Économie et gestion*. Les LP *GOESS* et *Métiers de la communication* sont les seules formations à cibler exclusivement le public de la FC tandis que la formation à distance du parcours *FLE* de la licence *LLCER* facilite l'accueil de personnes en activité. Les dispositifs de validation des acquis professionnels (VAP) et de l'expérience (VAE) sont trop peu mobilisés malgré le souhait de l'université d'attirer d'autres publics. La mise en œuvre encore partielle de l'approche par compétences (APC) au sein des licences générales ne facilite pas par ailleurs leur ouverture à la FTLV. À l'instar de ce qui est déjà initié par le BUT *Génie civil construction durable*, d'autres formations pourraient développer des certifications à destination des publics de formation continue en lien, par exemple, avec leurs domaines de compétences sur la transition écologique et énergétique ou les risques en milieu insulaire et tropical.

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle

L'établissement est engagé dans une dynamique d'internationalisation de ses formations qui reste toutefois à consolider d'un point de vue opérationnel. L'UR recense sept formations internationalisées dans le périmètre du premier cycle, dont cinq sont créées au cours de la période de référence. Cette politique favorise le rayonnement de l'université dans la région de l'océan Indien ; aux Seychelles avec le maintien de la licence *Lettres* ou bien à l'île Maurice avec la LP *Métiers de la communication : chargé de communication*. L'établissement mentionne également un nouveau partenariat avec l'Institut supérieur de technologie d'Antsirananana (Madagascar) et avec l'université des Mascareignes (île Maurice) dans le cadre de la LP *Maintenance et technologie : organisation de la maintenance, parcours Exploitation et maintenance des installations de traitement et production d'eau*. Toutefois, cette initiative pertinente n'apparaît pas être encore entrée dans une phase opérationnelle. Les mentions de langues et cultures étrangères constituent plus classiquement pour l'UR un autre axe de l'internationalisation. Par exemple, la création d'un nouveau parcours *Franco-allemand* dans la licence *LLCER*, en partenariat avec la Ruhr-Universität Bochum (RUB) et l'université Franco-allemande (UFA), débouche sur un double diplôme. La faiblesse des effectifs concernés est ici compensée par le degré élevé de mutualisation des enseignements avec l'autre parcours *Allemand*. La licence *LEA*, quant à elle, noue un partenariat avec l'Institut Confucius qui finance et assure tous les enseignements de langue chinoise. Cette externalisation totale interroge et appelle à veiller à la qualité, au pilotage et à la cohérence des enseignements dispensés au sein de cette formation.

Bien que l'établissement déploie un dispositif complet permettant de développer la mobilité internationale des étudiants, celle-ci demeure encore très modeste en ce qui concerne les flux sortants. L'incitation à la mobilité sortante s'exprime de différentes manières : organisation de réunions d'information, d'événements promotionnels (*Erasmus days*) incluant des partages d'expérience, des informations sur les aides financières, une diffusion de témoignages d'étudiants sur la chaîne YouTube. Les étudiants bénéficient d'une bonification de 0,5 point sur leur moyenne générale. Les composantes disposent d'un référent Relations internationales (RI) chargé d'informer et d'accompagner les étudiants. L'offre de mobilité internationale s'est par ailleurs enrichie de nouvelles destinations (mobilités croisées avec l'Afrique, Asia Exchanges, programmes bilatéraux avec le Canada) alors que les mobilités à l'échelle régionale sont soutenues financièrement par le programme « Regional Exchange University Indian Ocean » (REUNION). Le dispositif est complété par une UEO « Préparation à la mobilité » qui n'accueille que 43 étudiants en 2022-2023, un effectif très faible qui révèle la faible appétence des étudiants pour une mobilité sortante.

L'établissement annonce un total de 173 étudiants (1^{er} et 2^e cycles confondus), un chiffre en progression, mais la culture de la mobilité peine à essaimer dans l'ensemble des formations du 1^{er} cycle. Les effets de la pandémie de Covid-19 sur les mobilités amènent toutefois à nuancer ce constat pour la première partie de la période de référence. Parmi les 24 licences générales, 13 n'enregistrent en effet aucune mobilité sortante en 2022-2023. C'est aussi le cas de l'ensemble des LP et de cinq BUT sur sept. Le dispositif de soutien et d'accompagnement à la mobilité sortante, aussi complet soit-il, ne parvient manifestement pas à lever les freins inhérents à l'éloignement insulaire, à la barrière de la langue et à la situation sociale de nombreux étudiants, et ce constat invite à renforcer les actions de soutien, en particulier sur le plan financier.

L'établissement se montre également actif pour améliorer son attractivité auprès des étudiants étrangers (accompagnement dans les démarches administratives, soutien des associations étudiantes et une journée d'accueil). Bien que les flux entrants soient supérieurs aux flux sortants, la moitié des formations de licence n'enregistre aucune mobilité dans le cadre de programmes d'échanges. L'accueil des étudiants étrangers *via* Études en France est pour l'UR un vecteur important de l'ouverture internationale de ses formations. Des actions spécifiques sont organisées en direction des étudiants de la zone de l'océan Indien, comme en témoigne l'organisation de webinaires avec le Mozambique, l'Afrique du Sud ou les Comores.

L'apprentissage des langues vivantes étrangères (LVE), bien qu'en progression, mérite de s'adosser à des enseignements en présentiel plus conséquents dans l'ensemble du cycle. L'établissement mise sur des enseignements en présentiel complétés par le dispositif numérique YOLO (*Your Online Learning Opportunity*), un cours d'anglais en auto-apprentissage entièrement en ligne. Le comité s'interroge sur l'articulation de ce dispositif avec les cours en présentiel qui n'est pas clairement établie dans les DAE. La LVE est présente à chaque semestre dans les maquettes des licences générales et valorisée par deux crédits ECTS. La volumétrie dans l'ensemble du cycle reste cependant assez modeste et la valorisation des apprentissages en termes de certification manque de visibilité. Le CPES se démarque des autres formations : un stage d'anglais est organisé en fin de première année selon un principe d'immersion « At home » dans la culture britannique et un certificat est délivré à l'issue du stage attestant des compétences en compréhension et en expression écrites et orales. L'UR propose également une formation à l'anglais à destination du personnel enseignant (EMERALD) désireux de dispenser des enseignements dont ils sont spécialistes en langue anglaise. Cette formation rassemble 12 participants en 2022 et seulement 8 en 2023. Si l'initiative est bienvenue, il est difficile d'apprécier la réalité de la mise en œuvre de ces enseignements en langue anglaise. En revanche, la Maison Des Langues propose un catalogue d'enseignements de langue particulièrement riche, notamment en langues régionales.

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

L'établissement peine à concilier son ambition d'université de proximité avec les moyens qui lui sont alloués ; le pilotage des formations du 1^{er} cycle demeure largement perfectible et une majorité des formations affiche un faible taux d'encadrement par les permanents. L'établissement indique ne pas pouvoir s'appuyer sur des Contrats pluriannuels d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) pour mener le dialogue de gestion avec les composantes et améliorer la qualité des formations. Des comités de pilotage (COPIL) et des comités techniques (COTECH) sont néanmoins mis en place pour accompagner l'évolution des maquettes de formation et un guide des projets de formation a été créé en 2023.

L'UR souligne également ses moyens financiers limités alors même qu'il entend proposer une offre de formation du 1^{er} cycle diversifiée sur un territoire insulaire très éloigné des autres universités françaises. La majorité de ces formations fonctionne avec une part minoritaire d'enseignants permanents au sein des équipes pédagogiques. C'est le cas pour la totalité des BUT et LP et pour huit licences générales avec un taux de seulement 22 % en *Information-communication* et des taux compris entre 40 % et 50 % en *LLCER*, *Géographie et aménagement*, *Histoire*, *Droit*, *Sciences de la vie*, *STAPS entraînement sportif* et *Sciences pour l'ingénieur*. L'établissement n'est actuellement pas en mesure d'analyser le coût complet de ses formations ; or une telle analyse s'avère indispensable dans un contexte financier aussi contraint. La soutenabilité de l'offre fait toutefois l'objet d'un dialogue entre les formations et les services centraux, et les réajustements de maquette à la baisse, intervenus par exemple en licence *Informatique*, donnent lieu très classiquement à une validation en conseil de composante puis en Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU). Des difficultés de coordination entre les services centraux et les composantes émergent à la lecture des DAE et à l'issue des auditions. Par exemple, toutes les formations ne bénéficient pas de la même qualité de suivi de la part de la DORIE en matière de poursuite d'études et d'insertion professionnelle. De plus, les formations ne disposent pas des mêmes moyens pour relever le défi de la réussite étudiante en L1. L'allocation des financements relatifs à la loi ORE et les arbitrages doivent être davantage transparents.

Les formations s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue, mais le processus est entravé par une évaluation des enseignements et des formations, trop souvent défailante. Dans leur très grande majorité, les conseils de perfectionnement (CP) sont en place et fonctionnent de manière pertinente, profitant d'un cadrage solide de l'établissement. On remarque cependant quelques compositions de conseils qui pâtissent de l'absence de professionnels extérieurs (licences *AES*, *Économie et gestion* et *Mathématiques*). Les comptes rendus de ces CP permettent d'identifier des axes d'amélioration de la formation. C'est en particulier le cas de la LP *Métiers du marketing opérationnel* ou des licences *Administration publique*, *Sciences pour l'ingénieur*, *Physique* et *Informatique*. Pour cette dernière, des modifications de pratiques pédagogiques concernant un enseignement de L1 sont intervenues à la suite du conseil de perfectionnement. En revanche, à part quelques exceptions notables (licence *AES* et licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*), l'évaluation des formations et des enseignements présentent des taux de réponse globalement très faibles qui rendent l'interprétation des résultats peu fiable. Cette évaluation est abandonnée en *Sciences de la Terre* depuis que les réponses des étudiants ont suscité le mécontentement des enseignants. Ces enquêtes doivent en effet évaluer les enseignements et non pas les enseignants. En licence *Histoire*, l'équipe pédagogique envisage d'organiser une évaluation par questionnaire. En s'appuyant sur l'expérience acquise concernant les conseils de perfectionnement, il convient de cadrer et de structurer l'évaluation des formations et des enseignements à l'échelle de l'établissement en proposant notamment une méthodologie commune via une charte.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation pluridisciplinaire, offrant des perspectives de poursuite d'études diversifiées aux bacheliers réunionnais en accord avec sa fonction d'université de proximité bien ancrée sur son territoire ;
- Une structuration cohérente de l'offre de formation, enrichie par un large catalogue d'enseignements d'ouverture ;
- Une bonne professionnalisation des formations avec des LP et des BUT globalement en phase avec les besoins socio-économiques du territoire ;
- Une bonne initiation à la recherche avec des liens avec les laboratoires de recherche (stages, projets tutorés) tissés au sein de plusieurs formations ;
- Un processus d'amélioration continue qui s'appuie sur des conseils de perfectionnement fonctionnels ;
- Une politique ambitieuse en matière de sensibilisation au développement durable et à la transition écologique en 1^{er} cycle, en lien avec les spécificités de l'environnement local ;
- Une dynamique d'internationalisation qui favorise le rayonnement des formations du 1^{er} cycle au sein de l'aire de l'océan Indien.

Points faibles

- Un pilotage des formations du 1^{er} cycle largement perfectible ;
- Une réussite étudiante globalement très faible en L1 et une analyse trop peu approfondie de l'échec au niveau des formations ;
- Des dispositifs en faveur de la réussite étudiante inégalement déployés et une mise en œuvre partielle des contrats pédagogiques de réussite ;
- De faibles taux d'encadrement par les permanents dans une majorité de formations ;
- Une participation des enseignants-chercheurs trop faible dans les enseignements de plusieurs formations et en particulier de certaines LP ;
- Une visibilité insuffisante sur la poursuite d'études et l'insertion professionnelle des diplômés due à des taux de réponses aux enquêtes trop faibles ;
- Des enseignements de langues étrangères insuffisants en présentiel ;
- Une évaluation des enseignements et des formations trop souvent déficiente ;
- Une mise en œuvre partielle de l'approche par compétences (APC) ;
- Une mobilité étudiante sortante très faible malgré les dispositifs existants.

Recommandations

- Renforcer le pilotage des formations du 1^{er} cycle dans sa globalité.
- Œuvrer à l'amélioration de la réussite, en particulier en 1^{re} année en étoffant les dispositifs d'aide à la réussite, et l'évaluation de leur efficacité, et en déployant intégralement les contrats pédagogiques de réussite.
- Renforcer la part des enseignants permanents dans les formations.
- Améliorer le taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs de certaines formations, en particulier de certaines LP.
- Améliorer la visibilité sur le devenir des diplômés en augmentant le taux de réponses des enquêtes.
- Développer l'apprentissage des langues étrangères en présentiel.
- Renforcer l'efficacité des évaluations des enseignements et des formations par les étudiants, par exemple en mettant en place une charte au niveau de l'établissement.
- Poursuivre et approfondir le déploiement de l'APC par un soutien renforcé de l'établissement.
- Encourager la mobilité étudiante, en soutenant notamment financièrement les flux sortants.

Points d'attention transversaux

Le comité soulève les points d'attention transversaux suivants relatifs à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défaillants dans une proportion importante des formations du cycle.

- De faibles taux d'encadrement par les enseignants permanents dans une majorité de formations ;
- Une évaluation des enseignements et des formations trop souvent déficiente ;
- Une mise en œuvre partielle de l'approche par compétences (APC).

Points d'attention sur les formations du 1^{er} cycle

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Arts, lettres, langues

- Licence *Langues étrangères appliquées* (professionnalisation ; faible adossement à la recherche ; externalisation totale des enseignements en Chinois).

Domaine Droit, économie, gestion

- BUT *Techniques de commercialisation* (adossement à la recherche insuffisant ; taux d'encadrement insuffisant ; risque de concurrence avec la LP *Commerce et distribution*).
- Licence *Administration économique et sociale* (faible taux de réussite ; faible adossement à la recherche ; taux d'encadrement insuffisant ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement).

- Licence *Droit* (faible taux de réussite ; adossement à la recherche insuffisant ; suivi incomplet du parcours des étudiants ; processus d'amélioration continue perfectible ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement).
- Licence *Économie et gestion* (taux de réussite alarmant ; analyse de l'attractivité inexistante ; processus d'amélioration continue peu performant ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement).
- LP *Management et gestion des organisations* (poursuite d'études trop élevée ; formation trop généraliste ; faible taux de réussite ; insertion professionnelle insuffisante ; faiblesse du processus d'amélioration continue).
- LP *Métiers du marketing opérationnel* (faible proportion d'enseignants permanents ; faible adossement à la recherche ; baisse de l'attractivité ; analyse du devenir des étudiants insuffisante ; baisse du taux de réussite ; manque d'éléments permettant l'analyse de l'insertion professionnelle).
- LP *Métiers du tourisme et des loisirs* (poursuite d'études trop élevée ; faible proportion d'enseignants permanents ; adossement à la recherche insuffisant ; baisse de l'attractivité).

Domaine Sciences humaines et sociales

- BUT *Carrières sociales* (faible taux de réussite ; absence d'adossement à la recherche ; processus d'amélioration continue insuffisant ; positionnement peu clair dans l'offre de formation).

Domaine Sciences, technologies, santé

- Licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales* (faible taux de réussite ; faiblesse des effectifs ; absence d'évaluation des enseignements).
- Licence *Sciences pour la santé* (faible taux de réussite ; suivi insuffisant du devenir des étudiants).
- LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (faible adossement à la recherche ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement).
- LP *Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique* (faible adossement à la recherche ; faible taux de réponse à l'enquête d'insertion professionnelle).

La formation suivante présente un dossier d'autoévaluation dans lequel l'absence ou le manque d'informations et/ou d'analyses relatives à plusieurs critères d'accréditation ne permettent pas d'apprécier pleinement ces derniers. Les éléments manquants sont également précisés dans le rapport de la formation concernée.

Domaine Sciences humaines et sociales

- LP *Métiers de l'animation sociale socio-éducative et socioculturelle* (trop grand nombre d'éléments manquant dans le DAE).

Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations accréditées très récemment) ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 1^{er} cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Avis d'accréditation
ALL	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Langues étrangères appliquées	Favorable avec recommandation : - S'assurer de l'adossement à la recherche par la participation d'enseignants-chercheurs en langue et culture chinoises.
ALL	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche par un meilleur taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs. - Veiller à améliorer la visibilité et les effectifs du parcours <i>Allemand</i> et du nouveau parcours <i>Franco-allemand</i> , ainsi que la cohérence entre eux. - Veiller à renforcer le pilotage de la formation pour obtenir un meilleur suivi des cohortes étudiantes, de la réussite et du devenir des étudiants. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.
ALL	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Lettres	Favorable avec recommandations : - Veiller à diminuer le taux d'abandon des étudiants. - Veiller à renforcer la professionnalisation au sein de la formation.

DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche par un meilleur encadrement par des enseignants-chercheurs. - Veiller à améliorer l'encadrement par des enseignants permanents. - Veiller à renforcer la formation aux compétences linguistiques.
DEG		BUT	Techniques de commercialisation	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche (notamment l'initiation à la recherche et la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements). - Veiller à renforcer la part des enseignants permanents dans l'équipe pédagogique. - Veiller à réduire le risque de concurrence avec la LP <i>Commerce et distribution</i> de l'établissement en maintenant la différenciation entre ces deux formations et le travail commun sur leur contenu et leur communication.
DEG		Diplôme du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (grade L)	Économie et sciences pour l'ingénieur	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Administration économique et sociale	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à mettre en place les dispositifs d'aide à la réussite envisagés. - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche en mettant en place les dispositifs envisagés. - Veiller à renforcer la part des professionnels dans le conseil de perfectionnement en sollicitant des anciens étudiants et des professionnels extérieurs à la formation.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Administration publique	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche de la formation. - Veiller à renforcer l'enseignement de langues étrangères.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Droit	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer les dispositifs en faveur de la réussite étudiante et à mettre en place un suivi et une évaluation de ces actions. - Veiller à consolider les dispositifs d'adossement à la recherche et à renforcer le taux d'encadrement en enseignants-chercheurs. - Veiller au suivi et à l'analyse du parcours des étudiants dans une démarche d'amélioration continue de la formation.

DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Économie et gestion	Favorable avec recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite par la mise en place des dispositifs d'aide à la réussite envisagés. - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation notamment par une meilleure communication auprès des lycées, le renforcement des passerelles et par une meilleure analyse du profil des candidats. - Veiller à renforcer la présence des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence professionnelle	Assurance, banque, finance : chargé de clientèle	Favorable avec recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer les taux de réponse aux enquêtes d'insertion professionnelle. - Veiller à améliorer la formation aux compétences linguistiques.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Commerce et distribution	Favorable avec recommandation : <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à assurer la cohérence et la non-redondance de la formation avec le <i>BUT Techniques de commercialisation</i> pour éviter la concurrence entre ces deux formations.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence professionnelle	Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire	Favorable avec recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'adossement à la recherche en intégrant dans l'équipe pédagogique des enseignants-chercheurs spécialistes de l'économie sociale et solidaire. - Améliorer la qualité du suivi des diplômés en termes de trajectoire professionnelle.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence professionnelle	Métiers du tourisme et des loisirs	Favorable avec recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche (notamment l'initiation à la recherche et la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements). - Veiller à remédier à la baisse de l'attractivité notamment grâce au nouveau parcours <i>Tourisme et développement durable</i> et par une collaboration accrue avec les BTS <i>Tourisme</i> de La Réunion.
Santé		DFG	Diplôme de formation générale en Sciences maïeutiques	Favorable avec recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à développer l'adossement à la recherche en impliquant les enseignants spécialistes de maïeutique dans des équipes de recherche labellisées. - Veiller à améliorer l'attractivité en rendant la formation plus visible.
Santé		DFG	Diplôme de formation générale en Sciences médicales	Favorable

SHS		BUT	Carrières sociales	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le positionnement de la formation notamment par la mise en place de passerelles et l'amélioration de l'information sur les poursuites d'études. - Veiller à poursuivre l'amélioration du taux de réussite des étudiants, entamée en 2024, notamment grâce à un meilleur processus d'orientation et de recrutement en lien avec les lycées. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche notamment par une plus grande participation des enseignants-chercheurs. - Veiller à renforcer le processus d'amélioration continue en mettant en place le dispositif d'évaluation des enseignements envisagé et en s'appuyant davantage sur les travaux du conseil de perfectionnement.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Géographie et aménagement	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à freiner la baisse de la réussite en L1 en améliorant le dispositif en faveur de la réussite étudiante. - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation en renforçant les opérations de promotion de la licence et en ciblant prioritairement les bacheliers généraux.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Histoire	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite en L1 et au-delà. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche via un meilleur taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs. - Veiller à renforcer le suivi du parcours et du devenir des étudiants. - Veiller à mettre en place une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants. - Veiller à renforcer la professionnalisation au sein de la formation. - Veiller à mettre en place l'approche par compétences.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Information-communication	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux d'encadrement par les permanents et notamment les enseignants-chercheurs. - Veiller à mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants. - Veiller à améliorer les taux de réponse aux enquêtes sur le devenir des diplômés.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence	Sciences sociales	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer les taux de réponse aux enquêtes sur le devenir des diplômés. - Veiller à renforcer l'évaluation des enseignements par les étudiants et à en analyser les résultats. - Veiller à développer la dimension professionnalisante de la formation en renforçant l'expérience en milieu professionnel et les interventions de partenaires du monde socio-économique.

SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence professionnelle	Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques	Favorable avec recommandation : - Veiller à clarifier le positionnement de la formation vis-à-vis de l'Institut régional du travail social (IRTS).
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Licence professionnelle	Métiers de la communication : chargé de communication	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer les dispositifs d'amélioration continue, notamment par une meilleure prise en compte des retours des étudiants sur la formation.
STS		BUT	Génie biologique	Favorable
STS		BUT	Génie civil - construction durable	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche par une meilleure formalisation des dispositifs d'initiation à la recherche et un meilleur taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs.
STS		BUT	Hygiène sécurité environnement	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche par un taux d'encadrement plus important par des enseignants-chercheurs.
STS		BUT	Réseaux et télécommunications	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
STS	STS	DEUST	Métiers de la forme	<i>Création</i> Pas d'avis. Le Hcéres n'est pas en mesure de formuler un avis du fait d'un manque d'informations sur : - L'encadrement de la formation par des enseignants permanents ; - L'adossement à la recherche.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Chimie	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer le taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs. - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation en assurant sa promotion auprès des différents publics. - Veiller à augmenter le taux de réussite. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.

STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Génie civil	Favorable avec recommandations : - Veiller à remédier à la perte d'attractivité et la chute des effectifs. - Veiller à améliorer le taux de réussite en mettant en place des dispositifs d'aménagement et de remédiation. - Veiller à déployer un dispositif d'amélioration continue plus efficace intégrant une évaluation de la formation par les étudiants. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Informatique	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite étudiante. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche. - Veiller à renforcer la professionnalisation. - Veiller à mettre en œuvre l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Mathématiques	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite en L1 en analysant plus finement les taux de réussite et en mettant en place des actions de remédiation spécifiques. - Veiller à mettre en œuvre un suivi plus précis et plus fiable du devenir des étudiants. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche. - Veiller à intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement. - Veiller à renforcer la professionnalisation au sein de la formation. - Veiller à mettre en œuvre l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Physique	Favorable avec recommandations : - Veiller à augmenter le taux de réussite en mettant notamment en place des dispositifs de remédiation. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences. - Veiller à développer l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences de la Terre	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à améliorer les taux de réponse aux enquêtes de devenir des diplômés. - Veiller à renforcer l'apprentissage de langues vivantes étrangères. - Veiller à améliorer le pilotage et le processus d'amélioration continue de la formation. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.

STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences de la transition écologique et sociétale	<p><i>Création</i></p> <p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de la soutenabilité de la formation en termes de moyens humains mis à disposition, par exemple avec des mutualisations avec d'autres formations existantes. - Veiller à clarifier le niveau d'engagement du lycée partenaire dans la construction de l'offre de formation.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences de la vie	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le pilotage de la formation et le processus d'amélioration continue. - Veiller à renforcer et à valoriser l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite en L1 en analysant les causes de l'échec et en développant des dispositifs de soutien à la réussite. - Veiller à développer les outils de suivi et d'analyse du devenir des étudiants. - Veiller à intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite en première année en analysant les causes de l'échec et en développant des dispositifs de soutien à la réussite. - Veiller à développer les outils de suivi et d'analyse du devenir des étudiants. - Veiller à déployer l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite en première année en analysant les causes de l'échec et en développant des dispositifs de soutien à la réussite. - Veiller à augmenter le taux d'encadrement par les enseignants permanents. - Veiller à développer les outils de suivi et d'analyse du devenir des étudiants.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences pour la santé	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite en L1 grâce aux dispositifs envisagés. - Veiller à améliorer les dispositifs de suivi et d'analyse du devenir des étudiants.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence	Sciences pour l'ingénieur	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'analyse du devenir des étudiants. - Veiller à faire évaluer les enseignements de la formation par les étudiants. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.

STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence professionnelle	Agronomie	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer le positionnement et la cohérence de la formation dans l'offre de formation. - Veiller à enrayer la baisse des effectifs. - Veiller à augmenter le volume d'enseignement de langue étrangère.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence professionnelle	Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche notamment par une implication accrue d'enseignants-chercheurs dans la formation et la mise en place de dispositifs d'initiation à la recherche.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence professionnelle	Maintenance et technologie : organisation de la maintenance	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'attractivité et la qualité du recrutement de la formation. - Veiller à clarifier le positionnement de la formation par rapport au BUT <i>Génie biologique</i> . - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence professionnelle	Métiers du BTP : bâtiment et construction	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence professionnelle	Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique	Favorable avec recommandations : - Veiller à s'assurer de la cohérence de la formation dans l'offre de formation, notamment avec le BUT <i>Génie civil - construction durable</i> . - Veiller à améliorer le suivi de l'insertion professionnelle. - Veiller à mettre en œuvre l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Licence professionnelle	Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche notamment par une plus grande participation des enseignants-chercheurs et par une initiation à la recherche. - Veiller à améliorer le suivi et l'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés.

Rapports des formations du 1^{er} cycle

LICENCE LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Langues étrangères appliquées (LEA)* parcours unique *Anglais – mandarin* est une formation généraliste, à vocation professionnalisante, portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines. Créée en 2020, elle s'articule aux autres formations du même cycle, notamment à la licence *Langues, littératures, cultures étrangères et régionales (LLCER)* avec laquelle elle mutualise une partie de ses enseignements. Transdisciplinaire, elle forme les étudiants au droit, à l'économie et propose la formation à une troisième langue vivante (LVE). Elle propose 1 595 heures d'enseignement, et réunit 94 étudiants sur les trois années de la licence. Les cours sont assurés par 24 enseignants, dont 11 permanents et 5 enseignants-chercheurs (EC), tous maîtres de conférences (MCF).

Analyse globale

La licence *LEA* est une formation généraliste à vocation professionnalisante, proposée depuis 2020 dans un parcours unique (*Anglais-mandarin*). Elle s'inscrit clairement dans la stratégie de l'établissement et répond à des besoins économiques spécifiques de la région. Elle s'articule de manière complémentaire aux autres licences du même domaine (Arts, lettres, langues, ALL) et repose sur l'acquisition de fortes compétences communicationnelles en anglais (niveau C1) et en chinois mandarin (niveau B2) ainsi que des connaissances en droit et en économie, et prépare aux métiers du tourisme et du commerce international. Attractive et avec un taux de réussite satisfaisant, la licence *LEA* affiche une claire volonté internationale, mais manque encore de véritable stratégie de professionnalisation, faute de collaborations institutionnelles ou entrepreneuriales, ce qui peut s'expliquer aussi par un taux d'encadrement en enseignants-chercheurs un peu faible. Le pilotage de la formation et le suivi des étudiants sont également insuffisants.

La licence *LEA* s'inscrit clairement dans la stratégie de formation de l'université de La Réunion. Elle s'articule de manière efficace avec les enseignements du même niveau (enseignements de découverte ou d'ouverture, mention *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)*, *Information-communication*, langues proposées en 3^e langue vivante). Elle répond à des besoins stratégiques de formation dans les domaines du commerce, de l'administration et du tourisme écoresponsable. L'équipe pédagogique est très impliquée et propose une pédagogie par blocs de compétences diversifiées et en accord avec les référentiels nationaux.

Déployée depuis 2020 sur les trois années d'enseignement, la licence *LEA* a confirmé son attractivité. Avec des capacités d'accueil limitées à une trentaine d'étudiants par année d'enseignement, la formation enregistre de très nombreuses candidatures, essentiellement des néo-bacheliers, et connaît un taux de réussite plutôt satisfaisant (près de 60 % en L1, plus de 75 % en L2).

La formation affiche une forte ambition internationale. Une troisième langue vivante (LVE) est proposée aux étudiants, ainsi que des certifications de niveaux de langue. Elle bénéficie des accords de collaborations avec l'Institut Confucius de La Réunion (enseignement de la langue et de la culture chinoise par des sinophones natifs) ainsi que des conventions avec l'université de Meiji et l'organisme *Asia Exchange* permettant de proposer des stages et des séjours immersifs aux étudiants non seulement en Chine, mais dans plusieurs pays d'Extrême-Orient. Des accords avec des universités étrangères facilitent les mobilités sortantes : le Canada et les États-Unis pour le l'apprentissage en immersion de l'anglais (après la cessation des accords ERASMUS suite au Brexit), les universités de l'accord ERASMUS pour l'apprentissage d'une troisième langue. Ainsi, en 2022-2023, 11 étudiants ont effectué une mobilité sortante, dont plusieurs dans des pays autres que ceux concernés par les langues du parcours.

En revanche, la dimension professionnalisante de la formation n'est pas encore suffisamment confortée et la licence LEA manque de partenariats institutionnels locaux ou régionaux structurants. La formation proposée inclut des éléments de professionnalisation bienvenus (participation de huit acteurs professionnels pour 209 heures d'enseignement), mais la politique de stages adoptée (120 heures en troisième année de licence (L3), deux crédits *European credit transfer system* (ECTS), commune à l'ensemble des licences, est en dessous des attentes pour une formation de ce type. On peut aussi regretter l'absence de politique destinée à la formation continue ou à la validation des acquis de l'expérience (VAE).

L'articulation à la recherche n'est pas encore suffisamment développée et l'encadrement est insuffisant : seules 215 heures d'enseignement des 1595 (moins de 15 %) que comporte la maquette sont assurées par des enseignants-chercheurs, soit trois maîtres de conférence de la 11^e section du CNU (Conseil national des universités) (*Anglais*), un maître de conférence de la 5^e section (*Économie*), un MCF de la 2^e section (*Droit public*), et aucun enseignant-chercheur en langue ou civilisation chinoise : tous ces enseignements sont gérés par une institution extérieure à l'établissement. Les étudiants doivent participer à trois demi-journées d'activité de recherche, mais il n'existe pas encore de dispositif d'intégration dans l'activité des laboratoires, sans doute parce que cette licence ne propose pas de master disciplinaire.

Conclusion

Points forts

- Une formation récente, répondant à la réalité socio-économique régionale ;
- Une attractivité qui se consolide avec la mise en place de la formation ;
- Une volonté d'internationalisation affirmée.

Points faibles

- Une professionnalisation en deçà du potentiel de la formation ;
- Un réseau de collaborations institutionnelles et entrepreneuriale faible ;
- Un adossement à la recherche insuffisant dû à un taux d'encadrement en enseignants-chercheurs trop faible ;
- Une externalisation totale de l'enseignement en Chinois.

Recommandations

- Améliorer la professionnalisation, notamment à l'international, en renforçant la mobilité sortante et le réseau de collaborations avec les institutions et les entreprises locales.
- Renforcer l'adossement à la recherche par un meilleur taux d'encadrement en enseignants-chercheurs.
- Internaliser l'enseignement du chinois

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une professionnalisation en deçà du potentiel de la formation ;
- Un adossement à la recherche insuffisant dû à un taux d'encadrement en enseignants-chercheurs trop faible ;
- Une externalisation totale de l'enseignement en Chinois.

LICENCE LANGUES, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* de l'université de La Réunion est une formation généraliste, en formation initiale, portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines. Elle comporte six parcours : *Anglais*, *Allemand*, *Franco-allemand*, *Espagnol*, *Créole* (seulement en troisième année), *Français langue étrangère (FLE)*, (seulement en troisième année). Elle prévoit entre 1437 et 1576 heures d'enseignement pour les parcours *Anglais*, *Espagnol*, *Allemand* et *Franco-Allemand* (ouvert en 2022-2023) et 679 heures d'enseignement pour le parcours *Créole*. Le parcours *FLE* est entièrement proposé à distance et comporte 478 heures d'enseignement. En 2022-2023, la licence *LLCER* concerne 1 106 étudiants répartis sur les six parcours et sur les trois années. Les enseignements sont assurés par 35 enseignants titulaires, dont 25 enseignants-chercheurs pour toute la formation. 33 non titulaires complètent l'équipe pédagogique.

Analyse globale

La licence *LLCER* est une formation généraliste proposée exclusivement en formation initiale, en adéquation avec la stratégie de l'établissement, cohérente dans son offre de formation et s'articulant à d'autres licences équivalentes en Arts, lettres, langues (ALL). Elle offre une formation en langue, civilisation et culture en anglais, espagnol, allemand, créole, et français langue étrangère, et donne accès aux masters (métiers de l'enseignement de l'éducation et de la formation (MEEF), master *LLCER*, parcours *Anglais* et *Espagnol*). Avec quelques parcours très attractifs et fortement tournés vers l'international, la formation offre également un bon adossement à la recherche et une pédagogie variée. Le taux de réussite est en revanche en deçà des attentes, notamment pour les premières années. Enfin, le taux d'encadrement insuffisant n'offre pas les conditions d'un suivi performant des étudiants, notamment en première année (L1), ce qui se traduit par un nombre d'abandons important.

La licence *LLCER* est une formation attractive. C'est notamment le cas pour les parcours *Anglais* et *Espagnol*, bien implantés au niveau institutionnel, et engagés dans la diffusion de l'apprentissage des langues étrangères au niveau régional malgré une légère baisse conjoncturelle des effectifs en anglais et en espagnol, qui s'explique par l'ouverture de la licence *Langues étrangères appliquées (LEA)*, et d'une nouvelle offre de la licence *Information-communication* ciblant des métiers similaires.

L'équipe pédagogique est très impliquée et a débuté l'approche par compétences. L'équipe pédagogique propose une pédagogie par blocs de compétences propre à l'enseignement des langues et conforme au référentiel national. Elle associe aux pratiques pédagogiques traditionnelles l'utilisation des plateformes numériques et la pédagogie par projet, tout en s'adaptant à des conditions matérielles parfois complexes (manque de salles, salles non adaptées), ce qui la conduit également à proposer un parcours entièrement à distance en *FLE*.

La licence *LLCER* est tournée vers l'international, en particulier dans le cas des parcours *Allemand* et du nouveau parcours *Franco-allemand*, même si la double offre de formation pour une même langue interroge. Les deux parcours bénéficient d'accords institutionnels, notamment avec la Ruhr-Universität Bochum (RUB) et l'université Franco-Allemande (UFA). Ces accords permettent à des étudiants de réaliser des semestres à l'étranger avec une bourse associée.

L'attractivité plus faible de ces deux parcours (sept inscrits pour le parcours *Allemand* et seulement quatre pour le parcours *Franco-allemand* en 2022-2023) est pourtant problématique et peut susciter des interrogations quant à la pertinence d'une double offre de formation, d'autant plus que la plupart des enseignements sont mutualisés. Les parcours *Anglais* et *Espagnol* bénéficient également de nombreux autres accords internationaux, notamment ERASMUS, qui favorisent également la mobilité sortante d'une quarantaine d'étudiants chaque année, chiffre qui pourrait être amélioré au vu du nombre d'étudiants inscrits en 3^e année de licence (309 inscrits pour 2022-2023, ce qui représente 12 % des étudiants d'une formation en langues étrangères).

Les équipes pédagogiques sont actives, mobiles internationalement et font preuve d'un engagement certain avec un adossement à la recherche satisfaisant, mais le taux d'encadrement en enseignants-chercheurs est beaucoup trop faible et les taux de réussite sont bas en première année. Il n'y a que 25 enseignants-chercheurs qui participent aux enseignements dans l'ensemble de la formation, répartis de manière inégale dans les parcours : deux PR, un MCF HDR, cinq MCF pour le parcours *Anglais* ; cinq MCF pour le parcours *Espagnol* ; deux MCF et quatre EC d'autres départements pour le Créole ; deux MCF pour le parcours *Allemand*. Cela représente une moyenne de 410 HETD de la maquette assurée par des EC (500 pour le *FLE* mais seulement 269,5 pour l'*allemand*) sur les 1530 heures en moyenne pour les parcours *Anglais*, *Espagnol* et *Allemand* ; 1 437 heures pour le parcours *Franco-allemand* et 679 pour le *Créole* et 478 pour le *FLE*, proposés seulement en troisième année. Les équipes assurent l'adossement à la recherche grâce à des enseignements de méthodologie et à des stages proposés dans le cadre du laboratoire DIRE (Déplacements Identités Regards Ecritures). Les taux de réussite sont bas en première année (autour de 45 %), malgré les dispositifs d'accompagnement mis en place (tutorats, dispositifs pédagogiques particuliers - DPP). On observe des taux de réussite plus élevés en L3 (entre 70 et 77 % pour l'*anglais*, l'*espagnol* et l'*allemand*, 90 % pour le *créole*, mais seulement 53 % pour le *FLE*).

Ces taux d'encadrements faibles se traduisent également par des problèmes de pilotage et de suivi des étudiants. Si les formations bénéficient du retour de conseils de perfectionnement et se réunissent une fois par an, le suivi des étudiants n'est pas satisfaisant. Il n'y a aucun dispositif d'évaluation des enseignements par les étudiants, et le suivi de l'insertion professionnelle ou de la poursuite d'études est également peu satisfaisant : les enquêtes menées par l'établissement obtiennent un taux de réponse trop bas pour être représentatives. Le suivi effectué par les équipes pédagogiques révèle une poursuite d'études majoritaire : 51 % de poursuite d'études en master (19 en master *LLCER* parcours *Anglais*, 22 en master *MEEF*) ; 73 % en *Espagnol* (50 % *MEEF*, 23 % master *LLCER* parcours *Espagnol*) ; 85 % de poursuite pour le *créole* majoritairement en MR (46 %) contre 29 % en master *MEEF* ; *Allemand*, 73 % de poursuite, dont 64% en master *MEEF* (pas de parcours *LLCER* pour le parcours *Allemand*).

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation diversifiée et attrayante ;
- De véritables efforts d'internationalisation ;
- Une équipe pédagogique engagée.

Points faibles

- Un taux de réussite faible en première année ;
- Un adossement à la recherche qui pourrait être renforcé notamment via un meilleur taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs qui est beaucoup trop faible ;
- Un manque de cohérence dans l'offre de formation avec un doublon pour le parcours *Allemand* ;
- Un suivi du parcours des étudiants insuffisant ;
- Une approche par compétences non aboutie.

Recommandations

- Améliorer la réussite des étudiants via par exemple davantage de remédiation.
- Renforcer l'adossement à la recherche par un meilleur taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs.
- Améliorer la visibilité et les effectifs du parcours *Allemand* et du nouveau parcours *Franco-allemand*, ainsi que la cohérence entre eux.
- Renforcer le pilotage de la formation pour obtenir un meilleur suivi des cohortes étudiantes, de la réussite et du devenir des étudiants.
- Faire aboutir l'approche par compétences.

LICENCE LETTRES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Lettres* de l'université de La Réunion est une formation généraliste, à parcours unique, portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines. Elle est également proposée à l'université des Seychelles grâce à un partenariat de collaboration. La licence *Lettres* forme les étudiants à la maîtrise écrite et orale de la langue et la littérature françaises, francophones et comparées. Elle prépare aux métiers de l'enseignement, de la recherche et de la culture. Elle prévoit 1 632 heures d'enseignement et comporte, pour 2022-2023, 258 inscrits repartis sur les trois années. Les enseignements sont assurés par 19 enseignants permanents et non permanents, 11 enseignants-chercheurs (trois professeurs, deux maîtres de conférences HDR et six maîtres de conférences).

Analyse globale

La licence *Lettres* est une formation généraliste proposée exclusivement en formation initiale et en présentiel, en adéquation avec la stratégie de l'établissement, cohérente dans son offre de formation et s'articulant à d'autres licences équivalentes en Arts, lettres, langues (ALL). Elle offre une solide formation en langue et littératures françaises, francophones et comparée, et donne accès aux masters MEEF (*Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation*) et aux masters Recherche) préparant aux métiers de l'enseignement et de la recherche. L'équipe pédagogique est très impliquée et dynamique. La formation offre également un bon adossement à la recherche mais elle manque de dispositifs d'internationalisation ainsi que d'un réseau de collaborations institutionnelles locales, régionales et internationales lui permettant de consolider sa dimension professionnalisante et son attractivité. Le pilotage de l'établissement n'offre enfin pas les conditions d'un suivi performant des étudiants, notamment en première année (L1), ce qui se traduit par un nombre d'abandons importants, bien que l'attractivité d'ensemble et le taux de réussite général restent stables.

L'équipe pédagogique de la licence *Lettres* est très impliquée et propose une pédagogie par bloc de compétences conforme au référentiel national. Elle associe, aux pratiques pédagogiques traditionnelles l'utilisation des plateformes numériques (Moodle) sans proposer de formation à distance et en s'adaptant à des conditions matérielles parfois complexes (salles pas toujours adaptées).

La licence *Lettres* bénéficie d'un bon adossement à la recherche, avec un taux d'encadrement correct. 11 enseignants-chercheurs titulaires appartenant aux sections disciplinaires de la formation (07, 09 et 10), dont trois professeurs et deux maîtres de conférences HDR, et six maîtres de conférences rattachés aux laboratoires de recherche locaux (LFC et DIRE) assurent une grande partie des enseignements de la maquette. Un enseignement d'initiation à la recherche (24 HETD) est proposé aux étudiants de troisième année (L3), qui sont incités à participer aux activités de recherche locale et peuvent échanger avec les étudiants de master à l'occasion de leur rendu collectif de travaux de recherche. Les étudiants reçoivent une formation à la déontologie disciplinaire en collaboration avec la bibliothèque universitaire et réalisent un stage de trois semaines (deux crédits ECTS), en L3, parfois même au sein des laboratoires de recherche. On peut souligner le nombre d'étudiants obtenant une certification PIX (entre 26 et 44 les deux dernières années)

L'attractivité de la licence *Lettres* est plutôt stable entre 2020 et 2023, mais le suivi de la formation par des enquêtes systématiques est insuffisant pour mesurer l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études des étudiants. Le suivi assuré par l'équipe pédagogique permet en revanche d'observer une poursuite d'études majoritaire dans les masters de l'établissement (MEEF et recherche). L'équipe pédagogique, réunit deux fois par an le conseil pédagogique, et une fois par an le conseil de perfectionnement associant enseignants, étudiants, personnel administratif deux membres extérieurs.

En revanche, la dimension internationale de la formation n'est pas suffisamment développée et manque de partenariats institutionnels locaux ou régionaux structurants. Si les enseignants-chercheurs sont très actifs dans la recherche internationale, la formation ne bénéficie d'aucune collaboration institutionnelle propre (une convention possible à travers le parcours allemand de la licence *langues, littératures, civilisations étrangères et régionales (LLCER)* avec la Ruhr-Universität Bochum), mais la mobilité étudiante sortante est inexistante. L'enseignement de langues étrangères est également en deçà des attentes de l'internationalisation, avec seulement 18 HETD par semestre (du S2 au 26) et seulement 12 HETD pour le premier semestre. On note néanmoins une augmentation des certifications en langue étrangère (24 lors de l'année 2022).

Les dispositifs de professionnalisation de la formation sont insuffisants. Mise à part la participation ponctuelle d'intervenants culturels et l'intervention d'enseignants du secondaire en tant que chargés de cours, la formation entretient peu de relations avec le monde social, économique et culturel de la région, et ne manifeste pas de volonté professionnalisante, en dehors des métiers de l'enseignement et de la recherche. La formation ne comporte pas d'enseignants réguliers issus des milieux socio-professionnels proches de la discipline et ne propose pas de formation continue. Les étudiants reçoivent pourtant une présentation des débouchés professionnels grâce à l'intervention de professionnels dans les enseignements de découverte proposés au niveau des composantes.

Enfin, le suivi de la formation est insuffisant alors que le taux de réussite est faible. On note qu'en première année (L1), où l'absentéisme est important et le taux de passage en deuxième année inférieur à 50 %. Aucune enquête systématique ne permet d'évaluer les raisons de ces abandons et de préciser les raisons de ces résultats (origine scolaire des étudiants, nombre de boursiers, étudiants, salariés, etc.).

Conclusion

Points forts

- Une équipe pédagogique engagée et dynamique ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une attractivité stable.

Points faibles

- Un taux d'abandon en L1 trop important sans qu'il soit analysé par l'équipe pédagogique ;
- La professionnalisation, en dehors des métiers de l'enseignement, trop peu développée ;
- Une faible internationalisation.

Recommandations

- Diminuer le taux d'abandon des étudiants en analysant ses causes afin de pouvoir y remédier.
- Renforcer la professionnalisation vers, par exemple, les métiers de la culture, de la communication, du livre *via* un réseau de collaborations avec des partenaires culturels institutionnels ou privés afin de proposer d'autres voies de professionnalisation que l'enseignement ou la recherche.
- Développer l'internationalisation, et notamment la mobilité sortante, ce qui ne pourra que contribuer à consolider l'attractivité de la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelors universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant trois parcours : *Gestion comptable, fiscale et financière (GC2F)*, *Gestion et pilotage des ressources humaines*, *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités (GEMA)*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 2 400 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 193 étudiants et 33 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le BUT GEA est en accord avec la politique et l'offre de formation de l'établissement. Il entretient des relations soutenues avec le monde socio-économique et bénéficie d'une bonne qualité de recrutement et d'attractivité tout en déployant diverses pratiques pédagogiques avec une approche par compétences (APC) satisfaisante. L'adossement à la recherche est à la hauteur des attentes du BUT même si le taux d'encadrement demeure faible, ce qui peut se révéler comme un frein à la réalisation des objectifs de la formation. La formation a une faible ouverture à l'international avec une formation linguistique insuffisante.

La formation a une bonne adéquation avec la stratégie de l'établissement et une bonne cohérence dans son environnement académique. En effet, les formations relevant du périmètre du BUT GEA prennent en compte le programme pédagogique national du BUT, et le maillage territorial proposé par le BUT GEA de la Réunion répond aux besoins du monde socio-économique. L'IUT de La Réunion a également des liens avec l'Institut d'administration des entreprises de La Réunion (IAE) qui porte plusieurs masters en *Sciences de gestion*, ce qui offre des *continuums* cohérents et pertinents aux diplômés de ce BUT en permettant une poursuite d'études en master au niveau local. La formation permet à l'établissement de bénéficier d'un niveau de diplomation équivalent aux autres territoires notamment hexagonaux.

La formation bénéficie de bonnes relations avec le monde socio-économique et intègre de nombreux éléments de professionnalisation dans ses trois parcours du BUT et plus particulièrement pour les parcours GEMA et GC2F avec la mise en place de l'alternance. 20 professionnels (professeurs associés, maîtres de conférences associés, vacataires) interviennent dans la formation pour un volume horaire de 29 % (694 heures/2400 heures) des heures étudiants de la maquette. Des rencontres sont organisées entre les professionnels et l'ordre des experts. Les étudiants en formation initiale classique effectuent 12 semaines de stage en entreprise en 2023.

La formation suit la réussite de ses étudiants, analyse les causes des échecs et met en place des enseignements d'aide à la réussite. La baisse du taux de réussite entre 2022 et 2023 (de 83 % à 75 % en BUT1 et de 93 % à 87 % en BUT2) s'explique par les départs ou abandons dès le début de la première année (les statistiques tiennent compte du nombre d'inscrits en début de formation et non en fin de formation). La baisse du taux de réussite en BUT2 peut s'expliquer par une différence de prise en compte des admis, l'année 2023 ne tenant pas compte des étudiants qui n'ont pas le DUT nouvelle formule, mais qui poursuivent malgré tout en BUT3. La formation met en place des enseignements d'aide à la réussite (mathématiques, méthodologie de travail universitaire) à destination de tous les étudiants de première année afin de mettre à niveau tous étudiants.

La formation a une bonne qualité de recrutement et améliore son attractivité de manière satisfaisante avec un bon suivi des flux des candidatures de ses différents publics. Malgré l'ouverture du département TC (Techniques de commercialisation) qui aurait selon certaines prévisions eu un impact sur l'attractivité du BUT GEA, le nombre de candidatures en BUT GEA continue de se maintenir (1331 en 2020, 1337 en 2021, 1347 en 2022).

Les proportions d'étudiants de baccalauréats technologiques et généraux sont identiques (50 %). Les étudiants viennent de l'île, de l'Hexagone et des îles de la région. La formation effectuée des présentations dans le cadre de la caravane de l'IUT, et est présente aux différents forums.

La formation a défini des processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement qui se réunit une fois par an avec une composition équilibrée (enseignants, élus, étudiants, chef de département, représentant de l'administration, représentants du monde socio-économique). La formation a mis en place une évaluation des enseignements par les étudiants. Cependant, les faibles taux de retours ne permettent pas une utilisation pertinente des réponses des étudiants.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. Elle repose sur le référentiel de compétences du BUT *GEA* définissant trois compétences communes auxquelles s'ajoutent deux compétences propres à chacun des trois parcours. L'évaluation des compétences se fait à travers les enseignements, les SAÉ et le portfolio de compétences réalisé par l'étudiant. Les étudiants sont sollicités à participer à la tenue des différents événements tels que les journées portes ouvertes (JPO), la journée d'intégration technologique qui sont par la suite valorisés à travers des points de bonification. La certification PIX n'a pas pu être proposée pour le moment en BUT.

Néanmoins, l'adossement à la recherche gagnerait à être renforcé. La formation ne compte que trois enseignants-chercheurs (un maître de conférences-habilités à diriger des recherches (MCF HDR) en *Droit*, un MCF en *Sciences de gestion* et un MCF en *Langues et littérature française*) pour un volume horaire représentant 9,67 % (232 heures/2400 heures) des heures étudiants de la maquette. Au-delà de l'enseignement sur les méthodologies du travail universitaire, les étudiants sont sensibilisés aux travaux de recherche des enseignants-chercheurs et formés sur la réalisation de mémoire sur un sujet de réflexion qui nécessite des travaux de recherche et la mise en place d'une problématique. Des conférences sont régulièrement proposées par les enseignants-chercheurs de la composante ou du campus de Terre Sainte. En 2023, les étudiants ont pu assister au congrès national de la recherche des IUT (congrès pluridisciplinaire avec toutes les filières industrielles et tertiaires). Tout ceci est positif, mais ne compense que partiellement la faiblesse du taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs qui devraient s'insérer à la fois dans les cours et le pilotage pédagogique.

Le sous encadrement important est un frein à la réalisation des objectifs pédagogiques de la formation et interroge. La formation ne dispose pas de moyens nécessaires conséquents pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. La formation compte un effectif de 11 enseignants et enseignants-chercheurs permanents (dont trois enseignants-chercheurs) contre 22 enseignants non permanents. Le nombre d'heures prévues au programme national du BUT à réaliser est élevé par rapport à l'effectif des enseignants permanents.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont insuffisants pour permettre son ouverture à l'international. En dehors de 80 heures de cours d'anglais sur la totalité du BUT (sur les trois années), la formation ne propose pas de cours de spécialité en langue anglaise, ou de cours de *FLE (Français langue étrangère)*. Les étudiants de BUT3 ont accès à *Global Exam* pour la préparation des certifications en anglais. Dans une moindre mesure, un étudiant a obtenu une certification en anglais en 2022. Un suivi individualisé est proposé aux étudiants qui expriment une forte volonté de s'inscrire dans un programme d'échanges.

Conclusion

Points forts

- Une formation avec une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement ;
- De bonnes relations avec le monde socio-économique avec une intégration de nombreux éléments de professionnalisation ;

- Une bonne qualité de recrutement et d'attractivité ;
- Des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées ;
- Un bon suivi de la réussite des étudiants (analyse des causes des échecs et dispositifs d'aide à la réussite) ;
- Une bonne insertion professionnelle et une bonne qualité de la poursuite d'études ;
- De bons processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant à cause d'un sous-encadrement par des enseignants-chercheurs ;
- Un sous-encadrement important par des permanents qui est un frein à la réalisation des objectifs pédagogiques ;
- Un faible taux de réponse des étudiants aux enquêtes qui rend difficile le processus d'amélioration continue ;
- Une ouverture à l'international insuffisante et une faible qualité de la formation aux compétences linguistiques.

Recommandations

- Améliorer l'adossement à la recherche par un meilleur encadrement par des enseignants-chercheurs.
- Améliorer l'encadrement par des enseignants permanents.
- Remédier à la faiblesse des taux de réponse des évaluations des enseignements par les étudiants.
- Renforcer l'enseignement linguistique.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* de l'université La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat*, *Marketing et management de point de vente*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 2 400 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 98 étudiants et 31 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation entretient des relations étroites avec son environnement et intègre pleinement des éléments de professionnalisation. Elle est basée sur une approche par compétences (APC) et met en œuvre une large variété de pratiques pédagogiques dans un cadre pluridisciplinaire et interdisciplinaire. La formation est très attractive et affiche un taux de réussite très élevé. Elle montre un réel dynamisme en termes d'internationalisation et affiche un positionnement cohérent dans l'établissement. Cependant, l'adossement à la recherche est insuffisant à cause d'un sous-encadrement par les enseignants-chercheurs. L'équipe pédagogique manque également d'enseignants titulaires.

La formation entretient des relations étroites avec le monde social, économique et culturel, et intègre pleinement des éléments de professionnalisation. La formation prend bien en compte les besoins du territoire en associant pleinement les acteurs locaux. Les échanges avec les partenaires professionnels sont réguliers et se matérialisent notamment par leur participation active aux projets du département - challenge du réseau des dirigeants commerciaux de France (DCF), concours de négociation, entre autres, et leur association aux activités de la formation - suivis de stages et d'alternance, soutiens aux projets étudiants, participation aux événements du département TC notamment. Les professionnels interviennent également sur une grande variété d'enseignements (cours et Situations d'apprentissage et d'évaluation SAÉ) : neuf intervenants soit 47 % de l'équipe pédagogique pour 220 heures en BUT1 et BUT2 soit 18 % des heures maquette BUT1 BUT2 hors projets, ce qui est en revanche relativement peu. La formation est ouverte en alternance en BUT3 sur les deux parcours ouverts, mais n'est pas proposée au public de la formation continue. Elle prépare clairement à l'insertion professionnelle sous la forme de modules de projet personnel et professionnel (PPP), de SAÉ, de 24 semaines de stages obligatoires pour tous les étudiants en formation initiale ou encore d'initiatives en lien avec les entreprises - visites et conférences.

La formation est basée sur une approche par compétences (APC) et met en œuvre une large variété de pratiques pédagogiques dans un cadre pluridisciplinaire et interdisciplinaire. La formation favorise bien l'alignement pédagogique en étant basée dans son élaboration et son fonctionnement sur une approche par compétences, trois compétences à acquérir en BUT1, deux compétences supplémentaires, spécifiques à chaque parcours, en BUT2 et BUT3. L'approche par compétences favorise l'adoption d'une méthode pédagogique inductive et la mise en place d'une grande diversité de pratiques pédagogiques - études de cas, *serious games*, visites pédagogiques, entre autres. L'apport de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité aussi sont clairement intégrés dans la formation, au travers de la mise en œuvre d'une approche par compétences et notamment de multiples situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). Les enseignements sont réalisés en présentiel, en cohérence avec le caractère professionnalisant de la formation. La formation est ouverte à l'alternance en BUT3 avec une adaptation du volume de la maquette (-20 %), aucune offre de formation n'est dédiée aux publics de la formation continue.

La formation est très attractive et affiche un taux de réussite très élevé. Les dispositifs d'information sur la formation sont relativement diversifiés - présence sur les forums et salons, journées portes ouvertes et immersions d'élèves, présence en ligne et sur les réseaux sociaux et sont à mettre en perspective d'une forte attractivité - taux de pression de 1 sur 16 pour les deux années de BUT sur la période d'étude. Les effectifs et leur structure sont bien analysés. Le taux de réussite des étudiants en BUT1 et BUT2 est très élevé - respectivement 94 % et 95 % et la formation mobilise différents dispositifs d'aide à la réussite - accompagnement individualisée, journée d'intégration technologique, entre autres.

La formation montre un réel dynamisme en termes d'internationalisation. La formation ne propose pas d'offre spécifique à l'international, mais fait preuve d'un réel dynamisme concrétisé par la mise en place de différentes initiatives pédagogiques, collaborations virtuelles entre étudiants, échanges d'enseignants, neuf heures de marketing en anglais et diverses opportunités de mobilité étudiante - stage ou semestre d'études auprès de différents partenaires étrangers. Le volume important d'heures de langues étrangères - anglais et espagnol, 168 heures sur trois ans et un accompagnement à la mobilité participent à ce dynamisme. En revanche, on ne compte qu'une seule mobilité entrante à date.

La formation est bien en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, dispose d'un positionnement pertinent, mais le risque de duplication est réel avec la LP Commerce et distribution. La formation est bien inscrite dans les orientations pédagogiques de l'établissement en préparant les étudiants à intégrer un secteur dynamique en termes d'emplois et par la possibilité qui leur est offerte de finaliser leur cursus en alternance sur la troisième année. Son positionnement par rapport aux autres formations du même cycle est cohérent. On note la réflexion pertinente menée avec l'institut d'administration des entreprises (IAE) de la Réunion sur une potentielle co-diplomation BUT TC et licence professionnelle (LP) *Commerce et distribution* parcours *Management et gestion de rayon - Distrisup*. Le risque de cannibalisation est réel et doit être traité avec l'IAE et l'établissement. La formation s'appuie sur le réseau TC France - regroupant 81 départements TC - pour différents projets pédagogiques (Alticiades, masters de négociation).

Un processus d'évaluation interne existe et permet bien de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. L'évaluation des enseignements est bien organisée, mais souffre d'un taux de réponse moyen, amenant l'équipe à mener une réflexion sur son évolution. En revanche, le dispositif d'évaluation de la formation, dont les résultats sont exploités, n'est pas explicité. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement annuel dont la composition est équilibrée - représentants entreprises, équipe pédagogique et étudiants. Il amène à la rédaction d'un compte-rendu et répond bien aux attendus en permettant d'identifier des axes d'amélioration.

L'adossement à la recherche est insuffisant et le taux d'encadrement par les EC est trop faible. La sensibilisation à la recherche est cohérente avec l'objectif de la formation, mais la participation des enseignants-chercheurs est très insuffisante. Une initiation à la recherche est proposée en BUT2 et BUT3 (quatre heures au total) dans le cadre de la méthodologie du rapport de stage ou du mémoire professionnel. Les étudiants sont également invités à des conférences en lien avec la recherche. Mais la participation des EC à la formation est très insuffisante : trois EC participent à la formation à peine 16 % de l'équipe pédagogique - dont un seul en sciences de gestion, et assurent 97 heures étudiant - soit 8 % des heures maquette BUT1 BUT2 hors projets.

L'équipe pédagogique manque d'enseignants titulaires. Une ambiguïté existe quant au nombre effectif de membres de l'équipe pédagogique. Les enseignants titulaires ne représentent que 21 % de l'effectif, ce qui occasionne un déséquilibre dans la répartition des charges et peut nuire à la politique du département enseignants de langues étrangères non permanents et projets internationaux par exemple. La formation mobilise un tableau de bord basé sur des indicateurs et des outils de mesure lui permettant un suivi de son coût de revient.

Conclusion

Points forts

- Une formation très bien intégrée dans son environnement socio-économique ;
- Des pratiques pédagogiques très diversifiées et professionnalisantes, basées sur une APC ;
- Une attractivité et des taux de réussite très élevés ;
- Une réelle dynamique internationale.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant avec un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs très insuffisant ;
- Un manque d'enseignants permanents ;
- Un risque de concurrence avec la LP *Commerce et distribution*.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en renforçant la part des enseignants-chercheurs dans la formation.
- Renforcer l'effectif de l'équipe pédagogique pour équilibrer la part des enseignants permanents.
- Assurer la cohérence de la formation avec la LP *Commercialisation et distribution* pour éviter la concurrence entre les deux formations.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un adossement à la recherche insuffisant avec un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs très insuffisant ;
- Un manque d'enseignants permanents ;
- Un risque de concurrence avec la LP *Commerce et distribution*.

DIPLÔME DU CYCLE PLURIDISCIPLINAIRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le diplôme du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES) est un diplôme de trois ans ouvert en 2022-2023 en formation initiale. Le nombre d'heures étudiant de la maquette de formation est de 706 heures pour le parcours *Économie* et 742 heures pour le parcours *Sciences pour l'ingénieur (SPI)*. Ce nombre correspond à la première année. Il inclut les stages d'anglais et d'art oratoire. Il n'inclut pas les heures de tutorat à la carte. 15 enseignants (permanents et non permanents) interviennent dans la formation (dans les deux parcours). En 2022-2023, la formation compte 24 étudiants.

Analyse globale

Le diplôme du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES) est intégré dans la stratégie de l'établissement, favorisant un continuum entre le lycée et l'université, en ligne avec les objectifs de l'académie et de l'université. Il bénéficie d'un adossement progressif à la recherche académique. Le pilotage de la formation est assuré par une équipe pédagogique composée d'enseignants du secondaire, d'enseignants-chercheurs, et d'intervenants spécialisés. Le seul taux de réussite disponible, à savoir celui de la L1 pour l'année 2022-2023, année d'ouverture de la formation, est très satisfaisant puisqu'il est de 79,17 %. La formation étudie des mesures pour augmenter son attractivité. Elle veille également à la mise en place de la professionnalisation. Le développement des compétences linguistiques et l'ouverture à l'international passent par plusieurs dispositifs et mobilisent des pédagogies différentes. Le conseil de perfectionnement est opérationnel, mais gagnerait à inclure des personnalités extérieures. L'évaluation par l'étudiant est implémentée, même si le nombre d'étudiants participant aux enquêtes d'évaluation est faible. L'approche par les compétences est à affiner.

La formation a été conçue en parfaite adéquation avec la stratégie de formation de l'université. Elle intègre des universitaires et des enseignants du secondaire (notamment en première année) pour faciliter le *continuum* Bac-3/Bac+3 promu par l'académie et l'établissement. Cette formation contribue également à renforcer le vivier local d'étudiants susceptibles de poursuivre en master et doctorat, répondant ainsi aux objectifs de proximité et d'excellence de l'université. En outre, la formation favorise le décloisonnement des parcours souhaité par l'université en couvrant les domaines « *Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien* » et « *Science, technologies et santé en environnement tropical* ». Ce programme s'inscrit pleinement dans les objectifs du plan stratégique d'établissement 2020, visant notamment à renforcer l'attractivité des formations, à adapter la réponse de l'université aux besoins du territoire et à augmenter les capacités de recherche des unités.

Le CPES bénéficie d'un adossement à la recherche académique satisfaisant. Avec cinq enseignants-chercheurs, sur un nombre total de 15 enseignants, intervenant dans la formation pour assurer un total de 236 heures (sur 706 heures de formation), le taux d'encadrement soit 33,42 % est correct. Ces enseignants-chercheurs sont affiliés aux laboratoires de recherche ENERGY-LAB et Centre d'économie et management de l'océan Indien (CEMOI). En première année, sur les 21 unités d'enseignement (UE), 11 sont assurées par des enseignants du secondaire et sept par cinq enseignants-chercheurs. En deuxième année, 20 des 29 UE sont dispensées par des enseignants-chercheurs. L'adossement à la recherche pour les étudiants passe également par 10 heures d'initiation à la recherche à travers des séminaires ou des formations méthodologiques. Par exemple, pour l'année universitaire 2023-2024, le CPES intègre des conférences de recherche sur des thèmes variés, offrant aux étudiants l'opportunité de découvrir des travaux en économie, éthique, et énergie. Les étudiants interagissent également avec des chercheurs pour explorer leurs parcours et méthodes de recherche. Dès le deuxième semestre, le parcours *SPI* inclut une unité « Projets » axée sur la recherche appliquée.

En *Économie*, les étudiants analyseront des écrits académiques et exposeront des articles de recherche. Bien que les dispositifs de recherche formels soient plus courants au niveau master, les cours d'humanités et la formation méthodologique en CPES a pour but de préparer les étudiants à ces enjeux.

Les réflexions relatives à l'amélioration de l'attractivité de la formation sont pertinentes et les résultats de la réussite académique sont très encourageants. Avec un effectif initial de 24 étudiants en 2022-2023, le taux d'abandon reste limité, avec seulement trois abandons constatés à la fin du premier semestre. Le taux de réussite hors abandons en L1 est de 90,47 % pour l'année 2022-2023. La majorité des étudiants poursuivent leur cursus au sein de la formation, et ceux ayant obtenu une moyenne supérieure à 10 sur 20 sont admis de plein droit en deuxième année des licences *Économie et gestion* ou *Sciences pour l'ingénieur*. Pour améliorer l'attractivité, la formation envisage l'ouverture d'un troisième parcours et anticipe les contraintes financières et de gestion d'emploi du temps qui peuvent en découler.

La formation accorde une place importante à la professionnalisation. Les quatre professionnels qui interviennent dans la formation assurent 136 heures de cours. En plus des dispositifs spécifiques comme le stage optionnel en deuxième année et obligatoire en troisième année d'une durée de quatre semaines, les entretiens individuels et le projet tutoré, près de 46 % des unités d'enseignement préparent d'une manière ou d'une autre à la professionnalisation en considérant une approche par les compétences (bloc de compétences « *Se positionner vis-à-vis d'un champ professionnel* »). Dans le cadre du tutorat professionnel et du cours d'Humanités, l'étude a ouvert les étudiants sur les métiers à dimension internationale en lien avec les sciences pour l'ingénieur et l'économie, tout en montrant l'importance des compétences socio-comportementales dans le monde professionnel. En 2024, les étudiants ont eu l'occasion d'échanger avec un fonctionnaire européen de la Commission européenne. La formation propose également des dispositifs de tutorat et d'accompagnement personnalisé favorisant la réussite, avec un soutien en compétences transversales et socio-comportementales, afin de contribuer à une insertion professionnelle réussie après l'obtention du diplôme. Comme la formation est encore très jeune, les statistiques d'insertion professionnelle sont inexistantes. La formation n'est pas ouverte à l'alternance ni à la formation continue.

L'ouverture à l'international est stimulée par la mise en place de divers dispositifs visant à encourager la mobilité et l'internationalisation. Par exemple, le parcours *Économie* privilégie des mobilités vers des universités renommées à l'international, telles que Louvain-La-Neuve en Belgique, Laval et Sherbrooke au Québec, garantissant une continuité pédagogique pour les étudiants. Quant à la mobilité sortante, bien qu'elle ne soit pas obligatoire, elle est encouragée dès la deuxième année. Le nombre de mobilités entrante et sortante n'est pas indiqué. Les étudiants en mobilité bénéficient d'une bonification de 0,5 point sur leur moyenne semestrielle, soulignant l'importance accordée à l'internationalisation. Des aides financières sont accessibles, telles que les bourses Erasmus+ et des bourses régionales. À noter que la formation pratique une sensibilisation proactive à l'internationalisation. Concernant les compétences linguistiques favorisant l'internationalisation, 152 heures d'enseignement de langue étrangère sont proposées. Ces compétences sont développées de manière originale, notamment avec un stage d'anglais en fin de première année organisé sur le campus. Ce stage, animé par un enseignant différent de celui de première année, offre une immersion « *at home* » dans la culture britannique. Un certificat est délivré à la fin, attestant des compétences en compréhension et expression écrite et orale. À partir de la deuxième année, l'enseignement d'anglais LVE1 est en partie en présentiel et en partie en ligne via la plateforme interactive « *YOLO* », développée par la Maison Des Langues de l'université.

Le pilotage de la formation CPES est assuré par une équipe pédagogique à compétences complémentaires, l'évaluation par l'étudiant est bien implémentée et le conseil de perfectionnement est opérationnel même si l'inclusion de personnalités extérieures est souhaitable. Des enseignants du secondaire, des enseignants-chercheurs, et des intervenants spécialisés interviennent dans la formation (dans les deux parcours). À souligner qu'en licence, l'intervention de professionnels dans la formation relève parfois plus d'une pénurie d'enseignants-chercheurs que d'une politique établie. Le processus d'évaluation interne est bien défini et implique la participation des étudiants aux réunions et conseils de perfectionnement, ce qui permet de recueillir une variété de perspectives. Les recommandations issues de ces discussions sont formulées de manière opérationnelle et communiquées aux personnes concernées pour mise en œuvre. Cependant, le conseil de perfectionnement, actuellement composé uniquement des référents pédagogiques et des étudiants, n'est pas conforme. De plus, le nombre d'étudiants participant aux enquêtes d'évaluation reste très faible, ce qui limite la portée du travail du conseil de perfectionnement.

L'équipe pédagogique a mené une réflexion commune concernant sa pédagogie, ses méthodes d'évaluation et notamment leur adéquation avec les compétences visées. Dix blocs de compétences ont été identifiés. Chaque unité d'enseignement est associée à au moins un bloc de compétences. Tous les blocs n'ont pas la même importance dans la formation. Le contenu des enseignements correspond aux blocs de compétences auxquels ils sont rattachés. Néanmoins, il est regrettable que l'équipe pédagogique ne soit pas allée au bout de la démarche. En effet, pour les unités associées à plusieurs blocs de compétences, il n'existe pas actuellement de système d'évaluation distincte pour ces blocs au sein de l'unité d'enseignement.

Il est encourageant de voir qu'une réflexion est en cours sur ce point, notamment dans le parcours Sciences pour l'ingénieur (SPI), dont le parcours Économie pourrait également bénéficier. À noter que l'équipe pédagogique propose aux étudiants d'acquérir des compétences en programmation informatique (langage Python pour le traitement de données et SQL pour la gestion des bases de données). Il est regrettable qu'aucun étudiant n'ait passé la certification PIX en 2022-2023.

Conclusion

Points forts

- Cohérence pédagogique et *continuum* Bac-3/Bac+ à travers une transition fluide entre le lycée et l'enseignement supérieur en intégrant des enseignants du secondaire dès la première année ;
- Taux de réussite très encourageants et réflexion pertinente sur l'amélioration de l'attractivité ;
- Diversité des pratiques pédagogiques visant à encourager la professionnalisation et la future insertion professionnelle de ses étudiants ;
- Innovation au niveau de l'enseignement des langues, notamment avec un stage d'anglais local en immersion totale.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement qui gagnerait à inclure des personnalités extérieures ;
- Une approche par compétences non aboutie.

Recommandations

- Inclure des personnalités extérieures dans le conseil de perfectionnement.
- Faire aboutir l'approche par compétences avec des systèmes d'évaluation spécifiques et le développement d'outils d'évaluation distincts pour chaque bloc de compétences.

LICENCE ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Administration économique et sociale (AES)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : un parcours *Administration économique* et un parcours *Préparatoire au professorat des écoles*. La mention est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 3 718 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia et le campus du Tampon. En 2022-2023, elle compte, 1 349 étudiants et 70 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Cohérente avec l'offre de formation, la licence *Administration économique et sociale (AES)* est alignée avec la stratégie de l'établissement. Elle se distingue par son caractère pluridisciplinaire, lui permettant de répondre aux besoins et spécificités locales. Néanmoins, les taux de réussite en L1 interpellent par leur grande faiblesse et les dispositifs de remédiation, s'ils portent leur fruit, gagneraient à être renforcés. La formation s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue. Elle n'est en revanche pas suffisamment adossée à la recherche. Malgré l'ancrage de la formation dans le territoire, la professionnalisation pourrait être renforcée. L'ouverture à l'international est limitée et l'approche par compétences est très marginalement mise en œuvre.

Cohérente avec l'offre de formation, la licence est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement.

En effet, la licence AES s'inscrit bien dans la stratégie de l'université de La Réunion (UR), privilégiant la pluridisciplinarité, l'ancrage local avec l'ouverture d'un cycle complet sur le campus du Tampon et le développement durable. La formation bénéficie d'une cohérence avec les autres cycles universitaires, facilitant la transition pour les étudiants venant de BTS ou de CPGE. Les partenariats académiques locaux, notamment avec la CPGE-ATS, et l'intégration d'enseignements sur le développement durable renforcent l'adéquation de la formation aux enjeux actuels.

Les taux de réussite en L1 sont très bas, mais les parcours individualisés, malgré des défis liés au manque de renouvellement de personnel, portent leur fruit. Les taux en L1 se présentent ainsi : 2020-2021 : 7,85 %, 2021-2022 : 21,20 % et 2022-2023 : 17,18 %. À noter que ces taux dissimulent une hétérogénéité par parcours qu'il convient d'analyser pour mieux comprendre l'origine de la faiblesse des taux et pour mieux mettre en évidence l'apport des parcours individualisés. Par exemple, pour l'année 2022-2023, la fiche descriptive de la formation précise que les taux de réussite du parcours L1 *AES-PI2* dépassent 50 %. Quant aux taux de réussite en L2, ils sont passés de 38,83 % en 2020-2021 à 62,65 % en 2022-2023. Ceux de la L3 sont passés de 51,47 % en 2020-2021 à 61,16 % en 2022-2023.

En plus de la mise en place des dispositifs de remédiation en L1 ("oui-si" et enseignants-référents), l'amélioration continue repose sur l'évaluation par les étudiants et la mise en place d'un conseil de perfectionnement. Les taux de réponse aux enquêtes sont faibles (504/1355 inscrits administratifs en 2021-2022) et 322/1349 inscrits administratifs en 2022-2023). De plus, bien que le conseil de perfectionnement soit opérationnel, il gagnerait à intégrer des personnalités du monde de l'entreprise à ces travaux. À noter que la formation a renforcé les innovations pédagogiques à l'aide de dispositifs axés sur le qualitatif. C'est particulièrement le cas avec le Projet Voltaire en L2 et L3, la réalisation en L2 des MOOC de l'ANSSI dédié à la cybersécurité, l'Atelier de la CNIL pour le RGPD, et l'organisation de « rencontres des métiers » en L3. On regrette cependant qu'aucune de ces mesures de renforcement de l'attractivité/remédiation ne concerne la L1, année ayant les taux de réussite les plus alarmants.

Avec environ un quart des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs, l'adossement à la recherche de la formation est insuffisant. 26 enseignants-chercheurs interviennent dans la formation (soit environ 37 % de l'effectif des intervenants dans la formation). Ces derniers n'effectuent que 26 % (968h/3718h, tous parcours confondus) des heures étudiant de la maquette. Ils sont en majorité issus de la section CNU 05 et affiliés au CEMOI. En plus de la section 05, des enseignants-chercheurs des sections 02 (droit public), 01 (droit privé) et de la section 04 (sciences politiques) interviennent également dans la formation. La place de la recherche, hormis dans le cadre des enseignements assurés par les enseignants-chercheurs, est marginale. Le nombre d'heures d'initiation à la recherche (séminaire et méthodologie de la recherche) est nul, la formation elle-même reconnaît qu'il serait souhaitable d'identifier plus clairement des blocs de mineures « recherche » en L2 et L3.

La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel, mais la préprofessionnalisation gagnerait à être renforcée. 21 professionnels (principalement des professeurs associés, des maîtres de conférences associés et des vacataires) interviennent dans la formation pour un volume de 277 heures dans de la maquette. Une minorité de professionnels (hors enseignement) interviennent principalement dans des matières bien spécifiques (Droit du travail, Diagnostic financier, Sociologie des organisations, etc.). Afin d'encourager l'insertion professionnelle, des rencontres des métiers sont organisées à chaque semestre entre les étudiants de la L3 et des acteurs socio-économiques. Les étudiants ont l'obligation de réaliser deux crédits ECTS en stage de quatre semaines, soit une alternance, soit un projet tutoré afin de valider deux crédits ECTS. En 2022-2023, seulement 13 étudiants ont suivi un stage, ce qui est fort regrettable étant donné les effectifs élevés de la formation (6 % de l'effectif total). En outre, les taux de réponse aux enquêtes sur la poursuite des études et l'insertion professionnelle sont très faibles. Cependant, il en ressort qu'à 18 mois de l'obtention de la licence, la majorité écrasante des étudiants choisissent de poursuivre les études en master (à l'UR ou en Métropole). Les étudiants qui ont intégré le milieu professionnel après la licence touchent un salaire net médian de 1 024 euros.

Les contenus et les dispositifs de la formation pour permettre son ouverture à l'international sont insuffisants. La formation propose 162 heures d'enseignement de langue étrangère sur toute la durée de la formation, ce qui est insuffisant. Aucune UE n'est enseignée en langue étrangère. Cependant, il est indiqué une forte augmentation du nombre d'étudiants obtenant une certification en langue étrangère de 3, à 19, ensuite à 92 en 2020, 2021 et 2022. Concernant la mobilité sortante et entrante, des incitations ont été mises en place pour encourager les étudiants à faire des mobilités sortantes (réunion d'information, témoignages des anciens...) et pour bien accueillir les étudiants faisant une mobilité entrante (adaptation des enseignements et des systèmes d'évaluation...). Ceci dit, le nombre de mobilités dans les deux sens reste très faible. En 2022-2023, un seul étudiant a bénéficié d'une mobilité sortante, et aucun n'a fait de mobilité entrante. La tendance globale ne change pas sur toute la période même si en 2020-2021, neuf étudiants ont effectué une mobilité sortante.

Les méthodes pédagogiques mises en œuvre par la formation ne s'appuient pas sur une approche par les compétences, et sont peu innovantes. Bien que des blocs de compétences aient été identifiés dans la maquette de la formation en lien avec la fiche RNCP, l'équipe pédagogique n'a pas encore atteint le stade de l'évaluation des compétences. On apprécie que la licence forme les étudiants à la culture du numérique en proposant la certification PIX dont le nombre d'étudiants qui l'ont obtenue a plus que quadruplé, passant de 75 à 311 entre 2020-2021 et 2022-2023. Les méthodes pédagogiques sont traditionnelles. L'enseignement (partiel ou total) à distance est présent et représente 126 heures du total des heures étudiant.

Conclusion

Points forts

- Le caractère pluridisciplinaire de la formation ;
- L'ancrage local avec l'ouverture d'un cycle complet sur le campus du Tampon ;
- Une démarche d'amélioration continue engagée ;
- Des dispositifs d'aide à la réussite qui portent leurs fruits en partie.

Points faibles

- Un très faible taux de réussite en L1 ;
- Un faible adossement à la recherche et un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs insuffisant ;
- Un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels ;
- Une carence d'ouverture et de mobilité internationales ;
- Une approche par compétences non aboutie.

Recommandations

- Améliorer les taux de réussite par exemple un renforcement des dispositifs de remédiation.
- Consolider l'adossement à la recherche et augmenter le taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs.
- Intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Déployer l'ouverture à l'international.
- Faire aboutir l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un très faible taux de réussite en L1 ;
- Un faible adossement à la recherche et un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs insuffisant ;
- Un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels.

LICENCE ADMINISTRATION PUBLIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Administration publique (LAP)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Administration publique*. Il s'agit d'une licence suspendue. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 680 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 15 étudiants et 19 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Administration publique (LAP)* est une formation pluridisciplinaire alignée avec la stratégie de l'établissement. La *LAP* est une licence suspendue, elle se distingue par son caractère pluridisciplinaire, lui permettant de répondre aux besoins et spécificités locales, par les liens très forts avec les acteurs sociaux et économiques et par la mise en œuvre de pratiques pédagogiques adaptées aux besoins professionnels avec la mise en œuvre de l'approche par compétences. On peut noter un très bon taux de réussite des étudiants aux concours préparés comme le mentionne le procès-verbal de conseil de perfectionnement. Néanmoins, la formation est insuffisamment adossée à la recherche et l'enseignement en langue étrangère insuffisant, ce qui limite son ouverture à l'international.

La formation est construite en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. En effet, la licence *Administration publique* s'inscrit bien dans la stratégie de l'université de La Réunion, qui privilégie la réussite pour tous et l'intégration locale. Elle vient compléter l'offre de formation juridique de l'université, notamment pour les étudiants de licence 2^e année en droit souhaitant préparer des concours administratifs et résidant dans le bassin d'emploi de la région de la Réunion, mais aussi de la zone indiano-océanique (Madagascar, Mayotte, Les Comores, Maurice, Mozambique). Elle s'inscrit ainsi aux objectifs de l'établissement d'être une université de proximité. La formation bénéficie d'une cohérence avec les autres cycles universitaires en s'ouvrant à un public très diversifié (boursiers, demandeurs d'emploi, salariés) en formation initiale et en formation continue.

La formation entretient de fortes relations avec le monde socio-économique et les instances locales du monde de l'entreprise insulaire. Il s'agit d'une licence suspendue, c'est-à-dire, qui se prépare sur une année, en étant dispensée en L3 et accessible aux étudiants ayant validé une deuxième année de licence. Elle prépare ainsi les étudiants aux concours de catégorie A et B des trois fonctions publiques, d'État, territoriale et hospitalière. La *LAP* repose sur un fort partenariat avec de nombreux acteurs économiques associant les trois versants de la fonction publique (Préfecture, Région Réunion, délégation régionale du Centre national de la fonction publique territoriale-CNFPT, Centre hospitalier universitaire de La Réunion, Institut régional du management en santé de l'océan Indien-IRMSOI, IRA de Metz, Direction générale de l'administration et de la fonction publique-DGAFF, Caisse générale de sécurité sociale-CGSS, etc.).

La formation propose un programme pédagogique progressif et structuré, correspondant aux compétences visées au regard des besoins professionnels. Ouverte en formation initiale et continue sur une année ou deux années, en cours du soir, La *LAP* repose sur une approche par les compétences (APC). Le programme, le contenu et le volume horaire de la formation permettent bien l'acquisition des compétences visées en vue d'acquies les connaissances requises pour les concours administratifs (droit administratif, culture générale, note de synthèse, conférences, découvertes...). Toutefois, la formation ne mentionne pas suffisamment les modalités de mise en œuvre de l'approche par compétences et les difficultés rencontrées. Les enseignements restent classiques en salle et en amphithéâtre en présentiel. L'équipe pédagogique est mixte (enseignants-chercheurs et vacataires professionnels) afin de répondre aux besoins des étudiants.

La formation déploie de nombreuses compétences pour favoriser ses étudiants (cérémonies solennelles de rentrée et de remise de diplômes, stages immersifs, tutorat personnalisé, conférences métiers, publication des résultats de concours, réunions de travail multilatérales, diffusion de diverses vidéos sur le site de la formation). Les professionnels apparaissent très investis dans la formation comme en témoignent les rendus de conseil de perfectionnement (11 professionnels dispensent 201,5 heures soit 39 % de la formation)

Les contenus de la formation et les dispositifs mis en place sont adaptés aux publics de la formation continue.

La formation peut être suivie en formation initiale, mais également en formation continue par cours du soir sur deux années. Les inscrits restent pour l'instant faibles (passant de sept en 2020-2021 à deux en 2022-2023) en raison, semble-t-il, des tarifs pratiqués (alignement des tarifs en juillet 2021 sur les tarifs nationaux).

La formation affiche des taux de réussite importants aux concours administratifs salués par la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) et bénéficie d'un dispositif d'amélioration continue efficace. Les résultats sont nettement au-dessus de la moyenne nationale (50 % à l'admission et ils oscillent entre 55,55 % et 71,42 % à l'admissibilité sur les années 2021-2022 et 2022-2023 ; pour la France entière, le taux de réussite aux concours des Prépas Talents s'élève à 27 % pour l'admission et à 41 % pour l'admissibilité ; PV-conseil de perfectionnement du 10 mai 2024). Le taux de réponse sur les enquêtes d'insertion professionnelle est satisfaisant. Les conseils de perfectionnement sont bien présents, se réunissant une fois par an et les procès-verbaux sont bien rédigés et détaillés, notamment quant aux questions posées lors des évaluations des enseignements. La composition du conseil est conforme même si on peut noter l'absence du professionnel au dernier conseil de perfectionnement. L'objectif du conseil est ici atteint puisque celui-ci a été à l'origine d'évolutions notables comme un accompagnement renforcé dans la préparation des étudiants aux épreuves de concours avec des heures dédiées. Il semble ainsi permettre des améliorations de la formation, en cohérence avec les attendus.

L'adossement à la recherche de la formation est insuffisant. Seuls six permanents relevant de différentes sections (02, 05, 04, 27) interviennent dans la formation (soit environ 59 % des enseignements de la formation). Cette part est tout à fait raisonnable au regard des besoins des étudiants d'avoir des professionnels du secteur public. Mais il est fort regrettable de constater que le nombre d'heures d'initiation à la recherche (séminaire et méthodologie de la recherche) est nul même si les étudiants peuvent assister à des colloques ou conférences.

Les contenus et les dispositifs de la formation en termes d'enseignements en langue étrangère sont insuffisants et ne permettent pas une ouverture à l'international satisfaisante. La formation propose seulement 16 HTD d'enseignement de langue étrangère sur toute la durée de la formation, ce qui est très insuffisant. Aucune UE n'est enseignée en langue étrangère. Une certification est toutefois proposée (CECRL), mais peu d'étudiants l'obtiennent pour l'instant. Peu de mobilité entrante et sortante est à noter.

Conclusion

Points forts

- Une formation pluridisciplinaire conforme aux objectifs de l'établissement ;
- Une licence suspendue répondant aux besoins professionnels dans la fonction publique ;
- Une formation ayant des résultats très satisfaisants aux concours administratifs ;
- Un processus d'amélioration continue efficace.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Un volume horaire d'enseignement en langue étrangère insuffisant ;
- Une ouverture à l'international insuffisante.

Recommandations

- Améliorer l'adossement à la recherche de la formation par la mise en place de dispositifs d'initiation à la recherche par exemple.
- Augmenter le volume horaire des langues étrangères.
- Développer l'ouverture à l'international.

LICENCE DROIT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Droit* de l'université de La Réunion est une formation comprenant trois parcours : licence *Droit* parcours classique, licence *Droit* parcours Accès santé et licence *Droit* parcours classe préparatoire aux grandes écoles ENS D1. La mention est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 1 639 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia et du campus du Tampon. Elle compte en 2022-2023 1 134 étudiants et 67 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Droit* est en adéquation avec la politique de l'établissement. La formation permet d'acquérir un socle commun de connaissances en droit, tout en commençant en L3 à se spécialiser en nouant des liens avec le monde socio-économique local. Attractive, cette formation s'inscrit parfaitement dans l'offre de l'établissement et dans ses objectifs, notamment celui d'assurer la réussite de toutes les formations même si les taux de réussite des étudiants au fil de leur parcours en licence en constante amélioration restent encore à confirmer par les moyens mis en place. Cependant, peu adossée à la recherche, cette formation demeure locale et peu ouverte à l'international. Par ailleurs, la formation gagnerait à renforcer le processus d'amélioration continue. Elle analyse trop sommairement l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés. La formation continue (FC) ainsi que les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou professionnels (VAP) demeurent trop marginaux. Le conseil de perfectionnement, s'il existe, gagnerait à intégrer des professionnels.

La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations de l'établissement.

Au niveau local, la licence *Droit* complète bien l'offre de formation juridique de l'université de La Réunion. Les objectifs et la pédagogie de la licence *Droit* de l'université de la Réunion sont conformes aux bonnes pratiques observables dans cette formation proposée dans d'autres universités françaises. Elle intègre la pluridisciplinarité mais souhaite à l'avenir se recentrer davantage sur les matières juridiques.

La formation est ancrée localement et elle est professionnalisante. La licence entretient de fortes relations avec le monde socio-économique, les instances locales du monde de l'entreprise. On note une présence des professionnels au titre des enseignements et de l'accompagnement des étudiants sur la demande d'informations (stage facultatif dans le cadre du projet personnel et professionnel (PPP) clinique, participation à des colloques). Des conventions de partenariats ont également été conclues afin de renforcer l'offre professionnelle (Ordre des avocats de Saint-Denis, région Réunion, Centre hospitalier universitaire, Chambre des notaires, tribunal judiciaire de Saint-Pierre, Direction régionale des finances publiques, Chambre régionale des comptes ou encore la Caisse générale de sécurité sociale). Pourrait être envisagée l'intégration d'un stage obligatoire court dans la maquette afin de permettre aux étudiants de licence d'avoir une première expérience professionnelle.

La formation propose un programme pédagogique progressif et structuré, correspondant aux compétences visées et l'approche par compétences (APC) est mise en œuvre. La licence *Droit* repose sur une APC évolutive au fil des années. Le programme, le contenu et le volume horaire de la formation permettent bien l'acquisition des compétences visées. Les modalités de contrôles de connaissances sont elles aussi adaptées. En revanche, la formation ne détaille pas les modalités de mise en œuvre de l'approche par compétences et des difficultés éventuellement rencontrées. Des compétences complémentaires en informatique (PIX, PIX 2) bienvenues sont inscrites à la formation ; elles reposent sur un enseignement à distance. Les enseignements restent classiques en salle et en amphithéâtre en présentiel. Une part, en diminution du fait du non-renouvellement des statutaires, des enseignements est assurée par des enseignants-chercheurs (28 enseignants-chercheurs assurant à eux seuls 899 HTD) rattachés au Centre de recherche juridique.

La formation affiche des résultats de réussite des étudiants faibles même s'ils sont en amélioration au fil de leur parcours. Pour 2022-2023, les étudiants admis en 1^{ère} année atteignent 25,4 % de réussite. En L2, le taux monte à 57,2 % et à 83,3 % en L3 pour 2022-2023. L'amélioration de ce taux semble constituer une préoccupation première de l'équipe pédagogique. Le taux d'admission en L1 est en augmentation en 2022-2023 comparé aux années précédentes. Ce résultat est sûrement obtenu grâce à la mise en place de parcours individualisés avec un soutien complémentaire sur certains enseignements. En pratique, ces dispositifs, bien que dans les axes de l'établissement, ont toutefois posé des difficultés de recrutements d'enseignants contractuels.

L'adossement à la recherche de la licence gagnerait à être renforcé. De façon positive, on note la mise en place d'un PPP pour chaque étudiant afin qu'il puisse bénéficier d'une première expérience relative aux bases informatiques en matière de recherche juridique, et en L3, les étudiants organisent un colloque. Les formations organisées par la bibliothèque universitaire pourraient ainsi être obligatoires en L1 afin que les étudiants puissent dès leur entrée à l'université bénéficier d'une formation solide en matière de recherche juridique. Les liens entre le laboratoire consistent surtout en la présence de 27 enseignants-chercheurs assurant 899 HTD (soit un ratio de 54,85 % (899/1639 HTD) sur 67 enseignants présents dans la formation. Ce taux pourrait être amélioré par des recrutements d'enseignants-chercheurs subséquents afin d'améliorer le taux d'encadrement des étudiants en licence. La formation n'intègre toutefois aucun enseignement dédié à la recherche. Il conviendrait lors de la prochaine maquette de l'intégrer afin de préparer les étudiants au master.

En outre, la formation gagnerait à renforcer l'amélioration continue et analyse trop sommairement l'insertion professionnelle et la poursuite d'études. Il est ainsi impossible de se faire une idée du marché de l'emploi dans lequel s'insèrent les diplômés de la licence. Si la formation jouit d'une bonne attractivité, notamment auprès des lycées locaux, le dossier d'autoévaluation ne donne aucun élément sur la manière dont son équipe pédagogique suit le flux des candidatures et cherche à améliorer l'attractivité de la licence. Sur 1134 étudiants inscrits en licence en 2022-2023, seuls 181 ont répondu aux questionnaires d'évaluation des enseignements. La participation des étudiants demeure sur ce point perfectible afin d'avoir une vue d'ensemble pour aborder les pistes d'amélioration de la formation. Si le dispositif de formation continue et de VAP (validation des acquis professionnels) est mis en place, il reste, à l'heure actuelle, trop marginal (de quatre à un étudiant inscrit en formation continue, zéro VAE (validation des acquis de l'expérience), zéro VAP et zéro alternance). Si les procès-verbaux des conseils de perfectionnement existent, certains points mériteraient d'être développés notamment sur le bilan de l'année trop bref. On note également l'absence de professionnels qui gagnerait à être intégrée dans le conseil de perfectionnement.

Enfin, la formation mériterait de développer les partenariats académiques, locaux, nationaux et internationaux. Cela permettrait de développer les mobilités entrantes et sortantes qui pour l'instant sont marginales.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la politique de l'établissement ;
- Une formation qui a établi de fortes relations avec le monde socio-économique ;
- Une formation structurée et des acquis progressifs ;
- Une approche par compétences et des méthodes pédagogiques solides.

Points faibles

- Des taux de réussite trop faibles en L1 ;
- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Un suivi incomplet du parcours des étudiants en termes de candidatures et de devenir ;
- Un processus d'amélioration continue perfectible ;
- Un conseil de perfectionnement qui gagnerait à intégrer des professionnels ;

- Peu de partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

Recommandations

- Renforcer le taux de réussite en L1.
- Renforcer l'adossement à la recherche.
- Améliorer les dispositifs de suivi et de devenir des étudiants.
- Renforcer le processus d'amélioration continue.
- Intégrer des professionnels dans les conseils de perfectionnement.
- Déployer es partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Des taux de réussite trop faibles en L1 ;
- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Un suivi incomplet du parcours des étudiants (candidatures et devenir) ;
- Un processus d'amélioration continue perfectible avec un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels.

LICENCE ÉCONOMIE ET GESTION

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Économie et gestion* (EG) de l'université de La Réunion est proposée en formation initiale et comporte cinq parcours : *Économie*, *Tourisme* (fermé en 2022), *Marketing*, *Comptabilité*, *Finance* et *Ressources humaines*. Elle est organisée presque entièrement en présentiel et comprend trois types de blocs d'enseignements : majeures (60 % des crédits ECTS), mineures (20 %) et transversales (20 %). La licence contient 3 761 heures étudiant tous parcours confondus. La mention est conjointement portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et les enseignements se déroulent sur le campus du Moufia, le campus du Tampon et le site de la Victoire. En 2022-2023, elle compte, 68 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Économie et gestion* (EG) est cohérente avec l'offre de formation et est en bonne adéquation avec la stratégie de l'établissement. En plus de son adossement satisfaisant à la recherche, la formation prend en compte les besoins du territoire grâce à ses relations avec des représentants du monde socio-économique local. En outre, la formation propose des initiatives de professionnalisation, même si l'insertion professionnelle ne constitue pas une priorité pour elle. Cependant, l'attractivité n'est pas analysée et les taux de réussite (tous parcours confondus) sont alarmants alors que les dispositifs de remédiation s'avèrent inefficaces. Si les enquêtes d'évaluation par les étudiants sont bien réalisées, le processus d'amélioration continue est peu performant et le conseil de perfectionnement n'intègre pas de professionnels. La formation met en place des pratiques pédagogiques diverses, mais l'approche par compétences n'est pas aboutie. Les contenus et les dispositifs de la formation pour permettre son ouverture à l'international sont insuffisants. Enfin, l'absence des contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas ouverts aux publics de la formation continue et en alternance.

Cohérente avec l'offre de formation, la licence EG est construite en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Elle s'inscrit pleinement dans les objectifs stratégiques de l'université de La Réunion avec des enseignements liés aux problématiques de l'environnement dans un contexte insulaire. De plus, la formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle : les cours mutualisés, les possibilités de réorientation et de poursuite d'études dans les masters au sein de l'université de La Réunion en sont l'illustration.

La formation bénéficie d'un adossement adéquat à la recherche notamment par la forte implication d'enseignants-chercheurs et par la mise en place de dispositifs d'initiation à et par la recherche. Parmi les 68 intervenants dans la formation, 31 sont enseignants-chercheurs (soit 45,5 % de l'effectif total en 2022-2023). Ces enseignants-chercheurs assurent une part conséquente du volume horaire étudiant (41 % du total en 2022-2023) et sont issus de diverses sections CNU (Conseil national des universités) 05 (*Économie*), 06 (*Gestion*), 01 ou 02 (*Droit*), et 04 (*Sciences politiques*). L'initiation à et par la recherche se manifeste, d'abord, par le poids des cours théoriques et des matières quantitatives. Ensuite, elle se manifeste par l'enseignement de matières comme « la méthodologie de la recherche ». Enfin, l'organisation de conférences "grand public", dont l'équipe pédagogique espère augmenter la fréquence constitue un dispositif original pour sensibiliser les étudiants à la recherche. Au total, la formation propose 30 heures d'enseignement dédiées à l'initiation à la recherche. À noter que, dans le descriptif de la formation, il est indiqué que celle-ci est organisée avec une part d'environ 75 % d'enseignants-chercheurs, alors que dans le DAE (dossier d'autoévaluation), on compte une part de seulement 45,5 % d'enseignants-chercheurs. Cette différence dans les pourcentages peut être expliquée par l'année de référence à laquelle est attaché chaque pourcentage. En considérant le pourcentage le plus bas, à savoir 45,5 %, la qualité de l'adossement à la recherche demeure satisfaisante.

Ancrée dans le tissu socioéconomique, la formation propose des initiatives de professionnalisation même si l'insertion professionnelle ne constitue pas une priorité pour elle. Les dispositifs de professionnalisation, même s'ils sont assez classiques, ont le mérite d'exister. En L3 *Gestion*, près de 20 % des enseignements sont ainsi dispensés par des professionnels (consultants, analystes économiques, dirigeants d'entreprises). Des unités d'enseignement (UE) encourageant la professionnalisation et l'IP sont proposées par la formation, comme par exemple, des UE intitulées « *Détecter ses Talents* » et « *Découverte de l'entreprise* », ou encore « *Savoir être en entreprise* ». À noter qu'en moyenne, un étudiant par an suit le diplôme universitaire (DU) « *Étudiant entrepreneur* ». 21 professionnels interviennent dans la formation et parmi ces professionnels, un PAST intervient dans une UE dédiée à l'insertion professionnelle. Les étudiants ont la possibilité de découvrir le monde professionnel à travers un stage obligatoire pour le parcours *Gestion*, d'une durée de quatre à six semaines en L3. À la fin du stage, les tuteurs professionnels sont invités à compléter une fiche d'évaluation permettant de certifier des compétences acquises. Ce stage n'est, en revanche, pas obligatoire pour le parcours *Économie*, ce qui est regrettable. Enfin, un stage hors cursus et ne donnant pas lieu à des crédits ECTS est également proposé en L2. Enfin, la licence EG vise prioritairement une poursuite d'étude en master. Ceci est confirmé par les résultats des enquêtes d'insertion professionnelle. Pour ceux qui s'insèrent professionnellement, le temps d'accès au premier emploi est de 6,1 mois et le salaire mensuel net médian est de 1530 €.

L'évaluation de l'attractivité de la formation n'est pas réalisée et les taux de réussite sont très bas, voire alarmants. Il est regrettable que la formation déclare manquer de temps et de ressources pour l'analyse de l'attractivité. En L1, les taux de réussite sont de 12,34 % en 2020-2021, 16,22 % en 2021-2022 et 12,27 % en 2022-2023. La formation fait état d'un nouveau dispositif d'accompagnement qui semble un peu plus efficace (avec un accompagnement poussé) que les autres, mais son impact demeure beaucoup trop marginal puisqu'au total, 40 % des étudiants ne valident aucun crédit ECTS en L1 en 2022-2023. Cependant, la proportion des étudiants inscrits sous condition « oui-si » en L1 dans cette dernière formation est passée de 33,6 % en 2021-2022 à 38,3 % en 2022-2023.

Si les enquêtes d'évaluation par les étudiants sont bien réalisées, le processus d'amélioration continue est peu efficace et le conseil de perfectionnement n'intègre pas de professionnels. Depuis 2020, les responsables de formation mènent un travail de réflexion encourageant pour augmenter les taux de réponse ainsi que sur le contenu du questionnaire d'évaluation des étudiants. Le taux de réponse à ces questionnaires varie de 14 % à 67 % entre 2021 et 2023, selon l'année d'étude. Les travaux du conseil de perfectionnement permettent d'identifier de nouvelles pistes d'amélioration de la formation (exemple : retravailler l'UE professionnalisation). La formation indique également suivre les taux de réussite au sein du conseil de perfectionnement, mais le suivi semble relativement inefficace puisqu'on ne note aucune amélioration du taux sur les trois années de référence. Le conseil de perfectionnement n'intègre pas systématiquement de représentant du monde socio-professionnel. Il faudrait que le conseil soit mené à l'échelle de la mention et non pas différencié pour le parcours *Économie et gestion*.

Les contenus et les dispositifs de la formation pour permettre son ouverture à l'international sont insuffisants. Les partenariats internationaux sont limités au niveau du 1^{er} cycle : il n'y a pas de parcours diplômants européens ou internationaux en lien avec la formation. Des incitations ont été mises en place pour encourager les mobilités sortantes et entrantes (aides financières, réunion d'information, construction de contrats pédagogiques, dispositifs d'accompagnement). La formation comptabilise peu de mobilités sortantes (un, deux et deux mobilités sortantes en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023). Le nombre de mobilités entrantes (encadrées) est plus élevé avec sept, quatre, et huit mobilités pour les mêmes années universitaires. La formation propose 164 heures d'enseignement de langue étrangère sur toute la durée de la formation. Aucune UE n'est enseignée en anglais, mais une dynamique a été engagée pour encourager les enseignants à proposer une plus grande offre de cours en anglais. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue étrangère est en constante augmentation passant de 1 à 40 entre 2020-2021 et 2022-2023.

La formation met en place des pratiques pédagogiques diverses, mais l'approche par compétences (APC) n'est pas aboutie. Des dispositifs d'innovation pédagogique sont mis en œuvre via par exemple la pédagogie inversée. Les blocs de compétences ont été identifiés et travaillés dans la maquette de la formation en lien avec la fiche RNCP. Cependant, l'équipe pédagogique n'a pas encore véritablement proposé un système d'évaluation selon une approche par compétences. À noter que ce sont plus les matières transversales qui s'inscrivent bien davantage dans une approche par compétences, notamment l'anglais avec quatre compétences à valider et les usages numériques avec 16 compétences à valider pour obtenir la certification PIX (fin de L2). De 2020-2021 à 2022-2023, le nombre d'étudiants ayant obtenu la certification PIX est passé de 18 à 144.

Il est regrettable de constater que les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas ouverts aux publics de la formation continue et en alternance. Cette ouverture n'est pas prévue dans le cadre de la prochaine offre de formation. Cependant, l'accès à la formation via une validation des acquis (VAE, VAP) est possible sous réserve d'un avis favorable d'une commission pédagogique dédiée.

En 2021-2022, un étudiant a intégré la formation après avoir bénéficié d'une VAE partielle, et en 2020-2021 un autre a intégré la formation après avoir bénéficié d'une validation des acquis professionnels (VAP).

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Des bons taux de réponse aux enquêtes d'évaluation des enseignements par les étudiants.

Points faibles

- Un taux de réussite alarmant en L1 et des dispositifs en faveur de la réussite ne parvenant pas à infléchir la tendance ;
- Une analyse inexistante de l'attractivité de la formation ;
- Un processus d'amélioration continue peu performant avec un conseil de perfectionnement ne comportant pas de professionnels ;
- Une ouverture à l'international limitée ;
- Une mise en place de l'approche par les compétences non aboutie.

Recommandations

- Améliorer les taux de réussite en L1 en renforçant par exemple l'efficacité des dispositifs de remédiation.
- Analyser l'attractivité de la formation.
- Renforcer le processus d'amélioration continue et intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Améliorer l'ouverture à l'international, notamment en encourageant les mobilités sortantes.
- Faire aboutir l'approche par les compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux de réussite alarmant en L1 et des dispositifs en faveur de la réussite ne parvenant pas à infléchir la tendance ;
- Une analyse de l'attractivité de la formation inexistante ;
- Un processus d'amélioration continue peu performant avec un conseil de perfectionnement qui devrait intégrer des professionnels.

LICENCE PROFESSIONNELLE ASSURANCE, BANQUE, FINANCE : CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 560 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 102 étudiants et 32 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Assurance, banque, finance* (LP ABF) est en accord avec la politique et l'offre de formation de l'établissement. La LP entretient des relations solides avec le monde socio-économique et bénéficie d'une bonne qualité de recrutement et d'attractivité tout comme d'insertion professionnelle. La formation suit et analyse bien la réussite de ses étudiants avec un processus d'évaluation interne pertinent. Elle bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant. Toutefois, la formation pâtit d'une formation linguistique insuffisante et d'une faible ouverture à l'international.

La formation a une bonne adéquation avec la stratégie de l'établissement et une bonne cohérence dans son environnement académique. En effet, la LP a été créée dans le cadre d'un partenariat étroit entre l'université de La Réunion et les établissements financiers de La Réunion et demeure la seule licence professionnelle *Assurance, Banque, Finance : chargé de clientèle* sur ce territoire. Elle s'articule bien avec la carte régionale réunionnaise de formation post-baccalauréat et est complémentaire avec les autres diplômes proposés par l'université dans le domaine des sciences de gestion (BTS, DUT, BUT et masters). Elle attire les diplômés du DUT *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)*, du DUT *Techniques de commercialisation*, de la deuxième année de licence (L2) *Administration économique et sociale*, de la L2 *Économie* et de la L2 *Droit*. L'autoévaluation très satisfaisante (5) de la formation n'est pas surestimée. Le succès de la formation a conduit à la mise en place d'une formation délocalisée en Martinique (depuis 2010) et à l'ouverture de la même formation par l'université Antilles-Guyane sur son territoire (depuis 2020).

La formation entretient d'excellentes relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. En effet, la création de la formation à l'initiative d'une dizaine d'établissements financiers réunionnais démontre de bonnes relations avec le monde socio-économique. La formation est en cohérence avec la stratégie de l'université de La Réunion qui a fait le choix, comme axe stratégique, de « *poursuivre le développement de la formation professionnelle tout au long de la vie, afin de renforcer le positionnement de l'université comme acteur majeur du monde socio-économique* ». Depuis sa création, la formation est entièrement proposée en alternance (contrats de professionnalisation, contrats d'apprentissage); elle accueille des salariés en reprise dans la cadre de la formation continue. La formation bénéficie de partenariats solides avec les milieux professionnels régionaux et nationaux (Caisse d'épargne, CEPAC, BRED, Banque Postale ...). Les établissements financiers participent activement aux commissions de sélection des dossiers de candidature pour l'entrée dans la formation. 22 professionnels (professeurs associés, maîtres de conférences associés, vacataires) interviennent dans la formation pour un volume horaire de 66,25 % (371 heures/560 heures) des heures étudiants de la maquette.

La formation suit la réussite de ses étudiants et analyse les causes des échecs. À la Réunion, le taux de réussite a progressé pour s'établir à 83 % en 2021, 72 % en 2022 et à 84 % en 2023. La formation a procédé au renforcement de l'accompagnement des étudiants par les responsables pédagogiques et à la mise à disposition des étudiants des guides méthodologiques.

Elle a également augmenté le nombre de rendez-vous en face à face dans le cadre de la préparation du projet tutoré et du mémoire professionnel. Néanmoins, le nombre d'étudiants n'ayant validé aucun crédits ECTS reste important même si la tendance est à la baisse (23 en 2021, 20 en 2022 et 10 en 2023).

La formation suit bien les flux des candidatures, des inscriptions et améliore son attractivité. La formation apparaît sur le registre national des certifications professionnelles de France compétences, l'Espace professionnel « des organismes de formation » (EDOF) de la Caisse des dépôts et consignations, « la bonne alternance » (proposée par francetravail.fr) sur service-public.fr et data.gouv.fr, ainsi que sur le « Portail régional de la formation à La Réunion » (Formanoo.org) géré par Réunion Prospective Compétences (Carif Oref) et bénéficie ainsi d'une bonne visibilité. La formation est présentée lors des journées portes ouvertes organisées par l'université, participe aux *job dating* lorsqu'ils sont mis en place par les établissements financiers et aux différents salons de l'alternance organisés à la Réunion. La formation a une très bonne qualité de recrutement avec les candidatures émanant majoritairement de candidats inscrits en BTS (BTS Banque et BTS Assurance surtout, mais aussi BTS Commerce international, Gestion des petites et moyennes entreprises, Management des unités commerciales, Comptabilité gestion, Technico-commercial, Management commercial opérationnel ou encore Négociation digitalisation et Relation clients). Le nombre de candidatures de néo-entrants dans la formation se maintient (196 en 2021, 181 en 2022, 190 en 2023).

La formation analyse de façon satisfaisante l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation en alternance et en formation continue. La formation s'assure que l'objectif d'insertion professionnelle de ses diplômés dans le métier de conseiller de clientèle particuliers reste chaque année au-dessus de 50 %. À 30 mois, l'enquête révèle un taux d'insertion à 77 % (CDI) pour la promotion 2020 avec un excellent taux de réponse à 72 %. À six mois, le taux d'insertion est de 75 % en 2021 et 93 % en 2022. Toutefois, les taux de réponse aux enquêtes d'insertion à 30 mois restent très variables pour conduire à des analyses pertinentes (90 % en 2021 contre 16 % en 2022 et 27 % en 2023). En Martinique, les enquêtes d'insertion à la fin de la formation montrent qu'environ 46 % des diplômés obtiennent un emploi (dont la moitié en CDI). À six mois, ce taux d'insertion professionnelle approche les 55 % (dont la moitié toujours en CDI). Les autres étudiants poursuivent les études en master sous le régime de l'alternance et sont recrutés en CDI à la fin de leur formation. Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation en alternance et en formation continue. La formation a accueilli 90, 86, 95 alternants (en contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation) respectivement en 2021, 2022 et 2023 et a accordé huit, cinq et sept VAP (validation des acquis professionnels) respectivement en 2021, 2022 et 2023.

La formation a défini des processus pertinents d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Un questionnaire anonyme d'évaluation des enseignements et de la formation est soumis chaque année aux étudiants inscrits dans la formation pour chaque enseignement présent dans la maquette. Cette évaluation bénéficie d'un très bon taux de réponse (60 à 75 %). La formation s'appuie sur un conseil de perfectionnement avec une composition très équilibrée (équipe pédagogique, représentant du monde socio-économique, représentant des étudiants, personnel administratif et de direction). Le conseil de perfectionnement discute des résultats de l'évaluation interne chaque année.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche pour une LP. Huit enseignants-chercheurs (professeur des universités PU et maîtres de conférences MCF section 05 et 01) interviennent dans la formation pour un volume de 33,75 % (189 heures/560 heures) des heures de la maquette. Ces enseignants-chercheurs interviennent sur des thématiques de recherche qui sont directement en lien avec le champ visé par la formation. Les étudiants de la LP ABF bénéficient également d'un cours sur la méthodologie de la recherche (avec une initiation à l'intégrité scientifique et à la déontologie) et ils ont des écrits académiques à réaliser (projet tutoré et le mémoire professionnel). Les enseignants-chercheurs ont développé un module relatif à la recherche documentaire (mise à jour à partir d'articles publiés dans des revues spécialisées et dans les journaux économiques, constitution de dossiers bibliographiques). Un espace en ligne, partagé avec les étudiants, regroupe l'ensemble de ces éléments. Néanmoins, on peut souligner l'absence d'enseignants-chercheurs en Sciences de gestion (section CNU 06) dans l'équipe pédagogique.

La formation dispose de moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. La formation compte un effectif de dix enseignants et enseignants-chercheurs permanents contre 22 enseignants non permanents. La formation accueille chaque année des enseignants-chercheurs d'autres universités, invités dans le cadre de missions d'enseignement réalisées en présentiel à la Réunion (Montpellier, Lyon 3). Pour la Martinique, les enseignants-chercheurs invités sont rattachés à l'université des Antilles.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées par rapport aux compétences visées. La maquette de la formation est organisée par blocs de compétences sans une véritable approche par compétence (APC). La formation prépare à la certification de l'Autorité des marchés financiers (AMF), dans le cadre d'une convention partenariale avec l'organisme de formation Bärchen Education.

Elle prépare aussi à la certification PIX, dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut Indianocéanique du numérique (département interne de l'université de La Réunion). 54, 47, et 58 étudiants de la formation ont obtenu leur certification PIX respectivement en 2021, 2022 et 2023.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont insuffisants pour permettre son ouverture à l'international. En dehors de 21 heures de cours d'anglais, la formation ne propose pas de cours de spécialité en langue anglaise, ou de cours de *FLE (Français langue étrangère)*. Néanmoins, les étudiants qui le souhaitent peuvent passer une certification externe (TOEIC - *Test of English for International Communication* et CLES certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur) en langue. À ce titre, en termes de résultats à l'issue des examens, 18 étudiants ont obtenu la certification (niveau A2/B1).

L'ouverture à l'international de la formation est inexistante. En effet, du fait de son fort ancrage territorial, la LP ABF ne propose pas de parcours diplômant spécifiquement dédié à l'international. Selon la formation, cette LP a trait à des activités et des métiers encadrés par le droit français et se présente donc comme un modèle facilement exportable uniquement dans un contexte français (autres régions françaises, en particulier dans des territoires ultramarins marqués par des spécificités identiques à celles de La Réunion telles que Martinique, Antilles-Guyane).

Conclusion

Points forts

- Une formation avec une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement ;
- De bonnes relations avec le monde socio-économique avec une intégration de nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une bonne qualité de recrutement et d'attractivité ;
- Un bon suivi de la réussite des étudiants et d'analyse des causes des échecs ;
- Une bonne insertion professionnelle et qualité de la poursuite d'études ;
- De bons processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue ;
- Un adossement à la recherche satisfaisant.

Points faibles

- Un taux de réponse des étudiants aux enquêtes d'insertion professionnelle trop variable ;
- Une formation trop limitée aux compétences linguistiques ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer les taux de réponse des enquêtes d'insertion professionnelle.
- Améliorer la formation aux compétences linguistiques.

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Commerce et distribution* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Management et gestion de rayon - Distrisup*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 25 étudiants et 19 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) est très bien insérée dans son environnement socioéconomique et bénéficie de l'appui d'un réseau national du secteur de la distribution. Elle bénéficie d'un très bon taux de réussite et d'une très bonne insertion professionnelle. La formation dispose d'un adossement à la recherche à la hauteur des attentes d'une LP et le processus d'évaluation interne est de qualité. En revanche, la formation est en concurrence directe avec le BUT *Techniques de commercialisation parcours Marketing et management du point de vente* offert par l'IUT de la Réunion.

La formation est très bien insérée dans son environnement socioéconomique. Les acteurs sociaux et économiques sont associés depuis la création du diplôme (suite à la demande du groupe de distribution ultramarin Groupe Bernard Hayot (GBH)) et des échanges réguliers ont lieu avec les différentes entreprises associées à la formation, lors du suivi des étudiants en alternance, des soutenances ou du conseil de perfectionnement. L'équipe pédagogique est composée à 68 % de vacataires professionnels qui assurent 71 % des heures de la formation. En lien avec la politique de formation tout au long de vie de l'établissement, la LP est ouverte à une large variété de publics - étudiants en poursuite d'études, professionnels en reprise d'études, demandeurs d'emploi ou salariés dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience (VAE).

Bien inscrite dans les ambitions de l'établissement, la formation bénéficie de l'appui d'un réseau national du secteur de la distribution. Le diplôme s'appuie sur un partenaire situé au croisement des terrains académique et professionnel, le réseau Distrisup-Management, véritable valeur ajoutée dans le secteur de la distribution (membre de la Fédération du commerce et de la distribution - FCD, il regroupe 18 universités et 15 entreprises partenaires). Ce réseau permet aussi aux étudiants de participer à un concours axé autour d'une simulation de gestion d'entreprise de distribution, liant pluridisciplinarité et interdisciplinarité.

Le taux de réussite des étudiants est très satisfaisant et en croissance, l'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés correspondent bien aux objectifs du diplôme. Le taux de réussite des étudiants passe de 80 % à 88 %, ce qui est analysé par la formation comme la conséquence de la prise en compte des conclusions du conseil de perfectionnement ; en revanche, les raisons des échecs des étudiants ne sont pas évoquées. L'analyse de la qualité de l'insertion professionnelle est réalisée durant la formation - enquête réalisée lors des soutenances finales et plus de 90 % des étudiants se voient proposer des postes de manager. La poursuite d'études reste anecdotique - une seule poursuite d'études en 2022-2023 (master en alternance).

La formation a un adossement à la recherche à la hauteur des attentes d'une licence professionnelle. L'adossement de la formation à la recherche est satisfaisant. La formation à la recherche proposée - méthodologie du mémoire universitaire représentant 25 % du volume d'enseignement - est tout à fait adaptée à sa finalité professionnalisante, et la participation de quatre enseignants-chercheurs (EC) soit 21 % de l'équipe pédagogique - est importante - ils assurent 35 % des heures proposées. L'absence d'un dispositif d'accueil, d'accompagnement et de formation par la recherche est cohérente avec l'orientation du diplôme.

Un processus d'évaluation interne est en place et il permet de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. Une évaluation biannuelle des enseignements est mise en place par l'intermédiaire d'une enquête, avec un taux de retour élevé de 88 %. En revanche, aucun dispositif d'évaluation de la formation n'est évoqué. La formation dispose cependant d'un conseil de perfectionnement annuel dont la composition est équilibrée (membres de l'équipe pédagogique, professionnels de la distribution, représentants des étudiants). Il amène à la rédaction d'un compte-rendu et répond bien aux attendus, en permettant d'identifier des axes d'amélioration et d'intégrer les évolutions du secteur de la distribution.

Les moyens mis à disposition de la formation sont satisfaisants. Si la présence d'une majorité d'enseignants vacataires (68 %) est cohérente avec l'objectif professionnalisant du diplôme (ils assurent 57 % des heures d'enseignement), la faible part d'enseignants permanents (21 %) pourrait impacter le fonctionnement de la formation. Le suivi et la maîtrise de la soutenabilité de la formation sont assurés par la direction de l'IAE, avec le calcul d'un seuil de rentabilité.

L'attractivité de la formation est relativement stable, même si les données à disposition manquent de précision quant au nombre de candidatures. Les dispositifs d'information sur la formation sont classiques - participation aux Journées portes ouvertes (JPO) de l'IAE, présentations dans les lycées, sites Internet de l'IAE et de l'association Distrisup-Management et sont à mettre en perspective d'une relative stabilité des candidatures. Les effectifs et leur structure font l'objet d'une analyse de qualité.

La formation met bien en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. Une approche favorisant l'alignement pédagogique est présente - la maquette est structurée en blocs de compétences et une mise en perspective importante du terrain existe. Les méthodes pédagogiques et les modalités d'enseignement sont adaptées à l'objectif professionnel du diplôme - pédagogie par projet, simulation de gestion et enseignements en présentiel. La formation permet l'accueil des étudiants en alternance ou des publics de la formation continue, sans qu'aucune offre de formation spécifique ne soit dédiée à ces derniers (peu nombreux, ils bénéficient cependant d'un accompagnement spécifique). La formation n'est que très peu ouverte à l'international - aucune offre spécifique n'est proposée et les mobilités entrantes sont exceptionnelles, ce qui est cohérent avec l'objectif et le rythme de l'alternance. Aussi, aucun dispositif de préparation à la mobilité n'est proposé.

La formation est cependant en concurrence directe avec le BUT Techniques de commercialisation parcours Marketing et management du point de vente de l'IUT de la Réunion. Si son positionnement est cohérent vis-à-vis des autres formations proposées par l'IAE (formation de niche sur une activité spécifique visée), il pose un problème important au niveau global de l'université de la Réunion. En effet, la présence d'un parcours concurrent au sein du bachelors universitaire de technologie (BUT) Techniques de commercialisation pose un problème important de doublon. Malgré l'importance de cette menace, celle-ci n'est pas mentionnée par l'équipe pédagogique.

Conclusion

Points forts

- Une formation très bien intégrée dans son environnement socioéconomique ;
- Un partenariat à grande valeur ajoutée au croisement des terrains académique et professionnel (réseau Distrisup-Management) ;
- Des taux de réussite et une insertion professionnelle très satisfaisants ;
- Un adossement à la recherche conforme aux attentes d'une LP ;
- Un processus d'évaluation interne de qualité ;
- Des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées.

Point faible

- Une formation en concurrence directe avec un parcours du BUT *Techniques de commercialisation (TC)* de l'IUT de la Réunion.

Recommandation

- Assurer la cohérence et la non-redondance de la formation avec le BUT *Techniques de commercialisation* pour éviter la concurrence entre ces deux formations.

LICENCE PROFESSIONNELLE GESTION DES ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours unique : *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire (GOESS)*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 500 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 18 étudiants et 15 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Cohérente avec l'offre de formation et la stratégie de l'université de La Réunion, la LP GOESS s'inscrit dans la politique de l'établissement et s'ancre dans le tissu socio-économique local. Reposant sur une approche par compétences (APC), la formation présente un taux de réussite avoisinant les 100 %. Bien que ses enseignements couvrent des disciplines variées, elle est aussi très professionnalisante, même si l'insertion professionnelle, qui concerne la seule Réunion, n'est pas immédiate pour tous les diplômés. La LP GOESS repose sur des pratiques pédagogiques efficaces et d'un conseil de perfectionnement actif. Ces points positifs doivent être relativisés, d'une part, par la faiblesse du taux d'encadrement d'enseignants-chercheurs (EC) spécialistes de l'économie sociale et solidaire (ESS) fragilisant fortement la formation et, d'autre part, par les résultats en demi-teinte concernant la satisfaction des diplômés et l'insertion professionnelle immédiate. Ces derniers aspects devraient être mieux pris en compte dans le cadre de l'amélioration continue. De plus, même si le conseil de perfectionnement est actif, il existe des lacunes concernant le suivi des diplômés. Enfin, l'ouverture internationale est limitée alors que la LP GOESS pourrait intéresser des partenaires Indo-Pacifique de l'établissement.

Cohérente avec l'offre de formation du champ Droit, économie et gestion (DEG) de l'université de La Réunion, la LP GOESS s'inscrit dans la stratégie de l'établissement et s'ancre dans le tissu socio-économique local. Cette LP est proposée à la seule formation continue (FC), ce qui est cohérent avec le choix de l'université de La Réunion d'être un acteur local majeur de la formation tout au long de la vie (FTLV). La formation cible des professionnels, des bénévoles, des chercheurs d'emploi venant d'horizons différents, mais désirant créer des structures ou mener sur l'île de La Réunion des projets relevant de l'ESS. Ainsi cette formation s'inscrit donc bien dans la politique de l'établissement comme université de proximité, favorisant l'ascension sociale des habitants de l'île et l'insertion de ses diplômés dans le marché de l'emploi insulaire. En outre, la LP GOESS est contributrice à l'axe stratégique de l'établissement du développement durable, celui ayant une dimension sociale et inclusive intrinsèque à l'ESS. Enfin, la LP GOESS participe à l'ancrage territorial de l'université de La Réunion, ce qui permet à la formation de bénéficier de partenariats de qualité et de financements externes. La LP GOESS est judicieusement qualifiée de "formation contextualisée" dans le dossier d'autoévaluation (DAE). Son objet, son ancrage local par le biais de partenariats avec des institutions insulaires du domaine comme la chambre régionale de l'ESS (CRESS) ou l'Institut régional du travail social (IRTS), sa contribution à la FTLV de Réunionnais d'horizons différents et son financement en partie externe lui assurant une certaine soutenabilité, en font une formation en phase avec les directions voulues par l'université de La Réunion. Enfin, la LP GOESS est complémentaire des autres formations de l'établissement comme le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Carrières sociales* proposé par l'Institut universitaire de technologie (IUT) ou du master Management sectoriel de l'IAE de La Réunion.

Adossée à une APC fondée sur l'acquisition de trois blocs de compétences se référant à plusieurs disciplines, présentant un taux de réussite avoisinant 100 %, la formation est très professionnalisante. Pour ce qui concerne l'APC, les compétences à large spectre acquises à l'issue de la formation relèvent bien de la fiche 30067 du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Celle-ci a été adaptée toutefois au contexte réunionnais, ce qui est bienvenu. La structuration du parcours de la LP GOESS en deux ans permet aux inscrits de se remettre dans la reprise d'études, d'aborder de nombreux domaines (spécificités sectorielles de l'ESS, politiques publiques en la matière, modèle d'affaires, gestion de projet, comptabilité, gestion des ressources humaines, anglais, etc.) et de rédiger leur mémoire. Même si elle vise un secteur, l'ESS, et non un métier précis, la LP GOESS repose donc sur un socle andragogique solide. Même sectorielle et à large spectre, la formation est très professionnalisante. La LP GOESS a fait l'objet d'une ingénierie spécifique en faisant une formation à destination d'adultes à visée résolument professionnalisante. Cette professionnalisation apparaît à travers des enseignements parfois pointus, comme le montage de projets européens, les structures juridiques de l'ESS, et aussi à travers l'intervention d'une dizaine de professionnels du domaine de l'ESS. Ce caractère professionnalisant se traduit enfin par l'insertion de ses diplômés dans les organisations publiques ou privées insulaires. 57 % d'entre eux exercent une activité dans le secteur de la santé humaine et l'action sociale.

Reposant sur un schéma éprouvé pour la FC, la LP GOESS bénéficie de ressources pertinentes et d'un conseil de perfectionnement actif. Les enseignements se font surtout en présentiel en petits groupes, ce qui favorise les interactions entre participants. De façon originale, s'ajoutent à ce dispositif en présentiel classique des ressources en ligne dédiées à l'ESS, ainsi que la possibilité pour les étudiants d'accéder au centre de documentation du CRESS. Il s'agit de points importants, car une attention réelle est portée au mémoire réflexif, ce qui n'est pas toujours le cas dans les LP. Enfin, le pilotage interne de la formation repose sur la participation des usagers au conseil de perfectionnement et sur une évaluation des enseignements. Par contre, réunir au sein d'un même conseil de perfectionnement la LP GOESS et le parcours de master *Management des organisations de l'ESS (MOESS)* est une pratique à proscrire.

Néanmoins, l'adossement à la recherche de la formation est fragilisé par la présence d'un seul EC spécialiste de l'ESS et la LP montre des résultats en demi-teintes en termes d'insertion professionnelle immédiate et de satisfaction des étudiants, soit autant de faiblesses devant à mieux prendre en considération dans le cadre de l'amélioration continue. Même si quatre EC interviennent dans la LP GOESS, un seul est spécialiste de l'ESS. Ceci est un obstacle à l'adossement à la recherche. Ceci est susceptible de nuire à la qualité du suivi de mémoires avec des problématiques ciblant ce secteur présentant de fortes spécificités. La fiche de situation professionnelle 30 mois après la diplomation élaborée par l'université de La Réunion et portant sur la promotion 2019 montre une insatisfaction relative des diplômés interrogés, avec seulement 53 % jugeant la LP en adéquation avec l'emploi actuellement occupé. De même, le taux de satisfaction est de 66 %. Le DAE ne donne pas d'explications à cette situation et on ignore l'effet de ces indicateurs sur l'amélioration continue de la LP GOESS alors même qu'un conseil de perfectionnement est assuré. Un certain flou existe quant au suivi des diplômés et la possibilité offerte par la LP GOESS de progresser dans leur carrière ou de se réorienter. Enfin, étant donnée son ancienneté et sa reconnaissance au niveau réunionnais, la formation pourrait bénéficier du réseau d'*alumni* alors que le DAE n'évoque pas ce levier.

La LP GOESS est trop peu ouverte à l'international. L'ouverture à l'international ne concerne pas des contenus ou des dispositifs permettant la mobilité, ce qui n'a pas de sens pour une formation de portée locale relevant de la FC, ou de l'enseignement en anglais, déjà assuré, mais renvoie à sa capacité à essaimer dans des territoires ou pays de l'Indo-Pacifique visés par la stratégie de l'université de La Réunion. La précédente évaluation du Hcéres qualifiait cette formation 'd'experte'. La lecture du DAE ne permet pas d'apprécier si la LP GOESS a pu servir de référence dans d'autres îles ou pays de l'océan Indien.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente avec la stratégie de l'établissement (ancrage territorial) et cohérente avec l'offre de formation ;
- Un ciblage sectoriel précis permettant l'accueil d'un public venant d'horizons divers ;
- Des objectifs, des compétences, des dispositifs et des ressources pertinents pour la FC.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant étant donné la présence d'un seul enseignant-chercheur spécialiste de l'ESS ;
- Des carences au niveau du suivi des trajectoires professionnelles des diplômés (point faible de la précédente évaluation Hcéres) et intégrant mal leur insatisfaction dans le cadre de l'amélioration continue ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en améliorant le taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs spécialistes de l'ESS.
- Améliorer la qualité du suivi des diplômés, si possible en partageant les expériences avec d'autres formations de l'établissement ouvertes à la FC.
- Développer le rayonnement de cette formation 'experte' auprès des partenaires de l'indopacifique.

LICENCE PROFESSIONNELLE MANAGEMENT ET GESTION DES ORGANISATIONS

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Management et gestion des organisations* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Management et gestion des organisations*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 500 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 69 étudiants et 16 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Attractive, la LP *Management et gestion des organisations* (MGO) est cohérente avec la stratégie d'ancrage territorial de l'université de La Réunion. La formation repose sur une approche par compétences (APC) classique et dispose de ressources pédagogiques adaptées et suffisantes, ainsi que d'un adossement à la recherche répondant aux attendus d'une LP. Néanmoins, le positionnement de la formation est trop généraliste, ce qui pose problème pour l'insertion professionnelle et interroge la cohérence de son positionnement dans l'offre de formation. De plus, le taux de poursuite des études est trop important pour une LP. Les taux de réussite sont en deçà des références observées pour ce type de LP. La proximité de la formation avec le milieu économique réunionnais est insuffisante pour une LP à vocation locale, et ce malgré la bonne attractivité de la formation. Enfin, son pilotage peut être amélioré et elle dispose d'une ouverture à l'international insuffisante au regard de la stratégie définie par l'établissement.

Attractive, la LP MGO est cohérente avec la stratégie d'ancrage territorial de l'université de La Réunion. Cette LP entend, en effet, former des cadres intermédiaires pour les petites et moyennes entreprises (PME) ou très petites entreprises (TPE) réunionnaises. La possibilité d'être suivie en formation initiale (FI) et en formation par alternance au titre de l'apprentissage (FA), le caractère transversal de ses enseignements en font une formation digne d'intérêt. La LP MGO accueillait 69 étudiants, dont 37 en FI et 32 en FA. Attractive auprès des étudiants ou des diplômés de premier cycle, la LP MGO bénéficie d'une certaine reconnaissance à l'échelle insulaire. Cette formation présente un taux de sélectivité d'un tiers et accueille des étudiants au profil varié venant de la deuxième année d'une licence généraliste (L2), d'un Diplômé universitaire de technologie (DUT), d'un Brevet de technicien supérieur (BTS), voire d'une classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE). Le vivier de candidats potentiels paraît donc relativement important et divers. Le nombre conséquent d'inscrits au titre de la FA est un indicateur de la réputation de la formation.

La formation repose sur une approche par compétences (APC) classique et dispose de ressources pédagogiques adaptées et suffisantes, ainsi que d'un adossement à la recherche répondant aux attendus d'une LP. Le contenu de la maquette montre des blocs de compétences clairs, en phase avec la fiche 30086 du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et adaptés au contexte réunionnais, avec une focale sur les TPE et les PME. Les dispositifs pédagogiques mis en œuvre sont éprouvés, avec un enseignement en présentiel, un projet tutoré, un stage ou des périodes en entreprise donnant une expérience professionnelle aux étudiants ou, pour ceux venant de BTS ou de DUT, consolidant leurs acquis pratiques. L'équipe pédagogique est constituée de quatre enseignants de l'université de La Réunion, dont deux enseignants-chercheurs (EC), et de neuf intervenants professionnels. Le taux d'encadrement et les moyens mis à disposition par l'IAE de La Réunion garantissent a priori de bonnes conditions d'études. L'adossement à la recherche n'est pas la priorité malgré la présence d'EC. Seulement 95 heures sur les 500 de la maquette pédagogique sont assurées par des EC, soit 19 %, ce qui représente un taux très faible, surtout rapporté au nombre d'EC intervenant dans la formation. Cet adossement correspond toutefois à ce qu'on observe dans les LP au niveau national.

Le taux de poursuite des études est trop important pour une LP. Si le DAE ne fait plus apparaître aucune poursuite d'études en master à l'université de La Réunion, les données de la fiche de situation professionnelle produite par l'établissement contredisent cette assertion et affichent un taux de 52 %, ce qui est trop important pour une LP. De plus, de façon surprenante, l'équipe pédagogique envisage, suite au conseil de perfectionnement du 25/04/2024, la constitution d'un groupe de travail sur "la création d'un master dans la continuité de la licence MGO". Clairement, il s'agit d'un dévoiement de ce qu'est la LP.

La formation présente un caractère généraliste qui pose des problèmes pour l'insertion professionnelle et pour son positionnement dans l'offre de formation de l'université de La Réunion. La LP MGO permet à certains de ses diplômés de travailler directement sur l'île. Ce dernier objectif est validé par la fiche de situation professionnelle à 30 mois élaborée par l'université. En revanche, si les diplômés intègrent des secteurs variés, la nature des emplois occupés n'est pas indiquée dans le DAE. Surtout, on ignore si les inscrits en FI ou en FA, venant d'un BTS, d'un DUT ou d'une formation généraliste ont la même trajectoire après leur diplomation. En outre, la LP MGO ne vise pas un métier ou un secteur précis, mais l'acquisition de compétences transversales couvrant différents aspects de la vie de l'entreprise ou d'une organisation en général. Le manque de spécialisation de cette formation avait déjà été souligné comme une faiblesse ayant fait l'objet d'une recommandation dans la précédente évaluation du Hcéres. Le programme de la LP MGO de l'université de La Réunion, en soi pertinent, pourrait fort bien convenir à d'autres formations. On peut songer à une licence généraliste en *Gestion*, même proposée par alternance pour ce qui concerne sa troisième année (L3), de sorte à permettre aux étudiants d'avoir une première expérience professionnelle conséquente avant de continuer en master. On peut aussi évoquer le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)*, une formation par ailleurs portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de l'université de La Réunion. Le flou de la place de la LP MGO dans l'offre de premier cycle en *Gestion* de l'établissement est accentué par certaines propositions du DAE. Est ainsi évoquée la possibilité, pour des étudiants issus de CPGE ou de domaines industriels souhaitant acquérir une double compétence, d'intégrer cette LP. Si la création de dispositifs passerelles en L3 est bienvenue, elle doit se faire soit dans le cadre d'une LP très ciblée, soit dans celui d'une licence généraliste en *Gestion*.

Les taux de réussite sont en deçà des références observées pour ce type de LP. Depuis 2021, le taux de réussite est seulement de 72 % alors même que la LP MGO est relativement sélective. Le DAE n'explique pas cette situation surprenante. Il ne permet pas d'apprécier si cette faiblesse est conjoncturelle, due par exemple à des facteurs comme la situation post-Covid, ou structurelle, expliquée par l'absence, chez les étudiants, de prérequis ou de problèmes économiques ou sociaux récurrents les empêchant de poursuivre en troisième année d'études. On ignore tout autant si ce faible taux de réussite est de même niveau chez les étudiants en FI que chez les apprentis, chez les étudiants venant de cursus généralistes que chez les titulaires d'un DUT ou d'un BTS.

La proximité de la formation avec le milieu économique réunionnais est insuffisante pour une LP à vocation locale, et ce malgré sa bonne attractivité. Cette faiblesse avait été soulignée dans la précédente évaluation du Hcéres. La présentation de la formation intégrée dans le DAE de 2024 indique de nouveau comme l'un des axes de restructuration : "développer des partenariats avec des entreprises pour offrir davantage de stages et d'opportunités d'apprentissage en milieu professionnel". L'énonciation d'un tel axe, cinq ans après la précédente évaluation et alors même que la formation a une bonne réputation, montre la position problématique de la LP MGO par rapport à d'autres formations de l'université de La Réunion sans doute mieux intégrées localement. Enfin, le développement durable au sens large, c'est-à-dire incluant des dimensions sociale et économique, n'est pas traité dans la formation alors qu'il est une question importante pour l'université de La Réunion, comme le souligne le rapport d'autoévaluation de l'établissement.

Le pilotage de la formation est perfectible. Le DAE mentionne une évaluation des enseignements, mais celle-ci n'apparaît pas dans le compte-rendu du conseil de perfectionnement du 25/04/2024. Il en est de même sur l'effectivité des décisions d'amélioration prises lors dudit conseil alors que des points faibles, déjà pointés dans la précédente évaluation du Hcéres, subsistent. Le pilotage actuel de la LP MGO s'est amélioré depuis cette évaluation, mais une marge de progrès demeure. C'est notamment le cas de l'amélioration de la réussite des étudiants, le rapprochement avec le monde économique réunionnais et le meilleur suivi de l'insertion professionnelle des diplômés. On observe un décalage entre les données de la fiche de situation professionnelle à 30 mois de l'université de La Réunion et celles apportées dans le DAE. Selon la première source, et pour s'en tenir à la cohorte de diplômés de 2019, 90 % des diplômés trouvent un emploi en 30 mois ; si 64 % sont satisfaits de la formation, le taux de satisfaction de l'emploi occupé descend à 58 % et celui d'adéquation entre l'emploi et le diplôme à 53 %. *A contrario*, sur les cohortes suivantes, les données fournies par l'équipe pédagogique de la LP MGO mentionnent une insertion professionnelle variant entre 90 % et 100 % pour les diplômés de 2021 à 2023 et un taux d'adéquation allant de 86 % à 100 %. Et ce, alors même que le taux de réussite à LP diminue. Ce gain, en qualité d'insertion professionnelle, corrélatif d'une baisse du taux de réussite, n'est pas expliqué.

L'internationalisation de la LP MGO est insuffisante malgré la stratégie active de l'université de La Réunion.
L'internationalisation d'une formation ne passe pas forcément par la mobilité des étudiants ou des enseignements de métier en langue étrangère : des partenariats donnant lieu à diplomation multiple, même pour des étudiants demeurant dans leurs pays respectifs, peuvent constituer une modalité pertinente. Le DAE ne montre pas d'action allant de ce sens.

Conclusion

Points forts

- Un ciblage vers les PME et TPE cohérent avec les besoins du tissu local ;
- Un public d'étudiants diversifié avec des parcours en formation initiale ou en formation par alternance ;
- Des ressources pédagogiques de qualité.

Points faibles

- Une LP avec une poursuite d'études trop élevée ;
- Une formation trop généraliste, ce qui grève l'insertion professionnelle et interroge la cohérence avec l'offre de formation de l'établissement ;
- Un taux de réussite trop faible ;
- Un ancrage local insuffisant pour assurer l'insertion professionnelle ;
- Des carences au niveau du processus d'amélioration continue ;
- Une ouverture internationale faible.

Recommandations

- Refondre l'offre de formation pour la distinguer d'une licence généraliste avec une éventuelle L3 en FA et du BUT GEA. Ce recadrage peut passer par exemple soit par la transformation de tout ou partie de la LP MGO en une LP *Assistant de gestion administrative et financière (AGAF)* ; soit par exemple par la création d'une L3 généraliste orientée vers les PME et TPE en FA, de sorte à garantir aux étudiants une première expérience utile pour leur poursuite d'études en second cycle.
- Remédier au taux de réussite trop faible.
- Renforcer l'ancrage local avec les TPE et PME réunionnaises pour améliorer la professionnalisation et l'insertion professionnelle.
- Améliorer la qualité du pilotage, notamment pour ce qui concerne le suivi des diplômés.
- Mettre en place des partenariats pour améliorer l'ouverture internationale de la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une LP avec une poursuite d'études trop élevée ;
- Une formation trop généraliste, ce qui grève l'insertion professionnelle et interroge la cohérence dans l'offre de formation de l'établissement ;
- Un taux de réussite trop faible ;
- Un ancrage local insuffisant pour assurer l'insertion professionnelle ;
- Des carences au niveau du processus d'amélioration continue.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU MARKETING OPÉRATIONNEL

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers du marketing opérationnel* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Développement commercial*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 500 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 57 étudiants et 18 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation est clairement professionnalisante et très bien insérée dans son environnement. Son positionnement est cohérent avec la politique de l'établissement et elle utilise des pratiques pédagogiques adaptées. Elle dispose également d'un conseil de perfectionnement efficace. En revanche, il y a trop peu d'enseignants permanents et l'adossement à la recherche est insuffisant. De plus, l'attractivité de la formation et la réussite des étudiants baissent sensiblement ; enfin, l'analyse du devenir des étudiants s'avère insuffisante.

La formation est clairement professionnalisante et entretient des relations fortes avec le monde social, économique et culturel. La formation favorise des échanges réguliers avec les partenaires professionnels tout au long de l'année - lors du conseil de perfectionnement, du tutorat des étudiants ou lors des soutenances finales, ce qui lui permet d'obtenir des retours sur l'adéquation de la formation avec les besoins du territoire. Ces mêmes partenaires participent activement aux activités pédagogiques (même si les données mises à disposition par la formation ne sont pas concordantes), ce qui est tout à fait cohérent avec l'objectif du diplôme. Enfin, les étudiants sont très bien préparés à l'insertion professionnelle : ils sont présents en entreprise chaque semaine durant trois jours - 43 semaines d'expérience professionnelle obligatoires et 20 crédits ECTS liés et doivent mener également un projet tutoré mettant en pratique les enseignements.

La formation s'inscrit bien dans les ambitions de l'établissement et son positionnement est cohérent. Elle est proposée à des publics variés - publics de la formation continue et de l'alternance, ce qui est cohérent avec la volonté de l'université de la Réunion de développer une offre destinée à une population croissante d'apprenants. Son positionnement sur les métiers du marketing opérationnel est cohérent et complémentaire vis-à-vis des autres formations proposées par l'IAE et par l'université. La pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité sont bien intégrées dans la formation, notamment au travers du projet tutoré des étudiants : organisation d'un événement nécessitant de mobiliser des ressources variées - marketing, management de projet entre autres. En revanche, nous ne disposons pas d'information permettant d'évaluer la réalité et la valeur ajoutée de partenariats académiques. La formation n'a pas vocation à être ouverte à l'international. La LP étant orientée sur son territoire et proposée uniquement en alternance, elle ne propose aucune offre spécifique et n'a développé aucun partenariat international. Une information est cependant proposée aux étudiants sur les possibilités de mobilité. La présence d'étudiants internationaux est ainsi marginale - entre un et deux par promotion.

La formation met bien en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et utilise des pratiques pédagogiques diversifiées. Les modalités pédagogiques mises en œuvre au sein de la formation sont bien définies : la maquette est bâtie sur la base d'un référentiel de compétences et neuf blocs de compétences différents. Il convient de souligner la présence dans la maquette d'un parcours *Management de la distribution* - UE 7.1 - au sujet duquel aucune information n'est apportée. Les méthodes pédagogiques sont variées et combinent de manière traditionnelle, en présentiel, les enseignements théoriques et les mises en pratique, de manière individuelle ou en groupe - études de cas, simulations et mise en application en entreprise.

Les étudiants en alternance ou les publics de la formation continue sont accueillis dans la formation, sans offre de formation spécifique pour ces derniers (ils ne représentent en effet que 2 % des effectifs).

La formation a bien défini un processus d'évaluation interne reposant sur un conseil de perfectionnement efficace. Une évaluation des enseignements est réalisée aux semestres 1 et 2, avec des taux de retour en croissance, mais qui demeurent faibles - entre 22 % et 28 % des étudiants sur la période. L'évaluation de la formation ne semble pas être formalisée et est effectuée de manière qualitative lors du conseil de perfectionnement. Ce dernier a lieu annuellement en juin et propose une composition équilibrée (membres de l'équipe pédagogique, représentant des professionnels, représentants des étudiants). Ouvert aux discussions et amenant à la rédaction d'un compte-rendu, le conseil de perfectionnement répond bien aux attendus, en permettant d'identifier des axes d'amélioration à mettre en œuvre.

L'équipe pédagogique ne repose que sur une proportion très faible d'enseignants permanents. Les enseignants permanents (au nombre de trois) ne représentent que 17 % de l'équipe pédagogique, ce qui peut fragiliser le fonctionnement de la formation. Et ce, même si la présence importante d'enseignants vacataires professionnels est tout à fait cohérente avec l'objectif professionnalisant du diplôme. Le suivi et la maîtrise de la soutenabilité de la formation sont pris en charge par la direction de l'IAE, qui établit un seuil de rentabilité - 10 étudiants.

L'adossement à la recherche de la formation est faible, même au regard de son caractère professionnalisant. Aucune heure d'initiation à la recherche n'est proposée - est seulement évoquée une sensibilisation à la collecte et à l'analyse de données à travers du cours « *Étude et analyse* ». L'équipe pédagogique comprend trois enseignants-chercheurs - ils représentent 17 % de l'ensemble qui assurent seulement 15 % du volume horaire du diplôme. Aucun dispositif lié à la recherche n'est prévu, ce qui est cependant cohérent avec l'orientation professionnalisante de la formation.

L'attractivité de la formation est en baisse sensible, même si les données mises à disposition ne facilitent pas l'analyse. Le nombre de candidatures et d'inscriptions connaissent une baisse importante sur la période de l'étude - de 201 à 112 soit -44 % pour les candidatures, de 94 à 57 soit -39 % pour les inscriptions. Il convient de noter la présence de données contradictoires concernant les inscriptions et la non-prise en compte des étudiants inscrits à l'institut de la fonction commerciale (IFC) Martinique. La formation mobilise des dispositifs d'information classiques (présentations dans les lycées et au sein de l'université et analyse bien le profil des étudiants chaque année). En revanche, aucune analyse n'est proposée quant à la baisse globale de l'attractivité.

Si l'équipe pédagogique donne des éléments pour expliquer la baisse du taux de réussite des étudiants, l'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études est insuffisante. Le taux de réussite, satisfaisant en début de période, connaît une baisse régulière : respectivement 83 %, 76 % et 66 % sur les trois années de référence. À noter que les chiffres donnés dans le dossier ne sont pas les mêmes. Cette situation a en revanche bien été analysée par l'équipe pédagogique (avant toute chose due à la qualité insuffisante des rapports d'activités des étudiants). Les informations concernant l'insertion professionnelle et la poursuite d'études sont superficielles et ne sont pas analysées : taux d'insertion mitigé (50 %) relevé suite à une enquête à 12 mois - pas d'enquête à 30 mois évoquée - et taux de poursuite en master *Marketing* (50 %) indiqué sans autre élément.

Conclusion

Points forts

- Une formation très bien intégrée dans son environnement socioéconomique ;
- Un positionnement cohérent avec la stratégie de l'établissement ;
- Des méthodes pédagogiques adaptées ;
- Un conseil de perfectionnement efficace.

Points faibles

- Une faible proportion d'enseignants permanents ;
- Un faible adossement à la recherche avec un faible taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs ;
- Une attractivité de la formation en baisse ;
- Une analyse du devenir des étudiants insuffisante ;
- Un taux de réussite en baisse ;
- Un manque d'éléments permettant une analyse de l'insertion professionnelle.

Recommandations

- Renforcer le taux d'encadrement par les enseignants permanents.
- Développer l'adossement à la recherche et notamment le taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs.
- Améliorer l'attractivité de la formation.
- Revoir les méthodes d'enquêtes menées auprès des étudiants.
- Analyser la baisse de la réussite et mettre en place des dispositifs adaptés pour l'enrayer.
- Améliorer la qualité des informations mises à disposition pour analyser l'insertion professionnelle.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une faible proportion d'enseignants permanents ;
- Un faible adossement à la recherche avec un faible taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs ;
- Une attractivité de la formation en baisse ;
- Une analyse du devenir des étudiants insuffisante ;
- Un taux de réussite en baisse ;
- Un manque d'éléments permettant une analyse de l'insertion professionnelle.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU TOURISME ET DES LOISIRS

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers du tourisme et des loisirs* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Métiers du tourisme et des loisirs*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 500 heures étudiant. La formation se situe sur le site de la Victoire. Elle compte en 2022-2023 18 étudiants et 24 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation entretient des relations très fortes avec son environnement socioéconomique et occupe un positionnement cohérent dans l'établissement. Le taux de réussite des étudiants est tout à fait satisfaisant et la formation dispose d'un processus d'évaluation interne satisfaisant. En revanche, le taux de poursuite en master est trop important pour une licence professionnelle. De plus, l'équipe pédagogique souffre d'un manque d'enseignants-chercheurs (EC) et plus globalement d'enseignants permanents. Enfin, l'attractivité du diplôme est en baisse.

La formation entretient des relations très fortes avec le monde social, économique et culturel, et intègre bien des éléments de professionnalisation. Les besoins des structures touristiques et de loisirs sont bien intégrés dans la définition des contenus, ce qui est favorisé par des échanges réguliers tout au long de l'année avec les partenaires professionnels : participation aux enseignements, au conseil de perfectionnement, à une enquête par questionnaire. Les professionnels sont très fortement associés aux activités pédagogiques de la formation : ils représentent en effet 87 % de l'équipe pédagogique et assurent 84 % des heures de la maquette. Les étudiants sont ainsi très bien préparés à l'insertion professionnelle - présence en entreprise en alternance, contenus professionnalisants - ainsi qu'à l'entrepreneuriat - proposition d'un module dédié « *Entrepreneuriat et innovation en tourisme* ».

La formation s'inscrit bien dans les ambitions de l'établissement et occupe un positionnement cohérent. Elle permet tout d'abord la professionnalisation de publics variés - étudiants en poursuite d'études, professionnels en reprise d'études, demandeurs d'emploi - dans un domaine - le tourisme et les loisirs - qui est un axe de développement important de la région Réunion et du projet stratégie de spécialisation intelligente - S3. La formation offre l'opportunité à des étudiants issus en majorité de brevets de techniciens supérieurs (BTS) de valider un Bac+3 et de pouvoir poursuivre éventuellement dans un master *Management et ingénierie du tourisme (MIT)*. Les partenariats académiques sont limités à la participation d'enseignants d'autres composantes de l'université et d'établissements secondaires au diplôme. La pluridisciplinarité est bien intégrée dans la formation, par la diversité des thématiques abordées - théoriques et professionnalisantes - et des profils des intervenants - professionnels et académiques - de différentes sections. Si la formation est accessible à des étudiants Erasmus, son fonctionnement, par l'annualisation des enseignements, ne favorise pas son internationalisation. Seules deux mobilités entrantes ont eu lieu sur la période de référence et aucune mobilité sortante n'a été réalisée. Il n'a aucun partenariat international à ce jour mais un projet en cours cependant avec *Seychelles Tourism Board*.

Le taux de réussite des étudiants est tout à fait satisfaisant. Les taux de réussite sont bien suivis par la formation et sont tout à fait satisfaisants entre 88 % et 94 %, ce qui ne nécessite pas la mise en place de dispositif particulier. Ces résultats sont argumentés par l'équipe pédagogique par la qualité du recrutement et du suivi.

Le processus d'évaluation interne de la formation s'inscrit bien dans une démarche d'amélioration continue. La formation utilise l'évaluation des enseignements mise en place par l'IAE et une évaluation qui lui est propre. Un conseil de perfectionnement est réalisé annuellement et présente la particularité d'être commun à la LP MTL et au master MIT. Il est bien basé de discussions et de préconisations mais souffre d'une participation limitée.

Les modalités pédagogiques sont globalement adaptées aux compétences visées. Les objectifs et contenus pédagogiques mis en œuvre au sein de la formation sont bien définis : la maquette du diplôme est bâtie sur la base d'un référentiel de compétences et 8 blocs de compétences. Différentes méthodes pédagogiques sont utilisées, avec une prédominance de la méthode des exposés, ce qui amène l'équipe pédagogique à une réflexion pour faciliter la diversification des méthodes, avec davantage de méthodes actives comme dans le cadre des projets tutorés. Tous les enseignements ont lieu en présentiel, ce qui est cohérent avec le caractère professionnalisant de la formation. Les étudiants en alternance ou les publics de la formation continue sont bien accueillis dans la formation (près de 99 % des étudiants sont en alternance en apprentissage), sans offre de formation spécifique pour ces derniers (ce qui est cohérent, car aucun stagiaire de la formation continue accueilli sur la période). L'enseignement de deux langues vivantes est proposé - 45 heures au total, ce qui est relativement peu au regard de la thématique de la formation.

Si la LP permet bien une intégration du monde professionnel, un nombre important d'étudiants poursuivent leurs études en master. L'insertion professionnelle et la poursuite d'études sont bien analysées, grâce à des taux de retour importants aux enquêtes menées (enquête d'insertion à 30 mois et enquête de la formation elle-même dans le cadre d'un projet tutoré). Si le taux d'insertion professionnelle est élevé (66 % des étudiants en recherche d'emploi trouvent en moins de six mois), le nombre de poursuites d'études en Master est important (57 %). Ceci ne correspond pas aux attentes d'une licence professionnelle.

L'adossement à la recherche souffre d'une présence très insuffisante d'enseignants-chercheurs (EC) au sein de l'équipe pédagogique. La sensibilisation à la recherche est réalisée au travers de 14 heures de cours « Méthodologie - Rapport d'activité », pensées comme une initiation au mémoire de master. Aucun dispositif lié à la recherche n'est prévu, ce qui est cohérent avec l'orientation professionnalisante du diplôme. Cependant, la présence des EC dans la formation est très insuffisante : deux EC interviennent, ils représentent 8 % de l'équipe pédagogique et assurent 22 heures d'enseignement, soit seulement 4,4 % des heures.

L'équipe pédagogique comporte une proportion très faible d'enseignants permanents. Les enseignants vacataires professionnels, au nombre de 21, assurent 84 % des enseignements, ce qui est tout à fait cohérent avec l'objectif professionnalisant du diplôme. En revanche, la présence de seulement deux enseignants permanents peut impacter la gestion administrative de la formation. Enfin, la formation assure bien le suivi et la maîtrise de sa soutenabilité, en s'appuyant sur différents critères.

L'attractivité de la formation est en baisse malgré les efforts de communication de l'équipe pédagogique. La communication de la formation est assurée par une diversité de moyens, classiques - présence aux journées portes ouvertes de l'IAE et de l'université, forums et salons, présentations aux classes de BTS - ou modernes - présence sur Instagram. Ces efforts de communication ne peuvent éviter une baisse de l'attractivité de la formation : le nombre de candidatures est en diminution sur les trois ans de l'analyse - de 114 à 69 soit -39 %, avec un nombre d'inscriptions restant relativement stable. L'équipe pédagogique propose une analyse pertinente de cette situation (concurrence accrue, image de l'emploi dans le secteur entre autres) et connaît bien le profil de ses candidats (issus de BTS Tourisme à 70 %).

Conclusion

Points forts

- Une formation très bien intégrée dans son environnement socio-économique ;
- Un positionnement cohérent ;
- Un taux de réussite très satisfaisant ;
- Un processus d'évaluation interne satisfaisant.

Points faibles

- Un taux de poursuite en master trop important pour une licence professionnelle ;
- Une très faible proportion d'enseignants permanents ;
- Un adossement à la recherche insuffisant avec un fort sous-encadrement des enseignants-chercheurs ;
- Une attractivité de la formation en baisse.

Recommandations

- Limiter la poursuite d'études.
- Intégrer davantage d'enseignants permanents dans la formation pour rendre pérenne le bon fonctionnement de la formation.
- Augmenter la participation des enseignants-chercheurs à la formation pour que cette dernière soit correctement adossée à la recherche.
- Améliorer l'attractivité en menant une réflexion collective à ce sujet.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux de poursuite en master trop important pour une licence professionnelle ;
- Une très faible proportion d'enseignants permanents ;
- Un adossement à la recherche insuffisant avec un fort sous-encadrement par des enseignants-chercheurs ;
- Une attractivité de la formation en baisse.

DIPLÔME DE FORMATION GÉNÉRALE EN SCIENCES MAÏEUTIQUES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques* (DFGSMa) de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé et contient 2278 heures étudiant. Elle compte en 2022- 2023 44 étudiants et 125 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation du diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques* (DFGSMa) consiste à acquérir un socle de connaissances scientifiques théoriques et fondamentales, et de compétences pratiques nécessaires à la poursuite du second cycle des études. En cohérence avec l'offre de formation et la stratégie de proximité de l'établissement, la formation est bien intégrée dans le tissu socio-culturel et le réseau de professionnels de l'île. Depuis la rentrée 2023, cette formation a rejoint le site du campus santé, ce qui favorise l'interdisciplinarité et la mutualisation des enseignements avec les autres formations médicales ou paramédicales, ainsi que la préparation de son intégration universitaire totale qui est prévue en 2027. Proche des étudiants, l'équipe pédagogique suit et analyse leurs résultats, accompagne ceux en difficulté et s'appuie sur les différents conseils pour améliorer la pédagogie. Néanmoins, la formation manque de visibilité et pourrait être plus attractive. En outre, ces enseignements restent peu adossés à la recherche. De plus, vraisemblablement, de par son statut (école de sage-femme dépendant de la région et du Centre hospitalier universitaire (CHU) et non de l'université, la formation ne semble pas encore bénéficier de toutes les ressources mises à disposition des composantes par l'établissement. Enfin, les relations nationales et internationales de la formation mériteraient d'être développées.

Professionnalisante, la formation est cohérente avec le référentiel de la formation des sages-femmes, intègre ses étudiants aux métiers du médical et est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement notamment en remplissant son rôle de proximité par la spécialisation de ses enseignements. Cette formation, diplômant des professionnels de santé, a l'obligation de suivre la réglementation et s'identifie en dispensant des enseignements spécialisés qui répondent aux besoins de la population ultramarine et multiculturelle de l'île. Le DFGSMa, première étape pour l'obtention du diplôme de sage-femme, s'attache à préparer les étudiants à la réalité du terrain en abordant les relations socioculturelles à travers l'anthropologie et la sociologie de la société créole. Des projets avec la région Réunion devraient permettre aux étudiants de réaliser des stages financés sur Mayotte. La formation interagit avec tous les professionnels du secteur de la santé. Pour cela, des liens ont été établis avec des professionnels locaux ou nationaux qui interagissent dans leur métier avec les sages-femmes comme les médecins, les professionnels médicaux, paramédicaux, du secteur social, psychologique, psychiatrique, sociologique, anthropologique, administratif de l'agence régionale de santé (ARS). De nombreuses collaborations existent avec la faculté de médecine et le CHU. À ce jour, la formation comporte sept UE dont les cours sont dispensés de façon mutualisée avec les enseignements de médecine, mais qui ont des évaluations propres au programme du DFGSMa. L'approche par compétences devra être mise en œuvre avec la réforme des études de maïeutiques à la rentrée 2024.

La formation est attentive à l'amélioration continue de ses pratiques pédagogiques qu'elle analyse en fonction des résultats des étudiants. La formation obtient des taux de réussite importants pour le passage de DFSMa2 en DFSMa3 (90 %) et de 85 % pour l'obtention du DFGSMa. Pour améliorer la qualité de ses enseignements, l'équipe pédagogique s'appuie sur des enquêtes de satisfaction et sur des réunions organisées avec les délégués des promotions. Bien qu'elle ne soit pas impliquée dans des projets d'innovation pédagogique d'envergure, les responsables des enseignements proposent les évolutions pédagogiques aux différents conseils (conseil technique, conseil de composante et conseil de perfectionnement).

Les dispositifs d'accompagnement sont bien présents pour les étudiants en difficulté. Un accompagnement des étudiants provenant de l'accès passerelle est prévu, les dossiers sont étudiés au cas par cas et des UE peuvent être acquises. Par contre, en ce qui concerne les étudiants (10 %) souhaitant interrompre ce cycle d'études, la formation ne semble pas avoir mis en place de passerelles permettant leur réorientation.

La formation manque de visibilité et son attractivité pourrait être améliorée. Les étudiants inscrits en DFGSMA2 proviennent de la PASS pour 50 % des effectifs et d'une L.AS (50 %). Seules quelques places sont ouvertes dans le cadre de la procédure « passerelles ». Les dispositifs de communication et d'information classiques sont utilisés pour présenter la formation. L'équipe pédagogique participe aux forums et aux salons des étudiants se déroulant sur le territoire, et présente aux étudiants de PASS et de L.AS, les modalités de recrutement et les compétences requises du cursus. Pour autant, le nombre d'inscrits n'atteint pas l'offre capacitaire définie annuellement entre l'université, l'ARS et la collectivité régionale (17 candidats admis en 2022-2023 pour 27 places offertes, dont trois places « passerelles »). La présentation des études de maïeutiques dans les lycées avant l'inscription à Parcoursup pourrait être envisagée afin de promouvoir la formation.

Malgré des UE spécifiques, la formation reste peu adossée à la recherche. À ce jour, la filière maïeutique a un statut d'école hospitalière et est financée par le Conseil régional de la Réunion et n'a pas encore d'unités de recherche propres. Le document ne précise pas l'implication recherche des sages-femmes (maïeuticiens). L'adossement à la recherche des enseignements repose uniquement sur la participation de 20 enseignants-chercheurs dont la plupart interviennent lors des cours mutualisés avec médecine. Une UE méthodologie de recherche (DFASMa2, DFASMa3) initie les étudiants à la recherche via des études bibliographiques réalisées sur les bases de l'« Evidence Based Médecine ». L'accès aux ressources bibliographiques de l'université et du CHU, associé au soutien des professionnels des centres de documentation, assure une bonne qualité des moyens mis à disposition. Cette UE a également pour objectif d'acquérir les règles d'éthique et du respect de l'intégrité scientifique. Ces enseignements permettront de définir un sujet de mémoire de fin d'études pour le DFASMa.

La formation ne dispose pas des mêmes moyens que les autres formations de l'établissement. Pour les années évaluées, du fait du statut spécifique de formation conventionnée par l'établissement, parmi les 145 enseignants du DFGSMA, seuls 20 permanents de l'université sont impliqués. La formation fait essentiellement appel à des vacataires. Le document indique que la formation n'a pas connaissance des appels à projets pédagogiques de l'université. Les sages-femmes enseignantes bénéficient de formation en pédagogie et suivent des séminaires de pédagogie en santé. Ces dispositifs permettent de faire évoluer les méthodes d'enseignement.

Très peu impliquée dans les partenariats internationaux, la formation n'a pas proposé de mobilités à ses étudiants et enseignants pour la période évaluée. En France, les statuts de sages-femmes étant particuliers, les contenus des programmes suivent la législation. Les formations peuvent cependant offrir la possibilité de réaliser des stages à l'étranger. L'école de sages-femmes est très peu engagée dans des partenariats internationaux. Comme seule une étude de partenariat avec le Canada a été réalisée, pour élargir l'offre des stages à l'international, il serait opportun que la formation établisse également des conventions dans le cadre des programmes ERASMUS. Les dispositifs préparant et aidant les étudiants à la mobilité devront être mis en place, et l'enseignement de l'anglais doit être renforcé. Vingt heures de cours d'anglais ont été proposés en 2022-2023 sans accès à un laboratoire de langue et aucune UE dédiée ne figure sur la maquette.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien structurée répondant aux besoins du territoire ;
- Des liens forts avec le monde socio-professionnel, l'hôpital et la région ;
- Un suivi attentif de la réussite des étudiants et de l'amélioration continue des enseignements qui sont régulièrement évalués ;
- Des méthodes variées d'enseignements et adaptées à des mises en situation.

Points faibles

- Un faible adossement à la recherche ;
- Un manque d'attractivité des études de sage-femme dû à un manque de visibilité de la formation dans le processus de l'accès aux études ;
- Une absence de partenariats internationaux permettant la mobilité des étudiants et des enseignants.

Recommandations

- Développer l'adossement à la recherche en impliquant les enseignants spécialistes de maïeutique dans des équipes de recherches labellisées.
- Améliorer l'attractivité en rendant la formation plus visible.
- Renforcer l'internationalisation en créant de nouveaux partenariats qui permettront les échanges d'étudiants et d'enseignants.

DIPLÔME DE FORMATION GÉNÉRALE EN SCIENCES MÉDICALES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le diplôme de formation générale en *Sciences médicales* (DFGSM) de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : diplôme de formation générale en *Sciences médicales*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé et contient 1 496 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 350 étudiants et 22 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Cohérente avec l'offre de formation, le diplôme de formation générale en *Sciences médicales* (DFGSM) permet à l'établissement de répondre à la forte demande estudiantine et aux besoins en professionnels de santé devant être formés aux particularités du territoire. Les partenariats impliquant l'UFR Santé et les Centres hospitaliers universitaires (CHU) de La Réunion et de Mayotte permettent l'accueil des stagiaires, apportant ainsi les éléments de professionnalisation. La formation utilise une grande variété de méthodes et d'outils pédagogiques adaptés à l'apprentissage des connaissances, ainsi qu'aux difficultés liées à l'organisation des cours mutualisés. Elle met en œuvre l'approche par compétences (APC). La formation fait preuve d'une vraie ouverture à l'international puisque l'apprentissage est également possible grâce à des stages en milieu libéral et à l'étranger via la participation de la formation aux programmes Erasmus. La formation bénéficie d'un adossement à la recherche et propose chaque année à une dizaine d'étudiants un parcours recherche. La formation est attentive aux taux de réussite et améliore sa pédagogie et ses programmes. Bien qu'au cours de la période évaluée, le programme pédagogique du DFGSM a été adapté à celui du second cycle, modifié par la réforme R2C (Arrêté du 21 décembre 2021) les taux de réussite aux DFGSM2 et DFGSM3 sont très bons. Le fait que la majorité des diplômés poursuivent leurs études dans d'autres UFR rend difficile le suivi des étudiants et de leur réussite en DFASM.

Cohérente avec l'offre de formation, le diplôme de formation générale en *Sciences médicales* (DFGSM) s'inscrit dans la stratégie de l'établissement. Le DFGSM permet à l'établissement de répondre à la forte demande estudiantine et aux besoins en professionnels de santé devant être formés aux particularités du territoire. Cette formation a également un rôle clé pour la structuration des enseignements des différents diplômes de la faculté de santé de la Réunion. Ce diplôme sanctionne le premier cycle des études en vue du diplôme d'État de docteur en médecine. Il comprend six semestres et 180 crédits ECTS conférant un grade de licence. Les admissions en DFGSM2 dépendent de la réussite des étudiants à la première année commune aux études de santé (PASS), à la L.AS (licence Accès santé) et au dispositif « passerelle », l'évaluation repose sur l'offre de formation à partir de la deuxième année. Depuis l'ouverture en 2023 du DFASM à la faculté de santé, cette formation joue un rôle essentiel dans la formation des médecins tant national, régional que dans la zone océan Indien. Le nombre d'inscrits en PASS et L.AS, atteignant près de 1300 étudiants, souligne l'importance de cette formation pour l'établissement qui doit par ailleurs répondre aux besoins en professionnels de santé sur le territoire et aux déserts médicaux.

La formation associe de nombreux professionnels de santé aux enseignements, assure l'apprentissage par de nombreux stages et met en place l'approche par compétences. L'organisation et la pédagogie du DFGSM suivent l'Arrêté du 8 avril 2013. Après validation du DFGSM, les étudiants poursuivent en second cycle (DFASM) soit à la faculté de santé de La Réunion (50 places), soit au sein d'autres UFR/facultés de médecine des établissements liés par convention avec l'université de La Réunion. Ce mode de fonctionnement influe sur le choix du programme d'enseignement utilisé qui doit être adapté aux 50 diplômés qui poursuivront en DFASM localement et au plus grand nombre qui intégreront les 27 UFR de médecine partenaires en métropole.

Pour acquérir les connaissances scientifiques de base, le nouveau programme privilégie une pédagogie s'appuyant sur l'acquisition de compétences. Il est construit autour de spécialités majeures et les UE correspondent à un enseignement intégré pluridisciplinaire associant toutes les matières autour d'un même appareil. Les étudiants, dès le premier cycle, par la réalisation de nombreux stages et par la présence d'un grand nombre de professionnels impliqués dans l'enseignement sont immergés dans l'exercice des métiers de la santé. Le lien étroit avec le CHU de La Réunion et les conventions avec les médecins libéraux permettent aux étudiants d'avoir des stages de sémiologie dès le début de leur formation et d'être confrontés à la réalité du métier. Selon la maquette, des stages en milieu professionnel sont programmés à chaque semestre (23 crédits ECTS, 408 heures). Ils débutent en S3 par des stages concernant l'initiation aux soins infirmiers (105 heures) et la formation des gestes de secours et d'urgence (17 heures), puis en S4-S5 de sémiologie (136 heures) et en S6 de sémiologie et d'un service sanitaire (S6, 150 heures). En 2023, l'équipe pédagogique compte plus de 140 intervenants dont près de 76 % sont des praticiens hospitaliers (PH) et libéraux ayant le plus souvent le statut de vacataire, dont 15 % sont des hospitalo-universitaires (MCU-PH, PU-PH) ou des enseignants-chercheurs mono-appartenant (MCU, PU).

La formation utilise une grande variété de méthodes et d'outils pédagogiques adaptés à l'apprentissage des connaissances et des compétences, ainsi qu'aux difficultés liées à l'organisation des cours mutualisés.

L'UFR Santé de l'université de La Réunion dispose depuis la rentrée 2023-2024 d'un nouveau campus situé sur le site sud (Saint-Pierre de La Réunion) à proximité du CHU sud. Ce site a l'avantage de réunir la maïeutique, l'IPA, le master *Biologie-santé* et les deux premiers cycles de médecine, ce qui favorise la mutualisation des enseignements et l'interdisciplinarité. Sur ce site, le DFGSM dispose notamment de trois amphithéâtres (un de 200 places et deux de 147 places), de 15 salles de TD (40 places) et de trois salles de travaux pratiques (24 places), d'une salle informatique dédiée aux étudiants et d'une bibliothèque spécialisée en santé gérée par le service Commun de la documentation (SCD). Les enseignements par simulation se font dans les locaux du campus ou du CHU. L'apprentissage utilise un ensemble de moyens dédiés à l'enseignement comme des supports d'enseignement de la plateforme e-santé, des enseignements en distanciel, des podcasts ou de la documentation en ligne...). Les outils collaboratifs (ex. Wooclap) ont amélioré la participation des étudiants dans les cours magistraux et les enseignements dirigés. Une épreuve de certification PIX est organisée à la suite des deux UE de culture numérique (DFGSM2-3) en fin de DFGSM3. Les cours magistraux sont dispensés de manière synchrone et asynchrone. Pour les UE mutualisées avec la maïeutique et le master *IPA*, les cours sont en distanciel pour des raisons d'incompatibilités d'emploi du temps. Cette formation est très impliquée dans les enseignements des différents diplômes de la faculté de santé de la Réunion. Dans le cadre des UE mutualisées, elle assure, d'une part, la co-formation d'étudiants en maïeutique et, depuis 2023, celle des infirmiers en pratique avancée, et s'appuie d'autre part sur les enseignements du master *Biologie-santé* pour organiser le parcours recherche proposé aux étudiants.

Dans le cadre des programmes Erasmus, le nombre de mobilités étudiantes entrantes et sortantes démontre la visibilité internationale de la formation.

Sans avoir établi de parcours diplômants européens ou internationaux, la formation est très impliquée dans les programmes Erasmus. Des conventions avec Kiel et La Sarre (Allemagne), LSMU (Lithuanian University of Health Sciences, Lituanie), Tromsø (Norvège), KU (Leuven, Belgique) ont permis un nombre significatif de mobilités entrantes et sortantes. En réponse aux nombreuses demandes des étudiants, de nouvelles conventions sont à l'étude, notamment avec l'université de Laval (Canada). Ces mobilités sont soutenues par la DRI qui propose des unités d'enseignement d'ouverture et des préparations linguistiques en compléments des cours d'anglais du cursus. Pour les mobilités vers des pays non anglophones (Allemagne, Espagne, Portugal), des DU et cours non diplômants sont également proposés. Au sein de la composante, un coordonnateur aux relations internationales aide les étudiants dans le montage de leur projet. En outre, pour encourager les étudiants indécis à suivre une partie de leurs enseignements à l'étranger, la composante propose le programme de « mobilité virtuelle » eMobi@DG2. Parmi les étudiants entrants, leur niveau de français semble suffisant puisqu'aucun n'a suivi de cours de FLE (Français langue étrangère). Au cours de la période évaluée, le document ne mentionne pas de missions d'enseignement dans le cadre des programmes Erasmus, ce qui pourtant constituerait un atout supplémentaire pour la visibilité internationale de la formation.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant et propose chaque année à une dizaine d'étudiants un parcours recherche.

L'adossement à la recherche de cette formation professionnalisante est assuré par 15 % des membres (MCU/MCU-PH, PU/PU-PH) de l'équipe pédagogique. Ces enseignants-chercheurs appartenant aux UFR Santé de La Réunion et de l'université de Bordeaux dispensent 30 % de la totalité des heures d'enseignements, soit 43 % des cours magistraux et enseignements dirigés (hors stages). Le parcours recherche est bien construit et débute en DFGSM2. Deux options sont proposées aux étudiants. La première consiste à obtenir, à la fin des deux années du premier cycle, une équivalence de master 1 grâce à la validation du DFGSM (30 crédits ECTS) et d'enseignements du M1 mention *Biologie-santé* de l'UFR Santé, soit certaines UE (25 crédits ECTS) et un stage de recherche (cinq crédits ECTS). La seconde option permet aux étudiants d'intégrer l'école de l'Inserm Liliane Bettencourt (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Dans ce cas, l'UFR Santé accompagne les étudiants à présenter leur dossier et à suivre des enseignements du master *Biologie-santé*.

Ce parcours sélectif pourrait être davantage valorisé au sein de la formation qui limite les inscriptions à 10 étudiants, en raison du nombre de places disponibles dans les laboratoires de recherche labellisés de l'établissement. Hors parcours recherche, aucune UE n'initie ou sensibilise l'ensemble des étudiants à la recherche. Concernant l'intégrité scientifique, quelques notions sont parallèlement intégrées aux notions de déontologie médicale. Une UE « *Culture numérique* » associe le service commun de la documentation (SCD) pour former les étudiants à la recherche documentaire.

La formation est attentive aux taux de réussite et améliore sa pédagogie et ses programmes. L'organisation et le pilotage du DFGSM sont centralisés au niveau de la direction de l'UFR Santé qui travaille en étroite collaboration avec les coordonnateurs des 37 UE de la formation. La formation est attentive à la diversité des profils étudiants s'inscrivant en DFGSM2 (PASS, L.AS, Passerelles), mais on peut cependant regretter que les pourcentages d'étudiants s'inscrivant en DFGSM2 après une PASS ou une L.AS n'aient été analysés et commentés. Les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en DFGSM2 (84 % à 94 %) et en DFGSM3 (>96 %) sont très bons. Les enseignements sont évalués en amont du conseil de perfectionnement et ont un taux de réponse insatisfaisant qui pourrait être amélioré. La pédagogie et la gestion administrative sont analysées en tenant compte de ces enquêtes et des taux de réussite, et discutées en conseil de perfectionnement. Des propositions d'évolution sont alors soumises aux différentes instances de l'UFR Santé, puis aux conseils centraux de l'établissement. La formation a bénéficié du soutien de l'université qui lui a octroyé les moyens humains, financiers, structurels nécessaires aux enseignements et à leur évolution. Suite à la réforme R2C qui a impacté les programmes du premier cycle, les enseignants référents ont été formés aux nouvelles méthodologies. À ce jour, la soutenabilité financière de la formation devrait permettre certains investissements utiles à la pédagogie. Le nouveau campus santé, ouvert à la rentrée 2023, permet à présent de disposer d'une infrastructure et des outils adaptés aux nombreuses méthodes pédagogiques et de faciliter la mutualisation et l'interdisciplinarité avec les autres formations en santé (*Médecine, Maïeutique, IPA, licence Science pour la santé, master*).

Conclusion

Points forts

- Une formation très bien structurée répondant aux besoins du territoire ;
- Une utilisation de méthodes et d'outils pédagogiques adaptés à la finalité des disciplines enseignées, à la mutualisation et à l'interdisciplinarité des cours ;
- Une visibilité internationale démontrée par les mobilités entrantes et sortantes d'étudiants.

Point faible

- Un manque d'implication internationale de l'équipe pédagogique.

Recommandation

- Développer l'internationalisation de la formation avec par exemple des missions d'enseignements de l'équipe pédagogique à l'étranger.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) CARRIÈRES SOCIALES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Carrières sociales* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Assistance sociale* et *Éducation spécialisée*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 3 600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 83 étudiants et 28 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le BUT *Carrières sociales*, déployé au sein de deux parcours, est relativement bien connecté à l'environnement socio-économique local dans la définition des besoins de formation. La formation est attractive et permet le recrutement de candidats aux profils différents. La formation met en œuvre une approche par compétences, mais la réflexion concernant l'alignement pédagogique n'est pas aboutie. Le manque de moyens humains constitue un obstacle majeur pour que la formation puisse atteindre ses objectifs. En outre, les taux de réussite des étudiants sont moyens et la formation ne met pas en œuvre de dispositifs d'aides spécifiques. On note un manque d'engagement au niveau de la démarche d'amélioration continue. L'adossement à la recherche est très faible. La formation ne s'intègre pas clairement dans l'offre pédagogique de l'établissement, et ses passerelles avec d'autres formations sont très limitées. Enfin, la formation n'est pas ouverte à l'international.

La formation est relativement bien connectée au monde socio-économique à travers une participation importante de professionnels et la prise en compte des enjeux territoriaux dans la définition des besoins en formation et elle est attractive. Certains projets auxquels participent les étudiants sont menés en partenariat avec la commune de Saint-Pierre sur l'insertion des personnes en situation de handicap. Conformément au programme national du BUT *Carrières sociales*, les étudiants doivent effectuer 26 semaines de stages (quatre en première année, huit en deuxième année, 14 en troisième année). En plus des stages obligatoires, les SAÉ (situation d'apprentissage et d'évaluation) contribuent également à la professionnalisation de la formation sans toutefois qu'un dispositif de préparation à l'insertion professionnelle ne soit mis en œuvre. Il n'existe pas de formation en alternance ni de formation continue. La validation des acquis professionnels (VAP) est cependant possible bien que peu utilisée (trois VAP entre 2020 et 2023) et aucune validation des acquis de l'expérience (VAE) n'a été réalisée sur la période évaluée. La formation est attractive, avec plus de 1000 candidatures pour 53 places en 2022-2023, cette attractivité est stable. Les effectifs sont composés pour plus de la moitié par des bacheliers technologiques et pour moitié par des étudiants boursiers. La participation de la formation aux dispositifs d'information et d'orientation n'est pas décrite.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées bien qu'il soit difficile de juger de la diversité des pratiques pédagogiques et de l'alignement pédagogique. La formation est structurée autour d'une approche par compétences, comme le prévoit le programme national du BUT *Carrières sociales*. Au-delà de cette structuration formelle, rien ne permet de juger de la qualité de l'alignement pédagogique. La certification PIX n'est pas proposée. 50 étudiants ont bénéficié d'une formation de secouriste sauveteur du travail. Les pratiques pédagogiques de la formation sont peu décrites. Exception faite de l'existence d'un cours de « *Communication et pratiques artistiques* » assuré par un professionnel du théâtre d'improvisation, il n'est pas fait mention de pratiques pédagogiques diversifiées et/ou innovantes. La diversité est cependant partiellement assurée par des projets étudiants dans le cadre des Situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). Néanmoins, les espaces pédagogiques sont jugés insuffisants pour permettre une généralisation des pratiques pédagogiques innovantes.

La formation ne bénéficie pas d'un adossement à la recherche suffisant. Les étudiants bénéficient de 106 heures d'initiation à la recherche, conformément au programme national. Cependant, si ces enseignements permettent la construction d'une déontologie professionnelle, rien n'est décrit concernant l'intégrité scientifique. Aucun enseignant-chercheur n'intervient dans la formation sur la période évaluée et un seul enseignant-chercheur du département Sciences sociales est intervenu en 2023-2024. Aucun lien avec les laboratoires de recherche n'est établi. Le renforcement de l'encadrement de la formation par des enseignants-chercheurs (EC) est nécessaire pour soutenir la formation et l'adosser à la recherche, surtout dans le contexte de la transformation du DUT en BUT.

La formation n'analyse pas en profondeur la réussite de ses étudiants selon leur profil et ne met en place aucun dispositif d'aide à la réussite particulier. Le taux de réussite est moyen pour un BUT, avec une perte de près de 39 % des effectifs entre la première et la deuxième année en moyenne pour les deux parcours. Au-delà de l'accompagnement par le directeur des études, aucun dispositif spécifique n'est mis en place pour accompagner les étudiants en difficulté, et aucune analyse des types d'étudiants en difficulté n'est réalisée, par exemple en fonction du baccalauréat détenu.

La formation définit un processus d'évaluation interne insuffisant pour permettre de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. Le conseil de perfectionnement ne s'appuie pas sur des évaluations d'enseignement par les étudiants, qui sont inexistantes comme l'indique son compte-rendu. Ce dernier laisse davantage penser à une réunion de bilan plutôt qu'à un organe de réflexion et d'élaboration de propositions permettant l'amélioration continue de la formation. On note que les professionnels ne sont pas toujours présents aux conseils. L'absence d'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés et des taux de réussite des étudiants indique une carence au niveau de la démarche d'amélioration continue. La formation ne dispose que de six enseignants permanents, dont un seul enseignant-chercheur, absent en 2022-2023, et 22 intervenants non permanents, la charge repose sur un nombre insuffisant de personnes. De ce fait il n'est pas étonnant qu'aucun enseignant ne participe à des mobilités internationales ou à des projets pédagogiques soutenus par l'établissement. L'ouverture d'un parcours supplémentaire en 2021 dans un contexte peu favorable en termes de ressources humaines interroge fortement.

La formation ne s'insère pas de manière claire dans l'offre pédagogique et les orientations stratégiques de l'établissement. Elle ne présente que des passerelles limitées avec le master *MEEF* et la licence *Anthropologie*. Le BUT *Carrières sociales* propose deux parcours non certifiants pour le diplôme d'État nécessaire aux travailleurs sociaux, avec des accords restreints avec l'IRTS (Institut régional du travail social) qui ne concernent que dix étudiants par parcours. Il existe des accords avec d'autres IUT certificateurs pour le diplôme d'État (Paris Rives de Seine et Lille), mais ces accords ne sont pas exploités. En dehors de la pluridisciplinarité constitutive de la formation, il n'y a pas de dispositif spécifique décrit favorisant l'interdisciplinarité. Enfin, la formation ne se considère pas concernée par les enjeux de la transition écologique. Sur ces points les autoévaluations positives semblent en décalage avec les réalités.

La formation n'est pas ouverte à l'international et les contenus et dispositifs de la formation ne favorisent pas cette ouverture. Malgré un accord avec le département *Social Work* de l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud, aucune mobilité étudiante n'a été réalisée entre 2020 et 2023 et la formation ne met en place aucun dispositif pour encourager la mobilité étudiante. Les étudiants suivent 138 heures d'anglais sur les trois ans, conformément aux prescriptions du programme national. Cependant, il n'y a pas de certification en langues étrangères proposée.

Conclusion

Points forts

- Des besoins de formation cohérents avec l'environnement socio-économique ;
- Une formation attractive.

Points faibles

- Une faiblesse de la réussite des étudiants ;

- Une absence d'adossement à la recherche ;
- Un processus d'amélioration continue insuffisant ;
- Un positionnement peu clair dans l'offre de formation de l'établissement ;
- Une internationalisation inexistante.

Recommandations

- Augmenter le taux de réussite par exemple par des dispositifs de remédiation.
- Renforcer l'adossement à la recherche en renforçant l'encadrement par les enseignants-chercheurs.
- Consolider le processus d'amélioration continue en s'appuyant par exemple davantage sur le conseil de perfectionnement.
- Clarifier le positionnement de la formation et développer des passerelles.
- Développer l'internationalisation de la formation en encourageant notamment la mobilité étudiante.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une faiblesse de la réussite des étudiants ;
- Une absence d'adossement à la recherche ;
- Un processus d'amélioration continue insuffisant ;
- Un positionnement peu clair dans l'offre de formation de l'établissement.

LICENCE GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Géographie et aménagement* de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Géographie et aménagement*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 1637 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 147 étudiants et 27 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Géographie et aménagement* présente une organisation cohérente des enseignements favorisant la spécialisation progressive de ses étudiants. La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche et elle dispose d'une visibilité satisfaisante sur le devenir de ses diplômés. Elle met en œuvre des pratiques pédagogiques et des situations d'apprentissage diversifiées qui facilitent l'acquisition des connaissances et des compétences visées, tout en intégrant des éléments de professionnalisation indispensables à la future insertion professionnelle de ses étudiants. La formation s'est efficacement engagée dans une démarche d'amélioration continue qui mériterait cependant de s'appuyer sur une enquête d'évaluation des enseignements avec un taux de réponse plus élevé. En dépit des dispositifs de médiation mis en œuvre, le taux de réussite des étudiants de L1 tend à se dégrader pour atteindre un niveau préoccupant qui nécessite une mobilisation renforcée de l'équipe pédagogique. Enfin, la licence est confrontée à une baisse de ses effectifs et son attractivité auprès des bacheliers généraux constitue à cet égard un défi important à relever.

La licence *Géographie et aménagement* propose une formation cohérente, ouverte à la pluridisciplinarité, à son environnement régional et aux enjeux du développement durable. L'organisation des enseignements met en œuvre une spécialisation progressive par le biais d'unités d'enseignement (UE) mineures permettant d'approfondir deux voies principales, l'une axée sur les fondamentaux disciplinaires, l'autre axée sur la maîtrise de compétences techniques. La pluralité disciplinaire est présente grâce à des UE mutualisées avec deux autres filières (*Information-communication et Sciences sociales*) et un catalogue UE d'ouverture. Dans le cadre de la préparation aux concours de l'enseignement, un partenariat existe avec la licence *Histoire* qui débouche sur une double inscription en troisième année (L3). La formation valorise pleinement son ancrage régional à travers des enseignements spécifiques sur l'aire de l'océan Indien proposés dans le bouquet d'UE mineures. Les enjeux du développement durable figurent au cœur de la formation. Ces derniers sont abordés au sein de nombreux enseignements disciplinaires et lors de sorties de terrain. En outre, certains étudiants de L2 participent chaque année à un concours international (Hackathon Water4Future) sur les enjeux autour de la gestion de l'eau.

La licence *Géographie et aménagement* bénéficie d'un bon adossement à la recherche grâce à son potentiel d'enseignants-chercheurs et à des initiatives pédagogiques de qualité. La formation s'appuie sur une équipe constituée de six professeurs d'université et de six maîtres de conférences. La part totale des enseignants-chercheurs intervenant dans la formation représente 912 heures étudiant, soit 58 % du volume de la licence (une proportion en baisse due à des départs non remplacés et des décharges). Un volume de 150 heures est dédié à l'initiation à la recherche. Le lien étroit de la formation avec la recherche se manifeste à travers des initiatives pédagogiques remarquables. Outre le concours Hackathon Water4Future déjà mentionné, les étudiants de L3 participent à un projet-concours « La Réunion en 2050 » dans le cadre d'une UE. La formation intègre également la participation à des manifestations scientifiques ainsi que des travaux de terrain qui viennent renforcer la formation à et par la recherche. De plus, le stage obligatoire de L3 peut se faire au sein de l'unité de recherche Océan Indien : espaces et sociétés (OIES). L'implication des enseignants-chercheurs du département est relayée par l'intervention des services de documentation via l'UE « Passeport numérique et documentaire » en L1.

La formation dispose d'une bonne visibilité sur le devenir de ses diplômés. Celle-ci s'appuie sur l'enquête réalisée par la direction de l'orientation, de l'insertion et de l'entrepreneuriat (DORIE) dont le taux de réponse est très satisfaisant (78 %). L'université de La Réunion constitue le principal débouché pour la poursuite d'études des diplômés de la licence, majoritairement dans le master *Géographie aménagement environnement développement* (GAED).

La formation s'appuie sur une diversité de situation d'apprentissage et de pratiques pédagogiques favorisant l'acquisition des connaissances et des compétences visées. Les enseignements classiques dispensés en cours magistraux et en travaux dirigés sont avantageusement complétés par des sorties terrain apportant une réelle plus-value à la formation. L'usage des outils numériques constitue un autre point fort de la formation pour l'acquisition de compétences techniques. La formation valorise les équipements de l'université (salles informatiques, salle de projection). Des ressources complémentaires aux enseignements de la maquette sont par ailleurs proposées par le biais du MOOC « Médiations des patrimoines culturels dans la zone océan Indien » et les vidéos de canal U (les causeries de la Géographie).

La licence *Géographie et aménagement* intègre des éléments de professionnalisation. Outre le stage obligatoire de L3 doté de deux crédits ECTS, la formation encourage les stages facultatifs en L2 sous la forme de bonification. Conformément à une recommandation du Hcéres, le nombre d'intervenants professionnels a été augmenté. Ce sont désormais neuf professionnels qui sont mobilisés à hauteur de 462 heures pour l'ensemble du cycle tandis que les travaux de terrain favorisent également les interactions avec les acteurs du territoire. En revanche, la licence est peu adaptée à la formation continue. L'absence de structuration de la maquette en blocs de compétences ne favorise sans doute pas son attractivité auprès de ce public.

La formation a mis en place des outils d'évaluation interne dans une démarche d'amélioration continue, mais celle-ci pâtit d'une évaluation des enseignements largement perfectible. L'équipe organise deux conseils pédagogiques par an ainsi qu'un conseil de perfectionnement auquel ont participé des représentants étudiants de chaque année du cycle et d'un professionnel extérieur. Le conseil a permis d'initier une réflexion sur la correspondance entre l'offre actuelle de formation et les compétences de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Ce travail mériterait désormais d'être poursuivi et approfondi au niveau de la structuration de l'offre et des modalités d'évaluation. La démarche d'amélioration continue s'appuie sur des enquêtes réalisées par les délégués sur l'évaluation des enseignements et de la formation. Le principe est louable, mais les taux de réponse en L1 et L2 sont très faibles (environ 15 %) et une réflexion devra être menée en interne pour accroître la participation des étudiants.

La formation témoigne d'un bon niveau d'internationalisation grâce notamment à ses partenariats étrangers, mais elle affiche en revanche une très faible mobilité étudiante sortante. L'équipe enseignante souligne l'apport bénéfique des interventions de collègues tanzaniens, rwandais, roumains et polonais alors que des mobilités sortantes ont eu lieu à Cluj, Zanzibar, Addis Abeba, Kigali et Goa. La réalisation du MOOC est par ailleurs un outil de rayonnement à l'international : 31 % des 1379 inscrits sont étrangers. En matière de mobilité étudiante, les flux sont fortement dissymétriques. La licence affiche une bonne attractivité (huit étudiants accueillis en 2022-2023). De plus, elle intègre chaque année des étudiants étrangers originaires de l'océan Indien et de l'Afrique francophone via Campus France. À l'inverse, les mobilités sortantes sont quasi inexistantes (aucun étudiant en 2022-2023, un seul lors des deux années précédentes). Le dispositif mis en place par l'établissement ne suffit manifestement pas à lever tous les freins et un accompagnement renforcé à la mobilité sortante s'impose.

En dépit des dispositifs existants, la réussite étudiante en L1 tend à se dégrader pour atteindre un niveau préoccupant. 52 % des inscrits en L1 avaient validé l'intégralité des crédits ECTS au cours de l'année universitaire 2020-2021, contre 41 % en 2021-2022 et seulement 37 % en 2022-2023. En revanche, les taux de réussite en L2 et L3 atteignent des niveaux plus satisfaisants avec respectivement 73 % et 86 % en 2022-2023. Ces pourcentages sont même en progression par rapport aux deux années précédentes. Différentes mesures témoignent pourtant d'une mobilisation de l'équipe enseignante en faveur de la réussite des étudiants de L1 : enseignement sur les techniques d'expression, renforcement disciplinaire, tutorat pour les *primo* entrants. Un accompagnement individualisé des étudiants de L1 a également été mis en place en 2022 via un système de parrainage par un enseignant référent, mais la formation ne propose pas de contrat pédagogique de réussite étudiante. L'enseignement sur les techniques d'expression, réintégré dans la maquette en 2023, n'a pas encore pu porter ses fruits, il vient avantageusement compléter un dispositif d'ensemble qui, au regard de la baisse de la réussite en L1, nécessite un suivi attentif et des réajustements afin d'améliorer son efficacité.

Bien que l'équipe enseignante soit engagée dans de nombreuses actions de communication, l'évolution des inscrits en premier cycle révèle une perte d'attractivité de la formation. Les effectifs inscrits en licence ont en effet atteint 147 étudiants en 2022-2023, soit 30 de moins par rapport à 2021-2022 et 11 de moins par rapport à 2020-2021. Le nombre de néo-bacheliers inscrits en première année est descendu à 35 en 2022-23 alors que, paradoxalement, le nombre de candidatures sur Parcoursup n'a jamais été aussi élevé au cours des trois années de référence (337 en 2022-23, soit une hausse de 55 % par rapport à 2020-2021).

La formation peine à recruter les néo-bacheliers malgré les multiples actions entreprises pour assurer la promotion de la licence auprès des lycéens. La proportion des bacheliers généraux inscrits en L1 s'établit à 53 % en 2022-2023. Elle est d'ailleurs stable sur la période de référence et gagnerait à être augmentée en engageant une communication plus ciblée qui pourrait, par exemple, s'appuyer sur les professeurs principaux de lycées.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente garantissant la spécialisation progressive de ses étudiants ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une bonne visibilité sur le devenir des diplômés ;
- Une diversité de pratiques pédagogiques et des situations d'apprentissage avec en particulier des travaux de terrain ;
- Une dynamique d'amélioration continue de la formation efficace.

Points faibles

- Des taux de réussite en L1 faibles et en diminution ;
- Une attractivité en baisse se traduisant par une baisse des effectifs ;
- Un taux de réponse très faible à l'enquête sur l'évaluation des enseignements et de la formation ;
- Une mobilité sortante des étudiants très faible.

Recommandations

- Améliorer le dispositif en faveur de la réussite étudiante en mettant par exemple en place des contrats pédagogiques de réussite.
- Améliorer l'attractivité de la formation en renforçant les opérations de promotion de la licence et en ciblant prioritairement les bacheliers généraux.
- Repenser les modalités de l'enquête sur l'évaluation des enseignements et de la formation.
- Améliorer le dispositif d'incitation et d'accompagnement des étudiants à la mobilité sortante.

LICENCE HISTOIRE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Histoire* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours. La mention est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines, elle contient 1496 heures étudiant. La licence *Histoire* est en formation initiale et se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022- 2023 295 étudiants et 17 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Histoire* se distingue par un adossement à la recherche qui va bien au-delà de ce que l'on trouve d'ordinaire, malgré le faible nombre d'enseignants-chercheurs (EC), en diminution. La préprofessionnalisation a été pensée et développée en fonction des débouchés potentiels, limitée en pratique à l'enseignement et au domaine de la culture. L'intérêt pour les innovations pédagogiques est manifeste. L'attractivité est stable, la baisse des effectifs ces dernières années masque une politique réaliste fondée sur la connaissance de la réussite des divers publics. Le taux de réussite reste cependant faible, très faible en 1^{ère} année. Par ailleurs, le devenir des étudiants est assez mal connu, le processus d'amélioration continue est lacunaire, le taux d'encadrement par les EC est faible, la formalisation en termes de compétences n'est pas achevée et l'internationalisation reste très limitée.

La formation fait un effort considérable d'adossement à la recherche malgré un nombre d'EC faible et en voie de diminution. Hors mineures relevant d'autres départements, les cinq EC statutaires appartenant au centre de recherche sur les sociétés de l'océan indien (CRSOL), intégré à l'équipe « océan Indien, espaces & sociétés » (OIE), et assurant environ un tiers des heures étudiant (ce qui est faible), sont complétés par deux PRAG et des vacataires souvent chercheurs associés au centre. Le CRSOL accueille des étudiants pour un stage obligatoire de 3^e année (L3), ce qui est remarquable, car rare dans la discipline. La participation à des colloques ou conférences est intégrée à la formation, qui propose en L3 un travail collectif de transcription de sources, et une préparation directe à la réalisation du mémoire de master. Les services communs de l'université interviennent dans la formation (documentation, PIX) et, à défaut d'un enseignement spécifique d'éthique, les principes déontologiques de base sont systématiquement rappelés.

La formation lie directement l'initiation à la recherche à une préprofessionnalisation tournée pour l'essentiel vers le secteur public dans les domaines de la culture et de l'enseignement. Le souci des débouchés est structurant et correspond à la demande des étudiants ainsi qu'aux réalités du terrain. Cela passe par l'identification des besoins dans les secteurs visés, des problématiques spécifiques (esclavage, etc.), des techniques comme la paléographie au service de la restauration de bâtiments ou de l'identification d'objets. Même si l'évocation de partenariats avec différentes institutions (en diminution par rapport à la précédente évaluation) reste imprécise, et si 66 heures seulement sont assurées par des professionnels, d'autres interviennent de façon ponctuelle, et le stage de L3 (qui pourrait dépasser deux semaines) ouvre parfois des horizons y compris dans le secteur privé (stockage et traitement d'archives d'entreprise, par exemple). Côté enseignement, une préparation aux masters MEEF a été mise en place en L3 en vue des concours de recrutement de l'éducation nationale. Elle est assurée par des enseignements en *Histoire* générale tandis que des unités d'enseignement (UE) permettent une bi-disciplinarité avec la *Géographie* ou une pluridisciplinarité. D'autres concours de la fonction publique sont envisagés sur la base de la solide culture générale fournie par la formation. Comme souvent en *Histoire*, faute de demande, la formation n'est pas ouverte à l'alternance, n'accueille pas de stagiaire de formation continue, et ne fait pas de validation d'acquis de l'expérience (VAE).

L'intérêt pour les innovations pédagogiques est manifeste et l'attractivité est bonne malgré les apparences ; les effectifs en baisse reflètent une volonté d'attirer prioritairement les bacheliers généralistes, qui ont le plus de probabilités de réussite, et sont, eux, en augmentation. L'équipe cherche à bénéficier d'expériences antérieures de ses membres à l'étranger ou de contacts individuels. Une formation à différents logiciels a été assurée par les services centraux, et à la suite d'une réflexion sur son apport et ses limites, l'outil informatique est utilisé pour des autoévaluations préparant aux épreuves, ou pour des classes inversées voire, durant les cours, des questionnaires flash par code et téléphone. L'attractivité est bonne malgré les apparences. Les candidatures ne faiblissent pas (799, 853, 833 pour 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 respectivement), et si les effectifs réels baissent très nettement (413, 349, 295 dont en L1 266, 240, 183), l'équipe, très engagée dans les dispositifs d'information classiques (journée portes ouvertes, salons, accueil de lycéens en cours et travaux dirigés), attire et retient plus de bacheliers généralistes (102, 124, 127). L'évolution est inverse côté bacheliers technologiques (66, 55, 22) et professionnels (93, 61, 34). Le fort taux d'échec dans ces deux dernières catégories est mis en avant, même si l'accès reste de droit pour elles ; il est souligné qu'il n'y a pas d'impossibilité, mais que le taux d'échec est fort. L'équipe connaît bien, aussi, les entrants en cours de cycle, en particulier issus de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

La politique volontariste de la formation pour améliorer le recrutement ne produit pas encore tous ses effets, car le taux de réussite reste faible, voire très faible, surtout en L1. Les efforts de mise à niveau sont nombreux. Ils reposent en partie sur le tutorat, mais il n'y a que deux étudiants-tuteurs par semestre pour tous les inscrits en L1, or beaucoup sont en difficulté, au-delà même des bacheliers techniques et professionnels premiers concernés, et les TD, trois groupes seulement, sont très chargés, problème signalé lors de la précédente évaluation. S'ajoutent des séances de révision avant les rattrapages, 20 heures de TD d'expression écrite et orale par semestre, une incitation à la certification Voltaire par une prime de 0,2 point sur la moyenne. De fait, les abandons diminuent beaucoup, le nombre d'étudiants de L1 n'obtenant aucun crédit ECTS chute (117, 72, 41), et la proportion de L2 par rapport aux L1 de l'année précédente augmente (de 19 à 26,5 %), même si elle reste faible (et le calcul ne peut tenir compte des arrivées depuis les CPGE, ni des redoublants en L2). Le taux est bien meilleur en L2 (71, puis 86 %) mais celui de diplômés en L3, fluctuant, tombe à 70 % en 2022-2023, et pour la seule promotion que l'on puisse suivre sur trois ans, 266 inscrits en L1 donnent 30 diplômés soit 11,5 %. On peut supposer que les redoublements se compensent entre étudiants ayant commencé leur cursus auparavant et étudiants diplômés plus tard, mais il faut aussi tenir compte de ceux arrivant en cours de route, en particulier de CPGE, reconnus par la formation comme de bons éléments.

Le devenir des étudiants n'est connu qu'en partie, et les chiffres donnés ne sont pas toujours réellement utilisables. Ceux des services centraux (une enquête à 30 mois) portent au mieux sur quatre cas, problème signalé lors de la précédente évaluation. Les enquêtes de la formation, à 6 et 18 mois, indiquent 63 % de poursuite d'études sur place (sans information sur les 37 % restants dont certains peuvent être allés hors de La Réunion) : 34 % en master *Histoire*, 29 % en master *MEEF*, sans détail primaire/secondaire. À 18 mois, il est indiqué que 67 % d'une promotion est en emploi (dont moitié à La Réunion, 75 % dans la fonction publique, 25 % en CDI, 50 % en CDD sans qu'il soit indiqué ce qu'il en est du dernier quart), ce qui dans les conditions sociales locales est tenu pour satisfaisant – mais c'est faire abstraction des taux d'échec antérieurs. Par ailleurs, on n'a pas d'indication sur la qualité de cette insertion professionnelle.

Le processus d'évaluation interne nécessaire à une démarche d'amélioration continue présente d'autres lacunes. Il n'y a pas d'évaluation par questionnaire, envisagée pour l'avenir. La composition du conseil de perfectionnement est formellement correcte, mais avec un seul « professionnel », absent lors de la réunion pour laquelle le compte-rendu est fourni. Toutefois, ce conseil de perfectionnement joue un réel rôle : les étudiants y sont entendus et leurs délégués le préparent par des réunions d'année. Des inquiétudes se font jour quant à la soutenabilité de la formation, qui craint que les postes de plusieurs enseignants proches de la retraite ne soient pas renouvelés, sans qu'il soit possible de savoir si ces inquiétudes sont justifiées. Le taux d'encadrement par les permanents est faible (41 %).

L'approche par compétences n'est pas mise en œuvre puisque la formalisation en termes de blocs de compétences n'est pas aboutie, même si la cohérence de la formation est assurée. L'organisation pédagogique de la formation est parfaitement cohérente, mais il n'y a pas de référence explicite à un alignement pédagogique et la réflexion sur les compétences n'a pas abouti à une mise en place complète de blocs de compétences (BC), présents néanmoins en expression écrite et orale, langue, archéologie ou paléographie (où pourraient s'ajouter des compétences en matière de travail en commun). Le travail reste à faire pour les UE disciplinaires mobilisant maintes compétences. On notera cependant des acquisitions de connaissances en L1 remobilisées pour la recherche documentaire en L3, et avant chaque évaluation l'explication aux étudiants des compétences à valider.

La formation ne peut guère développer de partenariats académiques locaux hors de l'université, et reste peu ouverte à l'international. La réalité insulaire explique le premier point, sauf à tenir pour locaux les liens envisagés avec le centre universitaire de Mayotte, à 1435 km. Pour le second point, la mobilité étudiante est gérée par les services centraux.

Dans la formation, l'absence de mobilité sortante a de nombreuses causes, y compris les distances et les difficultés sociales (la formation est à l'écoute des éventuelles demandes avec en son sein un référent relations internationales), celle entrante est limitée (six à neuf étudiants par an, dans telle ou telle UE, un seul en trois ans inscrits spécifiquement en *Histoire*) même si l'équipe l'utilise au mieux pour des dialogues interculturels. Les partenariats internationaux sont à peine esquissés, avec moins de précision et d'optimisme que lors de la précédente évaluation. En revanche un effort a été fait pour l'enseignement des langues, anglais ou espagnol (avec des possibilités de diplôme d'université (DU), en allemand, chinois, malgache et tamoul), mais 102 heures en trois ans restent trop peu, et il n'y a pas de cours en langue étrangère.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche avec des dispositifs importants dans un contexte de taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs faible ;
- Une formation adaptée aux possibilités et aux besoins locaux ;
- Un intérêt marqué pour l'innovation pédagogique ;
- Une politique de recrutement volontariste fondée sur la connaissance des publics.

Points faibles

- Des taux de réussite très bas ;
- Un taux de participation des enseignants-chercheurs dans l'enseignement trop faible ;
- Des données sur le parcours et surtout le devenir des étudiants très lacunaires ;
- Un processus d'évaluation interne lui aussi lacunaire ;
- Une professionnalisation perfectible de la formation ;
- Une approche par compétences non mise en œuvre avec formalisation incomplète en termes de blocs de compétences ;
- Une faible internationalisation liée aux réalités locales, malgré les efforts faits.

Recommandations

- Poursuivre les efforts pour la réussite, en particulier en 1^{ère} année, avec par exemple plus de groupes de travaux dirigés.
- Augmenter la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements.
- Améliorer le suivi du parcours des étudiants et celui de leur devenir par des enquêtes directes.
- Mettre en place une évaluation structurée et systématique par les étudiants.
- Maintenir voire améliorer le taux d'encadrement.
- Renforcer la professionnalisation au sein de la formation.
- Structurer la formation par blocs de compétences et mettre en place l'approche par compétences.
- Développer l'internationalisation.

LICENCE INFORMATION-COMMUNICATION

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Information-communication* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours. La mention est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines, elle contient 1542 heures étudiant. La formation est en initiale et se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 439 étudiants et 32 enseignants permanents et non permanents

Analyse globale

La formation en *Information-communication* est bien alignée avec la stratégie de l'université, offrant une continuité vers les masters et des passerelles avec d'autres filières. La structure pédagogique est cohérente et diversifiée, intégrant des pratiques innovantes et un suivi rigoureux des compétences permettant de bons taux de réussite. La formation bénéficie de solides liens avec le monde socio-économique local et d'un bon adossement à la recherche. Toutefois, la formation pâtit d'un faible taux d'encadrement par des enseignants permanents. Le processus d'amélioration continue gagnerait à s'appuyer sur une évaluation des enseignements par les étudiants alors que l'analyse du devenir des diplômés est perfectible. Enfin, la dimension internationale de la formation reste limitée.

La formation est bien alignée avec la stratégie globale de l'université, s'intégrant de manière cohérente dans son offre. Elle répond aux priorités de l'établissement, notamment en matière de dispositifs d'aide à la réussite. Elle favorise des passerelles avec d'autres formations de même cycle (brevet de technicien supérieur - BTS et classes préparatoires aux grandes écoles - CPGE) et partage des enseignements avec les formations de géographie et de créole. Elle permet la préparation à l'entrée en master, particulièrement dans le master *Information-communication* de l'établissement. Bien que pluridisciplinaire, elle n'intègre pas véritablement d'approches interdisciplinaires. Les enjeux du développement durable sont abordés à travers des problématiques spécifiques et des actions ciblées comme l'organisation d'une conférence "Médias et climat: nouvelles approches" en 2023 en partenariat avec France Télévisions. Il existe également un module de 20 heures intitulé "*Communication, environnement et santé*" en deuxième année de licence (L2). La formation n'est pas impliquée dans un programme d'investissements d'avenir (PIA).

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques diversifiées et adaptées aux compétences visées favorisant ainsi de bons taux de réussite. La formation est structurée en sept blocs de compétences (BCC) bien articulés, permettant de répondre aux objectifs pédagogiques de professionnalisation et de poursuite d'études. La certification PIX est proposée, avec 57 étudiants certifiés en 2022-2023. Se combinent des méthodes pédagogiques traditionnelles avec des dispositifs plus innovants, comme la scénarisation et l'utilisation de Wooclap. Une partie (20 %) de la formation peut être suivie à distance. Le suivi des étudiants montre un taux de réussite élevé, particulièrement en L2 et L3 (90 %). Le taux de réussite en L1 est plus faible (40 %) notamment en raison d'abandons fréquents des étudiants inscrits en parcours « oui-si ». La formation analyse et s'interroge sur l'efficacité des dispositifs mis en place.

La formation est bien connectée au monde socio-économique local, en particulier dans les domaines du journalisme, de la communication des organisations et de la médiation culturelle. Des conventions avec des institutions comme France Télévisions renforcent cet aspect. La formation bénéficie de l'intervention de professionnels via des postes de PAST et des vacataires professionnels, qui apportent des compétences spécifiques aux étudiants (PAO par exemple). Cependant, il n'existe ni alternance ni dispositif de formation continue en licence, ces options étant réservées à la licence professionnelle.

L'adossement à la recherche de la formation répond aux attentes d'une formation en licence. La formation bénéficie de l'expertise de sept enseignants-chercheurs (EC) permanents, tous spécialisés dans le domaine des sciences de l'information et de la communication. Un tiers des enseignements est assuré par des chercheurs. Les étudiants sont initiés dès la L1 à la méthodologie documentaire et à la déontologie de l'information, avec une participation aux séminaires et projets de recherche en L3, bien que le nombre d'étudiants concernés ne soit pas précisé. Cependant, la formation à et par la recherche est une dimension mal renseignée par l'équipe pédagogique qui insiste surtout sur la solide formation théorique en sciences de l'information et de la communication (SIC) dispensée aux étudiants sans que l'on sache s'il existe des dispositifs spécifiques de formation à et par la recherche. En outre, sur ce point, on distingue mal ce qui relève de la licence et ce qui relève du master, pensés comme un *continuum*.

La formation dispose de moyens qui pourraient être renforcés pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et de mettre un en place un réel processus d'amélioration continue qui reste aujourd'hui peu opérationnel. L'équipe pédagogique a certes été renforcée pour accompagner l'augmentation des effectifs étudiants, mais reste insuffisante, avec seulement sept EC permanents (soit un taux d'encadrement de seulement 22 %), ce qui concentre la charge administrative sur un petit nombre de personnes. Le processus d'évaluation interne est en place, mais semble insuffisant. Seule la L1 dispose d'un conseil pédagogique (CP) formel et la participation des étudiants à l'évaluation des enseignements reste faible. Seul le quart des étudiants ont répondu à l'évaluation des enseignements, principalement pour la L3. Le CP s'efforce d'améliorer la formation, mais les dispositifs d'évaluation nécessitent une meilleure structuration pour être plus efficaces. De même, la formation analyse insuffisamment l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. La poursuite d'études est fréquente, la moitié des diplômés continuant au sein de l'établissement, surtout dans le master *Information-communication* (37 % des diplômés de la licence). Cependant, l'analyse de l'insertion professionnelle reste limitée en raison d'un faible taux de réponse aux enquêtes, rendant difficile une évaluation précise. 63 % des diplômés sont en emploi 18 mois après leur diplôme, rarement en CDI (13 %) ou en position de cadre (13 %) et avec un salaire médian relativement bas (1075 €).

Les contenus et dispositifs pédagogiques sont conçus pour favoriser une ouverture internationale, mais la dimension internationale de la formation reste trop limitée. Sont proposés des cours d'anglais ou d'espagnol pour un volume de 18 heures par semestre sur les six semestres de la licence et la possibilité de passer une certification en langues. 11 étudiants ont passé une certification en 2021-2022, 36 en 2022-2023. Un référent accompagne les mobilités étudiantes, mais les actions visant à amplifier ces mobilités ne sont pas détaillées. Deux partenariats avec des établissements de l'île Maurice permettent de développer un diplôme de licence professionnelle *Communication* et un master *Humanités numériques*. Cependant, la mobilité étudiante demeure faible, avec très peu d'échanges sortants et entrants au cours des dernières années. On note seulement deux mobilités sortantes en 2022-2023 et trois mobilités entrantes en 2021-2022. Au vu de la faible mobilité, la bonne autoévaluation faite par la formation semble trop optimiste.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche satisfaisant ;
- Une formation construite de façon cohérente avec les compétences visées ;
- De bons taux de réussite, surtout pour les deuxième et troisième années du cycle ;
- Une formation bien insérée dans le tissu économique local.

Points faibles

- Un taux d'encadrement par des permanents trop faible ;
- Pas d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Un manque de suivi précis du devenir des diplômés et notamment de leur insertion professionnelle ;
- Une ouverture internationale trop limitée.

Recommandations

- Renforcer le taux d'encadrement par les permanents.
- Mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants.
- S'assurer de l'adéquation entre formation et insertion professionnelle notamment en suivant de façon plus rigoureuse le devenir des diplômés et en améliorant les taux de réponse aux enquêtes.
- Développer l'ouverture internationale de la formation en mettant en place des dispositifs permettant de développer les possibilités de mobilités.

LICENCE SCIENCES SOCIALES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences sociales* de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Sciences sociales*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 1 326 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 811 étudiants et 20 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation s'aligne bien avec la stratégie de l'université de La Réunion (UR), en mettant l'accent sur une approche pluridisciplinaire et en développant des complémentarités avec d'autres formations. Les taux de réussite des étudiants sont élevés et en progression notamment grâce à des moyens humains adéquats et une équipe engagée dans une démarche d'amélioration continue. Le programme est cohérent et l'approche par compétences est effective. La formation est bien adossée à la recherche. En revanche, le suivi du devenir des étudiants devrait être renforcé et les liens avec le monde professionnel comme l'internationalisation développés.

La formation a une place cohérente dans la stratégie de l'établissement notamment dans sa visée interdisciplinaire et s'inscrit dans la logique de l'offre de formation globale en offrant la possibilité de poursuite d'études dans des masters de l'établissement. La formation établit des liens étroits avec la licence *Géographie* et celle de *Créole* de l'UFR LSH, partageant plusieurs unités d'enseignement en commun, et propose une passerelle avec le BUT *Carrières sociales* pour les étudiants souhaitant poursuivre en L3. Les étudiants ont la possibilité de poursuivre dans divers masters de l'UR, tels que *MEEF*, *Sociologie* ou *Sciences de l'éducation*.

Le taux d'encadrement correct associé à un pilotage de la formation sérieux débouche sur un taux de réussite très satisfaisant. La formation bénéficie de moyens humains adéquats avec dix enseignants permanents et dix enseignants non permanents. Les sections des enseignants-chercheurs sont alignées avec les disciplines clés de la formation, principalement en anthropologie, sociologie et psychologie. Au cours de la période 2018-2023, la formation a bénéficié de trois recrutements, ce qui renforce son corps enseignant. La formation s'inscrit dans un processus d'amélioration continue portant ses fruits, mais qui gagnerait cependant à être plus formel. Les taux de réussite des étudiants sont corrects et en augmentation. Le taux de réussite est de 57 % en première année, 82 % en deuxième année et 84 % en troisième année pour 2022-2023. À noter que ces valeurs calculées sur la base des données brutes fournies par le DAE (dossier d'autoévaluation) diffèrent de celles commentées par la formation. Bien que 16 % des étudiants soient inscrits en "oui-si", proportion en augmentation, il n'y a pas vraiment d'analyse qualitative des dispositifs de réussite ni d'analyse par type de bac, ce qui pourrait aider à mieux comprendre et améliorer les taux de réussite des différents groupes d'étudiants.

Le programme de la formation est cohérent avec les objectifs de formation visés et l'approche par compétence est effective. Les objectifs d'apprentissage sont reliés à des compétences et les actions d'évaluation diverses offrent un alignement pédagogique satisfaisant. Les étudiants de première année ont la possibilité de certifier leurs compétences numériques via la certification PIX, avec 73 étudiants ayant été évalués lors de la dernière année. Les pratiques pédagogiques sont diversifiées et une partie des enseignements est accessible à distance.

La formation profite d'un bon adossement à la recherche, offrant ainsi des bases académiques solides aux étudiants. Elle intègre progressivement des enseignements à et par la recherche sur les trois années de licence, totalisant 120 heures de cours. Dix enseignants-chercheurs, dont cinq titulaires appartenant à diverses sections CNU (Conseil national des universités) au cœur de la formation, assurent 54 % des enseignements.

À partir de la troisième année, les étudiants sont encouragés à participer à des projets de recherche et à assister à des séminaires et des colloques. Cette intégration de la recherche dans le cursus constitue un atout majeur pour la formation. Toutefois, les laboratoires de rattachement des enseignants ou accueillant les projets de recherche ne sont pas mentionnés.

Le processus d'amélioration continue mériterait d'être approfondi et mieux formalisé notamment par un meilleur suivi du devenir des étudiants. Le devenir des étudiants est suivi par une enquête réalisée par l'université, mais le nombre de répondants est trop faible pour offrir des résultats vraiment pertinents et l'analyse des résultats faite par l'équipe pédagogique est très limitée notamment concernant la poursuite d'études. Parmi les rares répondants, plus de 50 % poursuivent leurs études en master au sein de l'UR, dont un tiers dans le master *Enseignement*. Les données étant très parcellaires, il est difficile de déterminer précisément ce que deviennent les diplômés, au-delà de quelques exemples individuels. Une meilleure collecte et analyse des données sur l'insertion professionnelle pourraient offrir des renseignements utiles pour adapter la formation aux exigences du marché de l'emploi. De même l'évaluation des enseignements par les étudiants est en place, mais les résultats ne semblent pas être analysés en profondeur, comme le montre le compte rendu du conseil pédagogique (CP), qui ressemble davantage à un ordre du jour détaillé qu'à un relevé de conclusions. Malgré ce manque d'explicitation, la formation est inscrite dans une démarche d'amélioration continue avec des résultats probants si l'on s'appuie sur la dernière campagne d'évaluation. Il serait bénéfique de clarifier et de renforcer cette démarche.

Les relations de la formation avec le monde social, économique et culturel sont présentes, mais sont peu détaillées et restent limitées. Les partenariats permettent aux étudiants de réaliser des stages en troisième année et il existe des modules de préprofessionnalisation en deuxième et troisième année. Quatre professionnels (un attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), un vacataire et deux contractuels à mi-temps) représentant diverses professions en lien avec les débouchés de la formation interviennent à hauteur de 154 heures étudiant (soit 12 % des heures étudiant), principalement en L2 et L3. Un stage obligatoire de deux semaines en troisième année permet aux étudiants d'acquérir une première expérience professionnelle et est crédité de deux crédits ECTS. Bien que la professionnalisation soit présente et pensée de manière progressive, elle reste limitée et devrait être renforcée.

L'ouverture internationale de la formation est relativement limitée. Malgré 108 heures de langue vivante proposées tout au long de la licence et la présence de quelques partenariats internationaux (avec la Suisse, l'Italie, le Luxembourg et l'Allemagne), le nombre de mobilités sortantes reste très faible avec seulement une mobilité sortante contre 13 mobilités entrantes pour un total de 811 inscrits.

Conclusion

Points forts

- Une formation pluridisciplinaire cohérente avec la politique de l'établissement ;
- Des taux de réussite élevés grâce à une mobilisation forte de l'équipe pédagogique ;
- Un adossement à la recherche solide en cohérence avec les objectifs de la formation.

Points faibles

- Des taux de réponses insuffisants à l'enquête sur le devenir des diplômés ;
- Un processus d'amélioration continue trop peu précis qui ne s'appuie pas assez sur une analyse solide de l'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Des enjeux professionnels trop peu présents ;
- Une faible internationalisation.

Recommandations

- Améliorer les taux de réponse aux enquêtes sur le devenir des diplômés.
- Renforcer l'évaluation des enseignements par les étudiants et à en analyser les résultats.
- Développer la dimension professionnalisante de la formation en renforçant le poids des stages et les interventions de partenaires du monde socio-économique.
- Améliorer l'accompagnement à la mobilité des étudiants afin d'augmenter l'internationalisation de la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA COMMUNICATION : CHARGÉ DE COMMUNICATION

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication* de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Métiers de la communication : chargé de communication*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines (LSH) et contient 560 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 34 étudiants et 19 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation répond aux orientations stratégiques de l'établissement en renforçant le positionnement régional de ce dernier. Elle répond également aux besoins du tissu économique local en favorisant l'insertion professionnelle d'étudiants dotés de compétences en communication et en marketing/ relation client. L'organisation pédagogique et l'accueil d'étudiants en formation continue et en alternance sont bien adaptés à l'objectif principal de professionnalisation. L'attractivité et l'insertion professionnelle sont satisfaisantes. Si la formation est guidée par un souci d'amélioration continue, celle-ci est perfectible. Enfin, la formation est présente à l'île Maurice, mais reste peu internationalisée.

La formation s'aligne avec les orientations stratégiques de l'établissement, en particulier à travers son ancrage dans le tissu économique régional, notamment à La Réunion et à l'île Maurice. Cette coopération renforce le positionnement de l'université dans sa zone géographique. Un partenariat avec la *Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MMCS) Business School* à l'île Maurice, des liens étroits avec les brevets de technicien supérieur (BTS) locaux, et une approche pluridisciplinaire marquent cette formation, qui intègre également les enjeux de la transition écologique.

La formation, avec une double orientation en communication et en marketing et relation client, répond aux besoins du tissu économique local et accueille des stagiaires en FC et des alternants. Elle bénéficie d'une forte implication de professionnels dans l'enseignement et l'encadrement des projets tutorés, représentant plus de la moitié des heures de formation. Proposée en alternance, la formation place les étudiants en entreprise pour 1260 heures par an, et envisage d'inclure un module sur la création d'entreprise pour renforcer l'insertion professionnelle. La formation est bien conçue pour les publics en formation continue ou en alternance. En 2022-2023, sur les 34 étudiants inscrits, 18 sont stagiaires de la formation continue et 12 sont alternants. Cependant, la validation des acquis de l'expérience (VAE) reste peu exploitée, avec seulement deux VAE délivrées en 2021-2022 et aucune les autres années.

L'organisation pédagogique de la formation est adaptée aux compétences visées, grâce à une approche par compétences et un alignement pédagogique pertinent et la formation diversifie ses pratiques pédagogiques en lien avec l'objectif de professionnalisation. Les projets tutorés permettent aux étudiants de mettre en pratique les compétences acquises. Toutefois, il manque des dispositifs comme la certification PIX et le portfolio qui serait très utile en licence professionnelle. La formation diversifie ses pratiques pédagogiques en lien avec l'objectif de professionnalisation. Les expériences en entreprise servent de base pour les enseignements théoriques, ce qui est cohérent avec la nature professionnalisante de la licence professionnelle. Les espaces d'enseignement sont variés et adaptés, avec une partie des cours accessibles à distance pour les étudiants du campus mauricien.

La formation est relativement attractive et l'information sur la formation est correctement dispensée. La formation montre une attractivité stable, avec un nombre constant de candidatures (166 en 2021-2022 et 152 en 2022-2023). Elle attire principalement des étudiants issus de diplôme universitaire de technologie (DUT), BTS et de licences en *Lettres* et *Sciences humaines*. L'information et l'orientation des candidats sont bien soutenues par divers acteurs (université, centre de formation des apprentis (CFA), association d'étudiants et d'*Alumnis*), assurant une bonne visibilité de la formation auprès des différents publics potentiels et des entreprises.

La formation suit l'insertion professionnelle de ses diplômés, avec des résultats globalement satisfaisants. À 18 mois, 78 % des diplômés sont en emploi, et 100 % le sont à 30 mois. Toutefois, la stabilité de ces emplois reste limitée, avec seulement 11 % des diplômés en contrat à durée indéterminée (CDI) après 18 mois. L'insertion professionnelle s'effectue dans les domaines ciblés par le diplôme et à la Réunion pour la majorité des diplômés.

L'équipe pédagogique met en place un processus d'amélioration continue de la formation, mais celui-ci est perfectible. Le conseil de perfectionnement existe et se réunit et les questions dont il se saisit permettant d'améliorer la formation notamment en faisant évoluer les maquettes. C'est par exemple grâce aux réflexions du conseil de perfectionnement que la place du numérique dans la formation a été renforcée. Cependant, le conseil de perfectionnement ne comprend qu'un étudiant et le taux de réponse des étudiants aux enquêtes d'évaluation interne est très faible, voire nul, certaines années. Il est donc possible d'améliorer les processus d'évaluation interne. Par exemple l'évolution de la réussite des étudiants n'est que très faiblement explicitée. Bien que les taux de réussite soient satisfaisants, ils sont en baisse (de 100 % en 2020-2021 à 81 % en 2022-2023) et cette baisse ne fait pas l'objet d'une analyse qui pourrait pourtant être utile.

Si le partenariat avec l'île Maurice internationalise la formation, cette dernière n'est pas conçue de façon à favoriser une internationalisation plus large. La formation bénéficie d'une forte dimension internationale grâce à son implantation sur l'île Maurice en partenariat avec la *MMCS Business School*. Ce programme identique sur les deux campus facilite la collaboration pédagogique et accueille des étudiants de diverses îles voisines. Cependant, aucune mobilité entrante ou sortante n'est possible pour les étudiants du campus de l'UR en raison du format en alternance. Il n'existe pas de dispositifs pour encourager la mobilité étudiante en raison de la difficulté de les mettre en place dans le cadre d'une formation en alternance. De plus, la certification en langues étrangères est absente, avec seulement 18 heures d'anglais prévues sur l'année, ce qui est insuffisant.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien insérée dans le tissu économique local et qui renforce le positionnement régional de l'établissement ;
- Une organisation pédagogique permettant d'atteindre de façon satisfaisante l'objectif principal de professionnalisation ;
- Une insertion professionnelle satisfaisante des diplômés.

Point faible

- Un processus d'amélioration continue qui montre quelques faiblesses.

Recommandation

- Renforcer le processus d'amélioration continue de la formation, notamment par une meilleure prise en compte des retours des étudiants sur la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'ANIMATION SOCIALE, SOCIO-ÉDUCATIVE ET SOCIOCULTURELLE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers de l'animation sociale, socio-éducative et socioculturelle* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un seul parcours *Développement social et socioculturel local*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT). La formation se situe sur le campus de Terre-Sainte. Elle compte en 2022-2023 16 étudiants. Le nombre d'heures étudiant et le nombre d'enseignants permanents et non permanents ne sont pas renseignés (valeur nulle pour les deux informations).

Propos liminaire :

Un trop grand nombre d'informations manquent dans le DAE et cela empêche l'évaluation de la formation.

Aucun élément ne permet de savoir :

- Si la formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement.*
- Si la formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées.*
- Si la formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques.*
- Quel est le devenir des diplômés.*
- Si les moyens dont dispose la formation sont suffisants au regard de ses objectifs.*
- S'il existe un processus d'évaluation interne.*

Analyse globale

Si la formation est pensée en relation avec le monde professionnel et a pour objectifs de permettre aux étudiants d'acquérir des compétences professionnelles, les informations fournies ne permettent pas de juger de la réalisation des objectifs. Elle n'est que moyennement attractive, la réussite des étudiants est faible pour ce type de formation, elle n'a pas un adossement à la recherche suffisant et n'est aucunement tournée vers l'international. Aucune autoévaluation approfondie n'a été réalisée, ce qui empêche l'évaluation d'aspects importants de la formation.

Les éléments de preuve permettant de juger de la cohérence des relations avec le monde social, économique et culturel et la professionnalisation de la formation sont insuffisants. La formation se déclare bien insérée dans le tissu socio-économique local, mais les informations permettant de juger de la qualité de ces liens ne sont pas fournies. Sept professionnels aux compétences en lien avec les objectifs de la formation interviennent et réalisent près de la moitié des enseignements (200 heures).

La formation est proposée en alternance, mais il n'existe pas de dispositifs d'accueil pour la formation continue. Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics en alternance, mais pas en formation continue. En revanche, aucune validation des acquis professionnels (VAP) ou validation des acquis de l'expérience (VAE) n'a été effectuée sur la période.

L'attractivité moyenne et en baisse de la formation ne fait l'objet ni d'analyse ni de dispositifs d'amélioration particuliers. Avec 98 candidatures en 2022-2023, la formation ne compte finalement que 16 inscrits, contre respectivement 115 et 19 l'année précédente. La formation participe aux actions de communication de l'établissement, comme les journées portes ouvertes, mais n'a pas déployé de stratégie spécifique pour améliorer son attractivité.

La formation n'analyse pas la réussite de ses étudiants, bien que le taux d'échec est assez élevé. Le taux de réussite n'est pas très élevé pour une licence professionnelle en alternance puisque seulement 10 étudiants sur 16 ont obtenu leur diplôme en 2022-2023. Aucune analyse de cette situation n'est faite par la formation.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche bien trop limité avec une implication trop faible des enseignants-chercheurs dans l'enseignement. Les étudiants bénéficient de 10 heures d'initiation à la recherche et doivent produire un mémoire. Deux enseignants-chercheurs interviennent dans la formation pour un total de 20 heures, soit moins de 5 % des heures de formation. Aucun autre dispositif ne permet d'initier les étudiants à la recherche et à l'intégrité scientifique.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Les étudiants bénéficient de 18 heures d'enseignement de l'anglais et trois étudiants ont passé une certification en langues étrangères en 2022-2023. Aucun dispositif n'existe pour favoriser la mobilité étudiante ou tout autre voie d'internationalisation. Aucune mobilité étudiante ou enseignante n'est à noter.

Conclusion

Points faibles

Aucun élément ne permet de savoir :

- Si la formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement ;
- Si la formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées ;
- Si la formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques ;
- Quel est le devenir des diplômés et donc d'évaluer l'insertion professionnelle ;
- Si les moyens dont dispose la formation sont suffisants au regard de ses objectifs ;
- S'il existe un processus d'évaluation interne.

L'appréciation au sein de la formation de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Trop grand nombre d'éléments manquant dans le DAE.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE BIOLOGIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie biologique* de l'université La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Sciences de l'aliment et biotechnologie* et *Sciences de l'environnement et écotecnologies*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 3 908 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 77 étudiants et 69 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le bachelor universitaire de technologie *Génie biologique* (BUT GB) de l'IUT de La Réunion s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de l'université, en particulier dans sa volonté de promouvoir les enseignements liés à la transition écologique. Lancée en 2021, cette formation jeune et dynamique est en cohérence avec les autres cycles de l'établissement, facilitant les passerelles entrantes pour les étudiants issus de formations similaires. La formation s'appuie sur un solide suivi des étudiants. Fortement adossée à la recherche, elle est également étroitement liée au monde professionnel. Un processus d'évaluation continue a été mis en place mais ne fait que débiter étant donné la jeunesse de la formation. L'équipe pédagogique se montre attentive à certains défis, notamment le développement de la mobilité entrante, et travaille activement à améliorer l'attractivité internationale de la formation.

Cohérente avec l'offre de formation, le bachelor universitaire de technologie *Génie biologique* de l'IUT de La Réunion est une formation qui s'inscrit en parfaite adéquation avec la stratégie de l'établissement. La formation, qui a été lancée en 2021, est en accord avec les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'université, particulièrement en ce qui concerne la transition écologique. Les deux parcours *SEE (Sciences de l'environnement et écotecnologies)* et *SAB (Sciences de l'aliment et biotechnologie)* s'inscrivent dans la priorité thématique « Biodiversité-Santé » de l'université tout en proposant des enseignements d'adaptation locale et des partenariats avec des entreprises (Vitrurun, Olica, Woundi...) et des structures de recherches (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), Institut de recherche pour le développement (IRD)...). La formation en BUT *Génie biologique* est conçue pour être cohérente et en articulation avec d'autres cycles de formation au sein de l'université. Elle propose des passerelles entrantes permettant aux étudiants de s'intégrer directement en deuxième et troisième année, facilitant ainsi la continuité des études pour ceux issus d'autres formations similaires. Des échanges réguliers sont organisés avec les équipes pédagogiques d'autres formations comparables, ce qui permet de maintenir une cohérence pédagogique et d'assurer la complémentarité des compétences enseignées.

Attentive à la réussite, l'équipe pédagogique propose un suivi des étudiants avec un accompagnement personnalisé. L'équipe met aussi en place un suivi des résultats pour détecter et soutenir les étudiants en difficulté. Avec un taux de réussite de 58 % en BUT1 en 2021-2022 et de 83 % en 2022-2023 (inscrits / 30 crédits ECTS validés), l'équipe pédagogique se dit vigilante quant aux difficultés académiques des néo-bacheliers liées à l'abandon de la spécialité scientifique en terminale. Il est à noter un taux de réussite de 100 % en BUT2.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, avec 31 heures d'initiation à la recherche intégrées dans le cursus. Les étudiants de BUT2 ont l'opportunité de réaliser des stages et des projets tutorés au sein d'unités de recherche telles que l'Unité mixte de recherche (UMR) Peuplements végétaux et bioagresseurs en milieu tropical (PVBMT) et l'Unité mixte de recherche (UMR) Qualisud. Neuf enseignants-chercheurs (cinq professeurs des universités et quatre maîtres de conférences) assurent 929 heures de formation, renforçant ainsi l'intégration de la recherche dans le cursus.

En parallèle, la formation offre une forte professionnalisation. 31 professionnels assurent 32,7 % du volume horaire sur les deux parcours du BUT. Les étudiants participent également à des manifestations professionnelles telles que le *Food Ideackathon*, le *Water4Future Hackathon* et les 24h de l'innovation, ce qui renforce leur insertion dans le monde du travail. On peut également noter l'association des branches professionnelles à la réflexion sur les parcours ainsi que l'organisation de séminaire sur les besoins en recrutement et en formation avec les partenaires publics (Conseil régional, Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) et l'Office national des forêts (ONF)).

Le BUT applique le programme national, construit sur la base de l'approche par compétences (APC). Les pratiques pédagogiques sont diversifiées avec des classes inversées, des jeux de questions-réponses, et des débats. La pédagogie par projet représente 50 % de la maquette sur les trois ans, avec un enseignement entièrement en présentiel et en petits groupes, notamment pour les travaux pratiques. La formation propose également des certifications en compétences numériques (PIX), en orthographe (VOLTAIRE) et en anglais (*Test of English for International Communication TOEIC*), avec une certification obligatoire en anglais en troisième année.

Un processus d'amélioration continue a été mis en place. La formation a mis en place des conseils de perfectionnement efficaces et s'appuie sur les retours des questionnaires proposés aux étudiants. Une nouvelle méthode semestrielle d'évaluation des enseignements a également été instaurée.

Le BUT est également ouvert à l'international même si les mobilités entrantes restent faibles. Celle-ci est en cohérence avec les priorités définies par l'établissement. La formation bénéficie de l'appui d'une chargée de mission pour les relations internationales et dispose d'accords ERASMUS avec des institutions en Espagne, en Allemagne, en Pologne et au Canada. La mobilité internationale, qui se fait désormais en 3^{ème} année pour une année complète, est en plein développement, bien que le nombre d'étudiants en mobilité entrante reste limité. En 2022-2023, trois étudiants ont bénéficié de cette opportunité de mobilité sortante, tandis que la formation s'engage à promouvoir la mobilité entrante à travers des initiatives telles que la création de visites virtuelles. Un point de vigilance reste la faible mobilité entrante au sein du BUT *Génie biologique*, malgré les efforts pour ouvrir la formation à l'international notamment sur la zone sud-ouest de l'océan Indien (Madagascar, Île Maurice et Comores) via la plateforme Campus France. Bien que des accords ERASMUS aient été établis avec plusieurs pays, le nombre d'étudiants internationaux accueillis reste limité, avec seulement un ou deux étudiants hors programme d'échange en 2021-2023. Consciente de cette faiblesse, l'équipe pédagogique a déjà entamé une réflexion pour améliorer l'attractivité de la formation auprès des étudiants étrangers. Parmi les initiatives envisagées figure la mise en place de visites virtuelles, visant à promouvoir la formation et à faciliter l'intégration des étudiants internationaux, tout en renforçant les échanges académiques avec les institutions partenaires.

Conclusion

Points forts

- Une équipe pédagogique attentive à la réussite de ses étudiants ;
- Un bon équilibre de l'adossement à la recherche et au monde professionnel ;
- Des outils de suivi opérationnel malgré la jeunesse de la formation.

Point faible

- Une mobilité entrante à consolider.

Recommandation

- Poursuivre le développement international de la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE CIVIL - CONSTRUCTION DURABLE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie *Génie civil – construction durable* (BUT GCCD) comporte trois parcours *Bureau d'études conception (BEC)*, *Travaux bâtiment (TB)* et *Réhabilitation et amélioration des performances environnementales des bâtiments (RAPEB)*. Seuls les parcours *BEC* et *TB* sont ouverts. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 2000 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 81 étudiants et 57 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le bachelor universitaire de technologie *Génie civil – construction durable* (BUT GCCD) occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement, en lien avec les acteurs socio-économiques territoriaux. Il propose trois parcours orientés vers la professionnalisation et l'insertion professionnelle immédiate. Le BUT GCCD se distingue par une professionnalisation bien développée et est très attractive. La formation est fondée autour d'un programme cohérent avec des méthodes pédagogiques et d'évaluation innovantes et l'approche par compétences est mise en œuvre. La formation jouit d'une bonne attractivité grâce à l'implication de l'équipe pédagogique qui œuvre aussi via un processus d'amélioration continue efficace pour la réussite des étudiants. L'adossement à la recherche existe, mais n'est pas encore suffisamment formalisé. Bien que les mobilités internationales aient diminué par rapport aux années précédentes, la formation s'engage activement à relancer d'anciens partenariats et à renforcer les dispositifs favorisant ces mobilités.

La formation est fortement orientée vers la professionnalisation et vise à développer des compétences et des connaissances en lien avec les défis des acteurs socio-économiques du territoire local et national. La formation est en parfaite adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire en matière de développement des infrastructures et de l'aménagement durable. Les besoins du territoire sont intégrés dans la formation notamment par le biais de rencontres professionnelles avec l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) et le partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie de La Réunion. La formation vise à former des techniciens supérieurs polyvalents, avec de solides connaissances appliquées dans le secteur du BTP (Bâtiment et travaux publics). Les 22 semaines de stage obligatoires réparties sur les trois années de formation, ainsi que la possibilité de suivre la formation en alternance lors de la troisième année, favorisent le développement des compétences clés pour une insertion réussie sur le marché du travail. La collaboration avec le pôle formation continue et alternance (FCA), responsable des relations avec les entreprises, ainsi que la journée de *Job Dating*, offrent un accompagnement actif aux étudiants dans leur recherche de stages et de contrats d'alternance. Grâce à l'intervention de 23 professionnels, qui représentent 44 % de l'équipe pédagogique, les étudiants bénéficient d'une réelle mise en situation professionnelle. Ces professionnels interviennent tout au long du *cursus*, couvrant 48 % du programme de formation, ce qui permet aux étudiants de bénéficier d'une orientation réfléchie pour choisir leur parcours à partir de la deuxième année. Dans le but de favoriser une réelle professionnalisation des étudiants et de faciliter leur insertion professionnelle immédiate, les parcours de troisième année sont ouverts à l'alternance. La formation BUT GCCD s'inscrit également dans un travail collaboratif et partage des ressources avec l'Esirroi (écoles d'ingénieurs) ou autres départements de l'IUT (Hygiène, sécurité, environnement (HSE), Génie biologique). En raison de la nouveauté de ce diplôme, aucune procédure spécifique pour la formation continue n'a encore été mise en place, quant aux dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP), ils ne semblent pas être suffisamment formalisés.

La formation est fondée autour d'un programme cohérent avec des méthodes pédagogiques et d'évaluation innovantes et l'approche par compétences est mise en œuvre. La maquette et les progressions pédagogiques de la formation sont régies par un programme national (PN BUT GCCD). Le programme national de formation est bâti sur une démarche pédagogique de conception, d'évaluation et de certification, structurée en cinq blocs de compétences métier. Par la mise en place des pratiques pédagogiques innovantes, comme les approches par compétences, les situations d'apprentissage et évaluation, l'apprentissage actif par le problème ou le Portfolio de compétences, la formation vise la prise en compte des compétences développées par l'étudiant au cours de sa formation. Les étudiants disposent également des outils pédagogiques adaptés pour un « apprentissage par le problème » et du matériel pédagogique adapté.

La formation jouit d'une bonne attractivité grâce à l'implication de l'équipe pédagogique qui œuvre aussi via un processus d'amélioration continue efficace pour la réussite des étudiants. La formation est très attractive (en moyenne 480 candidatures pour une capacité d'accueil de 52 places). De par le cadrage national, 50 % de la capacité d'accueil en 1^{ère} année de BUT sont réservés aux néo-bacheliers issus d'un Bac *STI2D*. L'équipe pédagogique est très impliquée dans de nombreux dispositifs d'information et d'orientation à destination des lycéens (notamment, les journées portes ouvertes, les journées en immersion, les salons de l'emploi et les Cordées de la réussite). Même s'il est encore difficile d'évaluer les taux de réussite, car ce nouveau diplôme n'existe que depuis trois ans, l'équipe pédagogique s'investit fortement dans la réussite des étudiants et a mis en place le projet Ecoubat, coordonné par le campus des métiers et des qualifications (CMQ) du rectorat, pour développer les passerelles d'accès au BUT et des méthodes pédagogiques adaptées aux étudiants en difficulté. Un suivi régulier des résultats des étudiants est mis en place pour favoriser leur réussite. Plusieurs dispositifs sont déployés pour surveiller leurs performances et accompagner ceux qui rencontrent des difficultés. Un projet personnel et professionnel (PPP), représentant 60 heures sur les trois années de formation, offre un accompagnement dans les méthodes de travail universitaire et la maturation du parcours professionnel (rédaction de lettres, CV, préparation aux entretiens, choix des stages). Sur la base de leurs résultats, les étudiants en difficulté sont accompagnés pour une éventuelle réorientation ou un redoublement. Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, un conseil de perfectionnement avec des représentants de l'équipe enseignante, les représentants d'étudiants et les représentants du mode socio-professionnel se réunit chaque année pour évaluer et discuter les résultats et les éventuels recadrages des programmes de formations (le PN GCCD préconise une adaptation « locale » au maximum 40 % du volume horaire d'enseignement de l'année hors projets tutorés). Dans le cadre du dispositif d'amélioration, les conditions d'apprentissage des étudiants, des EEE (évaluation par les étudiants des enseignements) sont organisées à la fin de chaque session, avec un taux de réponses aux questionnaires de 75 %. En matière d'insertion professionnelle immédiate, la formation vise un taux de 50 %, malgré une forte demande de poursuite d'études estimée à 65 %.

Un adossement à la recherche à renforcer par une meilleure formalisation et valorisation de l'intervention des cinq enseignants-chercheurs qui assurent 50 % de la maquette pédagogique. La formation propose des séances informelles sur les activités de recherche, notamment via des participations à des journées professionnelles où les activités de recherche des membres du département sont exposées sous forme de conférences ou restitutions de projets. Lors de leur cursus, les étudiants bénéficient également de l'expertise des équipes de recherches du laboratoire PIMENT (Physique et ingénierie mathématiques pour l'énergie, l'environnement et le bâtiment) en matière de : label bioclimatique ECODOM (pour les logements thermiquement confortables en ventilation naturelle), approche PERENE (PERformances ENergétiques des Bâtiments à La Réunion), RTAADOM (Règlementation Thermique, Acoustique et Aération dans les départements d'outre-mer), ACV (Analyse de cycle de vie), Déconstruction et Recyclage. Les étudiants sont également sensibilisés aux dispositifs anti-plagiat, au contrôle de l'utilisation de l'IA (Intelligence artificielle) et à la lecture des documents réglementaires et normatifs.

Malgré une politique très active d'ouverture à l'international, les mobilités restent très faibles. La formation BUT GCCD de l'université de la Réunion affiche une réelle stratégie en matière d'action d'ouverture de la formation à l'international. Le contexte régional fort favorable à la mise en place des partenariats stratégiques avec des universités de la zone Afrique de Sud (Cape Peninsula University of Technology, Stellenbosch) et à la possibilité de collaborer avec FEI (France Education International) pour participer à des actions et missions pédagogiques dans la zone de l'océan Indien. Pour faciliter les mobilités, le programme d'études prévoit 144 heures d'anglais sur les trois années, avec la possibilité d'étudier d'autres langues comme le chinois à l'Institut Confucius ou l'espagnol à la Maison Des Langues. Dans le cadre de leur démarche pour une éventuelle mobilité sortante, les étudiants bénéficient de l'accompagnement de l'équipe pédagogique et du service des relations internationales de l'UT. Néanmoins, malgré la multitude de projets en cours, les mobilités sortantes et entrantes restent actuellement très faibles.

Conclusion

Points forts

- Une formation correspondant aux besoins du territoire et fortement ancrée dans le tissu économique local ;
- Un très bon pilotage pédagogique ;
- Une forte attractivité de la formation.

Points faibles

- Une formation à et par la recherche pas assez consolidée et formalisée ;
- Un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs trop faible ;
- Des mobilités étudiantes très faibles.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche par une meilleure formalisation des dispositifs d'initiation à la recherche et un meilleur taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs.
- Renforcer les mobilités entrantes et sortantes.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) HYGIÈNE SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Hygiène sécurité environnement (HSE)* de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Science du danger et management des risques professionnels technologiques et environnementaux*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 2 450 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 41 étudiants et 42 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

En cohérence avec la stratégie de l'établissement, le BUT *Hygiène sécurité environnement* de l'IUT de La Réunion est une formation prometteuse, alignée sur les enjeux régionaux et les besoins du marché du travail local. Elle bénéficie d'une forte implication des professionnels et d'une approche pédagogique centrée sur les compétences pratiques. La formation propose un suivi personnalisé des étudiants. Elle est construite sur les principes de l'approche par compétences (APC) et bénéficie de matériel pédagogique adapté, de l'ouverture à l'alternance en 3^e année, ainsi que de la mise en place d'une démarche d'autoévaluation. Cependant, elle doit encore surmonter des défis liés à un adossement à la recherche insuffisant, à une implication insuffisante des enseignants-chercheurs (EC) et à une faible mobilité des étudiants.

Avec une orientation en adéquation avec la stratégie de l'établissement, le BUT *Hygiène et sécurité environnement (HSE)*, créé en 2021, est une formation récente dont les contenus sont adaptés aux spécificités locales. La formation s'inscrit dans les enjeux contemporains du développement durable et de la transition écologique. Cette orientation est en adéquation avec la stratégie de l'université de La Réunion. Les contenus pédagogiques proposés sont adaptés aux spécificités locales, comme le montre l'intégration de modules sur les risques naturels en milieu tropical ou l'organisation de la sécurité civile en milieu insulaire. De plus, une convention avec le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) de La Réunion renforce cette spécificité, en offrant aux étudiants des opportunités pratiques et des préparations aux concours d'officier.

Le BUT *HSE* répond à une demande régionale spécifique, ce qui se traduit par une forte implication des professionnels locaux dans la formation. En effet, 28 professionnels interviennent dans le programme, représentant 870 heures d'enseignement. Les liens avec les entreprises locales sont solides, comme en témoigne la mise en place de module d'adaptation locale (Organisation de la sécurité civile en milieu insulaire, Introduction aux risques naturels majeurs en environnement tropical). L'ouverture de la formation à l'alternance en 3^e année montre également une adaptation aux besoins du marché du travail régional.

Le suivi personnalisé des étudiants est une force pour cette formation qui affiche de bons taux de réussite. Un suivi rigoureux des résultats et de l'assiduité des étudiants est assuré. Dès qu'un étudiant dépasse 5 % d'absences injustifiées, il est reçu par l'équipe pédagogique. Cette approche préventive est créditée par des taux de réussite en progression, avec 72 % de réussite au S2 et 100 % au S4 pour 2021-2022, puis une amélioration en 2022-2023 avec respectivement 82,61 % et 94,44 %.

La formation est construite sur une APC, ce qui est en adéquation avec le programme national. Les compétences sont au cœur de l'enseignement, et l'intégration de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) permet de relier les acquis théoriques à des pratiques concrètes. La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle. Le BUT *HSE* est la seule formation du territoire à bac+3 permettant de former des préventeurs.

La formation bénéficie de matériels pédagogiques adaptés aux besoins des travaux pratiques. Le département HSE a investi dans du matériel pédagogique innovant, comme des équipements de réalité virtuelle pour l'analyse des risques liés au travail en hauteur. Ce choix renforce la dimension pratique de la formation. Cet investissement inclut des outils modernes comme des mannequins pour les formations en premiers secours, des défibrillateurs, et des outils pour l'analyse des troubles musculosquelettiques.

S'ouvrant progressivement à l'alternance, la formation met en place une démarche d'autoévaluation continue. L'ouverture à l'alternance en 3^e année est bien engagée. On compte déjà 15 étudiants déjà en alternance en 2023. Cette dynamique est prometteuse, d'autant plus que le BUT HSE remplace une licence *Prévention et gestion des risques en santé, sécurité, environnement (PGRSSE)* qui avait une moyenne annuelle de quinze contrats d'alternance. La démarche d'autoévaluation continue est mise en place. La formation bénéficie des enquêtes de satisfaction annuelle mise en place par l'IUT de la Réunion auprès des étudiants de BUT. Un conseil de perfectionnement se réunit au moins une fois par an.

L'adossement à la recherche est faible et l'implication EC est faible, avec seulement 16 % des heures devant les étudiants assurés par des EC. Cela limite l'adossement de la formation à la recherche. Seulement trois enseignants permanents interviennent dans cette formation. En effet, le département HSE ne compte que trois enseignants-chercheurs permanents (deux maîtres de conférences des universités (MCU) et un professeur des universités (Pr)). Ainsi, le département repose beaucoup sur des enseignants contractuels ainsi que deux contrats PAST (enseignants-chercheurs associés et invités) (quotité 50 %) et un professeur mis à la disposition du Rectorat.

Enfin, l'absence de mobilité et d'ouverture à l'international est un point faible de cette formation. Malgré la volonté de l'IUT de La Réunion de développer l'axe Asie et Afrique, notamment en partenariat avec la zone OI (Maurice, Mayotte), aucune alliance n'existe en HSE. Plus largement aucune mobilité des étudiants n'est constatée sur la période.

Conclusion

Points forts

- Un fort ancrage local ;
- Une forte implication des professionnels ;
- Un suivi rigoureux des étudiants ;
- L'ouverture de l'alternance en troisième année.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant notamment à cause du faible volume horaire assuré par les enseignants-chercheurs ;
- Une ouverture à l'international à confirmer.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche par un taux d'encadrement plus important par des enseignants-chercheurs.
- Promouvoir les possibilités de mobilité pour les étudiants.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) RÉSEAUX ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie *Réseaux et télécommunications (RT)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Cybersécurité, Réseaux opérateurs et multimédia*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 2400 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 93 étudiants et 34 enseignants permanents.

Analyse globale

Le bachelor universitaire de technologie *Réseaux et télécommunications (RT)* occupe une place cohérente dans l'offre de formation LMD (licence-master-doctorat) de l'établissement en lien avec des acteurs socio-économiques territoriaux, avec ses deux parcours orientés vers la professionnalisation et l'insertion professionnelle immédiate. La formation se caractérise par une professionnalisation bien développée et est très attractive. Les pratiques pédagogiques sont adaptées et l'approche par compétences est mise en œuvre. Même s'il est encore difficile d'évaluer les taux de réussite, car ce nouveau diplôme n'existe que depuis trois ans, l'équipe pédagogique est fortement engagée dans un processus d'amélioration continue. Bien que les mobilités internationales sortante et entrante soient peu présentes, le département RT affiche sa volonté de renforcer les partenariats et les dispositifs favorisant les mobilités. L'adossement à la recherche pourrait être renforcé.

La formation est fortement orientée vers la professionnalisation et vise à développer des compétences et des connaissances en lien avec les défis des acteurs socio-économiques du territoire local et national. La formation vise à former des techniciens supérieurs polyvalents avec de solides connaissances appliquées dans les secteurs de l'analyse des risques d'attaques menaçant les systèmes d'information d'une entreprise, et le déploiement et la gestion des réseaux. Cette offre de formation est complétée par un diplôme universitaire (DU) en Cyber défense et Cyber attaque proposé en collaboration avec l'école d'ingénieur ESIROI (école supérieure d'ingénieurs Réunion Océan Indien). La formation est en parfaite adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire en matière de développement des réseaux et les télécommunications, ainsi que la cybersécurité. Les besoins du territoire sont intégrés notamment par le biais des partenariats avec des entreprises du secteur RT (Orange, CISCO, Stormshield, Microsoft, WALLIX). Les 40 semaines de stage obligatoire réparties sur les trois années de formation, ainsi que la possibilité de suivre la formation en alternance à partir de la deuxième année, favorisent le développement des compétences clés pour l'insertion professionnelle. Grâce à l'intervention de 17 professionnels, les étudiants bénéficient d'une réelle mise en situation professionnelle. Ces professionnels interviennent tout au long de la formation, couvrant 30 % du programme, ce qui permet aux étudiants de choisir de façon éclairée leur parcours à partir de la deuxième année. Dans le but de favoriser une réelle professionnalisation des étudiants et de faciliter leur insertion professionnelle immédiate, les parcours de deuxième et troisième année sont ouverts à l'alternance. Néanmoins, en raison de la nouveauté de ce diplôme, aucune procédure spécifique pour la formation continue n'est encore référencée, quant aux dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP), ils ne semblent pas être suffisamment formalisés.

La formation est fondée autour d'un programme cohérent avec des méthodes pédagogiques et d'évaluation innovantes en adéquation et l'approche par compétence est mise en œuvre. La maquette et les progressions pédagogiques de la formation sont régies par un Programme National (PN BUT RT). Le programme national de formation est bâti sur une démarche pédagogique de conception, d'évaluation et de certification, structurée en cinq blocs de compétences métier.

Par la mise en place des pratiques pédagogiques innovantes, comme les approches par compétences, les situations d'apprentissage et évaluation, l'apprentissage actif par le problème ou le Portfolio de compétences, la formation vise la prise en compte des compétences développées par l'étudiant au cours de sa formation. Les étudiants disposent également des outils pédagogiques adaptés pour un « apprentissage par le problème » et du matériel pédagogique adapté.

La formation jouit d'une bonne attractivité et l'équipe pédagogique est impliquée dans la réussite des étudiants.

La formation est très attractive (en moyenne 240 candidatures pour une capacité d'accueil de 54 places). De par le cadrage national, 50 % de la capacité d'accueil en 1ère année de BUT est réservée aux néo-bacheliers technologiques. De plus, l'offre de formation est complétée par un DU en Cyber défense et Cyber attaque proposé en collaboration avec l'école d'ingénieur ESIROI. L'équipe pédagogique est très impliquée dans de nombreux dispositifs d'information et d'orientation à destination des lycéens (notamment, les JPO et la caravane IUT). Des passerelles entrantes sont possibles pour les étudiants ayant suivi un *curriculum* en BTS *Systèmes numériques informatiques et réseau* (SN-IR) ou des CPEG. En fin de formation BUT RT, des poursuites d'études sont envisageables dans des masters et dans l'école d'ingénieurs ESIROI. Un suivi régulier des résultats des étudiants est mis en place pour favoriser leur réussite. Plusieurs dispositifs sont déployés pour suivre leurs performances et accompagner ceux qui rencontrent des difficultés. Les jurys semestriels et annuels, ainsi que le conseil de perfectionnement, permettent un diagnostic en temps réel des taux de réussite et des ajustements pédagogiques éventuels. Pour accompagner les étudiants dans la réussite de leurs études, le département a également mis en place du soutien sous forme de tutorats effectués par des étudiants en années supérieures. Un projet personnel et professionnel (PPP) offre un accompagnement dans les méthodes de travail universitaire et la maturation du parcours professionnel (rédaction de lettres, CV, préparation aux entretiens, choix des stages). Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, des évaluations par les étudiants des enseignements sont organisées. Le conseil de perfectionnement se réunit chaque année pour évaluer et discuter les éventuels recadrages des programmes de formation. La réussite en fin de BUT1 est de plus de 80 % pour les deux parcours. En l'absence de données fiables liées à la nouveauté du diplôme BUT, le taux d'insertion professionnelle, fixé à 50 %, n'est pas communiqué. Néanmoins, la poursuite d'études à la fin de la 2^{ème} année du BUT reste très faible, une seule étudiante est partie en poursuite d'études.

La stratégie d'ouverture à l'international reste à consolider. Le département RT a mis en place des collaborations et des partenariats avec l'école de technologie supérieure (ETS) Montréal, l'Université West of England et le Cape Peninsula University of Technology (CPUT), à Cape Town, en Afrique du Sud, afin de permettre aux étudiants de réaliser des stages de recherche ou des stages de deuxième et troisième année à l'international. Cinq mobilités sortantes dans le cadre d'un partenariat avec l'Université West of England et deux mobilités entrantes dans le cadre d'une collaboration ERASMUS+ avec le Cape Peninsula University of Technology (CPUT), à Cape Town, en Afrique du Sud ont eu lieu sur la période 2020-2023. Pour faciliter les mobilités, le département RT prépare ses étudiants à la certification TOEIC (*Test of English for International Communication*) en troisième année de BUT, de plus les maquettes pédagogiques des deux parcours prévoient environ 172 heures d'anglais sur les trois années. Dans le cadre de leur démarche pour une éventuelle mobilité sortante, les étudiants bénéficient de l'accompagnement de l'équipe pédagogique et du service des relations internationales de l'IUT. La formation propose également des places aux étudiants étrangers via Campus France. Néanmoins, malgré l'attitude volontaire du département RT, les partenariats et les collaborations internationales ainsi que les mobilités sortantes et entrantes restent à renforcer.

L'adossement à la recherche est à consolider. Actuellement, le département RT bénéficie de l'expertise de trois enseignants-chercheurs qui assurent 600 heures de la maquette pédagogique. Néanmoins, l'initiation à et par la recherche n'est pas forcément formalisée ou bien représentée dans l'offre de formation du département RT, bien que des heures du PPP et certaines SAE techniques soient assimilées à une démarche d'initiation à et par la recherche.

Conclusion

Points forts

- Une formation répondant aux besoins locaux et très professionnalisante ;
- Une approche par compétences mise en œuvre ;
- Une forte attractivité de la formation ;
- Une équipe pédagogique très investie avec une démarche d'amélioration continue efficace.

Points faibles

- Un adossement à la recherche à consolider en renforçant la part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique ;
- Une ouverture à l'international peu développée malgré une politique active de l'équipe pédagogique.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en améliorant le taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs et en développant les dispositifs d'initiation à la recherche.
- Augmenter le volume des mobilités entrantes et sortantes.

LICENCE CHIMIE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Chimie* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours. La mention est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 1 592 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 117 étudiants et 52 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Chimie* de l'université de La Réunion s'inscrit pleinement dans la stratégie de l'établissement, visant à favoriser la réussite des étudiants tout en répondant aux spécificités du territoire local. Cette formation se distingue par sa flexibilité, offrant diverses possibilités de réorientation, des dispositifs de remédiation, ainsi qu'un double diplôme et un parcours L.AS *Chimie*. Grâce à ces dispositifs, l'équipe pédagogique démontre une capacité à répondre efficacement aux besoins variés des étudiants, tout en assurant un suivi rigoureux de leur parcours académique. La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche et d'une démarche d'autoévaluation solide. Cependant, la formation fait face à des défis structurels et stratégiques qui méritent d'être soulignés pour garantir son maintien et son développement à long terme : la baisse du taux d'encadrement, une attractivité moyenne, des taux de réussite moyens et une faible ouverture à l'international.

Cohérente avec l'offre de formation de l'établissement, la licence *Chimie* propose de multiples possibilités de réorientation. La formation est en adéquation avec la stratégie de formation visant à favoriser la réussite des étudiants et à s'adapter aux spécificités locales. La licence *Chimie* propose des possibilités de réorientation entre mentions, et offre des possibilités de double diplôme *Anglais-chimie* ou encore *Droit-chimie*. La licence propose aussi le parcours L.AS *Chimie* qui compte en moyenne plus d'une vingtaine d'inscrits par an en L1, témoignant de la flexibilité de l'équipe pédagogique et de sa capacité à répondre aux besoins variés des étudiants. Concrètement, la maquette offre des UE mineures d'ouverture vers d'autres disciplines de L1 : UE mineures enseignement désormais proposées en plus du *cursus* initial disciplinaire chimie et UE mineures santé proposée dans un *cursus* L.AS *Chimie*. Il est à noter qu'en raison d'emplois du temps en demi-journées, la formation peut être complétée par un DU, de 120 heures, ou par une deuxième licence complète, *Physique* ou *Sciences de la Vie*, pour un double diplôme de licence à l'issue des L3 validées.

L'équipe pédagogique diversifie les pratiques pédagogiques. Cette politique est appliquée grâce à diverses actions en place et au dynamisme des équipes, ce qui permet d'obtenir de bons résultats. La plupart des enseignants exploitent Moodle pour mettre à disposition des cours, documents, informations, ainsi que pour organiser des activités pédagogiques en groupe ou en autonomie. Des modules interactifs tels que H5P sont utilisés pour accroître l'interactivité des enseignements, avec des tests en ligne réalisés pendant ou en dehors des heures de cours *via* Moodle, H5P ou Wooclap. Des séances avec des questions récapitulant les notions abordées sont aussi disponibles en ligne, notamment en L3. L'équipe pédagogique adopte également des méthodes innovantes comme la classe inversée. Des approches collaboratives sont mises en place, telles que la génération de parties du cours par les étudiants eux-mêmes, présentées à l'oral avec un bref diaporama, ou encore des jeux de formation en équipes. Enfin, des interventions d'enseignants d'autres universités, notamment en licence 3 (L3), sont réalisées à distance à travers des capsules vidéos et des exercices en ligne sur Moodle (en asynchrone), suivis de séances synchrones sous forme de travaux dirigés ou de remédiation. Les enseignements sont réalisés principalement par des enseignants du département de Chimie. Sont également mobilisés des enseignants d'autres départements de l'UFR Sciences et technologies, d'universités hexagonales (partiellement à distance), des chargés d'enseignement vacataire ou encore des enseignants d'autres universités, notamment en L3. Certaines interventions sont réalisées à distance à travers des capsules vidéos et des exercices en ligne sur Moodle (en asynchrone) sont suivis de séances synchrones sous forme de travaux dirigés ou de remédiation.

L'adossement à la recherche est satisfaisant. La formation bénéficie d'une solide base avec 80 heures d'initiation à la recherche et des collaborations avec des laboratoires locaux tels que ChembioPro ou des structures partenaires extérieures comme le CYROI (Cyclotron Réunion Océan Indien) ou encore le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). 17 enseignants-chercheurs des sections CNU 31 et 32, de l'UR et d'autres universités (Toulouse, Paris) dispensent 1250 heures (soit 78 % des enseignements assurés par les EC).

La formation bénéficie d'un processus d'autoévaluation solide. La formation s'appuie sur une évaluation des pratiques d'enseignement, via des enquêtes auprès des étudiants, l'analyse de la réussite par semestre et les retours des professionnels extérieurs. L'analyse de ces données permet d'évaluer l'efficacité des pratiques et de proposer d'éventuels ajustements.

Le passage à l'approche par compétences (APC) est débutée, tant par la volonté de former les membres du département de chimie que par la structure même de la maquette, qui permet des évaluations de compétences à travers certaines pratiques expérimentales, assimilables à des SAÉ. L'équipe pédagogique de cette formation souhaite être largement soutenue et fortement accompagnée pour le déploiement de l'APC.

Mais la formation fait face à plusieurs défis, notamment la diminution du nombre d'enseignants titulaires du département de chimie et une attractivité moyenne et un taux de réussite moyen. Le nombre d'enseignants passe de 14 en 2009 à 8 en 2022 (et un départ à la retraite prévu en 2023). Cette réduction risque de fragiliser non seulement la qualité de l'enseignement, mais aussi le suivi personnalisé des étudiants, et l'adossement à la recherche des formations de chimie. La formation affiche une attractivité et un taux de réussite moyen. Sur une moyenne de 660 néo-entrants candidats, 32 néo-bacheliers s'inscrivent en L1 (pour une moyenne de 58 inscrits). Le taux de réussite moyen est de 42 % en L1 et de diplômés de 74 % en L3 (nombre de diplômés/nombre d'inscrits). En moyenne, on observe une diminution du nombre de candidats bacheliers généraux, passant de 77 % à 59 % sur trois ans, tandis que le nombre de bacheliers technologiques est en augmentation, passant de 13 % à 24 %, tout comme les inscrits avec une équivalence du bac, qui passent de 5 % à 12 %. Les bacheliers professionnels restent quant à eux minoritaires. Depuis la création de la L.AS Chimie, on observe une augmentation limitée des effectifs en L1 et L2. Cependant, les effectifs de L1 L.AS sont en diminution depuis l'année 2022-2023, tandis que ceux de L2 L.AS se maintiennent de manière stable depuis l'ouverture en 2021-2022. L'évolution du profil des étudiants inscrits pourrait dégrader le taux de réussite. Les causes d'échec identifiées par l'équipe pédagogique sont la non-maîtrise de la langue et un manque de prérequis (certainement en lien avec l'augmentation d'inscrits néo-bacheliers provenant de filière technologique).

L'ouverture de la formation à l'international est limitée. Un seul étudiant a bénéficié d'une mobilité sortante sur la période, et sept étudiants internationaux (hors programme d'échange). Malgré l'implication dans plusieurs programmes d'échange, l'ouverture à l'international reste limitée, avec une faible mobilité sortante et des échanges principalement via études en France.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente dans l'offre de formation ;
- Des pratiques pédagogiques innovantes ;
- Un processus d'amélioration continue solide ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Une baisse de l'encadrement par des enseignants-chercheurs ;
- Une diminution de l'attractivité ;
- Des taux de réussite moyens ;

- Une approche par compétences non aboutie ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer le taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs.
- Promouvoir la formation pour en assurer l'attractivité.
- Augmenter le taux de réussite des étudiants par des processus de remédiation par exemple.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Développer les possibilités de mobilité pour les étudiants.

LICENCE GÉNIE CIVIL

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Génie civil* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Énergie et environnement* et *Urbanisme, transition énergétique et environnement*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 1 582 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 225 étudiants et 38 enseignants permanents.

Analyse globale

Cohérente avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement, la licence *Génie civil* entretient des relations avec le tissu économique et bénéficie d'un bon adossement à la recherche. L'équipe pédagogique est fortement impliquée dans l'utilisation de nouvelles pratiques pédagogiques. Cependant, les taux de réussite sont faibles surtout en L1 et aucun dispositif de remédiation n'est mis en place. La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés de manière imparfaite. Enfin, l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants n'est pas assez formalisée pour contribuer efficacement au processus d'amélioration continue. L'ouverture de la formation à l'international et à la formation continue est très limitée.

Cohérente avec la stratégie de l'établissement et l'offre de formation, la formation entretient des relations avec le tissu économique et social et jouit d'un bon adossement à la recherche. La licence *Génie civil* a un positionnement cohérent avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. La formation est construite autour d'un programme cohérent s'articulant autour d'une construction en majeur/mineur correspondant aux deux parcours. Elle est complémentaire du BUT *Génie civil – Construction durable* et de la spécialité Bâtiment et énergie de l'école d'ingénieurs de l'université de La Réunion (ESIROI). Cette formation est construite pour alimenter les masters *Génie civil, Risques et environnement, et Ville et environnements urbains* sans pour autant développer de partenariats académiques. La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel grâce au nombre important d'intervenants professionnels. Ils représentent 70 % de l'équipe pédagogique et assurent 40 % des heures dispensées. Le stage de huit semaines obligatoires en L3 présente un poids important (dix crédits ECTS) durant cette année de diplomation. La maquette d'enseignement est déclinée en blocs de compétences issus de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). La formation est ouverte à la formation continue, mais n'accueille pas d'étudiants sous ce statut. La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche : son équipe pédagogique est composée de 12 enseignants-chercheurs (EC) relevant majoritairement des sections 60, 62 et 24 du Conseil national des universités (CNU). Ils représentent 30 % des intervenants et enseignent 60 % des heures dispensées. Bien qu'un stage en L3 soit possible en laboratoire de recherche, aucun enseignement spécifique pour la formation à et pour la recherche n'a été mis en place.

Disposant de moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, la formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques en cohérence avec ses objectifs. La formation dispose dans l'ensemble des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Elle se base sur 15 permanents enseignants-chercheurs et 14 vacataires pour 225 étudiants en 2022-2023 et 3056 HETD. Cela mène à un taux d'encadrement d'environ huit étudiants par enseignant et une moyenne d'environ 100 heures par enseignant. Un nombre important d'heures d'enseignement (1582 sur 3056) peuvent être suivies partiellement ou entièrement à distance. En s'appuyant sur le projet PIA « Mieux construire dans un Environnement Numérique et Tropical » (MCENT), l'équipe pédagogique met en place des approches pédagogiques variées et innovantes notamment en introduisant l'apprentissage du « Building Information Modeling (BIM) » avec des outils pédagogiques spécifiques. Une part importante est dévolue aux travaux pratiques.

Malgré une augmentation des candidatures, la diminution des nouveaux inscrits en L1 est inquiétante. Le nombre de candidats admis en L1 croît (336 en 2020-2021, 410 en 2021-2022 et 477 en 2022-2023), mais le nombre de nouveaux inscrits diminue fortement (159 en 2020-2021, 131 en 2021-2022 et 83 en 2022-2023) amenant une chute de près de 50 % en trois ans. Le nombre de néo-bacheliers entrants passe de 103 à 49 de 2020 à 2023. L'équipe pédagogique est attentive à cette situation, mais n'a pas trouvé de solution pour l'enrayer. La formation accueille un nombre important de bacheliers technologiques (près de 40 % en 2022-2023). La formation n'est pas ouverte à l'alternance et n'a mis en place aucun dispositif permettant l'accueil de stagiaires de la formation continue. Elle n'a pas délivré de validation des acquis de l'expérience (VAE).

La formation suit la réussite de ses étudiants, mais ne met en place aucun dispositif d'accompagnement et d'aide à la réussite. Les taux de réussite en L1 (27 % en 2020-2021, 36 % en 2021-2022 et 39 % en 2022-2023), en L2 (60 % en 2020-2021, 58 % en 2021-2022 et 66 % en 2022-2023) et en L3 (87 % en 2020-2021, 70 % en 2021-2022 et 70 % en 2022-2023) sont très faibles et préoccupants en L1 et faibles en L2 et L3. Il conviendrait de mettre en place des dispositifs d'aménagement de type « oui-si » notamment pour la forte proportion de bacheliers technologiques ainsi que des dispositifs de remédiation.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés de manière imparfaite. Comme la plupart des licences, la poursuite d'études en master est prépondérante. Néanmoins, les chiffres présentés et le taux de réponse relativement faible ne permettent une interprétation solide des données. Il est de plus surprenant de qualifier d'insertion professionnelle une poursuite d'études dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage.

La formation définit un processus d'évaluation interne, mais s'appuyant sur des taux de réponse qu'il conviendrait d'augmenter. L'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants est opérationnelle et les résultats sont transmis au conseil de perfectionnement qui les analyse. Néanmoins, les taux de réponse à ces enquêtes sont faibles (33 % en 2022-2023), ce qui interroge sur la représentativité de ces réponses. Le conseil de perfectionnement est opérationnel, mais la place d'« invités » pour les étudiants est surprenante et peu de points à l'ordre du jour donnent lieu à des actions.

L'approche par compétences n'est que partiellement mise en œuvre. Le programme est décliné en blocs de compétences et les étudiants ont également la possibilité de valoriser les compétences acquises dans le cadre de leurs engagements personnels et professionnels externes. Cependant, les modalités de cette valorisation ainsi que le cadre pédagogique associé à ces engagements ne sont pas encore formalisés. De plus, l'acquisition des compétences au sein des enseignements n'est pas directement évaluée. En effet, c'est le système d'information qui transforme les notes des enseignements en acquisition des compétences, ce qui interroge l'équipe pédagogique.

L'ouverture à l'international de la formation est faible. La formation prévoit des enseignements d'anglais à chaque semestre pour un volume horaire entre 16 et 18 HETD et un enseignement de *Statistics in English* est prévu en langue anglaise sur les trois années. Néanmoins, il n'y a pas de dispositif de préparation à la mobilité internationale intégré à la maquette. Elle ne présente pas de mobilité entrante et sortante. Elle n'a pas développé de collaboration internationale. Pour autant la formation s'évalue de façon satisfaisante sur cet item, ce qui interroge.

Conclusion

Points forts

- Un positionnement cohérent avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un dynamisme pédagogique autour des nouvelles pratiques pédagogiques.

Points faibles

- Une perte d'attractivité importante se traduisant par une forte chute des effectifs ;
- Des taux de réussite faibles ;

- Une absence de dispositifs d'aménagement et de remédiation pour améliorer la réussite des étudiants ;
- Une évaluation de la formation par les étudiants trop informelle ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Un suivi imparfait de l'insertion professionnelle.

Recommandations

- Remédier à la perte d'attractivité et la chute des effectifs.
- Augmenter les taux de réussite en mettant par exemple en place des dispositifs d'aménagement et de remédiation.
- Déployer un dispositif d'amélioration continue plus efficace et intégrant l'évaluation de la formation par les étudiants.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Améliorer le suivi des diplômés.

LICENCE INFORMATIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Informatique* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un seul parcours *Informatique*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 1 838 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 286 étudiants et 31 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Informatique* est une formation disciplinaire à destination des bacheliers généraux ayant suivi les spécialités mathématiques et NSI (Numérique et sciences informatiques), et souhaitant s'engager dans des études en informatique générale. Le programme d'enseignement est plutôt théorique et se déploie à travers un volume total de 1838 heures sur le cycle. Il est pensé en vue d'une poursuite d'études dans les masters de la discipline. Malgré la pertinence de ce domaine de formation, le vivier et le profil des bacheliers visés questionnent, tout comme leur très faible réussite. Enfin, il convient de noter la faible professionnalisation de la formation, un adossement à la recherche perfectible, et le retard pris en matière d'approche par compétences.

La licence *Informatique* jouit d'un bon ancrage dans l'offre de formation scientifique de la composante et de l'établissement. La formation ne compte qu'un seul parcours diplômant, mais entretient des liens avec d'autres formations, notamment la licence *Mathématiques* avec laquelle une double-licence est possible. En outre, trois diplômes d'université (DU *Informatique pour mathématiciens*, DU *Informatique approfondie pour mathématiciens* et DU *Mathématiques pour informaticiens*) sont intégrés à l'offre de formation scientifique globale de la composante et sont naturellement adossés à la licence *Informatique*. Ils permettent aux étudiants qui suivent ces DU en cumulatif des passerelles entre les différentes années des deux mentions de licence. À cet effet, il faut souligner l'organisation très positive de la formation avec un dispositif majeur-mineure et un regroupement par demi-journées des différents enseignements disciplinaires. Enfin, le programme d'enseignement est bien en adéquation avec une poursuite d'études dans un master *Informatique*, à La Réunion ou en métropole.

La licence *Informatique* bénéficie d'un pilotage de qualité par une équipe pédagogique investie et consciente des différentes problématiques de la formation. Le processus de suivi et d'amélioration continue de la formation consiste essentiellement en la tenue, chaque fin d'année universitaire, d'un conseil de perfectionnement. Il est commun avec celui du master *Informatique*, témoignant de l'articulation voulue entre les deux cycles. Il faut saluer la qualité des données fournies lors des conseils de perfectionnement, qui permettent à l'équipe pédagogique d'avoir une vision claire et globale des deux diplômes en informatique. En particulier, les effectifs et les taux de réussite sur la période d'évaluation sont donnés de façon très précise et analysés avec soin et réalisme. Un bilan général sur les points qui devaient être améliorés, et une liste des tâches restant à exécuter sont systématiquement dressés, et prennent bien en compte les remarques des étudiants. L'équipe pédagogique recueille aussi les avis des étudiants à l'aide de questionnaires d'évaluation de la formation transmis aux étudiants à la fin de chaque semestre des trois années de licence, avec un bon taux de répondants. Enfin, chaque enseignant peut, à titre individuel, mettre en place une évaluation de son enseignement par ses étudiants.

En dépit des nouvelles modalités d'accès en L1 mises en place en 2020, la licence *Informatique* peine à atteindre ses objectifs en termes de recrutement, que ce soit au niveau des effectifs ou des profils des étudiants, entraînant de faibles taux de réussite. Le fait marquant pour la formation a été sa sortie du portail « *Informatique, électronique, énergie électrique et automatique* ». En devenant une mention autonome, la licence *Informatique* devait enrayé à la fois une baisse importante des effectifs et un échec considérable.

S'il faut mettre en avant une nette amélioration en ce sens, le pari n'est pas encore gagné. L'établissement a relevé la capacité d'accueil en première année de 140 à 180 places et, de fait, le nombre de candidatures via Parcoursup est en augmentation sur la période évaluée (448, 468, 543). Mais, dans le même temps, l'effectif est en baisse (192, 171, 159), questionnant sur l'attractivité de la formation. Le caractère affiché très théorique de la licence peut décourager certains bacheliers recherchant une formation plus appliquée et, peut-être, plus simple. En particulier, les bacheliers technologiques ou professionnels sont très nombreux dans le bassin de recrutement et accèdent encore à la licence du fait de sa capacité élevée (en 2022-2023, 63 sur 170, soit 37 % des inscrits en L1). Au final, en tenant compte également des bacheliers ayant suivi d'autres spécialités, environ la moitié des admis en première année n'a pas un profil en bonne adéquation par rapport aux prérequis demandés et aux exigences de la formation. Cela explique pour une part importante les taux de réussite excessivement bas tout au long du cycle, respectivement de 29 %, 30 %, 23 % en L1, 40 %, 66 %, 70 % en L2 et 54 %, 55 %, 43 % en L3, sur la période d'évaluation. Ces taux d'échec sont aussi dus à un nombre toujours élevé, bien qu'en baisse, d'abandons en cours de cycle. Aucune information n'est donnée sur le devenir des étudiants échouant ou abandonnant en L1, ce qui est regrettable au vu de leur nombre important. Si l'équipe pédagogique a bien conscience du problème, aucune solution concrète n'est proposée pour améliorer la réussite en L1. Mis à part des heures de tutorat et d'aide à la révision assurées par étudiants de L3, aucun dispositif de remédiation (par exemple un accès sous le régime « oui-si ») n'est envisagé. Ces taux d'échec induisent des effectifs faibles en L2 et en L3, autour de 50-55 étudiants, rendant de plus en plus difficile le maintien pérenne de deux groupes de TD distincts. Cela peut enfin potentiellement affaiblir le vivier pour le recrutement en M1 du master *Informatique* pensé dans la continuité. La trajectoire de la formation doit impérativement faire l'objet d'une grande attention, de l'équipe pédagogique et de l'établissement. Un parcours *MIAGE*, moins théorique, en lien avec la licence *MIASHS*, pourrait être par exemple une piste à explorer pour proposer une poursuite d'études supérieures en informatique adaptée aux différents profils de bacheliers de La Réunion.

Malgré la présence de modules de professionnalisation, la licence *Informatique* n'entretient pas de liens suffisamment tangibles avec l'environnement socio-professionnel de La Réunion. La formation propose de nombreux modules de préprofessionnalisation. Les plus classiques et les plus positifs consistent en des projets et des stages, en particulier un stage longue durée de 140 heures obligatoire en L3. Pour ce stage, des modalités souples de réalisation sont possibles (période continue entre le S5 et le S6, ou bien mode de temps partiel sur un seul semestre, ou encore de façon anticipée entre la L2 et la L3). Les modalités pédagogiques (CM et TD) pour chacun des deux projets Python et HTML obligatoires au S2 sont toutefois un peu surprenantes s'agissant de projets. Dans cette veine, on peut regretter qu'il n'y ait aucune heure de TP indiquée dans la maquette en L1. Les autres modules professionnalisants sont essentiellement tournés vers la découverte des métiers de l'enseignement. Au vu des données, cela ne correspond pas aux poursuites d'études des diplômés, ces derniers s'orientant vers un master de la discipline. Bien que la formation soit centrée sur l'informatique plutôt théorique, on regrette le peu d'ouverture vers les entreprises territoriales (on compte sur l'ensemble du cycle seulement 70 heures assurées par trois intervenants professionnels extérieurs). Ce secteur d'activité est à n'en pas douter extrêmement porteur et en expansion permanente, comme en témoigne le schéma régional de développement de La Réunion qui a fait du numérique une de ces six filières stratégiques. Des liens existent pourtant avec des partenaires professionnels locaux, d'une part car les étudiants doivent effectuer un stage pratique, d'autre part car le master *Informatique* est ouvert à l'alternance. Ces liens gagneraient à être davantage développés dès le premier cycle, et concourraient peut-être à une meilleure adéquation de la formation avec le vivier des bacheliers.

Le taux d'encadrement de la formation est satisfaisant, mais son adossement à la recherche reste limité. Avec environ 1400 heures, soit 76 % du volume total de la formation, assurées par des enseignants-chercheurs rattachés au laboratoire d'informatique et de mathématiques (LIM), la licence *Informatique* profite d'un bon environnement recherche. Les étudiants peuvent effectuer leur stage professionnel de L3 au sein du LIM (laboratoire d'informatique et de mathématiques), mais dans les faits cela reste marginal (trois étudiants en 2020-2021 et en 2021-2022, un seul en 2022-2023). La formation n'intègre pas d'enseignements par et à la recherche (séminaires, TER/TPE par exemple) alors même que la licence assume son côté théorique et le lien avec le master. Il n'y a pas non plus de réelle sensibilisation à l'intégrité scientifique et à la déontologie, ce qui est maintenant attendu pour des formations dans le champ du numérique et des données.

La licence *Informatique* est une formation peu internationalisée. La formation n'est associée à aucun partenariat ou programme international spécifique. On dénombre seulement trois mobilités étudiantes entrantes sur la période d'évaluation (mais aucune en 2022-2023), aucune mobilité sortante, et aucune mobilité enseignante. L'ouverture à l'international consiste essentiellement en l'apprentissage de l'anglais à travers des modules transversaux obligatoires chaque semestre. Certes l'anglais est la langue « de travail » dans les domaines scientifiques, mais de tels enseignements linguistiques classiques sont aujourd'hui trop limitatifs. Des enseignements dispensés en langue anglaise seraient appropriés.

Bien qu'intégrant à chaque semestre un bloc « compétences transversales » pour six crédits ECTS, la maquette d'enseignements de la licence *Informatique* est en réalité déclinée en modules de connaissances avec une approche programme. La nature de la formation devrait faciliter une approche par compétences, à minima basée sur la fiche RNCP nationale ou s'inspirant des nombreuses certifications numériques existantes. De même, les évaluations des projets ou des travaux pratiques permettent de distinguer une évaluation de certaines compétences de la stricte évaluation des connaissances. S'engager plus avant dans cette voie est attendu.

Conclusion

Points forts

- Une formation classique adaptée à une poursuite d'études dans les masters de la discipline ;
- Un pilotage fluide par une équipe pédagogique investie ;
- Un processus actif d'amélioration continue de la formation ;
- Un conseil de perfectionnement très efficace et articulé avec le master *Informatique*.

Points faibles

- Des taux de réussite faibles ;
- Une trajectoire fragile en termes d'attractivité ;
- Une professionnalisation insuffisante reflétée par le manque d'interaction avec les entreprises et les acteurs sociaux-économiques locaux ;
- Un adossement à la recherche limité ;
- Une approche par compétences insuffisamment développée ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Œuvrer pour la réussite étudiante, par exemple en calibrant mieux les contenus disciplinaires aux profils des étudiants engagés dans la formation, ou en proposant des modules de remédiation.
- Réfléchir à de nouvelles orientations en termes d'offre de formation à destination d'une partie des bacheliers.
- Améliorer la professionnalisation de la mention.
- Renforcer l'adossement à la recherche.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.
- Favoriser l'internationalisation de la formation grâce à des modules disciplinaires dispensés en langue anglaise.

LICENCE MATHÉMATIQUES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un seul parcours Mathématiques. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 1 667 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 174 étudiants et 14 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Mathématiques* est en bonne adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. C'est une formation non sélective qui vise à accueillir un large public de bacheliers au profil scientifique. Le programme d'enseignement est traditionnel et lisible, combinant enseignements disciplinaires et modules transversaux pour un volume total de 1667 heures sur le cycle. La formation délivrée est pensée et bien adaptée en vue d'une poursuite d'études en master *Mathématique* ou en master de *l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)*. Il est cependant difficile d'apprécier pleinement l'efficacité des choix pédagogiques du fait de l'absence d'une analyse rigoureuse des flux étudiants et des taux de réussite. Enfin, il convient de noter le retard pris en matière d'approche par compétences, ainsi que le faible adossement à la recherche et le manque d'ouverture à l'international.

La formation est cohérente en matière de contenus disciplinaires, et sa structuration permet de proposer au plus grand nombre une offre riche et de qualité. La licence *Mathématiques* est destinée en priorité aux lycéens ayant suivi la spécialité « *Mathématiques* » en classe de première et terminale, mais n'exclut pas les profils scientifiques plus généraux. En effet, le dispositif majeure-mineure et le regroupement par demi-journées des enseignements disciplinaires, facilitent la mutualisation des enseignements avec les autres licences scientifiques et permettent ainsi la mise en œuvre de deux doubles licences (*Mathématiques/Informatique* et *Mathématiques/Physique*) et d'un parcours L.AS (nouvellement créé depuis la précédente évaluation). En outre, deux DU (en *Mathématiques* et en *Economie*) sont adossés à la licence, sans toutefois que leur articulation avec celle-ci soit très claire. Quoi qu'il en soit, la formation est donc bien ancrée dans l'offre globale de la composante et de l'établissement. L'ensemble des enseignements proposés couvre un large spectre du champ disciplinaire, et représente une part conséquente de la formation (environ 78 % du volume total non pondéré pour environ 75 % des crédits ECTS). Cela répond parfaitement aux attentes d'une telle licence disciplinaire et à la poursuite d'études dans un master de mathématique général. Les modalités d'enseignement restent relativement traditionnelles (cours magistraux assortis de travaux dirigés), mais plutôt pertinentes au regard de ce type de formation.

La formation intègre positivement des modules dédiés à la professionnalisation dans chaque année du cycle, dont un stage obligatoire en L3 de 70 heures en milieu professionnel. S'agissant d'une formation de licence disciplinaire classique, proposée seulement en formation initiale, l'objectif visé n'est pas tant une insertion professionnelle immédiate en fin de cycle qu'une poursuite d'études en master, voire en écoles d'ingénieurs. À cette fin, différents modules de préprofessionnalisation sont proposés dès la L1 à la fois de façon obligatoire (un module de 20 heures pour deux crédits ECTS chaque année) et facultative en L2 et L3 (pour un volume total pouvant atteindre 90 heures et 11 crédits ECTS en sur-crédits). Parmi ces modules facultatifs, les étudiants ont la possibilité d'effectuer un stage dès la L2. Ces modules restent toutefois très orientés vers les métiers de l'enseignement, anticipant le principal débouché professionnel visé en sortie d'études. Ainsi, deux professeurs agrégés et un enseignant contractuel interviennent en tant que personnels extérieurs et assurent un total de 500 heures d'enseignement.

Malgré la pertinence de la formation, son attractivité questionne, les taux de réussite demeurent faibles et peu analysés. En lien avec la stratégie de l'établissement d'être une université de proximité offrant à l'ensemble des bacheliers de La Réunion la possibilité d'une poursuite d'études supérieures, la capacité d'accueil de la licence *Mathématiques* a été relevée de 106 à 126 places pour l'admission en première année de la rentrée universitaire 2022, pour un nombre moyen de 570 candidatures. Cependant, les données révèlent que seulement 60 étudiants en moyenne (dont 60 % de néo-bacheliers) sont inscrits en première année du cycle, soit 57 % de la capacité d'accueil affichée sur Parcoursup. Ce faible pourcentage n'est pas questionné par l'équipe pédagogique. Aucune analyse des candidatures et des profils des néo-entrants (spécialités choisies en classe de terminale, motivations, projet professionnel, adéquation avec les vœux Parcoursup) n'a été menée. Bien que le nombre total d'étudiants inscrits dans le cycle soit globalement stable sur la période d'évaluation, on note une diminution de l'effectif de 17 % en L3 entre 2021-2022 et 2022-2023, accompagnée d'une diminution de 30 % du nombre des diplômés, soit un taux de réussite de 43 %. En L1 et en L2, les taux de réussite en 2022-2023 sont de 35 % et 50 % respectivement, ce qui est très faible. Il n'y a pas de dispositifs spécifiques d'aide à la réussite ; les contrats de réussite ne sont pas mis en place et le régime « oui-si » n'est pas proposé pour l'admission en L1. La question de la réussite étudiante n'est qu'effleurée dans le compte rendu du conseil de perfectionnement (les enseignants déplorant l'obtention du diplôme grâce aux enseignements transversaux au détriment des savoirs disciplinaires). Ce conseil gagnerait d'ailleurs à intégrer des professionnels. Une analyse plus fine devrait être conduite à partir des données disponibles, étayée par des évaluations plus systématiques des enseignements. Il est aussi à regretter, alors même que l'équipe pédagogique met en avant ces *cursus*, que ni les effectifs ni les taux de réussite des étudiants inscrits spécifiquement dans l'une des deux double-licences adossées à la licence *Mathématiques* ne soient mentionnés.

Le suivi des étudiants, tout au long du cycle et après, n'est pas suffisamment précis et doit être consolidé. On déplore le manque de données quantitatives précises relativement aux différentes cohortes, par exemple le nombre d'étudiants admis via une CPGE, engagés dans une double-licence, ayant effectué le stage de L3 dans le laboratoire de recherche local, étrangers accueillis, en réorientations en cours de formation. Ce manque de données traduit une démarche d'amélioration continue assez faible. Concernant le devenir des diplômés de la formation, une enquête interne réalisée par l'établissement a permis d'obtenir des éléments chiffrés, mais, curieusement, uniquement pour ceux ayant quitté l'université de La Réunion (14 étudiants, soit 23%, dont cinq seulement ont répondu au questionnaire). L'enquête fournit très peu de données pour les étudiants en poursuite d'études au sein de l'établissement (61 étudiants, soit 77 %). La seule information est le taux de poursuite en master (18 % dans un master de la composante, 57 % dans un master *MEEF*). En cela, la principale recommandation faite lors de la précédente évaluation n'a pas été totalement prise en compte par l'établissement.

Les méthodes d'apprentissage et les évaluations restent très classiques sur le fond comme sur la forme et l'approche par compétences (APC) n'est pas mise en œuvre. Mis à part un enseignement en classe inversée, relevant d'une initiative personnelle d'un enseignant, on ne trouve pas de réelles innovations pédagogiques ni d'enseignements, par exemple par projets individuels ou en groupes, qui pourraient faciliter la prise d'autonomie des étudiants. Des efforts pour moderniser les méthodes et les pratiques, qu'il s'agisse de la délivrance des contenus ou de l'évaluation des connaissances, seraient appréciables. En particulier, l'équipe pédagogique doit s'engager plus franchement dans la mise en œuvre de l'approche par compétences.

Le taux d'encadrement est satisfaisant, mais l'adossement de la formation à la recherche reste très limité. Le stage professionnel peut, classiquement, être effectué au sein du laboratoire d'informatique et de mathématiques (LIM) auquel sont rattachés les enseignants-chercheurs qui assurent les enseignements disciplinaires de la licence. Il est dommage que le nombre d'étudiants ayant fait un tel choix ne soit pas renseigné. Mis à part cette possibilité, il n'existe pas de dispositifs de formation par et à la recherche. Il n'y a par exemple aucun module en lien avec l'intégrité scientifique, l'exploitation de données numériques ou bibliographiques, ou encore la rédaction ou la lecture d'articles scientifiques. C'est d'autant plus regrettable que neuf enseignants-chercheurs (dont sept en mathématiques) interviennent dans la licence et assurent 1001 heures d'enseignement. Certains parmi eux participent à des programmes tels *MATH.en.JEANS*, et pourraient donc être force de proposition en matière d'initiation à la recherche dans le cadre du programme d'enseignement.

Malgré la politique volontariste de l'établissement, la licence *Mathématiques* est une formation peu internationalisée. Dans le cadre de sa stratégie d'établissement, l'université de La Réunion a multiplié les accords internationaux et encouragé les échanges internationaux. L'équipe pédagogique de la licence *Mathématiques* ne s'est pas saisie de telles opportunités et n'a pas fait de l'internationalisation un axe de développement prioritaire. La formation n'est associée à aucun partenariat ou programme international spécifique. On compte seulement un étudiant (sud-coréen) accueilli en mobilité sur la période d'évaluation et aucune mobilité enseignantes. L'ouverture à l'international repose essentiellement sur des modules d'anglais obligatoires à chaque semestre au volume horaire croissant.

Certes l'anglais est la langue « de travail » dans l'apprentissage et la pratique de la mathématique, mais de tels enseignements classiques sont aujourd'hui trop limitatifs. Il serait pertinent qu'au moins un enseignement disciplinaire soit dispensé tout ou partie en langue anglaise.

Conclusion

Points forts

- Une formation disciplinaire classique, solide et complète ;
- Une formation en cohérence avec ses principaux objectifs de poursuite d'études.

Points faibles

- Un manque d'analyse et d'actions en faveur de la réussite étudiante ;
- Un défaut de suivi du devenir des diplômés ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels ;
- Une professionnalisation perfectible de la formation ;
- Une non-mise en œuvre de l'approche par compétences ;
- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Une formation peu tournée vers l'internationalisation.

Recommandations

- Analyser plus finement les taux de réussite dans chaque année du cycle et entreprendre des actions pour l'amélioration de la réussite étudiante.
- Mettre en œuvre un suivi plus précis et plus fiable du devenir des étudiants diplômés poursuivant dans une filière de l'université de La Réunion.
- Intégrer les professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Renforcer la professionnalisation au sein de la formation.
- S'engager dans l'approche par compétences dans la formation et l'évaluation.
- Renforcer la formation par la recherche, par exemple par la création de modules dédiés obligatoires.
- Engager une réflexion sur le renforcement de l'internationalisation, par exemple au travers d'enseignements disciplinaires dispensés en langue anglaise.

LICENCE MATHÉMATIQUES ET INFORMATIQUE APPLIQUÉES AUX SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales*. La formation est portée par les unités de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et l'UFR Droit et économie et contient 1 886 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 24 étudiants et 26 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Cohérente avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement, la formation bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant par le nombre d'enseignants-chercheurs impliqués dans la formation (et non par des actions spécifiques). Les effectifs ainsi que les taux de réussite, notamment en L1, sont faibles et peu analysés. L'amélioration continue pourrait être renforcée par une évaluation des enseignements robuste. La formation entretient des relations insuffisantes avec le monde social, économique et culturel et les initiatives de professionnalisation sont standards. Les dispositifs d'ouverture à la formation continue et à l'alternance et à l'international sont insuffisants. L'approche par compétences n'est pas aboutie.

Fortement mutualisée, la licence MIASHS est cohérente avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. Il s'agit d'une formation pluridisciplinaire en *Économie-Gestion, Mathématiques et Informatique*, visant l'excellence et s'alignant ainsi avec la stratégie de l'établissement. En effet, la licence MIASHS s'inscrit bien dans le plan stratégique d'établissement 2020 de l'UR, notamment les objectifs de renforcement de l'attractivité des formations et de mutualisation des enseignements, en l'occurrence les enseignements de mathématiques à l'UFR Sciences et technologies et de l'économie à l'UFR Droit Économie. Dans ce cadre, la formation s'attache à répondre aux besoins exprimés par le territoire tout en privilégiant la qualité et l'excellence de l'enseignement. Ouverte en 2020-2021, la licence MIASHS repose sur des mutualisations entre les deux UFR qui la portent pour plus de 96 % des enseignements. Cette organisation permet de diminuer le coût mais pose des problèmes logistiques.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant grâce à l'implication majoritaire d'enseignants-chercheurs, mais peu d'actions spécifiques de formation à et par la recherche sont mises en œuvre. Parmi les 26 enseignants qui interviennent dans la formation, on compte 23 enseignants-chercheurs, soit 88 % de l'effectif des intervenants. Ces enseignants-chercheurs assurent 89 % (1676 heures/1886 heures) des heures de cours pour les étudiants et sont issus des sections CNU 05 (Économie), 25 (Mathématiques), 26 (Mathématiques appliquées et applications des mathématiques), et 27 (Informatique). Ils sont rattachés au Centre d'économie et de management de l'océan Indien (CEMOI) et au Laboratoire d'informatique et de mathématiques (LIM) de l'UR. L'initiation à et par la recherche n'est spécifiquement prévue qu'au niveau master, hormis quelques conférences "grand public". Il n'existe pas de dispositif officiel d'accueil d'étudiants au sein des unités de recherche auxquelles la formation est rattachée à savoir le CEMOI et le LIM. L'enseignement de "méthodologie du travail universitaire" est facultatif pour les étudiants de la formation. Il est regrettable de constater qu'« *aucun changement n'est envisagé* » sur ces deux derniers aspects à l'avenir. Au total, la formation dit proposer 60 heures d'enseignement dédiées à l'initiation à la recherche.

Les effectifs et les taux de réussite sont faibles et gagneraient à être mieux analysés. Étant donné l'ouverture récente de la formation (2020-2021), seuls quatre taux de réussite sont disponibles : trois taux pour la L1 et un taux pour la L2. En L1 les taux de réussite sont de 0 % (six inscrits), 19,04 % (21 inscrits) et 15,78 % (15 inscrits) en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, respectivement. En L2, le taux de réussite en 2022-2023 est de 40 % (cinq inscrits). L'appui à l'attractivité de la formation repose le plus fréquemment sur la présentation de la formation dans les salons de l'éducation et les journées portes ouvertes. Ponctuellement, la formation est présentée dans les lycées suite aux sollicitations des collègues. L'évaluation de l'attractivité de la formation par les enquêtes n'a pas été faite par manque de temps et de ressources. Le travail de suivi de l'évolution des taux de réussite est effectué et discuté au sein du conseil de perfectionnement pour notamment analyser l'impact des certains dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite.

L'amélioration continue pourrait être renforcée. Nous relevons zéro répondant aux questionnaires d'évaluation depuis l'ouverture progressive de la formation. Il est essentiel que la formation organise une évaluation des enseignements par les étudiants robuste. Les initiatives de renouvellement de pédagogie sont manifestes à travers, par exemple, l'usage de la pédagogie inversée et la présence de 90 heures d'enseignement partiellement ou entièrement à distance (hybride, co-modal, synchrone et asynchrone) en 2022-2023. Les séances de travail annuelles du conseil de perfectionnement permettent d'avoir de meilleurs retours quant au déroulement de la formation et à la possibilité d'amélioration. Ce conseil est coanimé par les directeurs de département, les responsables pédagogiques, les délégués étudiants, et un représentant du monde professionnel. Les perspectives de professionnalisation et d'insertion professionnelle sont correctes, mais les responsables de la formation appellent clairement à la poursuite des études après la licence.

La formation entretient des relations insuffisantes avec le monde social, économique et culturel et les initiatives de professionnalisation sont standards. Un enseignant contractuel issu du monde professionnel intervient dans la formation pour un volume d'environ 0.5 % (10 heures/1886 heures) des heures de la maquette. Il est en charge des UE transversales (langues et insertion professionnelle - deux crédits ECTS). Les étudiants ont la possibilité de découvrir le monde professionnel à travers un stage obligatoire de sept semaines en L3, sanctionné par l'obtention de quatre crédits ECTS. À la fin du stage, les tuteurs professionnels sont invités à compléter une fiche d'évaluation permettant de certifier des compétences acquises. À noter que le stage est optionnel en L2. Il est regrettable de voir qu'en 2022-2023, aucun étudiant en L2 n'a fait de stage.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas ouverts à la formation continue et en alternance et ne sont pas ouverts à l'international en dépit du potentiel de la formation à cet égard. Il n'y a pas d'ouverture à la formation en alternance et en formations continues. L'accès à la formation via une validation des acquis (VAE, VAPP) est possible, mais aucun étudiant n'a intégré la formation via cette voie entre 2020-2021 et 2022-2023. Les partenariats internationaux sont limités au niveau de cette formation de licence au profit des formations de master. La formation propose 164 heures/1886 heures (soit 8.7 % des heures de la maquette) d'enseignement de langue étrangère sur toute la durée de la formation, ce qui est dans la norme. Aucune UE n'est enseignée en langue étrangère. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue étrangère est nul, et ce depuis l'ouverture de la formation en 2020-2021. Concernant la mobilité sortante et entrante, des incitations ont été mises en place pour encourager les étudiants à faire des mobilités sortantes (aides financières, réunion d'information) et pour bien accueillir les étudiants faisant une mobilité entrante (adaptation des enseignements et des systèmes d'évaluation). Ceci dit, les mobilités dans les deux sens sont quasi-inexistantes. Aucun étudiant n'a sollicité de mobilité sortante depuis l'ouverture de la formation, et un seul a pu bénéficier d'une mobilité entrante en 2020-2021.

L'implémentation de l'approche par compétence (APC) est non aboutie. Les blocs de compétences ont été identifiés et travaillés dans la maquette de la formation en lien avec la fiche RNCP. Cependant, l'équipe pédagogique n'a pas encore véritablement proposé un système d'évaluation selon une approche par compétences. Les matières transversales s'inscrivent bien davantage dans une approche par compétences, notamment l'anglais avec quatre compétences à valider, et les usages digitaux et numériques avec 16 compétences à valider pour obtenir la certification PIX visée en fin de L2. Aucun étudiant n'a obtenu cette dernière sur la période de 2020-2021 à 2022-2023.

Conclusion

Points forts

- La pluridisciplinarité de la formation répondant aux besoins variés du marché du travail, soit directement après la licence soit après un master ;
- Un bon encadrement par les enseignants-chercheurs ;
- Faiblesse des coûts grâce aux mutualisations.

Points faibles

- Une grande faiblesse des taux de réussite ;
- Une faiblesse des effectifs peu analysée par la formation ;
- Absence d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Insuffisance de l'ouverture à l'international ;
- Une approche par les compétences à peine débutée.

Recommandations

- Mettre en place des actions supplémentaires pour améliorer le taux de réussite et stimuler l'attractivité de la formation.
- Déployer l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Mettre en place des actions supplémentaires pour encourager l'ouverture à l'international.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une grande faiblesse des taux de réussite ;
- Une faiblesse des effectifs peu analysée par la formation ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants.

LICENCE PHYSIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Physique* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Physique*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 1 688 heures étudiant. Elle compte, en 2022-2023, 82 étudiants et 22 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Physique* a un positionnement cohérent dans l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. La formation présente un bon adossement à la recherche et dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est très impliquée dans de nombreux programmes d'échanges d'étudiants et la place de l'anglais est importante dans la formation. Néanmoins l'approche par compétences n'est pas aboutie et les pratiques pédagogiques innovantes sont peu investies. En outre, l'ouverture à l'international est fragile et la formation entretient peu de relations avec le monde socio-économique. Les taux de réussite sont faibles surtout en L1 et aucun dispositif de remédiation n'est mis en place. L'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants n'est pas mise en place et ne peut contribuer efficacement au processus d'amélioration continue.

Cohérente dans l'offre de formation et la stratégie de l'établissement, la licence *Physique* dispose d'un adossement recherche satisfaisant et de moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Cette formation est cohérente avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. La formation est construite autour d'un programme cohérent s'articulant autour d'une construction en majeur/mineur correspondant aux trois spécialités. Pluridisciplinaire, la formation est complémentaire des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et au cycle préparatoire de l'école d'ingénieurs de l'université de la Réunion (ESIROI), mais elle ne développe pas de partenariats académiques. La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche et dispose dans l'ensemble des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Son équipe pédagogique est composée de 19 enseignants-chercheurs relevant majoritairement des sections 37, 62, 63 et 61 du Conseil national des universités (CNU). Ils représentent 75 % des intervenants et enseignent 85 % des heures dispensées. Bien qu'un stage en L3 soit possible en laboratoire de recherche, aucun enseignement spécifique pour la formation à et pour la recherche n'a été mis en place. L'équipe pédagogique est constituée de 19 permanents enseignants-chercheurs et six vacataires pour 82 étudiants en 2022-2023 et 1904 heures équivalents TD de la formation. Cela mène à un taux d'encadrement d'environ cinq étudiants par enseignant permanent et une moyenne d'environ 76 heures par intervenant. À noter que l'équipe pédagogique s'inquiète du remplacement des départs en retraite.

L'approche par compétences (APC) est peu aboutie et les pratiques pédagogiques peu innovantes. Le programme est décliné en blocs de compétences, mais l'approche par compétences n'est pas mise en place dans les enseignements. L'équipe développe peu ses pratiques pédagogiques. Malgré la formation de trois enseignants par le Service universitaire d'ingénierie pédagogique (SUIP) et l'utilisation de Moodle, les méthodes pédagogiques innovantes (micro débat, atelier Moodle, pédagogie inversée, pédagogie ludique et active) peinent à être intégrées dans la formation.

Bien que très impliquée dans de nombreux programmes d'échanges d'étudiants, la formation développe peu son ouverture à l'international et elle entretient peu de relations avec le monde social, économique et culturel. La formation est impliquée dans les programmes ERASMUS+ (*European Action Scheme for the Mobility of University Students*), ISEP (*International Student Exchange Program*), BCI (Bureau de coopération interuniversitaire), etc., mais on note seulement un maximum de deux étudiants (sur une centaine) par an en mobilité entrante et sortante, le flux est extrêmement faible pour une formation de physique.

Bien que consciente de ce problème, l'équipe pédagogique ne met pas en place d'action corrective. L'enseignement de l'anglais repose sur un volume horaire conséquent, mais l'ouverture à l'international de la formation est faible. L'anglais est enseigné chaque semestre. 20 heures sont prévues pour les trois premiers semestres puis 30 heures pour les semestres suivants. Néanmoins, il n'y a pas de dispositif de préparation à la mobilité internationale intégré à la maquette. En outre, la formation entretient peu de relations avec le monde social, économique et culturel : le nombre d'intervenants extérieurs est relativement faible (25 %) et enseignent majoritairement sur des thématiques de professionnalisation ou lors de séminaires. Bien qu'un stage en L3 soit possible en laboratoire de recherche, sa durée (trois semaines) et son poids (deux crédits ECTS) restent relativement faibles.

La formation subit une perte d'attractivité. La diminution des nouveaux inscrits en L1 est inquiétante. En effet, malgré un nombre de candidats admis en L1 relativement stable (environ 240), le nombre de nouveaux inscrits en L1 diminue fortement en 2022-2023 (37 en 2020-2021, 42 en 2021-2022 et 10 en 2022-2023). Le nombre de néo-bacheliers entrants passe de 20 à 5 entre 2020 et 2023. L'équipe pédagogique est consciente de la situation et tente de diversifier les recrutements. La formation n'est pas ouverte à l'alternance et n'a mis en place aucun dispositif permettant l'accueil de stagiaires de la formation continue. Elle n'a pas délivré de validation des acquis de l'expérience (VAE). L'équipe pédagogique ne semble pas concernée par cet axe.

Bien que la formation suive la réussite de ses étudiants, elle ne met en place aucun dispositif d'accompagnement et d'aide à la réussite. Les taux de réussite en L1 (27% en 2020-2021, 24 % en 2021-2022 et 43 % en 2022-2023), en L2 (50 % en 2020-2021, 62 % en 2021-2022 et 65 % en 2022-2023) et en L3 (85 % en 2020-2021, 64 % en 2021-2022 et 75 % en 2022-2023) sont très faibles et préoccupants en L1 et faibles en L2 et L3. Il conviendrait de mettre en place des systèmes de remédiation et d'augmenter le nombre d'étudiants bénéficiant d'un aménagement d'études.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés de manière imparfaite. Comme la plupart des licences, la poursuite d'études en master est prépondérante. Néanmoins, les chiffres présentés et le taux de réponse relativement faible ne permettent de faire une interprétation robuste. Un nombre important de poursuites d'études en master se déroule en métropole sans que l'on identifie dans quels types de master.

Bien que le processus d'évaluation interne soit efficace, il ne s'appuie que sur le conseil de perfectionnement. Ce dernier est bien mis en place et mène à des évolutions de la formation. Mais, l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants n'est pas mise en place.

Conclusion

Points forts

- Un positionnement cohérent avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Des taux de réussite globalement faibles et pas de dispositifs de remédiation ;
- Une attractivité en forte baisse ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Absence des évaluations de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Pas d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Augmenter le taux de réussite en mettant par exemple en place des dispositifs de remédiation.
- Améliorer l'attractivité de la formation.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Mettre en place l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.

LICENCE SCIENCES DE LA TERRE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la Terre* propose un parcours unique intitulé *Sciences de la Terre*. Cette formation est dispensée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies (ST) et comprend 1713 heures d'enseignement. Elle est accessible en L1, L2 et L3. Pour l'année 2022-2023, la licence compte 48 étudiants et mobilise 44 enseignants, permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation est alignée avec les orientations de l'établissement et contribue aux besoins locaux grâce à une approche intégrant des thématiques clés comme les énergies renouvelables et la gestion des risques. Elle bénéficie d'un bon adossement à la recherche, notamment grâce à l'implication des enseignants-chercheurs et la possibilité pour les étudiants de réaliser des stages en laboratoire. De plus, des partenariats avec des acteurs socio-économiques locaux renforcent la dimension professionnalisante de la formation. Cependant, des faiblesses sont présentes : les taux de réussite en première et deuxième année restent faibles, et l'insertion professionnelle manque de fiabilité en raison du faible nombre de répondants aux enquêtes. L'attractivité de la formation est fragilisée par une baisse du nombre d'inscrits malgré une hausse des candidatures. L'approche par compétences (APC) n'est pas pleinement exploitée, et le pilotage de la formation est fragilisé, notamment par l'absence d'évaluation interne. Enfin, l'apprentissage de l'anglais est limité, et la mobilité sortante reste inexistante, malgré de nombreux accords internationaux, freinant ainsi l'ouverture à l'international.

Cohérente avec l'offre de formation, la licence ST s'inscrit dans la stratégie de l'établissement. Elle prend en compte les spécificités locales en intégrant des thématiques essentielles telles que les énergies renouvelables, le bâtiment et les travaux publics, le développement durable, la gestion des ressources en eau et en matériaux, ainsi que la gestion des risques géologiques et climatiques. Cette approche est en accord avec l'ambition de l'établissement de répondre aux besoins de son territoire. Par ailleurs, la complémentarité de la formation est renforcée par une première année mutualisée avec d'autres filières, permettant une ouverture disciplinaire dès le début du *cursus*. Cette mutualisation offre une flexibilité pour les réorientations et favorise la possibilité de suivre un double *cursus* ou un diplôme universitaire (DU).

La formation en licence ST présente un bon niveau d'adossement à la recherche, avec environ 90 heures dédiées à cette dimension entre la L2 et la L3, incluant un travail sur des articles scientifiques dans la majorité des enseignements de L3. Les travaux de recherche des six enseignants-chercheurs de l'équipe pédagogique sont intégrés dans les UE de Ressources naturelles (L2 S3), Hydrogéologie et hydrochimie (L3 S5), Géologie régionale (L3 S6), et Volcanologie (L3 S6), avec des interventions de chercheurs de l'observatoire volcanologique du Piton de la Fournaise dans l'UE de Sismologie et gravimétrie (L3 S6). Les enseignants-chercheurs assurent 87 % des enseignements disciplinaires. La formation prévoit des stages en laboratoire pour les étudiants de L3. On note que 16 sur 46 diplômés (36 %) ont effectué un stage dans un laboratoire. Une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie est intégrée dès la L1, à travers des UE totalisant 80 heures.

La formation bénéficie de partenariats solides avec des acteurs locaux et des bureaux d'études tels que le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), STRATAGEM, CEMENTIS (production et distribution de ciment et matériaux cimentaires dans l'océan Indien) et SEGC (Société d'expérimentation, de génie et de contrôle), permettant des interventions ciblées tout au long du *cursus*. Huit professionnels participent activement à la formation, assurant un total de 48 heures d'enseignement, et offrant aux étudiants un aperçu direct du monde professionnel. Par exemple, STRATAGEM intervient dès la L1, et CEMENTIS ainsi que SEGC en L3. Bien que des dispositifs d'alternance et de formation continue ne soient pas encore intégrés, cet apport pré-professionnalisant renforce la préparation des étudiants pour leur future insertion professionnelle.

L'application de l'approche par compétences (APC) reste partielle. Bien que les principaux blocs de compétences définis dans la fiche RNCP de la licence *ST* soient globalement couverts, ils ne font pas l'objet d'une évaluation spécifique et structurée. Par ailleurs, la formation propose des unités d'enseignement (UE) d'ouverture visant à reconnaître les compétences acquises, ainsi qu'une préparation à la certification PIX (avec 14 étudiants certifiés en 2021-2022 et 13 en 2022-2023). Cependant, certaines difficultés signalées dans le dossier limitent la pleine valorisation de ces compétences.

La formation présente une attractivité peu confirmée, des taux de réussite en L1 et L2 faibles, ainsi que des réponses à l'enquête d'insertion professionnelle trop faibles pour être interprétées. En termes d'attractivité, bien que le nombre de candidatures soit en hausse, passant de 159 en 2020-2021 à 235 (+47,80 %) en 2021-2022, puis à 250 en 2022-2023 (+6,38 %), le nombre moyen d'inscrits en première année est d'environ 26 pour une capacité d'accueil de 40, ce qui conduit à un taux de remplissage en 1^{re} année de seulement 63 %. On note également une baisse du nombre total d'inscrits dans l'ensemble du cycle, passant de 61 en 2020-2021 à 67 en 2021-2022, puis à 48 en 2022-2023, soit une diminution de 28,36 %. En ce qui concerne les taux de réussite, celui de la L1 se situe entre 36 % et 43 %, avec un taux d'abandon élevé dès la première année : plus de 50 % des étudiants obtiennent une moyenne inférieure à 3/20. Ce taux se stabilise en L2, avec des résultats variant entre 62 % et 78 %, tandis qu'en L3, une progression significative est observée. Le taux d'insertion professionnelle est également biaisé en raison du faible nombre de répondants à l'enquête d'insertion : seulement 30 % des étudiants ont répondu, indiquant que la moitié d'entre eux a poursuivi des études universitaires, dont 20 % localement. Toutefois, avec seulement trois répondants, ces résultats doivent être interprétés avec prudence en raison du risque de biais.

L'encadrement de la formation et le pilotage du processus d'amélioration sont fragiles. La formation est assurée par une équipe pédagogique de 28 enseignants permanents (soit 63 %) sur un total de 44 enseignants. Cependant, seuls six d'entre eux appartiennent au département des sciences de la Terre, ce qui crée des difficultés et alourdit la charge de gestion. Bien que la soutenabilité soit partiellement prise en compte, le manque d'anticipation des absences et l'absence d'outils de suivi des coûts limitent une gestion rigoureuse. Malgré l'existence d'un conseil de perfectionnement, qui se réunit une fois par an, il est regrettable que le processus d'évaluation interne ne puisse plus s'appuyer sur une évaluation des enseignements par les étudiants.

L'apprentissage de l'anglais est peu valorisé, et la préparation à la mobilité sortante reste insuffisante pour une réelle ouverture à l'international. La formation permet aux étudiants d'acquérir des compétences en anglais grâce à un enseignement obligatoire de 158 heures sur trois ans, une certification interne équivalente au CLES B1-B2, ainsi que la possibilité d'étudier d'autres langues étrangères via les unités d'enseignement d'ouverture (UEO). Cependant, certaines limites persistent, notamment en termes de ressources disponibles pour l'enseignement de l'anglais (un seul intervenant) et l'absence de préparation aux certifications externes reconnues internationalement (par exemple, *TOEIC Test of English for International Communication*, *IELTS International English Language Testing System*, *TOEFL Test of English as a Foreign Language*). Par ailleurs, bien que de nombreux accords-cadres existent avec des universités européennes et internationales, la mobilité sortante des étudiants ne semble pas se concrétiser, tandis que la mobilité entrante s'élève à cinq et sept étudiants pour les années 2021-2022 et 2022-2023 respectivement. Il est donc regrettable qu'aucune stratégie ne soit mise en place pour encourager davantage la mobilité sortante.

Conclusion

Points forts

- Une formation alignée avec les orientations de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une bonne implication des acteurs socio-économiques.

Points faibles

- Des taux de réussite faibles en L1 et L2 ;
- Un taux d'insertion professionnelle biaisé ;

- Une attractivité fragilisée au regard de la baisse des effectifs inscrits ;
- Un encadrement et pilotage du processus d'amélioration de la formation fragiles ;
- Un processus d'apprentissage de l'anglais limité et mobilité sortante inexistante ;
- Une approche par compétences (APC) non aboutie.

Recommandations

- Renforcer la réussite des étudiants.
- Améliorer les taux de réponse aux enquêtes d'insertion professionnelle.
- Veiller à renforcer l'attractivité de la formation.
- Améliorer le pilotage et le processus d'amélioration continue de la formation.
- Renforcer le programme d'apprentissage de langues étrangères.
- Consolider l'approche par compétences (APC).

LICENCE SCIENCES DE LA VIE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la vie* propose un unique parcours intitulé *Sciences de la vie*. Cette formation est dispensée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et comprend 1 703 heures d'enseignement. Elle est accessible en L1, L2, L3. Pour l'année 2022-2023, la licence compte 742 étudiants et mobilise 77 enseignants (permanents et non permanents).

Analyse globale

La licence *Sciences de la vie* (SV) s'inscrit dans un environnement académique cohérent, assurant une transition fluide du bac au master. La formation bénéficie d'un solide adossement à la recherche, avec une équipe pédagogique composée de 20 enseignants-chercheurs issus de 11 sections différentes du Conseil national des universités (CNU). L'attractivité de la formation est élevée, avec une moyenne stable de 340 inscriptions en première année au cours des trois dernières années. Le taux de réussite progresse au fil du *cursus*, passant de 47 % en L1 à 60 % en L2, puis à 84 % en L3. La formation affiche un taux d'insertion professionnelle satisfaisant, tenant compte du pourcentage de poursuite d'études et de la finalité généraliste de la licence. Elle valorise la professionnalisation en intégrant des acteurs sociaux, économiques et culturels dans ses activités pédagogiques et en proposant un stage obligatoire de quatre semaines. L'approche par compétences (APC) n'a pas été pleinement mise en œuvre, bien que chaque enseignement soit associé aux compétences du référentiel national. Enfin, le pilotage de la licence et le processus d'amélioration continue nécessitent un renforcement pour assurer une coordination efficace et soutenir l'évolution de la formation. La licence SV favorise également une ouverture à l'international, bien qu'elle manque de partenariats formels.

La licence *Sciences de la vie* s'inscrit dans un environnement académique cohérent, assurant une transition fluide du bac au master. Elle attire une diversité de profils et facilite l'accès aux masters locaux. Des options de double diplôme et de double licence enrichissent le parcours, renforçant les compétences et l'adaptabilité des étudiants. En partenariat avec l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE), la formation prépare également aux concours d'enseignement du premier degré. Un parcours licence avec *Accès santé* (L.AS) est proposé, permettant aux étudiants de se préparer aux concours des filières de médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie et kinésithérapie (MMOPK). Les étudiants de *PASS-SV* qui n'ont pas été admis en 2^e année des filières MMOPK bénéficient d'un accès direct en L2 de la licence SV et conservent la possibilité de rejoindre les études de santé (L.AS-SV) à n'importe quelle année de la licence, de L1 à L3. La pluridisciplinarité est au cœur de la formation, avec des enseignements complémentaires en chimie, biochimie, et mathématiques, ainsi que des parcours adaptés aux objectifs professionnels de chacun. Enfin, la formation prend en compte les enjeux du développement durable, avec des cours dédiés à la transition écologique et des enseignements sur les objectifs du développement durable, offrant aux étudiants une perspective sur les défis contemporains.

La formation bénéficie d'un solide adossement à la recherche. L'équipe pédagogique est composée de 20 enseignants-chercheurs issus de 11 sections différentes du CNU, qui assurent 42 % des heures d'enseignement et 57 % des enseignements scientifiques disciplinaires, garantissant ainsi un encadrement équilibré. La formation à la recherche est introduite dès la L1 avec le « Passeport documentaire » proposé par la bibliothèque universitaire, comprenant 20 heures d'enseignement. En L2, les étudiants sont initiés à l'analyse d'articles scientifiques et à la production de travaux écrits et oraux, notamment dans le cadre du cours de SV en écologie et environnement. En L3, les spécialités BOPE (biologie des organismes, des populations et des écosystèmes) et BMCO (biologie moléculaire, cellulaire et des organismes) incluent des « travaux d'études et de recherche » intégrant l'utilisation de logiciels de gestion des références bibliographiques et la rédaction de synthèses en partenariat avec des laboratoires.

En complément, la formation aborde l'intégrité scientifique et la déontologie à travers divers modules, tels que « Gène et éthique » (L3), qui sensibilise à l'éthique scientifique et animale, ainsi que « Outils mathématiques » (L2), « Biostatistiques » (L3), et « Écologie des populations et des communautés » (L3).

L'attractivité de la formation est élevée. On compte une moyenne de 340 inscriptions en première année, et qui reste stable sur les trois dernières années. La majorité des étudiants en L1 SV proviennent de filières générales ayant suivi des enseignements scientifiques. La formation suit l'évolution de ses inscriptions par type de public, révélant une prédominance de bacheliers généraux et une faible proportion de bacheliers technologiques et professionnels (environ 10 %). En L3, la diversité des profils s'élargit avec l'arrivée d'étudiants issus de BTS (2 %), d'IUT (2 %), de classes préparatoires (0,5 %) et d'autres universités (4 %). La formation assure également sa promotion et renforce son attractivité à travers des dispositifs d'information tels que les journées portes ouvertes, les salons de la formation et la fête de la science.

Le taux de réussite dans la formation progresse au fil du cursus. Il passe de 47 % en L1 à 60 % en L2, puis à 84 % en L3 (stable de 2020 à 2023), en partie grâce à l'accompagnement individualisé mis en place. Le parcours *PI2*, qui propose un encadrement en petits groupes et des pratiques pédagogiques adaptées, affiche un taux de réussite élevé (~79 %) en première année. Cependant, ce parcours est sous-utilisé, avec seulement 50 % des places occupées, ce qui est regrettable compte tenu de son efficacité. Par ailleurs, le parcours *PI3*, qui permet aux étudiants de réaliser la L1 en deux ans, constitue une option favorable pour ceux ayant des difficultés à suivre le rythme classique, leur offrant ainsi une chance supplémentaire de réussite. En ce qui concerne les étudiants suivant le parcours *Santé*, environ 25 % des places au concours sont obtenues par les étudiants en *PASS* avec une mineure *Sciences de la Vie*, bien que le taux de réussite parmi ces inscrits reste modéré (~20 %). En L.AS2 SV, le taux de réussite au concours est satisfaisant (~40 % des places disponibles), tandis que les résultats des L.AS1 SV demeurent extrêmement faibles. Par conséquent, le parcours L.AS SV s'avère surtout efficace pour les étudiants issus de *PASS*, leur offrant une seconde opportunité de réussite au concours lors de leur deuxième tentative.

La formation affiche un taux d'insertion professionnelle satisfaisant et en accord avec ses objectifs. En moyenne, 60 % des diplômés poursuivent leurs études, 28 % sont en emploi, et environ 10 % sont en recherche d'emploi à 30 mois après l'obtention du diplôme. Concernant la poursuite d'études, une proportion importante d'étudiants se dirige vers des masters locaux, notamment le master *Biodiversité, évolution, le master Biologie- santé* et le master *MEEF-1^{er} degré (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation)* à La Réunion. Ces chiffres reposent sur un taux de réponse de 58 %, ce qui peut introduire un biais et doit être pris en compte dans l'interprétation des résultats.

La formation est professionnalisante. La licence intègre des acteurs sociaux, économiques et culturels dans ses activités pédagogiques et propose un stage obligatoire de quatre semaines, permettant aux étudiants d'acquérir des compétences pratiques. La participation de 20 professionnels, représentant 20 % des intervenants, enrichit la formation avec 100 heures d'interventions, offrant ainsi aux étudiants des perspectives variées. Bien que ce volume horaire représente 6 % du total, il constitue une ressource précieuse pour les apprenants. Ces éléments de professionnalisation pourraient encore être renforcés par une ouverture à la formation continue, tout en maintenant l'approche généraliste qui offre une base solide et polyvalente.

L'approche par compétences (APC) n'a pas été clairement mise en œuvre. En effet, chaque enseignement est associé aux compétences du référentiel national, mais ne fait pas l'objet d'une évaluation spécifique. Les cours de préprofessionnalisation sensibilisent les étudiants à l'importance de relier savoirs et compétences pour renforcer leur employabilité, les incitant à devenir acteurs de leur parcours en choisissant des modules pertinents, en réalisant des stages et en suivant des MOOC. Par ailleurs, la progression du nombre d'étudiants obtenant des certifications Pix, passant de 16 en 2020-2021 à 81 en 2021-2022, puis à 106 en 2022-2023, est encourageante. L'équipe pédagogique exprime sa volonté de s'engager pleinement dans l'approche par compétences lors du prochain contrat, sous réserve des moyens nécessaires.

Le pilotage de la licence et le processus d'amélioration continue nécessitent un renforcement pour garantir une coordination efficace et favoriser l'évolution de la formation. La composition de l'équipe pédagogique est équilibrée, avec 35 enseignants permanents et 42 non permanents, assurant ainsi une capacité en personnel suffisante. Cependant, le départ de six enseignants-chercheurs, lié à la création du département d'écologie terrestre, risque de fragiliser cet effectif. De plus, la mention n'a pas de responsable. Concernant le processus d'évaluation interne, un conseil de perfectionnement, composé d'enseignants-chercheurs, de personnalités extérieures et d'étudiants, se réunit une fois par an. Toutefois, le taux de réponses aux questionnaires d'évaluation est faible et montre une baisse préoccupante (12 % en 2020-2021, 7 % en 2021-2022, et 4 % en 2022-2023).

La licence SV favorise une ouverture à l'international, mais les partenariats formels internationaux sont inexistants. Elle propose un parcours linguistique structuré et progressif, avec un enseignement obligatoire de l'anglais totalisant 158 heures réparties sur trois ans.

Ce parcours combine autoformation en ligne et pratique orale en présentiel, avec une évaluation continue en L1 et L2 pour suivre la progression des étudiants. En L3, une certification interne obligatoire en langue vivante étrangère (LVE), conforme aux niveaux B1-B2 du CECRL, est proposée. Pour les étudiants souhaitant obtenir des certifications externes, la Maison Des Langues offre le CLES (certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur), le TOEIC (*Test of English for International Communication*) et le TOEFL (*Test of English as a Foreign Language*), permettant d'atteindre des standards internationaux. De plus, l'anglais est intégré dans les enseignements disciplinaires, notamment par la lecture d'articles scientifiques, et certains cours incluent dix heures d'enseignement en anglais. Les mobilités internationales se développent, avec une dizaine d'étudiants accueillis en mobilité entrante au cours des deux dernières années académiques et quatre étudiants en mobilité sortante en 2022-2023. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en anglais a fortement augmenté, passant de cinq en 2020-2021 à 129 en 2022-2023, témoignant de l'engagement croissant dans la formation linguistique. La formation pourrait encore renforcer cette dynamique en développant des partenariats internationaux, favorisant ainsi les mobilités entrantes et sortantes et offrant aux étudiants une expérience internationale enrichissante.

Conclusion

Points forts

- Une formation inscrite dans un environnement académique cohérent ;
- Un solide adossement à la recherche ;
- Une attractivité stable et élevée ;
- Un taux de réussite en progression ;
- Une insertion professionnelle satisfaisante, en adéquation avec la poursuite d'études et les objectifs de la formation ;
- Une dimension professionnalisante bien présente.

Points faibles

- Un pilotage de la formation et un processus d'amélioration continue fragiles ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Une absence de partenariats internationaux.

Recommandations

- Renforcer le pilotage de la formation et le processus d'amélioration continue.
- Renforcer et valoriser l'approche par compétences.
- Développer des partenariats internationaux.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : Activité physique adaptée et santé* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : Portail commun L1 STAPS, *Activité physique adaptée et santé*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 1 630 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 904 étudiants et 47 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Activité physique adaptée et santé (APAS)*, très attractive pour les néo-bacheliers, est une formation interdisciplinaire qui occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement avec des enseignements en sciences de la vie, en sciences humaines ainsi qu'en sciences de la santé. Interdisciplinaire, elle s'inscrit dans la politique de l'établissement. Après une première année généraliste commune avec les deux autres licences STAPS (*Éducation et motricité et Entraînement sportif*), la licence APAS se caractérise par une professionnalisation et un adossement à la recherche très développés. La formation suit une approche par compétences et a été pensée verticalement pour permettre une offre de formation complète de la licence au master APAS. Le processus d'évaluation interne mis en place par l'équipe enseignante permet une amélioration continue de la formation. En revanche, le suivi de l'insertion professionnelle des étudiants est approximatif, le taux de réussite est faible et les pratiques pédagogiques peu innovantes. Enfin, l'ouverture à l'international et la formation par l'alternance sont quasi-inexistantes.

Attractive et professionnalisante, la formation est en adéquation avec la politique de l'établissement. 3 228 lycéens ont postulé via Parcoursup pour intégrer la formation STAPS en L1 pour 670 places. Elle a toute sa place au sein de l'université. Cette formation suit la politique de l'établissement, car elle se définit par la pluridisciplinarité de ses contenus. Des cours en sciences de la vie, en sciences de la santé et en sciences humaines sont inhérents à la formation d'enseignants en activité adaptée qui en font par la même occasion une licence très professionnalisante. Plusieurs professionnels de santé (infirmiers, médecins...), enseignants en APAS interviennent dès la L2 pour 30 % de la formation. Afin de renforcer cette professionnalisation, plusieurs éléments sont également mis en place tels que des cours sur la « méthodologie du projet » et « secteur professionnel » en L3, des stages en immersion en L3 de 150 heures et la possibilité de réaliser un stage dès la L2 au sein de structures spécifiques aux APAS.

L'adossement à la recherche est développé et conforme à un niveau de licence. 100 heures sont consacrées à l'initiation de la recherche (séminaire, cours et projet de recherche). La licence APAS est adossée au laboratoire Ingénierie de la Santé, du Sport et de l'Environnement (IRISSE) qui met à disposition des outils de mesure du laboratoire pour les projets tutorés des étudiants chaque semestre de L2 et de L3. 17 enseignants-chercheurs de la discipline dispensent des cours scientifiques et méthodologiques au sein de la licence APAS. Des cours répartis dans différents enseignements en L2 et surtout en L3 sont dédiés à l'utilisation des données scientifiques pour le domaine des activités physiques adaptées.

L'approche par compétences (APC) et le processus d'évaluation interne mis en place par l'équipe enseignante permettent une offre de formation cohérente.

La formation suit la fiche du RNCP de la licence APAS au niveau national. Elle s'appuie sur une approche par compétences conforme aux blocs prédéfinis par la Conférence des directeurs de STAPS. Il est toutefois important de noter que les blocs 8 et 10 sont peu représentés en termes de volumes horaires en L2 (aucune heure pour le bloc 8 et 20 heures pour le bloc 10). Néanmoins, l'offre de formation a été pensée de façon verticale entre la licence et le master APAS afin de permettre une continuité pédagogique cohérente. En outre, la formation définit un processus d'évaluation interne très solide permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue, notamment par son conseil de perfectionnement. Ce dernier se réunit une à deux fois par an pour chaque année d'étude (un conseil en L2 APAS et un en L3 APAS) précédé d'un questionnaire sur la formation envoyé aux étudiants. L'ensemble de ces dispositifs permet un taux de réussite de près de 90 % en L2 et en L3 APAS.

Néanmoins, il est à noter que le taux d'échec est très important en L1 avec 70 % d'échec. En outre, le conseil de perfectionnement n'inclut pas de professionnels extérieurs.

Le suivi en termes d'insertion professionnelle est incomplet et la diversité des pratiques pédagogiques est limitée.

Peu d'outils de mesure sont présentés pour évaluer précisément l'insertion professionnelle des diplômés. Bien que les déclarations indiquent que le taux d'insertion soit important, très peu de données chiffrées sont reportées concernant la licence APAS de l'université de La Réunion. De fait, elles ne permettent pas de suivre précisément l'insertion professionnelle. Il est fort regrettable que ce type de données ne soient pas mis en avant. Il n'existe pas d'outils précis utilisés par l'université. En revanche, concernant la poursuite d'études, les chiffres montrent que près de la moitié des étudiants continuent en master dans l'établissement. Mais il n'est pas possible de savoir si les étudiants poursuivent au sein du master APAS ou s'ils continuent dans d'autres masters de l'établissement. Peu d'outils de mesure sont présentés pour évaluer précisément l'évolution du suivi des étudiants et des différents publics (« oui-si » par exemple), ce qui rend difficile la compréhension des échecs en première année relativement conséquents. Sur le plan pédagogique, la formation diversifie peu ses pratiques ; les cours dédiés aux activités adaptées et à la santé s'appuient sur des environnements variés (amphithéâtre, salle de TD, terrains de sport...). Cependant d'autres types d'enseignements de nature interactive comme les jeux de rôle ou les jeux sérieux pourraient être développés pour ce public de futurs enseignants au sein de populations spécifiques.

L'ouverture à l'international est quasi inexistante et la formation continue ou par alternance sont trop peu présentes. Il n'y a pas d'ouverture à l'international. Les déclarations font état uniquement d'un accompagnement des étudiants en échange Erasmus, mais aucun chiffre ne permet d'étayer cette information sur le nombre de sortants et d'entrants. Il existe des certifications en langue, mais toutes de nature optionnelle (seuls quatre étudiants ont obtenu une certification en langue en 2022-2023). Bien que la formation soit théoriquement ouverte à la formation continue, aucune disposition particulière n'a été prise pour encourager ces étudiants à s'inscrire (à l'exception de DU). Les données quantitatives recensent 21 validations des acquis professionnels (VAP) et une validation des acquis de l'expérience (VAE) accordée en 2022-2023, et un seul étudiant en formation continue en 2022-2023. Il est regrettable qu'il n'y ait pas dispositifs adaptés aux contrats d'alternance, car ils permettraient d'établir des partenariats régionaux formels et pérennes qui semblent manquer.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité de la formation et des dispositifs de professionnalisation divers et robustes ;
- Une formation interdisciplinaire cohérente avec la politique de l'établissement ;
- Un adossement à la recherche conséquent ;
- Une approche par compétences cohérente conforme au niveau requis au niveau national ;
- Un processus interne d'amélioration continue efficace.

Points faibles

- Un taux d'échec important en L1 ;
- Un suivi en termes d'insertion professionnelle incomplet ;
- Une faible diversité des pratiques pédagogiques ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels ;
- Une ouverture à l'international quasi inexistante ;
- Un dispositif de formation continue trop limité et une formation par l'alternance inexistante.

Recommandations

- Analyser les causes de l'échec très important en première année et développer des dispositifs de soutien à la réussite en L1.
- Développer les outils de suivi et d'analyse du devenir des étudiants (insertion professionnelle et poursuite d'études).
- Diversifier les pratiques pédagogiques pour répondre aux besoins des étudiants de la formation.
- Intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Développer l'ouverture à l'international.
- Mener une réflexion sur l'opportunité du développement de la formation continue et par l'alternance pour développer des partenariats locaux.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ÉDUCATION ET MOTRICITÉ

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : Éducation et motricité* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : Portail commun L1 *STAPS, Éducation et motricité*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 1 602 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 940 étudiants et 27 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Éducation et motricité (EM)* est une formation interdisciplinaire qui occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement avec des enseignements en sciences de la vie, en sciences humaines ainsi qu'en sciences de l'enseignement. Interdisciplinaire, elle s'inscrit dans la politique de l'établissement. Après une première année généraliste commune aux deux autres licences *STAPS (Activité physique adaptée et santé et Entraînement sportif)*, la licence *EM* se caractérise par une professionnalisation très développée (stages en immersion, et cours de formation au métier d'enseignement dès la L2) et entretient des liens forts avec des acteurs socio-économiques. Le processus d'évaluation interne mis en place par l'équipe enseignante permet une amélioration continue de la formation et la réussite étudiante est élevée en L2 et L3, mais faible en L1. La formation bénéficie d'un adossement à la recherche correspondant aux attentes du niveau licence. En revanche, l'approche par compétences n'est mise en œuvre que partiellement, le suivi de l'insertion professionnelle des étudiants est lacunaire et les pratiques pédagogiques peu innovantes. Enfin, l'ouverture à l'international est quasi-inexistante.

Cohérente avec l'offre de formation, la licence EM bénéficie de nombreux dispositifs de professionnalisation.

La formation s'inscrit dans la politique de l'établissement au sens où elle se caractérise par l'interdisciplinarité (deux UE de 16 heures TD pluridisciplinaire sont programmées en L2 et L3) qui correspond à une dimension fortement soutenue par l'université de La Réunion. Attractive pour les néo-bacheliers (760 étudiants en L1), elle répond à l'engagement de la Réunion d'être une université de proximité répondant aux attentes des étudiants locaux. De plus, en proposant des enseignements en sciences de la vie, en sciences humaines ainsi qu'en sciences de l'enseignement, la formation est cohérente avec l'offre de formation de l'établissement. La formation bénéficie de plusieurs dispositifs de professionnalisation. Certains cours spécifiques de la licence *EM* sont dispensés par des intervenants extérieurs comme des inspecteurs pédagogiques régionaux et des conseillers pédagogiques. 25 % des heures maquettes sont assurées par des professionnels. Dès la L2, les étudiants effectuent un stage en immersion au sein de leur spécialité sportive et bénéficient d'un cours spécifique pour les préparer aux métiers de l'enseignement.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue, mais le taux de réussite, élevé en L2 et L3, demeure faible en L1. Le conseil de perfectionnement se réunit deux fois par an et analyse les questionnaires préalablement envoyés aux étudiants. Les trois collèges sont représentés au sein de ce conseil de perfectionnement : des enseignants, des étudiants et un professionnel (représentant du rectorat). Le taux d'encadrement avec un enseignant permanent ou non permanent pour environ 35 étudiants permet un pilotage de qualité et débouche sur un bon taux de réussite des étudiants qui passent le cap de la première année. En effet, bien que le taux d'échec en L1 s'élève à 70 %, ceux qui valident la L1 réussissent à 70-80 % leur L2 et leur L3.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche à la hauteur des attentes du niveau licence. Celui-ci se concrétise par la mise en place de cours scientifiques et méthodologiques dispensés par des enseignants-chercheurs. En L2 et L3, des « projets tutorés » sont proposés aux étudiants ainsi qu'un cours d'initiation à la recherche pour un volume horaire annuel de 16 HTD. Une possibilité est donnée aux étudiants de L3 de participer à des travaux de recherche au sein des laboratoires sur la base du volontariat. Cette possibilité n'est pas mobilisée par les étudiants. Les cours spécifiques en éducation et motricité ne bénéficient toutefois pas d'un adossement à la recherche.

L'approche par compétences (APC) n'est mise en place que partiellement. Les blocs de compétences 1, 3, 6, 7 et 9 sont principalement travaillés dans la maquette. Pourtant, il existe bien 10 blocs de compétence propres à la licence EM au niveau national. Les autres blocs sont peu abordés, ce qui n'est pas en adéquation avec la fiche du RNCP des licences EM au plan national. Cela pourrait avoir une incidence fâcheuse si les étudiants ayant validé leur licence EM demandent l'obtention d'une carte professionnelle. De plus, la maquette est opérationnalisée par des UE disciplinaires qui ne permettent pas une lisibilité claire des blocs de compétences. Enfin, peu d'informations permettent de juger des méthodes pédagogiques employées pour les appliquer aux compétences visées.

Le suivi en termes d'insertion professionnelle s'avère insuffisant et la formation gagnerait à diversifier ses pratiques pédagogiques et à s'ouvrir à la formation professionnelle. Peu d'outils de mesure sont présentés pour évaluer précisément l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études des diplômés. Seules quelques précisions sont fournies par l'équipe pédagogique (mais elles ne correspondent pas aux résultats de l'enquête, considérée comme tronquée) : la majorité des étudiants de L3 poursuivent en master MEEF (*enseignement, de l'éducation et de la formation*), quelques étudiants poursuivent dans d'autres masters, et 20 % s'insèrent dans la vie active. Sur le plan pédagogique, la formation diversifie peu ses pratiques ; les cours dédiés à l'éducation de la motricité et à l'enseignement s'appuient sur des environnements variés (amphithéâtre, salle de TD, terrains de sport...). D'autres types d'enseignements de nature interactive comme les jeux de rôle ou les jeux sérieux pourraient être développés pour ce public de futurs enseignants. La formation ne développe pas de dispositifs particuliers pour s'adapter à la formation continue. Une seule validation des acquis professionnels (VAP) est recensée en 2021-2022 et un seul étudiant en formation continue en 2022-2023. L'absence de contrat d'alternance s'explique pour cette formation préparant essentiellement les concours d'enseignants de la fonction publique. Toutefois, elle peut avoir un intérêt pour les étudiants qui auraient d'autres ambitions professionnelles.

L'ouverture à l'international est très limitée. Seuls 6 sur 940 étudiants sont en mobilité sortante (en 2021-2022 ainsi qu'en 2022-2023). La formation n'a pas de dispositifs formels et ne propose que des échanges Erasmus qui sont peu utilisés (une mobilité entrante de 12 étudiants en moyenne par an). L'anglais, l'allemand et l'espagnol sont proposés, mais le nombre d'heures n'est pas indiqué. Aucune certification de langue n'est mise en place à l'exception de YOLO (cours en auto-apprentissage). Aucun véritable partenariat de formation international n'est mis en place. Peu de données sont fournies sur ce volet international.

Conclusion

Points forts

- Une formation interdisciplinaire en phase avec la politique de l'établissement et cohérente avec l'offre de formation ;
- Des dispositifs de professionnalisation divers et solides ;
- Une démarche volontaire d'amélioration continue ;
- Un adossement à la recherche qui répond aux attentes d'une formation en licence.

Points faibles

- Un taux d'échec important en L1 ;
- Un suivi insuffisant de l'insertion professionnelle et du devenir des étudiants en fonction de leur profil au moment du recrutement ;

- Des pratiques pédagogiques trop peu diversifiées ;
- Une faible ouverture à l'international ;
- Une approche par compétences non aboutie.

Recommandations

- Analyser les causes de l'échec très important en première année et développer des dispositifs de soutien à la réussite en L1 afin d'améliorer le taux de réussite en première année.
- Développer les outils de suivi et d'analyse du devenir des étudiants (insertion professionnelle et poursuite d'études).
- Diversifier les pratiques pédagogiques pour répondre aux besoins des étudiants de la formation, essentiellement futurs enseignants.
- Développer l'internationalisation de la formation en encourageant notamment la mobilité étudiante.
- Déployer l'approche par compétences.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ENTRAÎNEMENT SPORTIF

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : Entraînement sportif* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : Portail commun L1 STAPS, *Entraînement sportif*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 1 547 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 895 étudiants et 15 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence STAPS : *Entraînement sportif (ES)* est par nature interdisciplinaire parce qu'elle fait appel aux sciences de la vie et aux sciences humaines afin d'appliquer leurs contenus aux sciences de l'entraînement et de la performance. Cette interdisciplinarité est en cohérence avec la politique de l'établissement d'une part, et en fait un atout pour s'intégrer dans le tissu local réunionnais d'autre part. La licence ES est jeune (2020) et a été construite d'après la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) dédiée à l'ensemble des licences ES présentes sur le territoire français. Malgré sa jeunesse, l'équipe pédagogique a pu proposer plusieurs éléments de professionnalisation tels que l'utilisation de diverses pratiques pédagogiques dédiées à l'intervention auprès de publics sportifs, un adossement à la recherche appliquée aux sciences de l'entraînement et l'utilisation d'une démarche d'amélioration continue. L'ensemble de ces dispositifs a permis une forte attractivité de cette formation. Cependant, la jeunesse de cette formation ne permet pas (encore) de proposer des partenariats locaux et régionaux forts, et les installations ne sont pas à la hauteur des objectifs de la formation. Le taux d'encadrement est faible, ce qui implique un manque de compétences spécifiques dans certains domaines (exemple : analyse vidéo). Peu d'outils de mesure sont présentés pour évaluer précisément l'évolution du suivi des étudiants et le devenir de ceux-ci une fois la licence ES validée, d'autant qu'il n'y a pas de master spécifique à la mention ES au sein de l'université de La Réunion. Enfin la formation est peu ouverte à la validation des acquis professionnels (VAP) et de validation des acquis de l'expérience (VAE) ainsi qu'à la formation continue. La formation par alternance et l'ouverture à l'international sont inexistantes.

La formation est en adéquation avec la politique de l'établissement ainsi qu'avec les exigences du référentiel national des certifications professionnelles. La formation s'inscrit dans la politique de l'établissement au sens où elle se caractérise par l'interdisciplinarité. De la L1 à la L3, les étudiants bénéficient d'enseignements en sciences de la vie, en sciences humaines ainsi qu'en sciences de l'entraînement et de la performance. Cette interdisciplinarité correspond à une dimension fortement soutenue par l'université de La Réunion. En outre, la formation a été construite sur la base des blocs de compétences inhérents au référentiel national des certifications professionnelles défini par la conférence des directeurs de STAPS au plan national, ce qui permet aux étudiants d'obtenir une carte professionnelle dès la sortie de leur licence ES.

La licence ES intègre de nombreux dispositifs de professionnalisation. Bien que la formation soit très jeune (création en 2020), elle bénéficie de nombreux dispositifs de professionnalisation. Des stages en immersion de 200 heures sont proposés aux étudiants de L3 et deux UE spécifiques (de 150 heures) sont dédiées à l'intervention auprès de publics. 90 heures sont dispensées par des intervenants extérieurs professionnels (par exemple : entraîneurs, préparateurs physiques et mentaux) afin de rendre la formation la plus concrète possible. L'équipe pédagogique a également diversifié certaines pratiques pédagogiques pour rendre plus professionnelle la formation des étudiants : « *learning by doing* » les étudiants pratiquent des tests d'évaluation physiques au préalable avant d'avoir un cours théorique sur ces mêmes tests.

Les étudiants bénéficient également d'une pédagogie de co-encadrement entre eux au sein de deux UE afin de mieux appréhender les techniques d'interventions. Enfin l'utilisation du numérique (pour 30 heures de cours) est consacrée à des enseignements asynchrones.

La formation est adossée à la recherche et définit un processus d'amélioration continue efficace. La formation est adossée à une recherche appliquée par des enseignants-chercheurs (EC) de la composante (trois EC) mais n'est pas adossée à un laboratoire spécifique. La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue grâce notamment à son conseil de perfectionnement. Ce dernier se réunit deux fois par an et analyse les questionnaires envoyés aux étudiants. L'ensemble de ces dispositifs contribue à rendre cette formation attractive (3 228 candidats pour une capacité d'accueil de 670 places), avec un taux de réussite en L2 et L3 ES de 80 %.

La formation dispose de peu de partenariats locaux et les installations ainsi que le taux d'encadrement sont insuffisants. La jeunesse de la formation n'a pas encore permis d'établir des partenariats formels et robustes locaux. Quelques relations informelles sont toutefois observées avec le CREPS et quelques clubs de la région lors des stages d'immersion des étudiants. Les installations sportives pour l'enseignement de certaines disciplines ne sont pas adéquates, voire inexistantes. Les techniques de musculation et d'haltérophilie indispensables à la formation de préparateurs physiques nécessitent des installations spécifiques qui ne sont pas pour l'instant à la disposition des étudiants de la licence ES. Le taux d'encadrement est très faible. La capacité d'accueil maximale est atteinte au regard du nombre d'enseignants et enseignants-chercheurs intervenants dans la formation : sept permanents et huit intervenants extérieurs pour 71 étudiants en L2 et 64 en L3. Ceci ne permet pas d'aborder convenablement toutes les compétences nécessaires dans certains domaines (par exemple : en analyse vidéo) et réduit les ressources humaines pour ouvrir un master spécifique à la poursuite de la licence ES (master *Entraînement et optimisation de la performance sportive, EOPS*). Trois EC de la métropole ont été accueillis pour compléter la formation en licence ES.

Des outils de mesure insuffisants pour évaluer l'évolution du suivi des étudiants et leur insertion professionnelle. Si une fois passés en L2 les étudiants réussissent bien (80 % de réussite), en revanche le taux d'échec en L1 est important (70 % d'échec). Peu d'outils de mesure sont présentés pour évaluer précisément l'évolution du suivi des étudiants et des différents publics. De plus, il n'y a pas d'analyse en termes de poursuite d'études des diplômés ni de leur insertion professionnelle, car les données sont incomplètes. Une fois la licence ES validée, les étudiants doivent entrer dans la vie active, ou partir en métropole pour effectuer un autre master ou changer de filière, car il n'y a pas de master spécifique à la poursuite d'études en ES (master *EOPS*) à l'université de La Réunion. Les étudiants qui ont fait le choix de poursuivre en master à La Réunion doivent intégrer un master d'une filière différente : par exemple le master *STAPS : Management du sport et du Bien-être* proposé au sein du département STAPS.

L'ouverture à la formation continue et à l'international est trop limitée. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place pour favoriser leur accueil au sein de la licence ES (à l'exception de DU). Un seul étudiant en formation continue a été recensé en 2022-2023. Les dispositifs de VAP et de VAE en 2022-2023 sont inexistant même si l'équipe pédagogique déclare accepter ce type d'étudiants. En outre, il n'y a pas de contrat d'alternance pour la licence ES, ce qui est regrettable, car cela pourrait favoriser les relations avec les partenaires régionaux et formaliser des collaborations pérennes. Du fait de sa jeunesse, la formation n'est pas ouverte à l'international. Cependant l'équipe pédagogique propose de futures collaborations avec l'océan indien (Madagascar, Maurice, Seychelles, Afrique du Sud). Le dispositif Erasmus est toutefois actif, car quelques mobilités Erasmus ont été enregistrées : 5 sortantes et 15 entrantes pour 2022-2023.

Conclusion

Points forts

- Une formation interdisciplinaire cohérente avec la politique de l'établissement ;
- Une approche par compétences cohérente et conforme au niveau national requis ;
- Des dispositifs de professionnalisation divers et robustes ;
- Une diversité des pratiques pédagogiques ;
- Un processus d'amélioration continue efficace ;

- Une forte attractivité de la formation.

Points faibles

- Un taux d'échec important en L1 ;
- Peu de partenariats locaux formels ;
- Un taux d'encadrement faible et des installations sportives insuffisantes ;
- Un suivi en termes d'insertion professionnelle incomplet ;
- Un taux d'échec important en L1 ;
- Un dispositif de formation continue trop limité et une formation par l'alternance inexistante alors que c'est une opportunité pour développer des partenariats régionaux qui manquent ;
- Pas d'ouverture formelle à l'international.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en L1 en proposant par exemple des dispositifs de soutien.
- Développer les partenariats locaux.
- Augmenter le taux d'encadrement par les enseignants permanents.
- Déployer les outils de suivi du devenir des étudiants (insertion professionnelle et poursuite d'études).
- Mener une réflexion quant à l'opportunité de développer des dispositifs de formation continue et par alternance afin de développer des partenariats régionaux.
- Développer l'ouverture à l'international.

LICENCE SCIENCES POUR LA SANTÉ

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour la santé* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Sciences pour la santé*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé et contient 1 701 heures étudiant. La formation se situe sur le campus de Terre Sainte. Elle compte en 2022-2023 492 étudiants et 52 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Sciences pour la santé* fait partie des nouvelles formations devant répondre au développement sur le territoire de l'économie de la santé, des secteurs du biomédical et de la santé publique en matière de recherche et d'innovation. Ouverte aux néo-bacheliers sur Parcoursup et associée à une L.AS, elle est une alternative au PASS pour l'accès aux études de santé ou une seconde chance. Elle offre également une possibilité de poursuite d'études aux étudiants n'ayant pas réussi à intégrer l'une des quatre filières du cursus santé. De 2020 à 2024, les inscriptions étaient déjà possibles en L1, L2, L3 pour cette formation construite autour d'un parcours unique et d'un accès santé. Cohérente avec l'offre de formation de l'établissement et des nouvelles modalités de l'accès santé, elle se caractérise par un bon adossement à la recherche. En outre, la formation bénéficie d'une équipe pédagogique spécialisée et d'équipements bien adaptés aux nouvelles méthodes pédagogiques même si l'évaluation par compétence n'est pas encore mise en œuvre. Enfin, l'enseignement en anglais est satisfaisant, mais aucun étudiant n'a bénéficié d'une mobilité entrante ou sortante. La formation est attractive, même si le taux d'acceptation est faible (18 %) et les taux de réussite en L1 sont bas (% d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS : 35 % en 2021, 26 % en 2022, 20 % en 2023). Ces données révèlent que la communication auprès des bacheliers est à revoir. Les liens avec les professionnels du milieu socioéconomique ou socioculturel restent à développer. Par ailleurs, il aurait été utile d'analyser les résultats en L2 et L3 des étudiants inscrits en licence classique et en L.AS et de montrer la cohérence des programmes de cette licence avec les filières de santé ou de second cycle choisies.

Cohérente avec l'offre de formation, la licence *Sciences pour la santé* bénéficie d'un très bon adossement à la recherche et d'une initiation à et par la recherche. Cette formation, qui n'a pas encore établi de partenariats avec d'autres formations localement ou à l'international, aborde des enseignements des sciences biologiques, des sciences sociales et des enseignements non disciplinaires. Des UE d'ouverture (UEO) sont proposées chaque semestre. Parmi celles-ci, l'UEO « Expérimentation-Travaux pratiques niveau I » correspond à une initiation à la recherche (20 heures). En L3, un stage de quatre semaines est obligatoire, il concerne principalement les thématiques développées localement, c'est-à-dire (pathologies infectieuses, maladies chroniques et métaboliques, périnatalité). Les étudiants ont parfois des difficultés à trouver un laboratoire d'accueil. Les unités de recherche labellisées de la composante PIMIT (UMR Processus infectieux en milieu insulaire tropical), DÉTROI (UMR Diabète athérombose Thérapies Océan Indien), CEPOI (EA Centre d'études Périnatales de l'océan Indien) et EPI (EA études pharmaco-immunologiques), étant très sollicitées, privilégient les étudiants en master. Vingt-et-un enseignants-chercheurs de l'UFR et hors UFR, assurant 1 179 heures de cours, apportent l'adossement à la recherche des enseignements et l'encadrement nécessaire à la formation. Les notions d'intégrité scientifique et de déontologie sont abordées en L1. Les étudiants sont initiés à la recherche bibliographique avec le soutien du SDC (direction des systèmes d'information), et une certification PIX est obligatoire en troisième année.

La formation bénéficie d'une équipe pédagogique spécialisée et d'équipements bien adaptés pour développer des méthodes pédagogiques modernes, même si l'évaluation par compétences n'est pas encore mise en œuvre. L'équipe pédagogique est constituée de permanents de différentes UFR (santé, sciences et technologies, IUT, ESIRoi), de praticiens hospitaliers et de la Maison Des Langues qui apportent l'expertise de leur discipline à la formation. Les enseignements se déroulent principalement en présentiel.

Les locaux à disposition, comme l'amphithéâtre, salles de travaux dirigés et de travaux pratiques sont bien équipés et adaptés à la nature des enseignements. De nombreux outils pédagogiques sont à disposition (moodle, wooclap, learning app, quizzlet, mindmeister ...). Certaines UE utilisent la pédagogie inversée, pédagogie par projet, pédagogie par problème, pédagogie coopérative. L'équipe pédagogique a analysé l'apport de ces nouvelles pédagogies : la participation en L2 et L3 a été améliorée, mais peu en L1. Concernant l'apprentissage et les taux de réussite, il n'y a pas de différences significatives avec les UE qui ne proposent pas ce type de pédagogie. L'équipe pédagogique, qui n'a pas encore porté de projet d'innovation pédagogique, souhaite développer ces nouvelles méthodes pour évaluer les compétences définies sur la fiche RNCP. Actuellement, celles-ci sont identifiées pour chaque UE et ne sont pas regroupées en bloc de compétences.

La formation assure une formation d'anglais solide, mais n'a pas encore développé de relations internationales.

Des enseignants de la Maison Des Langues assurent chaque semestre les cours d'anglais (150 heures) au contenu adapté aux thèmes de la licence. Une certification est obligatoire en L3. De plus, certaines UEO sont enseignées en anglais. Bien qu'un représentant des relations internationales de l'établissement soit détaché auprès de la composante, la formation n'a pas encore signé de conventions internationales et il n'y a eu aucune mobilité entrante ou sortante des étudiants.

La formation jouit d'une bonne attractivité auprès de son public de formation initiale, mais les attendus de la formation ne sont pas toujours compris lors des inscriptions, ce qui a pour conséquence un taux d'acceptation très faible. Le recrutement en L1 se fait sur Parcoursup. Des passerelles existent pour des entrées directes en L2 et L3 des étudiants de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), BUT, BTS. Face au succès lors de la création du diplôme, la capacité d'accueil a été revue à la hausse ; elle est passée de 120 à l'ouverture de la licence à 350 (dont 80 L.AS1A) en 2022-2023 tout en maîtrisant sa soutenabilité. Les effectifs en L2 pour les trois années tiennent compte de l'arrivée des reçus-collés du PASS et montrent le faible taux de réussite entre la L1 et la L2 et la nécessité d'améliorer la qualité des recrutements en définissant mieux les attendus. Un effort a été mené en ce sens puisque le nombre de candidatures initiales a significativement diminué, mais cet effort doit être poursuivi puisque le taux d'acceptation n'évolue pas (17-18 %).

Malgré une analyse régulière des résultats des étudiants et des dispositifs d'accompagnement mis en place, les taux de réussite des étudiants sont faibles en première année et non expliqués en deuxième et troisième années. L'analyse de la faiblesse du taux de réussite en première année (pourcentage d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS : 35 % en 2021, 26 % en 2022, 20,7 % en 2023) porte sur les faits suivants : taux d'absentéisme élevé en CM et TD, niveau scolaire insuffisant et mauvaise compréhension des exigences universitaires. Un tutorat personnalisé a été mis en place après avoir remarqué que les étudiants n'adhéraient pas suffisamment aux dispositifs d'accompagnement pour maîtriser les outils et les ressources à disposition. Il manque une analyse des taux de réussite des étudiants, comparant les résultats de la L1 à la L3 en prenant en compte les différents publics, y compris les étudiants inscrits en L.AS.

Les éléments de professionnalisation sont bien présents, mais la qualité de la professionnalisation doit être améliorée. Alors qu'une UE PPE « projet personnel et professionnel » doit être suivie chaque année de la L1 à la L3 et que les étudiants réalisent au S6 un stage de quatre semaines, la formation fait très peu appel aux acteurs sociaux, économiques et culturels pour préparer ses étudiants à l'insertion professionnelle. Les seuls professionnels participant à la formation sont des praticiens hospitaliers (7). Aucun professionnel du secteur privé ne semble pas avoir été sollicité pour enseigner ou accueillir les stagiaires. Un grand nombre de stages sont effectués dans les laboratoires de recherche et non dans le secteur privé.

La formation étant jeune, une analyse de la qualité de la poursuite d'études participerait à l'amélioration continue des programmes et à la cohérence du diplôme dans l'offre de formation de la composante et de l'établissement. Le document indique d'une part que l'analyse du devenir professionnel des diplômés par la direction de l'orientation et des formations pour l'insertion professionnelle (DOFIP) est peu informative et que la filière biomédicale dans l'économie locale est restreinte. Afin d'orienter et d'adapter sa pédagogie et ses programmes, il semble donc important pour cette licence de formation initiale d'analyser le devenir des étudiants qui ont intégré les filières santé et des diplômés qui sont inscrits en second cycle.

Conclusion

Points forts

- Une formation bénéficiant d'un très bon adossement à la recherche ;
- Une équipe pédagogique attachée aux méthodes pédagogiques modernes et bénéficiant d'équipements adaptés.

Points faibles

- Des taux de réussite trop bas en L1 et qui chutent durant la période ;
- Un suivi insuffisant du devenir des diplômés ;
- Une absence de mobilités étudiantes.

Recommandations

- Améliorer la réussite en première année.
- Renforcer le suivi des étudiants et le suivi de leur devenir.
- Favoriser les échanges internationaux.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Des taux de réussite bas en L1 et qui chutent durant la période ;
- Un suivi insuffisant du devenir des étudiants.

LICENCE SCIENCES POUR L'INGÉNIEUR

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour l'ingénieur* est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies de l'université de La Réunion et propose deux parcours individualisés en formation initiale. Cette formation ouverte en 2020 vient remplacer la licence *Électronique, énergie, électrique, automatique (EEEE)*. La formation contient 1 658 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 103 étudiants et 10 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence *Sciences pour l'ingénieur* a un positionnement cohérent avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. Elle est bien ancrée dans le tissu socio-économique. L'équipe pédagogique est fortement impliquée dans la réussite étudiante de cette formation jeune pour laquelle les enquêtes d'insertion professionnelle peuvent difficilement être interprétées. La formation présente un bon adossement à la recherche. L'approche par compétences, bien qu'amorcée, n'est pas encore aboutie. L'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants n'est pas assez formalisée pour contribuer efficacement au processus d'amélioration continue. L'ouverture de la licence *Sciences pour l'ingénieur* à la formation continue et à l'international est très limitée.

Disposant d'un positionnement cohérent avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement, la formation entretient des relations fortes avec le tissu économique et social. La licence cible principalement les bacheliers technologiques *Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D)* ainsi que les bacheliers généraux *Sciences de l'ingénieur*. Elle est fortement ancrée dans le tissu socio-économique. La part des professionnels intervenant dans la formation est conséquente (environ 50 %). La formation entretient de nombreux liens avec le monde social, économique et culturel (région, entreprises, ...). Cela lui permet ainsi d'intégrer des éléments de professionnalisation, dont un stage obligatoire en troisième année. Néanmoins, l'importance de ce stage est relativement faible (deux crédits ECTS).

La formation jouit d'un bon adossement à la recherche. En effet, la formation est dispensée à environ 40 % par dix enseignants-chercheurs effectuant leur recherche dans le domaine de la formation dans l'un des laboratoires d'adossement. De nombreux dispositifs sont proposés aux étudiants : stage en laboratoire, visites de plateaux techniques, découverte d'environnement, de simulation et d'outils de conception assistée par ordinateur.

L'approche par compétences est amorcée et la formation mobilise des pratiques pédagogiques diversifiées. Des croisements sont opérés entre les enseignements et les blocs de compétences de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Néanmoins, l'approche par compétences n'aboutit pas encore à une évaluation des compétences. De nombreuses méthodes pédagogiques sont mises en œuvre (mode projet, pédagogie inversée, par problèmes, SAÉ, ...). Tous les enseignements sont accessibles sous Moodle sans qu'il soit clairement indiqué s'ils peuvent être suivis à distance. La formation profite d'espaces aménagés (*learning lab*, ilots, ...).

Bien que les taux de réussite soient bons (60 % en L1, 80 % en L2 et 100 % en L3), ils ne sont pas analysés. C'est aussi le cas de l'insertion professionnelle. Il n'est fait aucune référence à la mise en place de dispositifs de remédiation notamment en première année. Même si cette formation est récente, les taux d'insertion professionnelle et de poursuite d'études ne sont pas systématiquement recueillis et analysés.

La démarche d'amélioration continue s'appuie sur un conseil de perfectionnement opérationnel, mais elle pâtit d'une évaluation insuffisante des enseignements et de la formation par les étudiants. Le processus d'amélioration continue est principalement basé sur un conseil de perfectionnement efficient. Le conseil de perfectionnement est bien structuré, se réunit régulièrement et fait des propositions d'évolutions. Les taux de réponses aux évaluations de la formation et des enseignements par les étudiants sont relativement faibles (de l'ordre de 30 %) et ne sont pas analysés dans le dossier d'autoévaluation (DAE).

L'ouverture de la formation à l'international et à la formation continue est très limitée. Le volume horaire et la répartition sur l'ensemble de la formation des enseignements d'anglais sont cohérents avec les objectifs. Cependant, la formation est très peu ouverte à l'international et ne présente aucune mobilité sortante ou entrante durant la période de référence. Enfin, la licence *Sciences pour l'ingénieur* n'a mis en place aucun dispositif particulier pour favoriser l'accueil du public de la formation continue qui est inexistant.

Conclusion

Points forts

- Un positionnement cohérent avec le public ciblé, l'offre de formation et la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un dynamisme pédagogique au service de la réussite étudiante avec des pratiques pédagogiques innovantes.

Points faibles

- Une information insuffisante pour évaluer le devenir des étudiants ;
- Absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Absence d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer les informations permettant l'analyse du devenir des étudiants.
- Faire évaluer les enseignements de la formation par les étudiants.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Développer l'ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE AGRONOMIE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Agronomie* propose un unique parcours intitulé *Agriculture et développement durable en milieu tropical insulaire*. Cette formation est dispensée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies (ST) et comprend 620 heures d'enseignement. Elle est accessible en L3, en formation initiale, continue, et par apprentissage. Pour l'année 2022-2023, la licence compte 11 étudiants et mobilise 21 enseignants (permanents et non permanents).

Analyse globale

La licence professionnelle *Agronomie* s'intègre harmonieusement dans l'établissement, répondant aux priorités locales en agriculture et environnement, et attirant une diversité de profils étudiants. Elle bénéficie d'un solide adossement à la recherche, avec la participation de chercheurs affiliés à des institutions comme le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), dédié au développement agricole durable dans les régions tropicales, et l'IRD (Institut de recherche pour le développement), spécialisé dans les problématiques de développement pour les pays du Sud. La formation inclut une forte dimension professionnalisante grâce à un réseau de professionnels et des stages. L'approche par compétences est bien structurée, facilitant l'adaptation au marché du travail, et la formation affiche un bon taux de réussite et d'insertion professionnelle. Le pilotage de la formation est bien structuré, intégrant les recommandations des conseils de perfectionnement et favorisant l'implication des étudiants. Cependant, des défis persistent, notamment en matière de stratégie de recrutement et d'articulation avec les autres cursus du même cycle, ce qui se reflète dans un faible effectif. Le renforcement de l'enseignement en anglais constitue également un enjeu pour élargir les opportunités internationales. La formation ne développe pas de partenariats internationaux, et les mobilités entrantes et sortantes sont quasiment inexistantes. Enfin, la valorisation de la validation des acquis de l'expérience (VAE) reste limitée, ne répondant pas pleinement aux besoins des professionnels et des personnes en reconversion.

La licence professionnelle *Agronomie* s'intègre de manière cohérente dans l'environnement académique de l'établissement. Elle est alignée avec les priorités stratégiques locales et répond aux besoins spécifiques du territoire, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement, essentiels pour La Réunion. La diversité des profils des étudiants recrutés au niveau L2 reflète également cette intégration. La licence accueille des étudiants issus de parcours variés, notamment ceux titulaires d'une L2 en *Sciences* ou *Géographie*, d'un DUT en *Génie biologique* ou *Génie de l'environnement*, ou encore d'un BTS dans des spécialités tels que le Développement de l'agriculture des régions chaudes (DARC), la Gestion et maîtrise de l'eau en agriculture (GEMEAU), l'Analyse des systèmes d'exploitation agricoles (ACSE), la Gestion et protection de la nature (GPN), la Production animale (PA), et la Production végétale (PV). Des perspectives de restructuration sont envisagées pour le prochain contrat.

La formation assure un bon adossement à la recherche. La formation bénéficie de l'implication de 10 enseignants-chercheurs et de chercheurs affiliés à des institutions de recherche telles que le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Elle consacre 140 heures aux séminaires et aux méthodologies de recherche, permettant aux étudiants de s'immerger dans des projets de recherche appliquée. Les enseignants-chercheurs assurent 160 heures d'enseignement, représentant ainsi 25 % du volume global. Ce lien avec la recherche renforce la pertinence des contenus pédagogiques d'une licence professionnelle.

La licence Agronomie présente une forte dimension professionnalisante. Elle inclut 350 heures d'enseignement dispensées par 13 professionnels du secteur, ainsi que 14 semaines de stage, correspondant à 20 crédits ECTS, et des projets tutorés. La formation favorise l'accueil de publics diversifiés, incluant les étudiants en formation initiale, continue et en alternance. Ces éléments permettent une immersion des étudiants dans des environnements professionnels réels et garantissent une mise à jour constante des compétences enseignées, en adéquation avec les besoins du marché du travail. Cette approche professionnalisante est renforcée par des partenariats avec les acteurs économiques locaux.

La formation applique une approche par compétences (APC), alignée sur le référentiel de la fiche RNCP nationale. Les blocs de connaissances et de compétences sont structurés pour permettre une évaluation efficace des acquis des étudiants. Cette méthode garantit que la formation est bien adaptée aux exigences du marché et facilite la progression académique et professionnelle des étudiants, tout en assurant une cohérence pédagogique interne. Dans le cadre des projets tutorés, les étudiants mettent en valeur leurs compétences acquises lors d'événements promouvant l'agriculture et le développement durable. La formation propose également plusieurs certifications professionnelles, telles que le Certiphyto et la Capacité professionnelle en agriculture, permettant de valider les compétences des étudiants dans des domaines spécifiques d'expertise.

La formation affiche un très bon taux de réussite ainsi qu'un taux d'insertion professionnelle en croissance. Le taux de réussite en L3 est particulièrement bon, atteignant environ 82 % en 2022-2023, bien qu'une légère baisse soit constatée par rapport aux promotions précédentes : 100 % en 2020-2021 et 88 % en 2021-2022, ce qui mérite d'être surveillé. Par ailleurs, les résultats de l'enquête d'insertion, avec un taux de réponse de 92 % pour la promotion 2022-2023, montrent qu'après l'obtention du diplôme, la majorité des diplômés occupent des postes en adéquation avec leur formation dans divers secteurs, et un seul diplômé est en recherche d'emploi. Cette tendance est en nette progression et encourageante par rapport aux années précédentes (53 % en 2020-2021 et 33 % en 2021-2022). À noter qu'en 2021-2022, 33 % des diplômés ont opté pour la poursuite d'études, constituant un pic inexpliqué.

La formation bénéficie d'un pilotage structuré. Celui-ci repose sur un partage des compétences entre différentes entités : l'équipe pédagogique, coordonnée par un directeur des études issu de l'enseignement agricole technique (FORMATERRA), la gestion pédagogique assurée par l'UFR Sciences et Technologie, et la gestion administrative et logistique par la Direction de la formation tout au long de la vie (DFTLV). Les décisions stratégiques sont prises en concertation avec les conseils centraux et intègrent les recommandations des conseils de perfectionnement, permettant ainsi d'ajuster les programmes en fonction des attentes des étudiants et des exigences du secteur professionnel. Par ailleurs, la formation souligne une forte implication et participation des étudiants au sein du conseil de perfectionnement. Un questionnaire d'évaluation des enseignements est également soumis aux étudiants, avec un taux de réponse élevé.

La formation présente une articulation limitée avec les autres cursus du même cycle et souffre d'un faible effectif. Bien que la formation soit globalement bien intégrée dans l'offre académique de l'établissement, sa complémentarité et son articulation avec d'autres formations (e.g. BUT) du même cycle ne sont pas suffisamment mises en évidence. La formalisation des passerelles, notamment intra-cycle, reste limitée, ce qui réduit la visibilité de la formation et limite les possibilités de parcours fluides et cohérents pour les étudiants. De plus, le nombre de candidatures est variable, avec une moyenne de 60 étudiants sur les trois dernières années, tandis que le nombre d'admis fluctue également, avec une moyenne de 42 étudiants. Une baisse significative du nombre d'inscrits a été observée, passant de 18 étudiants en 2021-2022 à 11 en 2022-2023, soit une diminution de près de 39 %. Cette tendance préoccupante nécessite une analyse approfondie pour en identifier les causes.

L'enseignement de l'anglais doit être renforcé, tout comme les mobilités étudiantes, par le biais de partenariats internationaux. Actuellement, la formation inclut 20 heures d'enseignement obligatoire d'anglais, ce qui peut s'avérer insuffisant pour développer une maîtrise linguistique adéquate, notamment dans le domaine de l'agronomie. Cette limitation pourrait réduire les opportunités de mobilité internationale pour les étudiants, freiner l'internationalisation de leurs profils et compromettre le développement de projets futurs à l'échelle mondiale. En outre, les niveaux de compétence en anglais varient considérablement parmi les étudiants, et l'absence de préparation aux certifications linguistiques reconnues internationalement (telles que le TOEIC-Test of English for International Communication ou le TOEFL-Test of English as a Foreign Language) peut nuire à leur compétitivité sur le marché mondial, malgré l'obtention de la certification LINGUASKILL par trois étudiants en 2021-2022 et deux étudiants en 2022-2023. La formation ne développe pas de partenariats internationaux, et les mobilités entrantes et sortantes sont quasiment inexistantes.

La valorisation de la validation des acquis de l'expérience (VAE) pourrait être renforcée. La formation enregistre un faible nombre de diplômes délivrés par la VAE (un à deux par an) et peu de candidats bénéficient d'une validation partielle des acquis. Cela suggère un manque de promotion de cette voie d'accès auprès des professionnels et des personnes en reconversion.

Il serait pertinent de renforcer la communication sur les opportunités de VAE et d'adapter l'offre de formation pour faciliter l'accueil de ces publics, par exemple en introduisant des modules spécifiques ou en simplifiant les démarches administratives.

Conclusion

Points forts

- Un alignement de la formation avec les priorités de l'université ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une forte dimension professionnalisante ;
- Une approche par compétences bien définie ;
- Un taux de réussite et insertion professionnelle élevés ;
- Un pilotage structuré de la formation.

Points faibles

- Une articulation limitée avec les autres formations du même cycle (e.g. BUT) et une complémentarité peu développée ;
- Un effectif insuffisant ;
- Un enseignement de la langue anglaise insuffisant et des mobilités sortantes/entrantes inexistantes.

Recommandations

- Renforcer le positionnement et la cohérence de la formation dans l'offre de formation.
- Développer une stratégie de recrutement pour anticiper la diminution des inscrits.
- Augmenter le volume horaire dédié à l'enseignement de langue étrangère et amorcer les mobilités étudiantes.

LICENCE PROFESSIONNELLE QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ, SANTÉ, ENVIRONNEMENT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (LP QHSSE) de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Management intégré qualité sécurité environnement*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 530 heures étudiant. Elle compte en 2022- 2023 28 étudiants et 32 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (LP QHSSE) du département Génie biologique de l'IUT se distingue par sa forte professionnalisation, avec une implication notable des acteurs du monde professionnel et une bonne insertion des diplômés et un bon taux de réussite. Toutefois, des manquements importants sont observés, notamment en matière d'adossement à la recherche, de diversification des pratiques pédagogiques, d'ouverture internationale, d'infrastructures pédagogiques et de pilotage de la formation. Par ailleurs, certaines informations sont manquantes, comme les modalités de suivi des étudiants en entreprises par les tuteurs académiques ou la mise en place de l'approche par compétences (APC).

La LP QHSSE du département Génie biologique de l'IUT bénéficie d'une forte implication des professionnels et d'un bon taux de réussite. L'intégration systématique des étudiants en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation confirme la pertinence de la formation pour répondre aux besoins du marché du travail local et assure un bon taux d'insertion professionnelle. La quasi-totalité (97 %) des enseignements est assurée par des intervenants issus du milieu professionnel. Cette proximité avec le terrain se traduit par une employabilité élevée des diplômés, comme en témoigne le taux de 94 % d'insertion professionnelle à 30 mois. L'intégration systématique des étudiants en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation confirme également la pertinence de la formation pour répondre aux besoins du marché du travail local. En effet, chaque année, entre 20 et 30 entreprises de l'île répondent favorablement aux demandes des candidats. Plus de 80 % des étudiants sont diplômés et plus de 75 % sont recrutés par les entreprises locales. Le taux de réussite moyen (nombre d'inscrits/diplômés) sur 2020-2023 est de 93 %.

L'adossement à la recherche est inexistant et la part des enseignants-chercheurs (EC) dans l'enseignement est insuffisant. Seulement 14 heures d'enseignement sur 530 heures étudiant sont assurées par trois EC. Il n'y a pas d'enseignants-chercheurs impliqués dans le suivi des projets tutorés, ni de lien avec une unité de recherche. Par ailleurs, il n'existe pas de sensibilisation à la recherche ou à la déontologie scientifique dans la maquette de la formation.

La diversification des pratiques pédagogiques est très limitée. Actuellement, aucune hybridation ou enseignement à distance n'est proposé. Aucun projet pédagogique n'a été mis en place. Des mises en situation sont néanmoins offertes, ce qui est un point positif.

L'ouverture à l'international est également absente, avec un volume horaire d'enseignement de l'anglais très faible (20 heures) et une absence de demande de mobilité internationale. Le fait que la totalité des étudiants soient en alternance ne favorise pas les demandes de mobilités.

En termes d'infrastructures pédagogiques, la formation ne propose pas de travaux pratiques. Ceci est souligné comme un manque par les intervenants professionnels. Ces mêmes intervenants proposent des moyens alternatifs, comme des visites en entreprise, des vidéos ou des études de cas concrets.

Le suivi des étudiants, notamment en entreprise, n'est pas assuré par des EC. L'IUT de La Réunion, doté d'un conseil de perfectionnement, a obtenu la certification QUALIOPI au titre des catégories formation en apprentissage. La formation continue et en alternance de l'IUT s'inscrit donc dans une démarche d'amélioration continue de ses services, qui s'appuie sur les engagements de sa politique qualité. En revanche, le suivi des étudiants en entreprise n'est actuellement pas assuré par des enseignants-chercheurs. Il n'est pas fait allusion à des outils numériques de suivi de l'alternance (ex : *studea..*), ni à une volonté de remédier à cette situation.

Le conseil de perfectionnement de la formation ne compte pas de représentant des professionnels.

Le rapport ne fait pas allusion à une réflexion sur la mise en place de l'approche par compétences (APC).

Conclusion

Points forts

- Une bonne professionnalisation et une bonne insertion dans les entreprises locales ;
- Un ancrage local fort ;
- Un bon taux de réussite.

Points faibles

- Un adossement à la recherche très faible avec une participation des enseignants-chercheurs aux enseignements beaucoup trop modeste et aucun dispositif d'initiation à la recherche inexistant ;
- Un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs trop bas ;
- Une absence de travaux pratiques ;
- Une absence d'informations sur les modalités de suivi des étudiants en entreprise ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels ;
- Une absence d'informations sur la mise en œuvre de l'approche par compétences.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche par une meilleure participation des enseignants-chercheurs aux enseignements et par la mise en place de dispositifs d'initiation à la recherche.
- Insérer des travaux pratiques.
- Améliorer le suivi des étudiants en entreprise.
- Intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Mettre en place l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un adossement à la recherche très faible avec un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs trop bas, une participation des EC aux enseignements beaucoup trop modeste et aucun dispositif d'initiation à la recherche ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels.

LICENCE PROFESSIONNELLE MAINTENANCE ET TECHNOLOGIE : ORGANISATION DE LA MAINTENANCE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Maintenance et technologie : organisation de la maintenance* de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Exploitation et maintenance des installations de traitement et production d'eau*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 547 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 8 étudiants et 16 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Maintenance et technologie : organisation de la maintenance*, parcours *Exploitation et maintenance des installations de traitement et de production d'eau*, occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement, en lien avec les acteurs socio-économiques de la région de l'océan Indien. La formation s'inscrit également dans un réseau de partenariats avec l'université de Limoges, l'IST de Diégo (Madagascar) et l'université des Mascareignes (Île Maurice). Le programme est en adéquation avec les besoins spécifiques de La Réunion ainsi que ceux des pays partenaires, comme l'île Maurice et Madagascar, en matière de gestion et de traitement des eaux. La formation se caractérise par une professionnalisation bien développée par l'intervention de 16 enseignants non permanents et les 37 semaines des stages en entreprise (soit 20 crédits ECTS). La formation met en place des pratiques pédagogiques satisfaisantes et les politiques de pilotage et d'amélioration continue par l'instauration des évaluations des enseignements (EEE) et de la formation (EFE) et l'organisation de conseils de perfectionnement. L'adossement à la recherche est satisfaisant. Cependant, le faible effectif (huit étudiants en moyenne) pose la question de la survie de la formation et l'approche par compétences (APC) n'est mise en place que partiellement. Le volet international en termes de mobilités, partenariats et collaborations est quasi inexistant.

La formation est fortement orientée vers la professionnalisation et vise à développer des compétences et des connaissances en lien avec les défis des acteurs socio-économiques du territoire local et national. La licence professionnelle forme des cadres intermédiaires dans le domaine de l'assainissement et de la production d'eau potable, orientée plus spécifiquement sur l'exploitation et la maintenance des équipements. La formation est en totale adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire en matière de gestion des eaux et de protection de l'environnement. Les besoins du territoire en cohérence avec les politiques de la région de l'océan Indien en matière de gestion et traitement des eaux sont intégrés notamment par le biais des partenariats avec des entreprises du secteur. La formation montre également une articulation avec d'autres formations de niveau CAP, Bac Pro, BTS, BTSA GEMEAU, DUT o u L2 spécialisées dans le secteur de l'eau, ce qui permet d'assurer une continuité dans l'offre de formation dans ce domaine. La licence professionnelle *Maintenance et technologie*, parcours *Exploitation et maintenance des installations de traitement et de production d'eau* peut être suivie en alternance avec 37 semaines de stage en entreprise qui favorisent le développement des compétences clés pour une insertion réussie sur le marché du travail. Grâce à l'intervention de 11 professionnels, les étudiants bénéficient d'une réelle mise en situation professionnelle. Ces professionnels interviennent tout au long du *cursus*, couvrant 72 % du programme de formation. Cependant, il est important d'approfondir le positionnement de cette formation par rapport au BUT *Génie biologique*, afin d'éviter une concurrence entre ces deux formations.

Les pratiques pédagogiques sont adaptées à la formation. La formation est dispensée par une équipe d'enseignants intégrant des enseignants-chercheurs, des enseignants et des formateurs professionnels sensibilisés aux nouvelles pratiques pédagogiques.

Un projet de régionalisation financé par le FEDER a permis à l'équipe pédagogique de partager des pratiques pédagogiques synchrones et asynchrones dans le cadre d'échanges avec les équipes pédagogiques de l'île Maurice et de Madagascar. Le contenu pédagogique dispensé sous la forme de travaux pratiques (TP), travaux dirigés (TD) et cours magistraux (CM) apporte les compétences nécessaires en adéquation avec les périodes de stage ou d'alternance. Des scénarios pédagogiques hybrides, déployés via Moodle, sont également mis en place dans certaines UE. La formation bénéficie également des plateaux techniques spécifiques disponibles dans les lycées (plateau électrotechnique aux Lycées Horizon et Roland Garros, plateau hydraulique au Lycée Saint Paul IV).

Le pilotage de la formation permet une amélioration continue, cependant, le taux de réponse des enquêtes d'insertion à 50 % ne permet pas une interprétation robuste des données. Un suivi régulier des résultats des étudiants est mis en place pour favoriser leur réussite. Les jurys de fin d'année, ainsi que le conseil de perfectionnement, permettent un diagnostic des taux de réussite et des ajustements pédagogiques éventuels. Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, un conseil de perfectionnement, avec des représentants de l'équipe enseignante, des représentants des étudiants et des représentants du monde socio-professionnel, se réunit chaque année pour évaluer et discuter les résultats et les éventuels recadrages des programmes de formation. Dans le cadre du dispositif d'amélioration des conditions d'apprentissage des étudiants, des EEE (évaluation par les étudiants des enseignements) sont organisées, permettant ainsi d'améliorer l'organisation pédagogique de la formation et le contenu de certaines UE. Entre 2020 et 2023, la formation a permis à 83 % des étudiants d'obtenir leur diplôme, reflétant ainsi un bon taux de réussite. Les résultats des enquêtes sur l'insertion des étudiants ne peuvent pas être analysés en raison d'un taux faible de participation.

Le taux d'encadrement et l'adossement à la recherche correspondent aux attentes d'une licence professionnelle. La présence de quatre enseignants-chercheurs qui assurent 28 % des heures d'enseignement de la maquette pédagogique permet d'un enseignement par la recherche même si on note qu'il n'y a pas d'autres dispositifs liés à la recherche.

Cependant, le faible nombre d'étudiants, en moyenne huit par session, soulève des questions sur l'attractivité et la survie de cette formation. Avec une moyenne de 25 dossiers retenus par session et en l'absence de précisions sur la capacité d'accueil, il est difficile d'évaluer le taux de pression à l'entrée de cette formation. Le recrutement est ouvert à des candidats de niveau Bac+2, principalement issus du BTS *GEMEAU* et *Métiers de l'eau*, de la licence *Physique*, de la licence *Génie civil*, de la licence *Chimie* et du BUT *SEE*. Aucune procédure spécifique pour la formation continue n'est référencée, quant aux dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP), ils ne semblent pas être suffisamment formalisés.

L'APC n'est mise en place que partiellement. Bien que la maquette pédagogique fasse référence à un programme d'études structuré en sept blocs de compétences, il est difficile de distinguer la mise en place de pratiques pédagogiques adaptées, comme les approches par compétences, les situations d'apprentissage actif par le problème ou le Portfolio de compétences. Le rapprochement et la mutualisation de certaines UE, ainsi que le partage des bonnes pratiques avec les formations BUT abordant des thématiques similaires à celles de cette licence, peuvent contribuer à une mise en œuvre plus efficace des démarches pédagogiques, en faveur de l'approche par compétences.

Le volet international est absent de cette formation. La licence professionnelle *Maintenance et technologie, parcours Exploitation et maintenance des installations de traitement et de production d'eau*, a développé des partenariats internationaux avec Madagascar et Maurice, mais ils ne semblent pas opérationnels. La maquette pédagogique de la formation inclut environ 16 heures d'anglais, avec une certification mise en place à l'échelle de l'établissement.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire ;
- Une professionnalisation bien adaptée à la finalité de la formation et des partenariats structurants ;
- Un pilotage qui permet une amélioration continue.

Points faibles

- Un nombre d'étudiants trop faible qui interroge sur l'attractivité de la formation et la qualité du recrutement ;
- Une différenciation avec le BUT *Génie biologique* peu claire ;
- Une approche par compétence partielle ;
- Une très faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité et la qualité du recrutement de la formation.
- Clarifier le positionnement par rapport au BUT *Génie biologique*.
- Faire aboutir l'approche par compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'ÉNERGÉTIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU GÉNIE CLIMATIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique* de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) de l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 590 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 17 étudiants et 27 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique (MEEGC)* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement en lien avec des acteurs socio-économiques territoriaux. Le programme de formation est en adéquation avec les besoins spécifiques du territoire de La Réunion en matière de conception bioclimatique des bâtiments ou les réglementations spécifiques aux DOM (RTAADOM). La formation se caractérise par une professionnalisation bien développée et bénéficie également d'un très bon adossement à la recherche. Les politiques de pilotage et l'amélioration continue de la formation sont satisfaisantes même si le taux de réponse aux enquêtes d'insertion professionnelle ne permet pas d'apprécier cette dernière. Moyennement attractive, la question de l'articulation de cette LP avec le BUT *Génie civil* doit être instruite. Enfin, le volet international en termes de mobilités internationales, partenariats et collaborations est inexistant.

La formation est fortement orientée vers la professionnalisation et vise à développer des compétences et des connaissances en lien avec les défis des acteurs socio-économiques du territoire local et national. La formation est en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire en matière de transition énergétique. Les besoins du territoire en cohérence avec les politiques énergétiques du conseil régional sont intégrés notamment par le biais des partenariats avec des entreprises du secteur. La LP forme des cadres intermédiaires dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, des énergies renouvelables et de l'environnement, notamment en matière de conception, de dimensionnement, de maintenance et de gestion des installations énergétiques à la fois dans les secteurs tertiaires et industriels. La formation est proposée exclusivement en alternance et les 35 semaines en entreprise (12 crédits ECTS) favorisent le développement des compétences clés pour une insertion réussie sur le marché du travail. Grâce à l'intervention de 17 professionnels, les étudiants bénéficient d'une réelle mise en situation professionnelle. Ces professionnels interviennent tout au long du cursus, couvrant 70 % du programme de formation. Cependant, il est important d'approfondir le positionnement de cette formation par rapport au parcours intitulé *Réhabilitation et amélioration des performances environnementales des bâtiments*, également proposé dans le cadre du même département génie civil – construction durable.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche qui va au-delà des attentes d'une licence professionnelle. La licence professionnelle *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique* bénéficie de l'expertise à cinq enseignants-chercheurs qui assurent 200 heures de la maquette pédagogique avec un volume de 40 heures dédiées à des séminaires recherche, les méthodologies de la recherche, la sensibilisation à l'innovation et au développement durable.

Le pilotage permet une amélioration continue de la formation qui connaît un bon taux de réussite, mais le taux de réponse trop faible aux enquêtes d'insertion professionnelle ne permet pas d'apprécier cette dernière. Un suivi régulier des résultats des étudiants est mis en place pour favoriser leur réussite. Les jurys de fin d'année, ainsi que le conseil de perfectionnement, permettent un diagnostic des taux de réussite et des ajustements pédagogiques éventuels. Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, un conseil de perfectionnement avec des représentants de l'équipe enseignante, les représentants d'étudiants et les représentants du mode socio-professionnel se réunit chaque année pour évaluer et discuter les résultats et les éventuels recadrages des programmes de formations. Dans le cadre du dispositif d'amélioration, les conditions d'apprentissage des étudiants, des EEE (évaluation des enseignements par les étudiants) sont organisées. Entre 2020 et 2023, la formation a permis à 77 % des étudiants d'obtenir leur diplôme, reflétant ainsi un bon taux de réussite. Les résultats des enquêtes sur l'insertion des étudiants ne peuvent pas être analysés en raison d'un taux faible de participation.

Une attractivité satisfaisante, mais une articulation avec le BUT Génie civil à clarifier. Avec une moyenne de 50 dossiers retenus par session pour une capacité d'accueil qui peut varier de 15 à 20 places, la formation témoigne d'une certaine attractivité. Sur la période 2020-2023, la formation affiche des promotions variant de 23 à 17 étudiants. Le recrutement est ouvert à des candidats issus principalement des formations du niveau Bac+2, BTS *Fluides-Energie-Domotique*, *Assistant technique d'ingénieur*, *Électrotechnique*, *Maintenance des systèmes ou Enveloppe des bâtiments*, DUT/BUT Génie civil – *Construction durable* ou L2 dans les domaines de la physique, de l'énergie et de l'environnement. Il est toutefois nécessaire de s'interroger sur les éventuelles passerelles entre la formation BUT Génie civil – *construction durable* vers la licence, ce qui pourrait avoir un impact sur les effectifs du BUT. Aucune procédure spécifique pour la formation continue n'est référencée, quant aux dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP), ils ne semblent pas être suffisamment formalisés.

L'approche par compétences n'est mise en place que partiellement. La formation est dispensée par une équipe d'enseignants sensibilisée aux nouvelles pratiques pédagogiques. Le contenu pédagogique dispensé sous la forme de travaux dirigés (TD) et cours magistraux (CM) apporte les compétences nécessaires en adéquation avec les périodes d'alternance. Bien que la maquette pédagogique référence un programme d'études structuré en huit blocs de compétences, il est difficile de distinguer la mise en place de pratiques pédagogiques adaptées, comme les approches par compétences, les situations d'apprentissage et évaluation, l'apprentissage actif par le problème ou le Portfolio de compétences.

Le volet international est absent de cette formation. La licence professionnelle *Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique* n'a pas développé de collaborations ou partenariats internationaux et ne manifeste pas d'intérêt à les établir ou les développer. Cependant, la formation prépare les étudiants à la certification *Test of English for International Communication (TOEIC)* (niveau B1) et la maquette pédagogique inclut environ 20 heures d'anglais. Les étudiants ont également la possibilité de s'inscrire à des UE libres proposées par l'université de La Réunion, leur permettant de suivre des cours d'espagnol, d'allemand ou de chinois.

Conclusion

Points forts

- Une bonne adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire ;
- Une professionnalisation bien adaptée à la finalité de la formation ;
- Un adossement à la recherche de bon niveau.

Points faibles

- Une cohérence dans l'offre de formation qui interroge étant donné la concurrence potentielle avec le BUT Génie civil ;
- Une visibilité insuffisante de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- Une approche par compétences partielle ;

- Une très faible ouverture à l'international.

Recommandations

- S'assurer de la cohérence dans l'offre de formation, notamment avec le BUT *Génie civil* ;
- Améliorer le suivi de l'insertion professionnelle ;
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INDUSTRIE : MÉCATRONIQUE, ROBOTIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Ingénierie des systèmes automatisés*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) et contient 520 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 14 étudiants et 15 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique (MIMR)* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement, en lien avec les acteurs socio-économiques de La Réunion. Le programme est en adéquation avec les besoins spécifiques de La Réunion en matière de conception et d'intégration des systèmes de production automatisés et robotique industrielle. La formation se caractérise par une professionnalisation bien développée. Le pilotage de la formation permet une amélioration continue et le taux de réussite est excellent (90 %). La formation est attractive et le pilotage de la formation permet une amélioration continue. Néanmoins, les chiffres de l'insertion professionnelle ne sont pas donnés. L'approche par compétences n'est pas totalement aboutie. Le taux d'encadrement est bon avec environ un enseignant par étudiant, mais les enseignants-chercheurs (EC) sont très minoritaires, ce qui rend l'adossement à la recherche insuffisant. Le volet international en termes de mobilités internationales, de partenariats et de collaborations est inexistant.

La formation est fortement orientée vers la professionnalisation et vise à développer des compétences et des connaissances en lien avec les défis des acteurs socio-économiques du territoire local et national. La formation est en totale adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire en matière de conception et d'intégration des systèmes de production automatisés et de robotique industrielle. Les besoins du territoire sont intégrés notamment par le biais des nombreux partenariats avec des entreprises de secteurs d'activités assez variés dans les domaines de l'énergie, du BTP ou de l'agroalimentaire. La formation est également engagée dans des démarches de partenariat et de conventionnements avec des IUT partenaires (Bourges, Rennes et Le Creusot), qui proposent des formations similaires. La formation est également partenaire d'un plateau technique partagé avec le BTS *Conception et réalisation de systèmes automatisés*. Cette licence forme des cadres intermédiaires avec des compétences transverses dans les domaines de l'automatisation industrielle et de la robotique. La licence professionnelle *Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique* peut être suivie en alternance avec 36 semaines en entreprise qui favorisent le développement des compétences clés pour une insertion réussie sur le marché du travail. Grâce à l'intervention de 13 professionnels, les étudiants bénéficient d'une réelle mise en situation professionnelle. Ces professionnels interviennent tout au long du cursus, couvrant 65 % du programme de formation (soit 520 heures équivalent TD).

La formation est attractive et met en place des politiques de pilotage et d'amélioration continue qui aboutissent sur un taux de réussite très élevé. Avec 50 dossiers retenus sur 65 candidatures par session, et une capacité de 12 places, la formation témoigne d'une bonne attractivité. Sur la période 2020-2023, la formation affiche des promotions avec 14 étudiants avec un recrutement ouvert à des candidats du niveau Bac+2, principalement issus des BTS du secteur industriel, des DUT du secteur production et des L2 *Sciences et technologies, Sciences et ingénierie et sciences* avec des connaissances technologiques. Aucune procédure spécifique pour la formation continue n'est référencée. Quant aux dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP), ils ne semblent pas être suffisamment formalisés. Pour répondre aux besoins des entreprises locales, la formation ouvrira un nouveau parcours axé sur la maintenance des systèmes automatisés, augmentant ainsi la capacité d'accueil de 12 à 24 étudiants.

L'amélioration continue est assurée par l'instauration des évaluations des enseignements et de la formation et l'organisation, chaque année, d'un conseil de perfectionnement avec des représentants de l'équipe enseignante, des étudiants et du monde socio-professionnel, permettant ainsi d'améliorer l'organisation pédagogique de la formation et le contenu de certaines UE. Un suivi régulier des résultats des étudiants est mis en place pour favoriser leur réussite qui est très bonne. Entre 2020 et 2023, la formation a permis à plus de 90 % des étudiants d'obtenir leur diplôme, reflétant ainsi un excellent taux de réussite. Toutefois, le faible taux de réponse rend l'appréciation de l'insertion professionnelle difficile : en 2021-2022, 2 étudiants ont répondu sur 10 et sont en CDD.

L'adossment à la recherche n'est pas totalement absent, mais est fragilisé par un taux d'encadrement par les EC trop faible. Actuellement, la licence professionnelle *MIMR* ne propose aucune UE dédiée à la formation à et par la recherche. De plus, la présence des enseignants-chercheurs se limite à deux (sur un total de 15 enseignants permanents et non permanents), pour un total de 36 heures d'enseignement (soit 7 %). Toutefois, les étudiants bénéficient d'une sensibilisation à la recherche, au développement durable, à la transition énergétique et à la protection de l'environnement à travers les UE *Réseaux industriels* et *Vision industrielle*, ainsi que par leur participation à des projets tels que le *World Clean Up Day*.

L'approche par compétences n'est mise en place que partiellement. La formation est dispensée par une équipe au fait des nouvelles pratiques pédagogiques. Le contenu pédagogique dispensé sous la forme de travaux dirigés (TD) et de cours magistraux (CM) apporte les compétences nécessaires en adéquation avec les périodes d'alternance. Des scénarios pédagogiques hybrides sont également déployés dans certaines UE. Bien que la maquette pédagogique se réfère à un programme d'études structuré en huit blocs de compétences, il est difficile de distinguer la mise en place pratique de pédagogies adaptées, comme les approches par compétences, les situations d'apprentissage et évaluation, l'apprentissage actif par le problème ou le Portfolio de compétences. Les modalités de contrôle des connaissances et d'évaluation des compétences (MCCC) sont présentées lors du Conseil Pédagogique (CP), suivies d'un vote en Conseil de l'UT, avant d'être définitivement validées en CFVU (Commission de la formation et de la vie universitaire).

Le volet international est quasi-absent de cette formation. La LP *Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique* n'a pas développé de collaborations ou de partenariats internationaux. Toutefois, la maquette pédagogique de la formation inclut environ 22 heures d'anglais, avec la possibilité d'une certification niveau B1 mise en place à l'échelle de l'établissement.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation bien adaptée à la finalité de la formation ;
- Une bonne adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire ;
- Un très bon taux de réussite ;
- Un pilotage qui permet l'amélioration continue de la formation.

Points faibles

- Un adossment à la recherche fragilisé par un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs trop faible ;
- Un trop faible taux de réponse à l'enquête d'insertion professionnelle ;
- Une approche par compétences mise en œuvre partiellement.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en améliorant la part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.
- Améliorer le taux de réponses aux enquêtes d'insertion professionnelle.
- Faire aboutir l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un adossement à la recherche fragilisé par un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs trop faible ;
- Un trop faible taux de réponse à l'enquête d'insertion professionnelle.

Observations de l'établissement

Saint-Denis, le 28 août 2025

Référence :
JFH/IT/CP-N°004 -2025/2026
Téléphone :
0262 93 80 18
Fax :
0262 93 81 34
Courriel :
cabinet@univ-reunion.fr

Monsieur le Président

A

HCERES
Madame la Directrice

Objet : Observations sur le rapport d'évaluation du HCERES relatif à la politique et à la mise en œuvre de l'offre de formation du 1er cycle de l'Université de La Réunion (2018-2023)

Pièce Jointe : Les observations

Madame la Directrice,

Nous vous prions de trouver ci-jointes les observations de l'Université de La Réunion sur le rapport d'évaluation de nos formations du premier cycle, transmis le 17 juillet 2025 par le HCERES.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Directrice, l'expression de nos salutations les plus cordiales.



Les observations

En premier lieu, nous souhaitons remercier l'équipe du HCERES pour ce travail et pour l'accompagnement depuis que nous avons entamé notre auto-évaluation dans les différentes composantes de l'université avec tous les collègues enseignants, enseignants-chercheurs et BIATSS.

Les observations qui suivent visent à participer à l'amélioration de la démarche d'évaluation du HCERES tout en nuanciant certains constats et en précisant les principaux aspects sur lesquels nous travaillons, à la lumière des remarques faites par vos experts. Il semble donc utile d'apporter quelques précisions à votre analyse de l'offre de formation du 1^{er} cycle sur les points suivants : l'offre globale de formation ; la politique et l'architecture de celle-ci ; l'accompagnement des étudiants à la réussite ; l'adossement des formations à la recherche ; la professionnalisation des formations ; l'internationalisation des formations ; le pilotage et l'amélioration continue des formations. Nous terminerons nos observations par les formations qui étaient initialement en point d'attention dans le cadre de votre rapport d'évaluation.

*

L'offre globale de formation du 1^{er} cycle

Le rapport du HCERES établit qu'il y a un déploiement très inégal des dispositifs d'aide à la réussite en fonction des formations. C'est donc en ce sens que la nouvelle gouvernance de l'université a convenu de manière concertée, à travers la lettre de cadrage de la nouvelle offre de formation (2026-2030), de remédier à cette situation. Pour y parvenir, nous prévoyons plusieurs actions :

- recenser les mesures d'aide à la réussite à l'université ;
- répartir équitablement les moyens dédiés aux parcours individualisés « oui si » (parcours de remédiation, parcours en 2 ans) en première année de Licence entre les formations dites « massifiées » ;
- produire un bilan annualisé de ces dispositifs dans une démarche d'amélioration continue ;
- proposer un Budget qualité enseignement (BQE) pluriannuel (dès la rentrée 2025-2026) en matière d'innovations pédagogiques pour la réussite étudiante, tout en s'appuyant sur un partage de bonnes pratiques entre les équipes pédagogiques.

Dans un esprit de responsabilité, l'établissement veillera à répondre aux besoins des formations dans le cadre des futures campagnes emplois selon une planification prévisionnelle pluriannuelle par le biais de la GPEC dans le but d'améliorer leur taux d'encadrement en répartissant les efforts sur toute la nouvelle période d'accréditation. Ces derniers seront conjointement réalisés par une rationalisation de notre offre de formation (volume horaire des maquettes, recours aux heures complémentaires, etc.) aux regards des contraintes internes et externes que nous connaissons.

Par ailleurs, les collègues du HCERES ont justement mis en avant certaines carences à corriger concernant le pilotage des formations. C'est particulièrement vrai au niveau du suivi des diplômés, où un pilotage par indicateurs sera déployé, au fur et à mesure, avec le soutien de la Direction des services administratifs en composantes (DSAC) par la consolidation et la production de données liées au profilage des entrants-sortants-abandons, au suivi de cohorte et à l'élaboration d'un indice de position sociale (IPS). En matière de poursuite d'études et d'insertion professionnelle, nous avons acté récemment la création de l'Observatoire de l'insertion professionnelle (OIP), conformément au Code de l'éducation, rattaché à la Direction de l'orientation, des formations pour l'insertion professionnelles et pour l'entrepreneuriat (DOFIPE) de notre établissement.

Les experts soulignent aussi que des marges de progression existent dans certains domaines que nous allons prendre en considération dans notre nouvelle offre de formation. C'est notamment le cas de l'augmentation des heures d'enseignement des langues vivantes étrangères (LVE) en présentiel en cohérence avec les formations proposées par l'établissement tout en veillant à la soutenabilité humaine et financière. Les évaluations des enseignements seront dorénavant plus fiables en mettant en œuvre une charte commune relative à celles-ci venant encadrer leur contenu et leur déploiement, à compter de la rentrée 2026-2027. De plus, l'approche par compétence (APC) sera appliquée de manière progressive et adaptée aux formations tout au long de la nouvelle période d'accréditation, de façon coordonnée, grâce au travail de notre chargée de mission « Innovations pédagogiques et réussite étudiante » avec le personnel concerné. Par exemple, une formation par composante pourra bénéficier d'un accompagnement personnalisé pour une application intégrale de l'APC au niveau de leur diplôme.

**

Politique et architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

Les principales remarques soulevées ici relèvent de certaines Licences professionnelles (LP) en termes d'attractivité, de concurrence et de visibilité. L'équipe de direction de l'université s'est rapidement saisie de ces problématiques :

- en proposant la création d'un Pôle entreprise afin de renforcer davantage le lien entre nos formations et le tissu économique local ;
- en minimisant les risques de concurrence interne par un travail de concertation plus régulier et transparent entre les formations de nos composantes ;
- en améliorant la visibilité de nos formations, comme c'est le cas pour la LP Agronomie dorénavant proposée par l'UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement.

Accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

La réussite en première année implique nécessairement une approche multidimensionnelle. Pour ce faire, la lettre de cadrage de la nouvelle offre de formation (2026-2030) y apporte des réponses :

- valoriser l'aspect qualitatif des taux de réussite en distinguant les décrocheurs universitaires (actuellement statut de défaillant prévu par le RGE) des autres étudiants assidus sur les PV des délibérations, à travers une communication transparente aussi bien en interne qu'en externe pour éviter toutes formes de biais ;
- se conformer aux blocs de compétences de la fiche RNCP en dépassant la simple correspondance des UE (structuration de la maquette) en portant une attention particulière à la cohérence des enseignements au sein de chaque bloc et à l'adaptabilité des modalités d'évaluation vis-à-vis de ces blocs sur la base du récent guide de la DGESIP sur l'APC ;
- renforcer la maîtrise de la langue française et le développement d'une démarche réflexive dès la Licence jusqu'au Master (plateforme de remédiation, évaluations diagnostiques régulières, certification) ;
- élaborer un plan d'action en matière de réorientation avec les principales parties prenantes extérieures à La Réunion comme France Travail, les Missions locales, le CNAM, l'AFPAR, AFTRAL, les chambres consulaires ;
- structurer les parcours individualisés « oui si » dans les formations « massifiées » avec un pilotage et un suivi régulier de ces dispositifs (parcours de remédiation, parcours en 2 ans) ;

- améliorer la politique de l'établissement consacrée à l'orientation en consolidant les mesures relatives au continuum bac-3/bac+3 grâce au réseau LyLi, au plan Avenir de l'Éducation nationale et au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;
- réviser le Schéma directeur de la vie étudiante (SDVE) de l'université pour 2026.

Quant à l'absence d'éléments internes visant à évaluer l'efficacité du CPESIP (DU PARÉO), la nouvelle équipe de la DOFIPE, responsable de ce diplôme, devra respecter un cahier des charges en produisant un bilan annuel complété par un suivi de cohorte, à l'issue de l'année universitaire 2025-2026 et pour les années suivantes.

Adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

Nous avons convenu collégalement de répondre à la relative faiblesse de l'adossement de nos formations à la recherche en s'appuyant sur les bonnes pratiques existantes en interne :

- transmettre une culture scientifique dans le cadre des nouvelles maquettes de formation (ateliers de recherche participative) ;
- sensibiliser à l'intégration scientifique et à la déontologie (UE dédiées à l'initiation à la recherche, UE relatives à l'usage de l'IA) ;
- proposer des démarches d'investigation aux étudiants (projets tutorés de recherche en L3 comme alternative au stage) ;
- renforcer la médiation et la diffusion scientifique par des actions de vulgarisation auprès des étudiants (colloques, conférences, séminaires, expositions).

Professionalisation des formations du 1^{er} cycle

Même si l'objectif principal des formations du 1^{er} cycle demeure la poursuite d'études, la professionnalisation des formations reste l'une des priorités de cette nouvelle mandature en actionnant plusieurs leviers dans le but de l'améliorer :

- réviser la structuration des maquettes de nos formations en blocs de compétences afin d'améliorer l'employabilité, l'adéquation vis-à-vis du marché du travail et la reconnaissance des compétences par le milieu professionnel ;
- valoriser l'acquisition de compétences des étudiants par l'élaboration progressive de e-portfolio ;
- généraliser le stage obligatoire en Licence en fonction des formations à partir de la L2 ou de la L3 ;
- proposer progressivement aux étudiants de passer des certifications qualifiantes en fonction de leur projet d'études et professionnel ;
- systématiser les rencontres avec des professionnels (hors recherche et recherche) périodiquement pendant l'année universitaire dans chaque composante en lien étroit avec la DOFIPE ;
- renforcer la présence d'enseignements consacrés à l'entrepreneuriat dans les maquettes de formation (S2ER, PUI Valiotech) ;

- sensibiliser les étudiants aux enjeux transversaux liés à l'environnement et au développement durable par des enseignements de la TEDS dès la première année jusqu'à l'obtention d'une certification interne à l'issue de la troisième année ;
- expérimenter la modularisation d'UE avec des formations pilotes présentes à l'IUT et à l'IAE dans le cadre de la formation tout au long de la vie (DFTLV).

Internationalisation des formations du 1^{er} cycle

Le rapport du HCERES pointe une réalité qui est amplifiée par notre contexte insulaire avec la faible appétence des étudiants pour une mobilité sortante malgré les dispositifs existants au sein de notre établissement (référents RI dans les composantes, politique et communication actives menées par la DRI). Force est de constater, que localement des freins structurels sont toujours présents venant restreindre cette mobilité sortante : coûts de l'éloignement, taux de boursier supérieur à la moyenne nationale, précarité et taux de pauvreté plus élevé que la moyenne nationale, fragilité du tissu socio-économique avec un taux de chômage plus important que la moyenne nationale. Pour autant, la nouvelle gouvernance de l'université a récemment proposé plusieurs pistes qui vont bien au-delà de la simple mobilité :

- proposer des mobilités courtes et hybrides dans les formations ;
- renforcer la visibilité de la certification interne en LVE à l'issue de la troisième année de Licence (progressivité des enseignements au cours de la Licence) ;
- créer un certificat international afin de valoriser les activités internationales en lien avec le supplément au diplôme ;
- consolider les doubles et co-diplomations en respectant un cahier des charges précis (plus-value, conformité, soutenabilité, ingénierie).

Pilotage et amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

L'équipe de direction de l'université a pris la mesure de l'importance d'améliorer le pilotage des formations dans le cadre d'une démarche qualité qui est en cours. D'abord, par la régularisation et la fiabilisation de notre système d'information avec l'appui de l'AMUE, des collègues de Rennes 2 et de notre chargé de mission « SI & Pilotage par les données » auprès de notre personnel administratif. Cette étape cruciale nous permettra de mettre en œuvre une analyse en coût complet (P2CA) des formations en s'appuyant sur les travaux récents de la Cour des comptes et de la DGESIP. Ensuite, nous avons commencé à œuvrer pour une meilleure coordination entre les services centraux et les composantes en restaurant les rencontres périodiques, en les remettant au cœur des processus décisionnels et en réhabilitant les missions dévolues à la DSAC. Enfin, nous accordons une place centrale à l'amélioration continue des formations grâce à des actions concrètes :

- réviser la charte des enseignements de 2013 ;
- annexer au compte-rendu du Conseil de perfectionnement les mesures d'ajustement de la formation ;
- instaurer une Charte des évaluations des enseignements à l'échelle de l'établissement ;
- produire synthétiquement un bilan quantitatif et qualitatif annuel des formations ;
- encadrer les nouvelles demandes d'accréditation sous le prisme de la soutenabilité et des besoins du territoire ;

- généraliser progressivement le supplément au diplôme.

Formations initialement en point d'attention au 1^{er} cycle

L'Université de La Réunion souscrit pleinement au courrier adressé en début d'année à la direction du HCERES par le président de France Universités, Lamri Adoui, sur les rapports provisoires d'évaluation de la vague E. Même si nous restons très attachés à une évaluation par les pairs conduite par une autorité indépendante, nous sommes restés dubitatifs suite aux premiers avis provisoires. Effectivement, ces derniers se sont basés sur une méthodologie plus que critiquable, sur des indicateurs contestables, sur un choix de termes inopportun le tout à partir d'un format très contraignant et rigide tant du côté des premières auditions que du fichier DAE pour les rapports d'autoévaluation et pour la correction des erreurs matérielles. Ces avis, soit moins d'un-tiers d'avis « défavorables » au 1^{er} cycle, ont heurté notre communauté universitaire surtout pour des formations venant irriguer un territoire comme le nôtre dont les spécificités ont été pourtant précisées au tout début du rapport. Néanmoins, nous saluons l'issue favorable du processus d'évaluation mené par le HCERES avec les avis définitifs qui ont été rendus. La remontée des fichiers DA02 ainsi que les auditions du mois de juillet ont permis de mieux éclairer vos experts et de conforter l'investissement de nos collègues dans nos formations.

Nous espérons que ces observations de l'établissement permettront de mieux apprécier le rapport d'évaluation de nos formations du 1^{er} cycle. Nous sommes convaincus que le travail mené conjointement avec le HCERES sera utile pour faire progresser le projet de notre université.

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

